

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Les budgets de 1968 et 1969 — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

LES BUDGETS DE 1968 ET 1969

Le présent article a pour but d'exposer, comme il est de tradition, les aspects les plus importants contenus dans l'« Exposé général du budget des recettes et des dépenses pour l'année budgétaire 1969 ». Il traitera d'abord des principaux aspects de la politique économique, sociale et financière du Gouvernement et examinera ensuite plus en détail les budgets

de 1968 et 1969. Au moment de la rédaction de la présente information, la partie de l'Exposé général concernant le regroupement économique et fonctionnel des opérations budgétaires du pouvoir central n'avait pas encore été rendue publique. Elle constituera la matière d'un prochain article dans ce *Bulletin*.

I. La politique économique et financière du Gouvernement

A. CONSIDERATIONS GENERALES SUR LES BUDGETS.

Comme pour 1968, le budget de 1969 est présenté en équilibre. Le Gouvernement a précisé comme suit les principes qui définissent sa politique budgétaire :

— les crédits supplémentaires de l'année budgétaire 1968 ne devront pas dépasser 5,5 milliards de francs;

— les dépenses de 1969 ne pourront, en aucun cas, dépasser le rythme moyen d'accroissement des dépenses publiques au cours des deux dernières années;

— le budget devra s'exécuter sans impôts nouveaux;

— l'exonération de fait pour les pensions sociales sera maintenue par l'adaptation à l'évolution du coût de la vie des minima exonérés à l'impôt des personnes physiques;

— les barèmes fiscaux seront adaptés compte tenu des recettes fiscales;

— une programmation des dépenses publiques sera progressivement mise en œuvre; elle sera orientée vers une gestion plus efficace de l'Etat en fonction de ses objectifs économiques et sociaux.

1. L'exécution du budget de 1968.

Le projet de budget pour l'année 1968 prévoyait des dépenses ordinaires d'un montant de 240,7 milliards et des recettes de 240,6 milliards. Au terme des débats parlementaires, l'ensemble des budgets des départements atteignait 240,8 milliards.

Compte tenu de l'évolution économique, une réévaluation des recettes ordinaires porte la prévision à 241 milliards, en très légère amélioration par rapport aux chiffres initiaux.

Pour les dépenses, les crédits supplémentaires afférents à l'année 1968 s'élèvent à 5,8 milliards. L'objectif fixé dans la déclaration gouvernementale de limiter à 5,5 milliards les crédits supplémentaires de l'année 1968 est donc pratiquement réalisé. Le feuillet de crédits supplémentaires est notamment influencé par des augmentations aux budgets des départements de l'Emploi et du Travail (+ 1,7 milliard), de la Défense nationale (+ 1,1 milliard), de l'Éducation nationale (+ 0,9 milliard), des Communications (+ 0,7 milliard) et des Affaires économiques (+ 0,6 milliard). Une partie de ces crédits supplémentaires est due aux accords de programmation sociale pour la couverture desquels une provision, inscrite au budget du Premier Ministre, sera répartie entre les différents budgets. Certains de ces crédits sont dus au fait que les estimations initiales se sont avérées trop optimistes. Il en est notamment ainsi de la prévision du nombre des chômeurs et des possibilités d'économies résultant de la mobilité du personnel de l'État.

Compte tenu des crédits supplémentaires afférents aux années antérieures et des annulations normales de crédits, les prévisions pour l'année budgétaire 1968 se présentent comme suit :

	(milliards de francs)
Recettes totales	241,0
Dépenses :	
Budget voté	240,8
Crédits supplémentaires :	
année 1968	5,8
années antérieures	2,9
	249,5
Annulations en fin d'année (est.) —	2,5
	247,0

Le solde négatif du budget ordinaire de 1968 pourrait, dès lors, être de l'ordre de 6 milliards. Ce chiffre demeure néanmoins une pré-

vision et pourra être influencé par divers facteurs et notamment par l'ampleur des reports de crédits de 1967 à 1968, d'une part, et de 1968 à 1969, d'autre part. Le jeu de ces facteurs pourrait ramener le déficit à quelque 4 milliards.

Le budget extraordinaire de 1968 sera exécuté sur base d'un programme d'engagements qui sera libéré à raison de 95 p.c. Les prévisions de décaissements pour les programmes des départements et du Fonds des Routes s'élèvent à 39,5 milliards et celles pour les avances et participations, à 3,8 milliards, soit au total quelque 43,3 milliards. Eu égard aux recettes extraordinaires, environ 0,5 milliard, le montant à financer par l'emprunt s'élèvera à quelque 42,8 milliards. La possibilité offerte au Fonds des Routes de se financer par l'escompte de traites à concurrence d'environ 1,2 milliard, réduirait à 41,6 milliards le montant des décaissements du budget extraordinaire qui influencent la dette publique.

Compte tenu du déficit du budget ordinaire, 4 à 6 milliards, l'impasse brute serait de l'ordre de 45 à 47 milliards. Eu égard à l'amortissement de la dette publique et à divers autres facteurs de trésorerie, l'accroissement net de la dette, initialement estimé à 21 ou 22 milliards, pourrait être de l'ordre de 30 milliards. Ce dépassement est dû notamment au déficit non prévu au budget ordinaire et à l'importance des décaissements du budget extraordinaire.

2. Le budget de 1969.

Compte tenu des hypothèses économiques formulées par le Gouvernement (accroissement du produit national brut en 1969 de 4 p.c. en volume et de 3,3 p.c. en prix, jeu de la progressivité des impôts, effet de certaines anticipations dans les perceptions), le produit des recettes ordinaires de l'année 1969 peut être estimé à 264,6 milliards, soit 23,6 milliards de plus que les recettes probables de 1968.

	(milliards de francs)
Recettes fiscales en 1968	228,3
Croissance en 1969	19,4
Incidence des anticipations	3,0
Autres mesures (dont effort spécial en vue d'une plus juste perception de l'impôt) ...	0,9
Total des recettes fiscales ...	251,6
Recettes non fiscales	13,0
Total des recettes ordinaires ...	264,6

Quant aux dépenses, le budget ordinaire pour l'année 1969, équilibré au niveau de 264,6 milliards, dépasse de 23,9 milliards le budget initial pour 1968 et de 18,1 milliards le budget ajusté de cette même année. Le taux de croissance des dépenses — mesuré à partir des chiffres des budgets initiaux — a été de 9,45 p.c. en 1967, de 8,91 p.c. en 1968 et de 9,88 p.c. en 1969. Le rythme de croissance des dépenses de 1968 à 1969 est donc légèrement supérieur à la moyenne de ceux des deux années antérieures. Il faut néanmoins souligner que le taux de croissance de 1968 a été quelque peu réduit par le mécanisme d'affectation de recettes de l'ordre de 1,3 milliard au Fonds d'expansion économique et par la réduction parallèle du total des dépenses pour un montant équivalent. En outre, la comparaison des taux de croissance sur base des budgets initiaux perd de sa valeur en raison du vote des crédits supplémentaires.

Le Gouvernement est conscient de ce que le rythme de croissance des dépenses ordinaires reste trop élevé. Il a cependant décidé d'arrêter le chiffre du budget au niveau de 264,6 milliards parce qu'il a voulu respecter la sincérité budgétaire, réaliser les mesures annoncées dans la déclaration gouvernementale et parce qu'il s'est trouvé devant une marge de manœuvre extrêmement réduite en raison de la proportion très élevée des dépenses inéluctables. En effet, les dépenses que le Gouvernement ne peut réduire, telles que celles qui résultent de l'application des lois et règlements ou de conventions internationales, ou encore celles qui ont un caractère automatique, interviennent pour plus des deux tiers dans l'augmentation globale de 23,9 milliards par rapport au budget initial de 1968.

Parmi les postes les plus importants, il faut retenir :

- 1) l'augmentation inévitable des charges de la dette publique : 3,4 milliards;
- 2) les dépenses résultant de la programmation sociale pour le secteur public, à la suite de l'accord que le Gouvernement précédent a conclu pour les années 1968 et 1969 : 2,6 milliards;
- 3) les charges liées directement à la hausse des prix. Le budget de 1969 a été élaboré sur base de l'indice 137,5, tandis que le budget de 1968 partait de l'indice 134,75 tout en comportant en outre une provision de 800 millions. Celle-ci ne sera utilisée que partiellement en

1968; le solde, reporté à l'exercice 1969, permettra de faire face à un dépassement de l'indice 140,25, de sorte qu'il n'y a pas lieu d'envisager l'inscription d'une nouvelle provision pour 1969;

4) la poursuite de la mise en place de la politique agricole commune qui provoque de nouveau une augmentation considérable des dépenses, aussi bien pour le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole que pour le Fonds agricole (2 milliards);

5) la majoration de 2 milliards découlant de la législation sur l'assurance maladie-invalidité et les hôpitaux;

6) un supplément de 0,6 milliard pour l'exécution de la réglementation existante en matière de pensions sociales;

7) l'application des dispositions légales relatives aux subventions aux communes et aux provinces, qui provoque une dépense supplémentaire de 1,6 milliard.

Les principales augmentations se retrouvent dans les budgets suivants :

	<i>(milliards de francs)</i>
Education nationale	4,1
Dette publique	3,4
Prévoyance sociale	2,8
Pensions	2,6
Agriculture	2,3
Communications	1,8
Défense nationale	1,8
Intérieur	1,5
Santé publique	1,0

Les autres départements interviennent pour une augmentation de 2,6 milliards.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, des indications détaillées seront données au chapitre traitant des investissements publics et du budget extraordinaire.

B. PRINCIPAUX ASPECTS DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE.

1. La politique économique générale.

a) Considérations générales.

Le budget économique de 1969, inséré dans le cadre de l'expansion économique générale, doit s'interpréter comme un budget couvrant une période de transition :

- 1) Transition entre le second programme d'expansion économique en cours et le plan

pour les prochaines années. Il est nécessaire d'indiquer, sous forme de perspectives quantitatives, les tendances à moyen terme ainsi que les taux nationaux et régionaux de croissance à atteindre. En outre, il y a lieu de se prononcer sur un ensemble d'options à caractère qualitatif et notamment sur :

— la place et le rôle de l'économie belge par rapport à ses partenaires européens;

— les structures d'entreprise dont le pays entend se doter tant pour assurer une expansion équilibrée des régions que pour réduire les incertitudes d'une concurrence internationale accrue;

— les liaisons indispensables entre le progrès technologique en croissance rapide et les entreprises valables chargées de le concrétiser, de le commercialiser.

2) Transition entre une expansion strictement nationale et une action intégrée à une conception européenne de la politique et de la stratégie économiques. Déjà dans le passé, la politique économique belge s'était inspirée — pour les normes de croissance de la demande finale et de ses diverses composantes — des recommandations du Conseil de la Communauté Economique Européenne. De même, le premier programme C.E.E. de politique économique à moyen terme (1966-1970) continue, jusqu'à son échéance, à servir de cadre général à l'expansion européenne. Dans la perspective des prochaines années, la politique économique belge est appelée à s'insérer dans le second programme de politique économique à moyen terme de la C.E.E. Les grands thèmes de cette action économique européenne sont :

— les mutations structurelles des entreprises face au retard d'adaptation de l'économie européenne;

— la nécessité d'une politique sectorielle dynamique;

— l'intensification de l'effort de recherche et de développement;

— l'équilibre entre l'épargne et l'investissement;

— la politique agricole.

3) Transition, enfin, entre une politique économique de conception et d'exécution centralisantes, et une politique économique qui, tout en relevant d'une stratégie unique, sera résolument régionale.

b) L'expansion économique par l'expansion régionale.

La croissance économique nationale s'est diffusée inégalement dans le pays et un des objectifs de la politique économique gouvernementale est de corriger les déséquilibres de croissance entre les régions. La répartition des principaux crédits budgétaires concernant l'expansion régionale se fera dans le cadre du plan régional. Ce plan sera établi en tenant compte des situations régionales. Les besoins régionaux auront notamment trait :

— à la nécessité de créer des emplois nouveaux, nécessité résultant notamment du niveau de l'emploi, des emplois disparus, du chômage;

— aux impératifs de réorientation de l'industrie vers des productions plus élaborées;

— aux handicaps structurels et géographiques à surmonter.

En attendant de pouvoir disposer de l'inventaire des besoins des régions, les crédits budgétaires intéressant directement l'expansion économique régionale sont répartis paritairement. Dans l'immédiat, le Gouvernement prévoit des avantages supplémentaires (dans le cadre des lois actuelles d'expansion économique) aux régions dont le taux de chômage complet est supérieur de 50 p.c. à la moyenne pour le pays et, ensuite, l'élaboration d'une nouvelle loi sur le développement régional en remplacement des lois existantes.

Les moyens de la politique régionale consistent dans :

La régionalisation du plan économique.

1) Le plan économique sera régionalisé afin de rencontrer les préoccupations propres aux trois régions : Wallonie, Flandre, Bruxelles. Les sections régionales du Bureau du Plan soumettront des projets de plans aux conseils économiques régionaux que ceux-ci apprécieront en y joignant des avis dûment motivés, au départ des éléments de base recueillis par les sociétés de développement régional. Il ne saurait être envisagé que le plan national soit une simple intégration et/ou, encore moins, une simple addition, des trois plans régionaux.

2) La régionalisation se fera simultanément : en termes d'emploi et de population active (bilans d'emploi) et en termes de pro-

duction, revenus et autres grandeurs macro-économiques.

Les conseils économiques régionaux.

Les conseils économiques régionaux sont des organes économiques dotés d'un statut officiel. Comme il est dit ci-dessus, ils sont appelés à recevoir, d'une part, les données de base recueillies par les sociétés de développement régional pour l'élaboration des plans régionaux, et, d'autre part, ils devront se prononcer sur les projets de plans régionaux.

Les sociétés de développement régional.

Leur rôle sera de prendre en charge l'expansion et le redressement économique des régions.

Les aides gouvernementales à l'économie.

Les aides gouvernementales s'inspireront avant tout de la nécessité de susciter et d'amplifier le progrès technologique et économique et, partant, social. Elles s'appuieront dès lors notamment :

— sur les « contrats de progrès » destinés à soutenir davantage les entreprises œuvrant dans les lignes tracées par le plan;

— sur le rôle de stimulant des commandes publiques spécialement génératrices de re-

cherches et de créations de « points forts industriels »;

— sur la promotion des initiatives industrielles valorisant la technologie importée, lorsque certains niveaux de recherche sont interdits par la dimension même de notre propre équipement.

Sur le plan régional, des critères objectifs, à insérer dans une modification des lois de 1959 et de 1966, seront élaborés pour orienter plus sélectivement l'octroi des aides publiques.

c) Les subventions aux entreprises privées.

Le tableau I montre l'évolution, pour les années 1967 à 1969, des crédits inscrits au budget ordinaire au titre des subventions à verser aux entreprises privées pour réduire leurs prix de revient. Ce tableau n'est pas exhaustif; de nombreuses et importantes interventions de l'Etat ont, en effet, été éliminées parce que leur incidence finale sur la gestion des entreprises ne saurait être calculée rigoureusement. Il en est ainsi par exemple des subventions relatives aux recherches nucléaires, des réductions de tarifs consenties par les Postes ou la Société Nationale des Chemins de fer belges, de la prise en charge des frais d'apprentissage par l'enseignement professionnel, etc.

Tableau I.

Subventions de l'Etat

(milliards de francs)

	1967 (Propositions)	1968 (Propositions)	1969 (Propositions)
a) <i>Subventions inscrites au budget ordinaire :</i>			
des Affaires économiques	4,3	4,3	4,4
dont :			
Soutien aux charbonnages	(3,2)	(4,0)	(4,1)
Expansion économique	(1,1)	(0,3)	(0,3)
de l'Agriculture	2,1	4,8	6,9
dont :			
Fonds agricole	(1,4)	(4,1)	(6,1)
Fonds d'investissement agricole	(0,4)	(0,4)	(0,5)
des autres départements	0,6	0,3	0,4
dont :			
Finances : appel à la garantie de l'Etat ...	(0,4)	(0,1)	(0,1)
b) <i>Recettes fiscales directement affectées au Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale</i>	0,4	1,3	1,3
Total ...	7,4	10,7	13,0

Les secteurs « Charbonnages » et « Agriculture » absorbent la plus grosse part de ces subventions. Le solde est surtout affecté à l'alimentation du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale, lequel constitue, par les moyens considérables qu'il rassemble, un instrument particulièrement efficace de mise en œuvre de la politique gouvernementale en la matière.

Pour 1969, le programme des dépenses relatives à l'application des lois d'expansion économique, relevant du département des Affaires économiques, s'élèvera à quelque 1,7 milliard pour les subventions en intérêts, 0,5 milliard pour les subventions en capital et quelque 0,4 milliard pour les interventions en matière de réalisation de prototypes. Ce programme sera financé par les crédits inscrits au budget ordinaire (0,3 milliard) et extraordinaire (0,5 milliard) de ce département, par le produit des recettes fiscales directement affectées (1,3 milliard) et par le solde des crédits non utilisés à la fin de l'année 1968, que l'on évalue à 0,5 milliard. Pour ce qui concerne les travaux dont l'exécution est du ressort du département des Travaux publics, le programme prévu pour 1969 s'élèvera à 1,3 milliard, affecté aux zonings industriels avec leurs voies d'accès et à l'assainissement des sites charbonniers. Pour ce qui est de la Santé publique, les travaux de distribution et d'adduction d'eau font l'objet d'un programme de 0,4 milliard. Quelques autres dépenses figurant à d'autres budgets, tels ceux de l'Emploi et des Affaires étrangères, portent le programme général du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale à quelque 4,5 milliards.

d) La politique agricole.

Depuis le 29 juillet 1968, le Marché commun est réalisé pour la quasi-totalité des produits agricoles. Le financement de la politique agricole commune a donné lieu à la création du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.). Ce Fonds comprend trois subdivisions :

1) la section garantie, qui finance les dépenses de soutien des marchés, comprenant :

— les restitutions accordées à l'exportation des produits;

— les interventions en vue de la régularisation du marché intérieur;

— les subventions pour dénaturation, stockage et transformation de produits agricoles;

2) la section orientation, qui finance les actions visant à l'adaptation et l'amélioration structurelle de la production agricole, de la commercialisation et des débouchés de produits agricoles;

3) les sections spéciales, qui financent les compensations accordées à certains pays au moment de la fixation des prix uniques des céréales en décembre 1964 et du lait en juillet 1966.

Les moyens financiers du F.E.O.G.A. sont fournis, en période définitive, par des recettes propres de la Communauté, complétées par des contributions financières des Etats membres et, durant la période transitoire, uniquement par des contributions financières des Etats membres.

La section garantie.

Les dépenses éligibles au concours de cette section comprennent les restitutions accordées à l'exportation vers les pays tiers et les mesures d'intervention sur le marché. La technique de comptabilisation est complexe et, de ce fait, elle a engendré des retards importants au niveau des services de la Commission. Ces retards sont en cours de résorption, ce qui se traduit par une charge budgétaire supplémentaire en 1969 pour les Etats membres (c'est le cas de la Belgique) dont la part dans les dépenses totales de la section garantie, dépasse pour une période donnée le montant des dépenses nationales éligibles au concours du Fonds pour la même période. Le tableau II reprend les décomptes du F.E.O.G.A., section garantie, pour les cinq premières périodes ainsi que l'indication de l'imputation budgétaire en Belgique.

A côté des dispositions visant à rattraper les retards de liquidation existant pour les périodes écoulées, certaines mesures tendent à accélérer le décompte de la section garantie pour les périodes en cours. Ainsi, la charge financière imputée au budget de 1969, au titre des obligations contractées dans le cadre de la section garantie, est démesurée, parce qu'elle résulte, pour une part importante, de la résorption des retards de liquidation existant pour les périodes écoulées et, pour une autre part,

Tableau II. **Dépenses de la section garantie du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole**
(millions de francs)

Périodes	Dépenses totales de la section garantie	Part belge	Dépenses éligibles de la Belgique	Contribution nette	Imputation budgétaire en Belgique
1962-1963	1.436	113	15	98	1966
1963-1964	2.534	205	19	186	1967
1964-1965	8.146	690	98	592	60 p.c. en 1967 40 p.c. en 1968
1965-1966	12.006	954	528	426	75 p.c. en 1968 25 p.c. en 1969
1966-1967	18.519	1.472	888	584	75 p.c. en 1969 25 p.c. en 1970

de l'accélération qui a été introduite dans le règlement des comptes pour les périodes en cours. En additionnant toutes ces charges découlant des décomptes de la section garantie du F.E.O.G.A., on obtient un montant de 2,2 milliards, ramené à 1,4 milliard, afin de tenir compte du déplacement de l'échéance de la fin d'octobre 1969 ⁽¹⁾.

La section orientation.

Au titre de cette section, le tableau III dégage les dépenses qui ont été engagées par

Tableau III.

Dépenses de la section orientation du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole
(millions de francs)

Périodes d'affectation des dépenses	Engagements de la Communauté	Part belge dans ces engagements	Paiements effectués par la Belgique et imputations budgétaires ¹
1962-1963	479	36	36 (1966)
1963-1964	845	68	61 (1966)
1964-1965	2.715	230	néant
1965-1966	4.002	318	186 (1967)
1966-1967	6.173	491	néant

¹ Lors de la négociation du règlement 74/67, un « gentlemen's agreement » a été conclu entre les Etats membres et la Commission en vertu duquel les contributions des Etats membres ne seront mobilisées qu'en fonction des besoins de trésorerie de la Commission.

⁽¹⁾ Le Gouvernement a estimé, en effet, que cette échéance prévue pour la liquidation du décompte définitif afférent à la période 1967-1968 ne serait pas respectée et il a, en conséquence, limité les crédits inscrits en 1969.

la Communauté ou qui sont sur le point de l'être (période 1966-1967 uniquement). Il en ressort que les engagements actuels de la Communauté entraîneront encore pour la Belgique des charges budgétaires de l'ordre de 0,9 milliard, qui s'échelonnent sur plusieurs exercices. Pour 1969, le Gouvernement a prévu un crédit de 0,4 milliard en vue de faire face à ses obligations financières au titre de la section orientation.

Les sections spéciales.

Les obligations de la Belgique au titre des sections spéciales constituent la contrepartie qui a dû être payée en vue d'arriver à des prix unifiés dans les secteurs des céréales et des produits laitiers. Le tableau IV indique les contributions de la Belgique à ces sections avec l'indication de l'année budgétaire d'imputation.

Par ailleurs, en ce qui concerne les subventions au Fonds agricole, elles sont destinées

Tableau IV.

Dépenses des sections spéciales du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole
(millions de francs)

Périodes d'affectation des dépenses	Dépenses de la Communauté	Part belge dans ces dépenses	Exercices budgétaires d'imputation
1967-1968	10.412	823	1968
1968-1969	7.012	554	1969
1969-1970	3.462	274	1970

à équilibrer en 1969 le budget du Fonds, dont les dépenses dépasseront les recettes ⁽¹⁾ à concurrence de 3,7 milliards. On notera que 97 p.c. de ces dépenses (estimées à 7,8 milliards) concernent des dépenses découlant de l'application de la politique agricole commune et sont, par conséquent, éligibles au concours du F.E.O.G.A., section garantie.

2. La politique sociale.

Le total des subsides à caractère social du budget de l'Etat s'élève en 1969 à 56,2 milliards, soit une progression de 5,6 p.c. par rapport aux crédits du budget ajusté de 1968, qui atteignent 53,2 milliards. Les principales interventions sociales de l'Etat sont reprises dans le tableau V.

⁽¹⁾ Ces recettes sont constituées presque intégralement par la part du Fonds dans la taxe d'abattement et par les prélèvements agricoles.

Quant au tableau VI, il reprend l'ensemble des avantages sociaux dont le financement incombe soit au budget de l'Etat, soit aux organismes de sécurité sociale. Le tableau indique un total de quelque 180 milliards, contre 158,6 milliards prévus initialement pour l'année 1968. Ce dernier montant ne comprenait cependant pas l'incidence des mesures décidées après l'élaboration du budget de 1968, notamment l'importante révision des taux des pensions à partir du 1^{er} janvier 1968. La progression d'une année à l'autre, compte tenu de ce dernier élément, dont l'incidence peut être évaluée à quelque 6 milliards, correspond à l'orientation proposée dans la déclaration gouvernementale. Celle-ci prévoit que l'ensemble des prestations sociales variera à un taux — à prix constants — supérieur de 50 p.c. à celui du produit national. L'incidence des prix comprise dans les chiffres porte le taux à prix courants à 8 p.c. environ. Or, compte tenu de l'incidence susmentionnée, le tableau dégage

Tableau V. **Principales interventions de l'Etat à caractère social** ¹
(milliards de francs)

	1967 (Réalizations)	1968 (Crédits ajustés)	1969 (Crédits sollicités)
A. Sécurité sociale, assistance et avantages sociaux divers :			
Assurance maladie-invalidité :			
a) obligatoire	12,1	13,6	15,5
b) libre	1,0	1,1	1,1
Allocations familiales :			
a) salariés	0,6	0,8	0,8
b) indépendants	1,0	1,1	0,9
Chômage	2,3	3,4	1,8
Allocations aux estropiés et mutilés	1,4	1,5	1,8
Entretien d'enfants confiés à des institutions	0,8	0,9	0,9
Subsides aux œuvres nationales des victimes de la guerre	0,8	1,0	1,0
Abonnements sociaux	1,4	1,3	1,2
Maladies professionnelles	0,5	0,8	1,2
B. Politique de l'emploi et aide de réadaptation aux travailleurs licenciés	1,1	1,2	1,3
C. Politique du logement :			
Interventions au profit du Fonds National du Logement	1,5	1,6	2,0
D. Politique de santé :			
Subsides aux hôpitaux	0,9	1,7	1,9
Subsides à l'Œuvre Nationale de l'Enfance	0,7	0,8	0,8
Dotations du Fonds spécial d'assistance	1,3	1,2	1,2
Charges financières d'emprunts des pouvoirs subordonnés	0,8	1,0	1,2
E. Politique scientifique :			
Allocations au Fonds National des Etudes ...	0,8	0,9	1,0

¹ Les dépenses au titre des pensions sociales ou de guerre ne figurent pas dans ce tableau; elles sont reprises séparément dans le tableau XIII.

Tableau VI.

Ensemble des prestations sociales

(milliards de francs)

	1967	1968		1969
		(Initial)	(Ajusté)	
Victimes de la guerre	6,7	6,7	6,8	7,1
Pensions	36,0	37,2	43,6	48,9
Prestations familiales ¹	28,9	29,7	31,3	33,3
Allocations pertes de salaires ²	21,4	24,3	25,7	24,8
Politique de santé	29,2	31,2	32,1	34,6
Politique de l'emploi	1,0	1,2	1,1	1,3
Logement ³	1,8	1,7	1,6	2,1
Vacances ⁴	20,4	24,0	24,0	25,0
Abonnements scolaires	0,3	0,4	0,4	0,4
Abonnements sociaux	1,4	1,3	1,3	1,2
Fonds National des Etudes	0,8	0,9	0,9	1,0
Handicapés graves	—	—	—	0,2
Total ...	147,9	158,6	168,8	179,9

¹ Y compris l'entretien des enfants de justice.² Pensions d'invalidité des mineurs; indemnités d'incapacité de travail, de l'I.N.A.M.I., d'accidents du travail et de maladies professionnelles; allocations de chômage; allocations aux estropiés.³ Primes De Taeye, taudis, différences d'intérêts.⁴ Y compris les employés, mais à l'exclusion du personnel définitif des services publics.

un accroissement d'environ 9,3 p.c. de 1968 à 1969.

3. Enseignement et culture.

Le montant global du budget de l'Education nationale s'élève à 48,8 milliards, ce qui représente, comme en 1968, quelque 18,5 p.c. du total du budget ordinaire. Ce montant représente une augmentation de 9 p.c. par rapport au budget initial de 1968 et de 7 p.c. par rapport au budget ajusté de la même année.

Les recommandations de la Commission spéciale du Conseil national de la politique scientifique soulignaient la nécessité d'allouer en 1969 aux établissements universitaires, comme mesure transitoire, des crédits en augmentation d'au moins 10 p.c., à prix constants, soit à peu près 13 p.c. à prix courants. Le Gouvernement a tenu à prévoir une augmentation respectivement de 13,7 et 9,5 p.c., par rapport au budget initial de 1968, pour l'enseignement supérieur et la recherche scientifique (13,7 et 7,8 p.c. par rapport au budget adapté de 1968).

L'augmentation des crédits pour l'enseignement spécial est considérable : 39,2 p.c. (14,4 p.c. par rapport au budget adapté).

En ce qui concerne la culture, il y a lieu de noter que le rythme de croissance des moyens financiers destinés à la diffusion culturelle sera, en 1969, le même que pendant les années précédentes. Cette croissance est proportionnellement plus importante que la hausse moyenne

des dépenses totales de l'Etat. De cette façon, le Gouvernement désire contribuer à l'urgente nécessité de garder l'équilibre entre le développement socio-culturel de la population et le développement économique.

4. La politique scientifique.

Les crédits pour la politique scientifique, qui seront repris pour la première fois dans une section séparée des différents budgets départementaux, atteignent, au budget de 1969, 10,9 milliards, soit un accroissement de 12,2 p.c. par rapport à 1968. Comme en 1968, ils représentent 4 p.c. du budget ordinaire de l'Etat. A ce montant, il convient d'ajouter, d'une part, un montant de 0,3 milliard à prélever sur le produit de l'emprunt de la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique et, d'autre part, un crédit de 0,4 milliard à inscrire au budget extraordinaire.

Le montant total du budget scientifique s'élève ainsi à 11,7 milliards, ce qui traduit un accroissement de 14,8 p.c. par rapport à l'année précédente. Depuis 1964, les taux d'accroissement ont été de 30 p.c. (1964-1965), de 28 p.c. (1965-1966), de 13 p.c. (1966-1967) et de 9 p.c. (1967-1968).

La recherche non orientée comprend les activités du Fonds national de la recherche scientifique et des fondations gérées par ce Fonds. Les crédits destinés au financement de la coopération scientifique internationale reviennent de 0,9 milliard en 1968 à 0,8 milliard en 1969, ce qui représente une diminution de

Tableau VII.

Affectation des crédits pour la politique scientifique ¹

	1967 (Ajusté)		1968 (Voté)		1969 (Propositions)	
	(milliards de francs)	(en p.c. du total)	(milliards de francs)	(en p.c. du total)	(milliards de francs)	(en p.c. du total)
1. Financement direct des universités et établissements assimilés pour l'enseignement et la recherche	5,1	54,0	5,7	55,7	6,5	55,4
2. Financement indirect de la recherche non orientée	0,4	4,7	0,5	4,6	0,5	4,5
3. Financement de la recherche à finalité industrielle et agricole	1,4	14,6	1,7	16,4	2,1	18,1
4. Financement d'activités scientifiques de service public et d'intérêt général	1,5	15,4	1,5	14,8	1,8	15,4
5. Organismes scientifiques internationaux	1,1	11,3	0,9	8,5	0,8	6,6
Total ...	9,5	100,0	10,2	100,0	11,7	100,0

¹ Budget ordinaire, budget extraordinaire et budget pour ordre.

10 p.c. Le recul de la part du budget consacrée à la coopération internationale (11 p.c. en 1967 à 7 p.c. en 1969) résulte de l'état de crise où se trouvent la plupart des institutions scientifiques européennes et de la difficulté consécutive de réaliser l'accord des pays participants sur la continuation des programmes en cours ou la mise en œuvre de nouveaux programmes. Une partie des activités dont le financement est ainsi interrompu, est continuée sur le plan national.

5. Les relations extérieures et la coopération au développement.

Le tableau VIII montre l'évolution du total des dépenses au titre des relations extérieures, c'est-à-dire au titre de la représentation à l'étranger et de la participation à des organisations internationales. L'augmentation par rapport à 1968 est de 0,3 milliard.

Tableau VIII.

Relations extérieures
(milliards de francs)

	1967 (Dépenses)	1968 (Crédits ajustés)	1969 (Propositions)
Budget des Affaires étrangères et du Commerce extérieur — section I (à l'exception des contributions aux organismes internationaux)	1,7	1,8	2,0
Idem — Contributions aux organismes internationaux	0,4	0,5	0,6
	2,1	2,3	2,6

Les crédits budgétaires alloués à la coopération au développement pour l'année 1969 connaissent une augmentation considérable par

Tableau IX.

Principaux crédits affectés à la coopération au développement
(milliards de francs)

Budgets ordinaire et extraordinaire	1968 (Budget initial)	1969 (Budget initial)
1. Dette publique :		
Charges de la dette publique consolidée congolaise garantie par la Belgique	0,6	0,6
Dette rétrocédée au Congo et garantie par la Belgique	0,2	0,2
Fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion	0,2	0,2
2. Pensions :		
Pensions résultant des lois de garantie	0,3	0,3
3. Finances :		
Prêts à des Etats étrangers ...	0,3	0,4
Part de la Belgique dans le financement des prêts octroyés par la Banque Européenne d'Investissement à la Turquie	0,1	0,1
Affiliation de la Belgique à l'Association Internationale de Développement	0,3	0,4
4. Affaires étrangères :		
Dépenses résultant des lois de garantie du 27 juillet 1961 et du 3 avril 1964	0,2	0,1
Coopération au développement (section II)	2,3	2,9
Total ...	4,5	5,2

rapport à ceux de l'année 1968. En effet, le budget de 1969 pour la coopération au développement atteint 2,9 milliards, soit une augmentation de 0,6 milliard par rapport aux crédits initiaux de 1968. Ce montant ne traduit cependant pas la totalité des efforts consentis par l'Etat en la matière. Doivent y être ajoutées, les interventions rassemblées au tableau IX, qui s'effectuent par prélèvement sur les bénéfices de la Loterie nationale ou par le canal du budget d'autres départements ou par des avances directes du Trésor.

A ces crédits budgétaires doivent encore être ajoutés quelques moyens d'action particuliers, parmi lesquels figurent en bonne place :

— les dépenses effectuées sur les bénéfices de la Loterie nationale (0,6 milliard) ;

— les pensions de retraite, rentes et allocations diverses en faveur des anciens agents de l'Administration d'Afrique (0,6 milliard), qui font l'objet de dispositions budgétaires spéciales ;

— l'assistance technique militaire, confondue dans les autres dépenses des forces armées et de la gendarmerie, évaluée à 0,1 milliard.

Au total, les charges supportées par l'Etat en matière de coopération au développement atteignent, de la sorte, près de 6,5 milliards en 1969.

6. La fonction publique.

Le Gouvernement s'efforcera de poursuivre l'adaptation de l'administration aux objectifs qu'il s'est assignés sur les plans politique, économique, social, culturel et financier. Aussi prendra-t-il toutes les mesures utiles en vue d'accroître la productivité des services publics, c'est-à-dire d'assurer aux citoyens le maximum

de services appropriés au coût le plus bas. Dans cette optique, il convient de mentionner quelques préoccupations dominantes :

— l'expérience a montré la nécessité impérieuse et urgente d'aménager, sur certains points, et notamment en matière de déroulement des carrières, le statut des agents de l'Etat ;

— les agents des services publics doivent être encouragés à s'adapter aux exigences nouvelles et croissantes du progrès. L'effort de formation et de perfectionnement du personnel sera intensifié ;

— une surveillance étroite de l'évolution des effectifs de la Fonction publique sera exercée. Dans toute la mesure compatible avec l'efficacité des services publics, il importe, en effet, de freiner l'accroissement de la main-d'œuvre occupée dans ce secteur d'activité. Aussi tout nouvel embauchage de personnel dans les ministères et dans les organismes d'intérêt public sera-t-il précédé d'une vérification attentive de la possibilité et de l'opportunité d'une application préalable de règlements récents visant à assurer la mobilité du personnel de certains services publics et des membres des forces armées.

7. Les relations avec les pouvoirs locaux.

Le mécanisme d'alimentation du Fonds des communes est déterminé par la loi du 16 mars 1964 ; la dotation annuelle représente une part constante du produit de certains impôts perçus par l'Etat au cours du pénultième exercice. Le montant des produits fiscaux à considérer pour 1969 atteint 84,2 milliards. La dotation du Fonds des communes s'élève à 16,1 p.c. de ce montant, soit 13,6 milliards. De 1967 à 1969, l'augmentation du Fonds des communes est de

Tableau X.

Transferts aux pouvoirs locaux

(milliards de francs)

Budgets initiaux	1967	1968	1969
Dette publique (annuités prises à charge par l'Etat)	0,1	0,1	0,1
Pensions (d'enseignement communal et provincial)	1,9	2,1	2,2
Justice (remboursements pour parquets, tribunaux de police)	0,1	0,1	0,1
Intérieur (transferts aux administrations locales)	12,7	13,8	15,3
Travaux publics (travaux communaux)	0,4	0,6	0,7
Education nationale	7,2	7,9	8,2
Santé publique (intérêts et amortissements travaux et déficit hôpitaux C.A.P.)	0,8	1,0	1,2
Total ...	23,2	25,6	27,8

2,6 milliards, soit 23,3 p.c. Cette majoration très importante résulte, d'une part, de l'équitable remboursement aux communes de leur dû dans l'accroissement du rendement des impôts perçus par l'Etat, et, d'autre part, de l'intégration dans le Fonds de la compensation des effets financiers résultant de la suppression de l'exonération fiscale et de l'aide exceptionnelle accordée pour la revalorisation de la fonction publique. Par ailleurs, il avait été convenu d'élargir le champ fiscal des communes.

II. Le budget de l'année 1968

Le budget des Voies et Moyens de 1968 prévoyait 240,6 milliards de recettes ordinaires, dont 227,9 milliards pour les recettes fiscales et 12,7 milliards pour les recettes non fiscales. Les recettes extraordinaires étaient évaluées à 0,6 milliard.

Au terme des huit premiers mois de l'année budgétaire, les recettes fiscales totalisaient 152,5 milliards, soit une moins-value de 0,5 milliard par rapport aux prévisions et un excédent de 10,7 milliards par rapport aux recettes de la période correspondante de l'année 1967. Sur la base de cette évolution et compte tenu du maintien de l'estimation pour les recettes non fiscales, l'ensemble des recettes ordinaires de 1968 a été réestimé à 241 milliards, soit une plus-value de 0,4 milliard par rapport à la prévision initiale. Cette plus-value se répartit comme suit entre les grandes rubriques de recettes :

	<i>(milliards de francs)</i>
Contributions directes	+ 0,6
Accises	+ 0,7
Taxes assimilées au timbre	- 1,2
Autres droits perçus par l'Enregistrement ...	+ 0,3
	+ 0,4

La moins-value des taxes assimilées au timbre résulte surtout de l'évolution assez peu expansive de la demande intérieure; en effet, la reprise économique qui se manifeste depuis le début de l'année s'appuie surtout sur la demande extérieure.

En ce qui concerne les dépenses ordinaires, le budget voté initialement (240,8 milliards) a été majoré par un feuilleton d'ajustement de 5,8 milliards auxquels s'ajoutent des cré-

La loi du 7 avril 1967 a permis aux pouvoirs locaux de porter de 5 à 6, les centimes additionnels aux impôts sur les revenus des personnes physiques, et a majoré également d'une unité la contribution spéciale frappant les revenus des sociétés, dont le produit est intégralement versé aux communes. Ces deux mesures ont eu une incidence considérable sur les finances communales. Le tableau X montre l'évolution globale des transferts de l'Etat aux pouvoirs locaux de 1967 à 1969.

Tableau XI.

Budget ordinaire de l'année 1968

(millions de francs)

<i>Recettes :</i>		
Prévisions initiales	240.602	
Résultats probables		240.992
<i>Dépenses :</i>		
Budget déposé	240.840	
Amendements	- 45	
Budget voté		240.795
<i>Feuilleton d'ajustement :</i>		
Augmentation	+8.888	
Réduction	-3.096	
		5.792
Total des crédits de l'année		246.587
Suppléments pour années antérieures		2.925
Total des dépenses		249.512
Solde des résultats probables		-8.520

Les recettes ordinaires probables étant évaluées à 241 milliards, le budget de 1968 se soldera donc par un déficit de 8,5 milliards ou de 5,6 milliards si l'on tient compte uniquement de l'année en cours. En fait, cependant, étant donné que des annulations de crédits seront enregistrées en fin d'année pour un montant estimé à 2,5 milliards, le budget ordinaire de l'année 1968 pourrait se clôturer par un déficit de l'ordre de 3,1 milliards.

Les causes principales de l'accroissement des dépenses de 8,7 milliards mentionné plus haut sont les suivantes :

- + 1,7 milliard de dépenses supplémentaires pour le département de l'Emploi et du Travail dues essentiellement à une prévision trop optimiste du nombre de chômeurs;
- + 1,2 milliard pour la Défense nationale; essentiellement des dépenses de rémunérations (0,7 milliard) dues principalement à la non-réalisation du plan de mobilité du personnel;
- + 1,2 milliard pour l'Education nationale;
- + 1,0 milliard en faveur du Fonds agricole;
- + 0,8 milliard de subventions à l'industrie charbonnière;
- + 0,7 milliard pour le Ministère des Communications, dont 0,6 milliard de subventions à la Société Nationale des Chemins de fer belges;
- + 0,7 milliard au Fonds des maladies professionnelles;
- + 0,7 milliard de subsides à l'Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité (travailleurs salariés).

Les propositions budgétaires établies par les départements ministériels au titre de dépenses extraordinaires pour 1968 se chiffraient au total à 22,5 milliards en crédits d'engagement et 31,5 milliards en crédits d'ordonnement. Des amendements ont ramené le total des crédits d'engagement à 22,4 milliards et ont porté le total des crédits d'ordonnement à 31,9 milliards. Par ailleurs, les modifications proposées par la voie du feuilleton se soldent par une augmentation de 6,7 milliards pour les crédits d'engagement et de 1 milliard pour les crédits d'ordonnement. Le total des crédits propres à 1968 atteint ainsi 29,1 milliards pour les engagements et 32,9 milliards pour les ordonnancements. Si l'on tient compte des crédits reportés de 1967, on obtient un total de 38,5 milliards de crédits d'engagement disponibles en 1968 et de 40,1 milliards de crédits d'ordonnement.

L'augmentation nette la plus importante des crédits d'engagement proposée par la voie du feuilleton concerne le département de la Défense nationale (6,7 milliards). Quant aux majorations nettes des crédits d'ordonnement, elles concernent essentiellement la Défense nationale (0,8 milliard) et les Finances (0,2 milliard).

La majoration des crédits au budget de la Défense nationale résulte de la régularisation des dépenses autorisées hors programme par le Gouvernement en ce qui concerne, d'une part, l'achat d'avions « Mirage » (6,6 milliards en engagements et 0,7 milliard en ordonnancements) et, d'autre part, la contribution de l'Etat dans les frais de construction de l'école internationale du Shape (0,1 milliard tant en engagements qu'en ordonnancements). L'augmentation des crédits d'ordonnement sollicitée par le département des Finances sera ventilée comme suit : 50 millions en faveur de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel en vue de lui permettre d'octroyer des crédits à un taux d'intérêt de 3,5 p.c. aux anciens coloniaux d'Afrique, 65 millions pour la deuxième reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement actuellement en voie de négociation et 100 millions pour faire face à des besoins divers ⁽¹⁾.

(1) Notamment pour faire face aux obligations de la Belgique résultant des consortiums d'aide créés sous l'égide de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques et de la Banque Mondiale et pour accorder des prêts à des pays étrangers aux fins de promouvoir les exportations.

III. Le budget de l'année 1969

A. BUDGET ORDINAIRE.

Le budget ordinaire de l'année 1969 est présenté en équilibre, les évaluations de recettes atteignant le même niveau que l'ensemble des budgets de dépenses des départements, soit 264,6 milliards.

1. Les dépenses ordinaires.

Les dépenses ordinaires pour 1969 s'élèvent, ainsi qu'il a été dit, à 264,6 milliards et sont donc supérieures de 18 milliards aux crédits

ajustés de l'année en cours. La répartition de ces dépenses est effectuée au tableau XII. Dans les lignes qui suivent, on passera successivement en revue les principales rubriques de ce tableau.

Le budget de la *Dettes publiques* pour l'année 1969 prévoit des crédits pour un montant total de 46,2 milliards. Comparativement aux crédits ajustés de 1968, dont le montant s'élève à 42,5 milliards, l'augmentation se chiffre à 3,7 milliards. Elle se subdivise comme suit :

Tableau XII.

Dépenses ordinaires ¹

(millions de francs)

	1968 (Crédits ajustés) ²	1969 (Crédits sollicités)	Différence entre 1969 et 1968
1. Budgets financiers :			
Dettes publiques	42.472	46.176	+ 3.704
Pensions	28.958	31.002	+ 2.044
Dotations	711	765	+ 54
Total ...	72.141	77.943	+ 5.802
2. Autres budgets :			
Premier Ministre	641	978	+ 337
Justice	4.881	5.244	+ 363
Intérieur	14.702	16.137	+ 1.435
Affaires étrangères et Commerce extérieur ...	4.660	5.493	+ 833
Défense nationale	18.978	19.766	+ 788
Gendarmerie	2.991	3.304	+ 313
Agriculture	6.456	8.458	+ 2.002
Affaires économiques	7.717	7.339	- 378
Classes moyennes	505	553	+ 48
Communications	9.883	10.896	+ 1.013
Postes, Télégraphes et Téléphones	7.829	8.183	+ 354
Travaux publics	4.244	4.703	+ 459
Emploi et Travail	4.981	3.461	- 1.520
Prévoyance sociale	19.221	21.409	+ 2.188
Éducation nationale	45.547	48.756	+ 3.209
Culture	3.464	3.800	+ 336
Santé publique et Famille	8.994	9.814	+ 820
Finances	8.752	8.410	- 342
Total ...	174.446	186.704	+12.258
Total général ...	246.587	264.647	+18.060

¹ En raison des forçages, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des chiffres de détail.

² Non compris les crédits supplémentaires pour années antérieures.

1. Intérêts :

a) de la dette consolidée :	(milliards de francs)
— charges nouvelles des émissions effectuées jusqu'à la fin de juillet 1968	+ 1,3
— charges pour émissions nouvelles à effectuer du 1 ^{er} août au 31 décembre 1968	+ 1,7
— première charge complète d'intérêt pour certains emprunts ...	+ 0,6
— diminution du chef de remboursement de capitaux empruntés .	- 0,6
— réduction de la charge d'intérêt d'un emprunt	- 0,2
b) de la dette flottante	- 0,7

idée lequel entraîne une majoration des charges d'intérêt et d'amortissement. A cet égard, la répartition des crédits inscrits au budget de la Dette publique (¹) entre les amortissements, les intérêts et les autres charges est la suivante :

	1968 (ajusté)	1969
	(milliards de francs)	
Amortissements	18,3	20,5
Intérêts	23,4	24,8
Autres charges	0,8	0,9
Total ...	42,5	46,2

2. Amortissements de la dette consolidée :

— charges des émissions effectuées en 1968	+ 1,0
— première charge d'amortissement et/ou augmentation de la dotation d'amortissement de certains emprunts en francs belges et en devises	+ 0,9
— suppression des charges d'amortissement de certains emprunts	- 0,3
Augmentation totale ...	+ 3,7

Les crédits figurant au budget des *Pensions* pour l'année 1969 s'élèvent à 31 milliards, soit une augmentation de 2,1 milliards par rapport aux crédits ajustés de l'année 1968.

L'augmentation des crédits (0,9 milliard) prévus pour le paiement des pensions civiles au personnel de l'État, au personnel enseignant subventionné et aux ministres des cultes, et

L'augmentation du budget de la Dette publique résulte donc principalement de l'accroissement de l'encours de la dette conso-

(¹) Il s'agit du budget ordinaire uniquement; le budget extraordinaire comprend, en outre, pour chacune des années 1968 et 1969, 0,4 milliard de crédits destinés à l'amortissement de la dette reprise du Congo.

des pensions militaires découle, en ordre principal, de l'accroissement du nombre des pensions de retraite et de l'augmentation du montant moyen de celles-ci due au relèvement du niveau moyen des rémunérations de la fonction publique, de la majoration de certaines pensions de retraite et de survie (arrêté royal du 21 février 1968), de la suppression de la fonction d'avoué et de l'ouverture d'un droit à la pension en faveur des intéressés (loi du 10 octobre 1967), ainsi que de la liaison de ces dépenses à l'indice des prix à la consommation.

Tableau XIII.

Budget des pensions

	1967 (Réalisations)	1968 (Crédits ajustés) ¹	1969 (Crédits sollicités)
Pensions civiles, ecclésiastiques et militaires	9,7	10,7	11,6
Pensions de guerre	5,5	5,8	6,0
Pensions sociales	12,2	12,4	13,4
Total ...	27,4	28,9	31,9

¹ Non compris les crédits supplémentaires pour années antérieures.

Les crédits globaux pour le paiement des pensions de guerre ont augmenté de 0,2 milliard pour l'année budgétaire 1969 comparativement au budget ajusté de 1968.

Les majorations appliquées en vertu de la loi du 15 juin 1967 aux avantages accordés aux victimes civiles de la guerre par la programmation fixée par la loi du 6 juillet 1964, l'augmentation du nombre des bénéficiaires des rentes de guerre accordées par la loi du 29 mars 1967 ainsi que les différentes adaptations à l'indice des prix à la consommation ont pour effet que la charge totale des pensions de guerre est toujours en hausse malgré le taux de mortalité relativement élevé des bénéficiaires.

Le budget du *Premier Ministre*, arrêté à 1 milliard pour 1969, est en augmentation de 0,3 milliard par rapport aux crédits ajustés pour 1968. Cette différence résulte principalement de l'inscription d'un crédit provisionnel de 200 millions destiné au financement des mesures à prendre en faveur des handicapés, conformément à la déclaration gouvernementale.

Le budget de l'*Intérieur* a été établi à 16,1 milliards pour 1969. Par rapport au budget ajusté pour 1968, qui s'élève à 14,7 milliards, l'augmentation est de 1,4 milliard. Cette augmentation est due, en ordre principal, à la majoration des moyens mis à la disposition du Fonds des communes (1,3 milliard) et du Fonds des provinces (0,1 milliard).

Les crédits figurant au budget des *Affaires étrangères et du Commerce extérieur* atteignent 5,5 milliards pour 1969, soit une augmentation de 0,8 milliard par rapport aux crédits ajustés de 1968. Cette majoration se ventile comme suit : 0,1 milliard pour les loyers résultant des garanties d'occupation du complexe Berlaumont, 0,1 milliard au titre des contributions à des organismes internationaux situés en Belgique et à l'étranger, 0,1 milliard en faveur du Programme des Nations Unies pour le Développement et 0,2 milliard pour la coopération en personnel de l'assistance technique.

Le budget de la *Défense nationale*, clôturé à 19,8 milliards, dépasse de 0,8 milliard les crédits ajustés de 1968. Cette différence est due, pour 0,5 milliard, à l'augmentation des salaires et charges sociales et, pour 0,3 milliard, à l'augmentation de divers postes, parmi lesquels figurent notamment les dépenses de stationnement des forces armées en République fédérale d'Allemagne.

Pour l'*Agriculture*, le budget de 1969 s'élève à 8,5 milliards. L'augmentation par rapport au budget ajusté de 1968 est de 2 milliards et est due essentiellement à la réalisation progressive de la politique agricole commune de la Communauté Economique Européenne. Ainsi, les crédits pour le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole sont majorés de 1 milliard et les crédits pour le Fonds agricole, de 0,7 milliard. Outre ces deux importantes majorations, on relève celle de 0,1 milliard au Fonds d'investissement agricole. Il convient aussi de souligner l'inscription d'un crédit nouveau de 0,1 milliard en faveur de l'Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture, dont les dépenses de fonctionnement sont supportées, à partir de 1969, pour moitié par le budget de l'Agriculture, d'une part, et celui des Affaires économiques, d'autre part.

Le budget des *Affaires économiques* prévoit des crédits pour un montant de 7,3 milliards, soit une diminution de 0,4 milliard par rapport au budget ajusté de 1968. Cette réduction résulte d'une diminution de la subvention à l'industrie charbonnière et de la suppression du crédit pour les dépenses de fonctionnement de l'Euratom par suite de la fusion des exécutifs de la Communauté Economique Européenne, ces dépenses incombant, à partir de 1969, au département des Affaires étrangères.

Le budget des *Communications* a été établi à 10,9 milliards pour 1969. Par rapport au budget ajusté pour 1968, qui s'élève à 9,9 milliards, l'augmentation de 1 milliard est due principalement à la majoration des subventions à la Société Nationale des Chemins de fer belges et aux sociétés de transports urbains pour la couverture des déficits d'exploitation.

Le budget des *Travaux publics* s'élève pour 1969 à 4,7 milliards, soit une augmentation de 0,5 milliard par rapport au budget ajusté de 1968. Cet accroissement est dû notamment pour 0,1 milliard à l'augmentation des crédits au titre des charges salariales, pour 0,1 milliard à la majoration des dépenses pour l'entretien des routes et pour 0,1 milliard également à l'augmentation des subsides aux pouvoirs régionaux et locaux, à titre d'intervention de l'Etat dans les charges d'amortissement d'emprunts contractés par ces pouvoirs auprès du Crédit Communal de Belgique pour le financement de travaux.

Le budget de l'*Emploi et du Travail* a été ramené de 5 milliards pour les crédits ajustés de 1968 à 3,5 milliards pour 1969, soit une diminution de 1,5 milliard, due à la contraction importante du crédit-chômage, lequel est ramené de 4,2 à 2,6 milliards.

Les crédits inscrits au budget de la *Prévoyance sociale* s'élèvent à 21,4 milliards, soit 2,2 milliards de plus que le budget ajusté de 1968. Cette forte majoration se ventile comme suit : 2 milliards pour le secteur de l'assurance maladie-invalidité (1,5 milliard pour les travailleurs salariés et 0,5 milliard pour les indépendants), 0,4 milliard pour le secteur des maladies professionnelles et 0,1 milliard pour les handicapés. Par contre, deux réductions

sont à signaler : l'une de 0,2 milliard sur le crédit prévu pour la réalisation de l'équilibre financier du régime d'allocations familiales pour employeurs et travailleurs non salariés, et l'autre, de 0,1 milliard pour le service des soins de santé.

Le budget de l'*Education nationale* reste, comme précédemment, le plus élevé de tous les budgets. Arrêté à 48,8 milliards, il dépasse le budget ajusté de 1968 de 3,2 milliards. Les dépenses supplémentaires concernent pour 1 milliard le personnel (salaires et charges sociales). Cependant, la transposition d'une série de crédits en vue de l'adaptation de la présentation des projets de budgets à l'existence des communautés linguistiques ne permet pas actuellement de fournir des renseignements détaillés sur l'augmentation des dépenses par rapport à 1968.

Les crédits inscrits au budget de la *Santé publique et de la Famille* s'élèvent à 9,8 milliards, soit 0,8 milliard de plus que le budget ajusté de 1968. Cette différence résulte notamment de majorations importantes pour le secteur « Famille et Logement » : 0,2 milliard pour l'extension du programme de logements de la Société Nationale du Logement et de la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne et 0,2 milliard pour les primes aux constructeurs et acheteurs de logements sociaux.

Le budget du *Ministère des Finances* s'établit à 8,4 milliards, soit une diminution de 0,3 milliard par rapport au budget ajusté de 1968. Le budget des Finances comportait en 1968 une provision de 0,8 milliard destinée à faire face au franchissement du niveau 137,50 de l'indice des prix à la consommation. L'excédent de cette provision qui ne sera utilisée qu'à concurrence d'environ un quart, sera transféré à l'année 1969 à titre de provision pour cette année. Dès lors, l'inscription d'un nouveau crédit provisionnel en 1969 destiné à faire face à une hausse éventuelle de l'indice n'est pas apparue nécessaire. Abstraction faite du crédit provisionnel de 1968, les crédits sollicités pour 1969 sont de 0,5 milliard plus élevés que les crédits ajustés de 1968. Cette augmentation résulte en ordre principal des majorations de rémunérations.

droits perçus par l'Enregistrement est évalué pour 1969 à 13,7 milliards, contre une recette probable de 12,7 milliards en 1968, soit un accroissement de 1 milliard. De cet accroissement, 0,8 milliard est imputable aux droits d'enregistrement et le solde, aux droits de succession.

Les recettes non fiscales de 1969 sont estimées à 13 milliards pour une recette probable de 12,7 milliards en 1968, soit un accroissement de 0,3 milliard.

B. LES INVESTISSEMENTS PUBLICS ET LE BUDGET EXTRAORDINAIRE.

1. Les investissements publics.

Le programme des engagements et des décaissements relatifs aux investissements publics a un contenu différent de celui du budget extraordinaire puisque, outre ce secteur budgétaire proprement dit, il recouvre :

— d'une part, le Fonds des Routes dont le financement relève d'appels directs au marché des capitaux;

— d'autre part, un important secteur débudgétisé formant le complément de la politique des travaux publics (par exemple, les Intercommunales E3, E5 et E39 et l'aménagement du canal Albert et du canal maritime Bruxelles-Rupel). Le financement immédiat par appel au marché des capitaux s'ajoute à l'effort propre de l'Etat qui aura d'ailleurs, à terme quelque peu différé, à assumer la totalité des charges;

— enfin, un important secteur paraétatique (logements sociaux, télécommunications, transports en commun et distributions d'eau) dont les actions pour plus ou moins indépendantes qu'elles soient de l'effort propre de l'Etat, n'en représentent pas moins un chapitre à coordonner judicieusement dans l'ensemble de la politique des investissements publics relevant de l'Etat.

La notion de « programme » s'est progressivement imposée à l'attention des gouvernements successifs. En effet, le financement par le Crédit Communal de Belgique de certaines dépenses de subventions de l'Etat aux pouvoirs locaux, la création de fonds alimentés par les crédits d'ordonnancement inscrits au budget (comme le Fonds des constructions scolaires et parascolaires de l'Etat) et du Fonds des Routes qui trouve ses ressources dans l'emprunt,

ne permettaient pas d'obtenir une vue synthétique des investissements de l'Etat à partir des données basées sur le seul budget extraordinaire. Il s'imposait dès lors de regrouper les engagements contractés à charge du budget extraordinaire et en dehors de lui. De nouvelles modalités de financement des investissements, et notamment la constitution des Intercommunales E3, E5 et E39, sont venues élargir, ces dernières années, l'éventail des dépenses échappant au budget extraordinaire et confirmer la nécessité de procéder à un examen d'ensemble des divers programmes d'investissement mis en œuvre. Quel que soit le mode de financement, tout investissement nécessite, en effet, un appel au marché des capitaux. Il importe, dès lors, d'évaluer correctement les charges globales pour assurer une coordination satisfaisante entre le volume des investissements souhaités et les possibilités de financement.

Le programme global des engagements pour 1969 (budget extraordinaire, Fonds des Routes, secteur débudgétisé et secteur paraétatique comme indiqué ci-dessus) s'élève à 75,6 milliards, si l'on exclut la tranche conditionnelle (1) et à 88 milliards si l'on tient compte de cette tranche. Dans ces chiffres, la part du secteur paraétatique intervient respectivement pour 16,2 et 19 milliards. Si l'on fait abstraction de ce secteur (ainsi qu'il est fait au tableau XV), le programme des engagements s'élève à 59,4 milliards sans la tranche conditionnelle et à 69 milliards avec la tranche.

Il en résultera d'importantes charges de financement qui, en ce qui concerne le budget extraordinaire et le Fonds des Routes, ne manqueront pas d'influencer le volume de la dette publique (2). Ainsi, les décaissements à charge du budget extraordinaire et du Fonds des Routes peuvent être estimés à 46,2 milliards en 1969 (48,3 milliards si l'on y comprend la tranche conditionnelle qui aura surtout sa répercussion en 1970). Compte tenu de

(1) Cette tranche est à libérer en fonction de l'évolution économique et de l'état du marché des capitaux.

(2) S'il est logique d'additionner l'ensemble des investissements qui se réalisent à l'intervention de l'Etat, du Fonds des Routes, du secteur débudgétisé et des organismes paraétatiques, il faut attirer l'attention sur le fait que les décaissements relatifs à ces investissements n'influencent pas la trésorerie de l'Etat de la même manière. Les paiements du secteur débudgétisé et des organismes paraétatiques n'influencent pas la trésorerie au moment où ils sont faits. Par les mécanismes de garantie et de remboursement, ils influencent néanmoins, à plus long terme, les finances de l'Etat.

Tableau XV.

Engagements

(millions de francs)

	1967 (Réalizations)	1968 (Programme ajusté)	1969 (Programme)
1. Travaux publics	12.216	12.691	13.185
2. Fonds des Routes	9.255	11.001	11.322
3. Communications	5.451	5.884	6.993
4. Postes, Télégraphes et Téléphones	85	93	110
5. Education nationale	2.872	3.498 ¹	2.962
6. Culture	115	138	212
7. Santé publique	850	1.031	1.652
8. Agriculture	463	731	717
9. Affaires économiques	12	17	17
10. Intérieur	28	140	138
11. Affaires étrangères	55	60	59
12. Justice	1	37	4
13. Finances	47	22	7
Total ...	31.450	35.343	37.378
14. Gendarmerie	183	187	184
15. Défense nationale	3.907	4.166	4.094
Total ...	4.090	4.353	4.278
16. Dépenses financières	3.367	5.439 ²	5.154
17. Travaux communaux financés par le Crédit Communal de Belgique	2.890	3.212	3.336
18. E3	4.420	4.619	3.910
19. E5	—	1.900	3.400
20. E39	—	143	510
21. Canal Albert	—	(950) ³	969
22. Canal Bruxelles-Rupel	—	(247) ³	455
Total ...	10.677	15.313 (16.510)	17.734
23. Tranche conditionnelle	—	—	9.568
<i>Programmes spéciaux : Défense nationale :</i>			
24. Chars	4.595	—	—
25. Avions	—	6.600	—
Total général ...	50.812	61.609 (62.806)	68.958

¹ Y compris 333 millions représentant l'adaptation des dotations 1965 et 1966 à l'indice du coût de la construction.

² Dont 970 millions pour les sites charbonniers.

³ Chiffres correspondant aux montants de la garantie accordée par l'Etat sur les emprunts à émettre respectivement par l'Office de la Navigation et par la S.A. du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles.

l'amortissement de la dette publique et de divers autres facteurs, l'accroissement net de cette dernière serait de l'ordre de 28 à 30 milliards en 1969.

La progression des engagements témoigne de la volonté du Gouvernement de réaliser un programme ambitieux d'investissements publics. Ainsi qu'il ressort du tableau XV, le programme de base d'engagements s'élève pour les départements et le Fonds des Routes à 41,6 milliards auxquels il convient d'adjoindre une tranche conditionnelle de 7,3 milliards ⁽¹⁾; à ce programme de base s'ajoutent les avances et

participations qui s'élèvent à 5,2 milliards et les investissements financés par le Crédit Communal de Belgique (3,3 milliards); d'autre part, des investissements seront réalisés par les Intercommunales chargées de la construction des autoroutes (E3, E5 et E39) et par divers organismes d'intérêt public (au total : 9,2 milliards).

Un effort spécial est consenti en 1969 pour la modernisation de l'équipement routier. L'ensemble des engagements relatifs aux investissements routiers (Fonds des Routes et Intercommunales E3, E5 et E39) s'élèvent à 19,1 milliards, soit une augmentation de 1,5 milliard par rapport au programme ajusté de 1968 et de 5,5 milliards par rapport aux réalisations de 1967.

(1) Ce chiffre de 7,3 milliards se rapporte, soulignons-le, au programme de base. Pour l'ensemble du programme, la tranche conditionnelle s'élève à 9,6 milliards, comme indiqué au tableau XV.

Un effort important est également prévu en faveur du département des Communications dont le programme pour 1969 inclut une dotation de 3,3 milliards au Fonds de renouvellement de la Société Nationale des Chemins de fer belges. Une large partie de cet effort est consacrée à la poursuite des travaux relatifs au « préméto », à la commande d'une malle pour la ligne Ostende-Douvres et à la poursuite ou

l'achèvement des investissements ferroviaires, notamment en ce qui concerne la liaison internationale Paris-Ruhr entre Namur et Liège.

Quant au programme de la Défense nationale, il doit être considéré (4,3 milliards au total en ce compris la Gendarmerie), compte tenu des allocations exceptionnelles consacrées au renouvellement des chars et avions en 1967 et 1968.

Tableau XVI.

Paie ments
(millions de francs)

	1967 (Réalisations)	1968 (Prévisions)	1969 (Prévisions) 1
1. Travaux publics	10.348	11.774	12.418
2. Fonds des Routes	7.758 ²	9.574 ²	10.821 ²
3. Communications	5.021	6.481	6.362
4. Postes, Télégraphes et Téléphones	87	91	96
5. Education nationale	3.248	3.594	3.208
6. Culture	71	116	168
7. Santé publique	479	734	1.029
8. Agriculture	463	662	650
9. Affaires économiques	19	13	14
10. Intérieur	30	40	121
11. Affaires étrangères	38	71	61
12. Justice	2	6	16
13. Finances	21	58	23
Total ...	27.585	33.214	34.987
14. Gendarmerie	144	180	275
15. Défense nationale	4.337	4.695	2.856
Total ...	4.481	4.875	3.131
<i>Programmes spéciaux : Défense nationale :</i>			
16. Chars	248	850	1.963
17. Avions	—	700	1.000
Total ...	248	1.550	2.963
18. Dépenses financières	3.367	4.759	5.154
Total général ...	35.681	44.398	46.235 ¹

¹ Sur base du programme normal. L'octroi de la tranche conditionnelle augmenterait le total de 2.081 millions.
² Y compris les paiements par lettres de change.

Les prévisions de décaissements à résulter de l'exécution du programme précité des engagements sont reprises dans le tableau XVI, en regard des réalisations de 1967 et des prévisions de 1968. Ainsi qu'il a été dit, les décaissements à charge du budget extraordinaire (y compris les avances et participations reprises à la rubrique des dépenses financières) et du Fonds des Routes peuvent être évalués à 46,2 milliards en 1969 (48,3 milliards si l'on comprend la tranche conditionnelle), contre 44,4 milliards en 1968.

2. Le budget extraordinaire.

Les recettes extraordinaires de l'exercice 1969 sont estimées à 420 millions, contre

587 millions de recettes probables pour 1968, soit une diminution de 167 millions.

De leur côté, les crédits sollicités pour 1969 s'élèvent respectivement à 28,3 milliards en engagements et à 38,3 milliards en ordonnancements.

En ce qui concerne les crédits d'engagement, il y a lieu d'ajouter, au total précité de 28,3 milliards, les crédits autorisés pour les années précédentes qui se trouveront disponibles à la fin de l'année 1968 à défaut d'avoir pu être engagés. Une première évaluation porte sur une masse de crédits d'engagement reportables de 8,4 milliards environ. Pour comparer valablement ce total de 36,7 milliards avec le programme global d'engagements dont il a été question ci-avant (cf. tableau XV), il convient

Tableau XVII.

Répartition des dépenses extraordinaires

(millions de francs)

	Crédits d'engagement			Crédits d'ordonnancement		
	1968 (Ajusté) * (1)	1969 (2)	Différence (3) = (2) - (1)	1968 (Ajusté) * (4)	1969 (5)	Différence (6) = (5) - (4)
1. Dépenses extraordinaires de biens et services	11.431	5.396	-6.035	6.010	8.144	+2.134
dont : Défense nationale	(10.113)	(3.503)	(-6.610)	(4.697)	(6.129)	(+1.432)
Travaux publics	(1.287)	(1.885)	(+ 598)	(1.282)	(1.999)	(+ 717)
2. Transferts de revenus extraordinaires	25	30	+ 5	110	433	+ 323
dont : Communications	—	—	—	—	(297)	(+ 297)
3. Transferts de capitaux	2.894	3.673	+ 779	10.446	11.107	+ 661
dont : Agriculture	(490)	(684)	(+ 194)	(433)	(557)	(+ 124)
Communications	(120)	(154)	(+ 34)	(931)	(1.059)	(+ 128)
Travaux publics	(1.510)	(1.558)	(+ 48)	(6.312)	(5.859)	(- 453)
Education nationale	(15)	—	(- 15)	(815)	(750)	(- 65)
Santé publique et Famille	(659)	(1.075)	(+ 416)	(1.582)	(1.816)	(+ 234)
4. Investissements civils directs	8.870	10.994	+2.124	7.830	9.789	+1.959
dont : Gendarmerie	(131)	(235)	(+ 104)	(232)	(171)	(- 61)
Travaux publics	(8.090)	(9.602)	(+1.512)	(6.947)	(8.438)	(+1.491)
Education nationale	(95)	(376)	(+ 281)	(212)	(400)	(+ 188)
Culture	(119)	(250)	(+ 131)	(92)	(185)	(+ 93)
Santé publique et Famille	(175)	(280)	(+ 5)	(126)	(275)	(+ 149)
5. Crédits et participations	5.810	8.140	+2.330	7.999	8.359	+ 360
dont : Communications	(5.602)	(7.646)	(+2.044)	(6.269)	(6.631)	(+ 362)
Travaux publics	(172)	(221)	(+ 49)	(104)	(182)	(+ 78)
Finances	—	—	—	(945)	(945)	—
6. Divers	26	26	—	455	458	+ 3
dont : Dette publique	—	—	—	(426)	(411)	(- 15)
Travaux publics	(25)	(25)	—	(25)	(25)	—
Total général ...	29.056	28.259	- 797	32.850	38.290	+5.440

* Non compris les crédits reportés de l'année budgétaire précédente. Ces crédits augmentent le total général des crédits d'engagement de 9.469 millions et celui des crédits d'ordonnancement de 7.286 millions.

de tenir compte de ce que les crédits d'engagement figurant au budget extraordinaire ne constituent qu'une partie du programme précité. Ce dernier, en effet, comprend en outre les programmes d'engagements de divers fonds extrabudgétaires (Fonds des Routes, Fonds des constructions scolaires de l'Etat, Fonds d'expansion économique et de développement régional,...) ainsi que les engagements concernant les travaux communaux, les autoroutes et divers organismes d'intérêt public. Les programmes d'engagements proprement budgétaires s'élèvent à 29,7 milliards ⁽¹⁾. La différence de 7 milliards avec les crédits d'engagement majorés des reports du budget extraordinaire (36,7 milliards) représente essentiellement la marge qui existe normalement entre le programme et les crédits inscrits au budget.

En matière de crédits d'ordonnancement, les crédits nouveaux sollicités s'élèvent, ainsi qu'il a été dit, à 38,3 milliards. Comme pour les crédits d'engagement, il faut tenir compte des

crédits d'ordonnancement disponibles à la fin de 1968 et qui pourront être reportés à l'année 1969 (environ 7,5 milliards). Le Gouvernement disposerait ainsi d'une masse totale de l'ordre de 45,8 milliards pour faire face aux paiements découlant de ses engagements. La différence de 8,7 milliards avec le programme des paiements fixé par le Gouvernement à 37,1 milliards ⁽²⁾ (cf. tableau XVI) représente la marge entre les crédits de paiement budgétaires et les décaissements prévisibles du programme.

⁽¹⁾ Ce chiffre s'obtient en déduisant du total des engagements repris aux rubriques 1 à 15 du tableau XV, soit 41,7 milliards, les engagements des divers fonds extrabudgétaires inclus dans ces rubriques et du Fonds des Routes (16,4 milliards) et en majorant le solde ainsi calculé de la tranche conditionnelle afférente au programme des engagements budgétaires proprement dits, soit 4,4 milliards.

⁽²⁾ Ce chiffre s'obtient en déduisant du total général de 46,2 milliards figurant au tableau XVI les paiements du Fonds des Routes (10,8 milliards) et en majorant le solde ainsi calculé de la tranche conditionnelle afférente aux paiements budgétaires proprement dits (à l'exclusion donc du Fonds des Routes), soit 1,7 milliard.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le *Bulletin* d'octobre 1968. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

BONTOUX Ch., A propos de l'Article 16 (ex 18) des Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXII, n° 5, 1968, pp. 460-465.*)

HENRION R., Le secret professionnel du banquier. (*Institut de Sociologie de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 1968, 124 p.*)

VAN ASSCHE F., Le financement par le crédit d'investissement. (*Documents CEPESS, Bruxelles, VI, n° 6, 1967, pp. 38-43.*)

2. INSTITUTIONS MONETAIRES

BRICH M., Le rôle des banques et des « holdings » dans l'industrie belge. (*Revue pratique des Questions commerciales et économiques, Liège, n° 2, juin 1968, pp. 17-22.*)

DEGUELDRE J., Les applications de la recherche opérationnelle dans le secteur bancaire. (*Bulletin financier de la Banque de Bruxelles, Bruxelles, 20 septembre 1968, pp. 3-6.*)

DE SCHEPPER P., Chronique juridique : Droit bancaire. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXII, n° 5, 1968, pp. 393-407.*)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

Acquisition par une société de ses propres actions. Acquisition par une société filiale d'actions de la société qui la domine. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXII, n° 5, 1968, pp. 452-459.*)

AERTS L., Avancer davantage encore dans la voie de la réforme? (*Documents CEPESS, Bruxelles, VI, n° 6, 1967, pp. 89-96.*)

DE DONCKER M., Récentes modifications institutionnelles sur le marché des capitaux. (*Documents CEPESS, Bruxelles, VI, n° 6, 1967, pp. 6-18.*)

DE GUCHTENEERE A., La Caisse Générale d'Épargne et de Retraite. Tradition et réalités nouvelles. (*Revue de la Société d'Études et d'Expansion, Liège, LXVII, n° 231, mai-juin 1968, pp. 405-408.*)

GERARD Ph., Aperçu sur le régime juridique des prises de participation de la Société Nationale d'Investissement. (*Revue pratique des Sociétés civiles et commerciales, Bruxelles, LXVII, nos 3-4-5-6, mars-avril-mai-juin 1968, pp. 53-68.*)

HERMAN F., Le financement des investissements par le capital à risque et l'endettement des entreprises. (*Documents-CEPESS, Bruxelles, VI, n° 6, 1967, pp. 27-37.*)

La Société Nationale de Crédit à l'Industrie. (*Epargner et Investir, Bruxelles, n° 162, juillet-août 1968, pp. 40-46.*)

Les emprunts belges à lots. (*Bulletin financier de la Banque de Bruxelles, Bruxelles, 27 septembre 1968, pp. 1-4.*)

LEUSCHEL R., Les « Hedge Funds » arrivent en Europe. (*Epargner et Investir, Bruxelles, n° 162, juillet-août 1968, pp. 34-39.*)

Marché des capitaux et investissements en Belgique. (*Documents-CEPESS, Bruxelles, VI, n° 6, 1967, pp. 3-96.*)

PONLOT D., Le marché des capitaux, chasse gardée de l'Etat? (*Documents-CEPESS, Bruxelles, VI, n° 6, 1967, pp. 72-82.*)

VAN OUTRYVE d'YDEWALLE R., Les organes de coordination et de contrôle dans les nouvelles structures du marché des capitaux. (*Documents CEPESS, Bruxelles, VI, n° 6, 1967, pp. 19-26.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

BAECKER M., Bientôt la T.V.A. (*L'Industrie textile belge, Bruxelles, X, n° 9, septembre 1968, pp. 23-30.*)

DEPOORTERE C., L'importance et l'évolution des dépenses sociales de l'Etat. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 7, juillet 1968, pp. 5-66.*)

VAN DROMME A., Le plan fonctionnel et économique de la comptabilité communale. (*Union des Villes et Communes belges, Bruxelles, 1968, XV+288 p.*)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

Produit national brut et revenu national 1962-1967. (*Bulletin général de Statistiques de l'Office statistique des Communautés européennes, Bruxelles, nos 7-8, 1968, pp. 37-45.*)

Le financement international des investissements. (*Documents-CEPESS, Bruxelles, VI, n° 6, 1967, pp. 83-88.*)

VAN CAMPENHOUT J.-M., Les dépenses de loisirs, encore un budget en expansion. (*Reflète et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, VII, n° 5, septembre 1968, pp. 409-419.*)

7. PRIX ET SALAIRES

MAZY A., Réflexions sur la protection de la rémunération. (*Revue du Travail, Bruxelles, LXIX, n° 8, août 1968, pp. 1061-1111.*)

ROEMEN A., Les indemnités d'attente en cas de fermetures d'entreprises. (*Revue du Travail, Bruxelles, LXIX, n° 8, août 1968, pp. 1120-1138.*)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

BAUVIR L., Les travailleurs frontaliers des régions wallonnes. (*Revue du Conseil économique wallon, Liège, n° 88, juillet-septembre 1968, pp. 14-35.*)

EMONS V., L'intéressement des travailleurs belges à la productivité. Ce qui est fait, ce qui reste à faire. (*Institut technique des Salaires, Paris, 1968, 309 p.*)

9. SECURITE SOCIALE

Les interventions financières de l'Etat en matière de sécurité et de prévoyance sociales dans le budget de 1967. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, X, nos 6-7, juin-juillet 1968, pp. 958-979.*)

10. SITUATION ET POLITIQUE ECONOMIQUES

DAVIN L.E. & PRIEBE H., Economie régionale sans frontière. (*Sciences et Lettres, Liège, 1968, 251 p.*)

HEMMER C., L'économie du Grand-Duché de Luxembourg. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXVII, n° 231, mai-juin 1968, pp. 441-460.*)

HENRION R., L'expérience des lois de pouvoirs exceptionnels. (*Journal des Tribunaux, Bruxelles, LXXXIII, n° 4625, 14 septembre 1968, pp. 469-471.*)

LAEVAERT W., Les lois d'expansion économique et leurs résultats. (*Documents-CEPESS, Bruxelles, VI, n° 6, 1967, pp. 49-71.*)

L'efficacité des mesures de politique économique régionale. (*Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix, Namur, 1967, 423 p.*)

PERTINAX, L'aide de l'Etat aux investissements industriels et ses résultats. (*Revue du Conseil économique wallon, Liège, n° 88, juillet-septembre 1968, pp. 1-13.*)

Programmes électoraux et accord gouvernemental 1968. (*Documents-CEPESS, Bruxelles, VII, nos 2-3, juin 1968, pp. 1-182.*)

Rétrospective critique des diagnostics de 1957 à 1968. (*Service mensuel de Conjoncture de Louvain, Louvain, XXII, n° 9, septembre 1968, pp. 20-26.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

CARRE J., L'industrie du panneau de particules en Belgique. (*Annales de Gembloux, Gembloux, LXXIV, n° 2, 2^e trimestre 1968, pp. 85-97.*)

La situation sociale des agriculteurs en Belgique. (*Revue de l'Agriculture, Bruxelles, XXI, nos 7-8, juillet-août 1968, pp. 889-1098.*)

12. RECHERCHE SCIENTIFIQUE

VAN DORMAEL A., Het wetenschappelijk chemisch onderzoek. (*Industrie chimique belge, Bruxelles, XXXIII, n° 9, septembre 1968, pp. 750-754.*)

13. COMMERCE EXTERIEUR

Le Fonds du commerce extérieur. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXII, n° 5, 1968, pp. 466-470.*)

16. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

ASCHINGER F., L'avenir de l'or et du dollar. (*Cadres, Rome, XIV, n° 3, juillet-septembre 1968, pp. 45-49.*)

BEYENS A.L., L'or et les monnaies vus par un cambiste. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXVII, n° 231, mai-juin 1968, pp. 474-492.*)

COOMBS Ch. A., Treasury and Federal Reserve Foreign Exchange Operations. (*Federal Reserve Bulletin, Washington, LIV, n° 9, septembre 1968, pp. 721-742.*)

EVANS J.G., Les transactions courantes et sur capital : Comment le Fonds les définit. (*Finances et Développement, Washington, V, n° 3, septembre 1968, 34-40.*)

Le marché des euro-obligations pendant le troisième trimestre de 1968. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIII, n° 36, 28 septembre 1968, pp. 353-359.*)

Les balances des paiements en 1966 et 1967. (*Bulletin général de Statistiques de l'Office statistique des Communautés européennes, Bruxelles, nos 7-8, 1968, pp. 12-35.*)

Les balances des paiements, la conjoncture et les taux d'intérêt. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIII, n° 34, 14 septembre 1968, pp. 333-339.*)

LETICHE J.M., Liquidità internazionale : sintesi e valutazione. (*Rivista Internazionale di Scienze economiche e commerciali, Padoue, XV, n° 9, septembre 1968, pp. 901-918.*)

MAASS G., Die Rolle des Pfund Sterling in der Weltwirtschaft seit dem zweiten Weltkrieg. (*Mohr, Tübingen, 1968, VII+185 p.*)

MACHLUP F., The Transfer Gap of the United States. (*Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review, Rome, n° 86, septembre 1968, pp. 195-238.*)

Perspectives monétaires internationales. (*Bulletin mensuel économique de la First National City Bank, New York, septembre 1968, pp. 10-14.*)

SUTTORP J.H., L'importance monétaire de l'or. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXVII, n° 231, mai-juin 1968, pp. 504-511.*)

17. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

ASZKENAZY H., Les bourses du Marché commun en 1968. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, XI, n° 41, 3^e trimestre 1968, pp. 84-91.*)

BONTEMPS J., Liberté d'établissement et libre prestation des services dans le Marché commun. Directives de suppression des restrictions et directives de mesures transitoires. (*Bruylant, Bruxelles, 1968, 316 p.*)

DE SAINT-BLANQUAT-LAVAYSSIERE M.J., La C.E.E. vue par l'U.R.S.S. au cours de la décennie écoulée. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 115, septembre 1968, pp. 843-847.*)

Financial Aspects of the Common Market's Agricultural Policy. (*World Financial Markets, New York, 19 septembre 1968, pp. 11-16.*)

FRANCESCHELLI R., Les monopoles nationaux de caractère commercial visés dans l'article 37 du Traité C.E.E. et leur aménagement. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 115, septembre 1968, pp. 855-876.*)

FRISCH A., Exigences et limites de la C.E.E. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, XI, n° 41, 3^e trimestre 1968, pp. 65-69.*)

HETMAN F., Présent et avenir de l'agriculture. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, XI, n° 41, 3^e trimestre 1968, pp. 23-31.*)

KATZ C., L'impasse des transports européens. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, XI, n° 41, 3^e trimestre 1968, pp. 32-38.*)

LAMFALUSSY A., Les marchés financiers en Europe. Essai d'interprétation économique. (*Presses universitaires de France, Paris, 1968, 184 p.*)

Les coûts de la main-d'œuvre dans les industries de la Communauté. Résultats préliminaires - 1966. (*Etudes et Enquêtes statistiques de l'Office statistique des Communautés européennes, Bruxelles, 1968, supplément, pp. 2-45.*)

L'harmonisation dans les communautés. (*Editions de l'Institut de Sociologie de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 1968, 287 p.*)

MARCHAL A., Le secteur public et l'économie de marché dans la C.E.E. (*Revue économique, Paris, XIX, n° 5, septembre 1968, pp. 737-764.*)

MENAI G.P., La Banque Européenne d'Investissement. (*Editions de l'Epargne, Paris, 1968, 186 p.*)

PEYRARD M., La conjoncture dans la Communauté européenne. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, XI, n° 41, 3^e trimestre 1968, pp. 70-74.*)

REY J., L'union économique et ses problèmes. (*Conférences de la Société Royale d'Economie Politique de Belgique, n° 333, juin 1968, 33 p.*)

SAUWENS A., Politique charbonnière de la Communauté européenne. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 115, septembre 1968, pp. 848-854.*)

SCAPERLANDA A., The E.E.C. and United States Foreign Investment : Some Empirical Evidence — A Reply. (*The Economic Journal, Londres, LXXVIII, n° 311, septembre 1968, pp. 720-723.*)

VAN YPERSELE J., The Financing of the Common Market's Agricultural Policy. (*Staff Papers, Washington, XV, n° 2, juillet 1968, pp. 267-289.*)

WALLIS K.F., The E.E.C. and United States Foreign Investment : Some Empirical Evidence Re-examined. (*The Economic Journal, Londres, LXXVIII, n° 311, septembre 1968, pp. 717-719.*)

18. DIVERS

L'assistance technique belge au Congo, juillet 1960-juin 1968. (*Chronique de Politique étrangère, Bruxelles, XXI, nos 3-4, mai-juillet 1968, pp. 282-572.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — Economie générale
2. — Monnaie, crédit et banque
3. — Finances publiques
4. — Agriculture
5. — Industrie
6. — Travail
7. — Commerce intérieur
8. — Commerce extérieur
9. — Transports
10. — Prix et salaires
11. — Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers
12. — Communauté Economique Européenne

1. — ECONOMIE GENERALE

Arrêté royal du 30 septembre 1968

modifiant l'arrêté royal du 17 juin 1931 portant règlement général du contrôle des entreprises d'assurances sur la vie (Moniteur du 4 octobre 1968, p. 9839).

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté ministériel du 18 octobre 1968

relatif à un emprunt de 4,5 milliards de francs à contracter, sous la garantie de l'Etat, par la Régie des Télégraphes et des Téléphones (Moniteur du 22 octobre 1968, p. 10439).

Art. 2. — (...)

Les obligations portent intérêt au taux de 6,75 p.c. l'an à partir du 30 octobre 1968 jusqu'au 29 octobre 1982.

Art. 4. — Le prix d'émission, fixé à 990 francs net par mille francs de capital nominal, est payable intégralement en espèces au moment du dépôt des souscriptions.

Art. 6. — L'emprunt est amortissable, au pair, à partir de la deuxième année.

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 16 août 1968

contenant le budget du Ministère de l'Éducation nationale pour l'année 1968 (Moniteur du 3 octobre 1968, p. 9742).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année 1968 afférentes au Ministère de l'Éducation nationale (...) des crédits s'élevant à la somme de 44.691.000.000 francs.

Art. 17. — Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux (...) sont évaluées à 3.490.795.000 francs pour les recettes et à 3.812.866.000 francs pour les dépenses.

Loi du 16 août 1968

contenant le budget du Ministère de la Culture pour l'année budgétaire 1968 (Moniteur du 15 octobre 1968, p. 10172).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1968 afférentes au Ministère de la Culture (...) des crédits s'élevant à la somme de 3.350.000.000 francs.

Art. 12. — Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux (...) sont évaluées à 129.502.000 francs pour les recettes et à 157.216.000 francs pour les dépenses.

Arrêté ministériel du 13 septembre 1968

relatif à l'octroi d'une aide financière à la pêche maritime (Moniteur du 24 octobre 1968, p. 10513).

Arrêté royal du 17 septembre 1968

fixant la situation des crédits reportés de l'année 1967 (dépenses ordinaires et dépenses extraordinaires) des budgets du Ministère de

la Défense nationale et de la Gendarmerie (Moniteur du 8 octobre 1968, p. 9894).

Arrêté royal du 17 septembre 1968

transférant des crédits d'ordonnement entre articles relevant du titre II (dépenses extraordinaires) du budget du Ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire 1968 (Moniteur du 8 octobre 1968, p. 9902).

Arrêtés royaux du 18 septembre 1968

fixant la situation des crédits reportés de l'année 1967 du titre II (dépenses extraordinaires) et celle des crédits reportés du budget du Ministère des Finances (dépenses ordinaires) de l'année 1967 (Moniteur du 23 octobre 1968, p. 10478).

Arrêté royal du 20 septembre 1968

transférant des crédits d'engagement et d'ordonnement entre divers articles inscrits au titre II (dépenses extraordinaires) du budget du Ministère des Travaux publics pour l'année budgétaire 1968 (Moniteur du 8 octobre 1968, p. 9903).

Arrêtés royaux du 4 octobre 1968

fixant la situation des crédits reportés de l'année budgétaire 1967 (dépenses ordinaires) et celle des crédits reportés de l'année budgétaire 1967 du titre II (dépenses extraordinaires) du budget du Ministère de l'Agriculture (Moniteur du 16 octobre 1968, p. 10247).

6. — TRAVAIL

Arrêté royal du 3 octobre 1968

modifiant les articles 124 et 138 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Moniteur du 8 octobre 1968, p. 9905),

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêtés ministériels des 2 et 28 octobre 1968

modifiant les listes I et II annexées aux arrêtés ministériels du 7 janvier 1966 soumettant à licence l'importation et l'exportation de certaines marchandises (Moniteur du 31 octobre 1968, p. 10766).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté ministériel du 21 octobre 1968

complétant l'arrêté ministériel du 8 octobre 1959 prescrivant la déclaration des hausses de prix (Moniteur du 24 octobre 1968, p. 10501).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrêté royal du 31 juillet 1968

complétant l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 24 décembre 1963, portant statut de l'Office de sécurité sociale d'outre-mer (Moniteur du 19 octobre 1968, p. 10364).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Avis conforme n° 27-68

donné par le Conseil, au titre de l'article 56, § 2 a) du traité instituant la C.E.C.A., pour permettre à la Commission d'octroyer un prêt d'une contre-valeur de 7 millions d'unités de compte A.M.E. à la société « Caterpillar Belgium S.A. », destiné à faciliter le financement de la construction d'une usine pour la fabrication de matériel de terrassement à Gosselies (Charleroi) (Journal officiel du 18 octobre 1968, n° C 107, p. 2).

Règlement (C.E.E.) n° 1612/68 du Conseil du 15 octobre 1968

relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté (Journal officiel du 19 octobre 1968, n° L 257, p. 2).

Article 1^{er}. — 1. Tout ressortissant d'un Etat membre, quel que soit le lieu de sa résidence, a le droit d'accéder à une activité salariée et de l'exercer sur le territoire d'un autre Etat membre, conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives régissant l'emploi des travailleurs nationaux de cet Etat.

2. Il bénéficie notamment sur le territoire d'un autre Etat membre de la même priorité que les ressortissants de cet Etat dans l'accès aux emplois disponibles.

Art. 2. — Tout ressortissant d'un Etat membre et tout employeur exerçant une activité sur le territoire d'un Etat membre peuvent échanger leurs demandes et offres d'emplois, conclure des contrats de travail et les mettre à exécution, conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives en vigueur, sans qu'il puisse en résulter de discrimination.

Art. 3. — 1. Dans le cadre du présent règlement, ne sont pas applicables les dispositions législatives, réglementaires ou administratives ou les pratiques administratives d'un Etat membre :

— qui limitent ou subordonnent à des conditions non prévues pour les nationaux la demande et l'offre de l'emploi, l'accès à l'emploi et son exercice par les étrangers;

— ou qui, bien qu'applicables sans acception de nationalité, ont pour but ou effet exclusif ou principal d'écartier les ressortissants des autres Etats membres de l'emploi offert.

Cette disposition ne concerne pas les conditions relatives aux connaissances linguistiques requises en raison de la nature de l'emploi à pourvoir.

Art. 4. — 1. Les dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres limitant, en nombre ou en pourcentage, par entreprise, par branche d'activité, par région ou à l'échelon national, l'emploi des étrangers, ne sont pas applicables aux ressortissants des autres Etats membres.

2. Lorsque dans un Etat membre, l'octroi d'avantages quelconques à des entreprises est subordonné à l'emploi d'un pourcentage minimum de travailleurs nationaux, les ressortissants des autres Etats membres sont comptés comme travailleurs nationaux, sous réserve des dispositions de la directive du Conseil du 15 octobre 1963.

Art. 7. — 1. Le travailleur ressortissant d'un Etat membre ne peut, sur le territoire des autres Etats membres, être, en raison de sa nationalité, traité différemment des travailleurs nationaux, pour toutes conditions d'emploi et de travail, notamment en matière de rémunération, de licenciement, et de réintégration professionnelle ou de réemploi s'il est tombé en chômage.

2. Il y bénéficie des mêmes avantages sociaux et fiscaux que les travailleurs nationaux.

3. Il bénéficie également, au même titre et dans les mêmes conditions que les travailleurs nationaux, de l'enseignement des écoles professionnelles et des centres de réadaptation ou de rééducation.

4. Toute clause de convention collective ou individuelle ou d'autre réglementation collective portant sur l'accès à l'emploi, l'emploi, la rémunération et les autres conditions de travail et de licenciement, est nulle de plein droit dans la mesure où elle prévoit ou autorise des conditions discriminatoires à l'égard des travailleurs ressortissant des autres Etats membres.

Art. 8. — 1. Le travailleur ressortissant d'un Etat membre occupé sur le territoire d'un autre Etat membre bénéficie de l'égalité de traitement en matière d'affiliation aux organisations syndicales et d'exercice des droits syndicaux, y compris le droit de vote; il peut être exclu de la participation à la gestion d'organismes de droit public et de l'exercice d'une fonction de droit public. Il bénéficie, en outre, du droit d'éligibilité aux organes de représentation des travailleurs dans l'entreprise.

Ces dispositions ne portent pas atteinte aux législations ou réglementations qui, dans certains Etats membres, accordent des droits plus étendus aux travailleurs en provenance d'autres Etats membres.

Art. 9. — 1. Le travailleur ressortissant d'un Etat membre occupé sur le territoire d'un autre Etat membre bénéficie de tous les droits et de tous les avantages accordés aux travailleurs nationaux en matière de logement, y compris l'accès à la propriété du logement dont il a besoin.

Art. 13. — 1. Les Etats membres ou la Commission suscitent ou entreprennent en collaboration toute étude en matière d'emploi et de chômage qu'ils jugent nécessaire dans le cadre de la réalisation de la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté.

Les services centraux de main-d'œuvre des Etats membres coopèrent étroitement entre eux et avec la Commission en vue d'aboutir à une action commune dans les domaines de la compensation des offres et des demandes d'emploi dans la Communauté et du placement des travailleurs qui en résulte.

Art. 14. — 1. Les Etats membres adressent à la Commission les informations relatives aux problèmes et données relevant de la libre circulation et de l'emploi des travailleurs ainsi que les informations concernant la situation et l'évolution de l'emploi par régions et branches d'activité.

Art. 15. — 1. Le service spécialisé de chaque Etat membre adresse, au moins une fois par mois, aux services spécialisés des autres Etats membres ainsi qu'au Bureau européen de coordination un relevé par profession et par région :

a) des offres d'emploi non satisfaites ou non susceptibles d'être satisfaites par la main-d'œuvre appartenant au marché national du travail;

b) des demandeurs d'emploi ayant déclaré être effectivement disposés à occuper un emploi dans un autre pays.

Le service spécialisé de chaque Etat membre transmet ces informations aux services et organismes de main-d'œuvre appropriés.

2. Les relevés visés au paragraphe 1 sont diffusés selon un système uniformisé établi par le Bureau européen de coordination en collaboration avec le Comité technique dans les dix-huit mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent règlement.

Art. 16. — 1. Toute offre d'emploi adressée aux services de main-d'œuvre d'un Etat membre, qui ne peut être satisfaite par le marché national de l'emploi et peut faire l'objet d'une compensation communautaire sur la base des relevés visés à l'article 15, est communiquée aux services de main-d'œuvre compétents de l'Etat membre qui a signalé des disponibilités de main-d'œuvre dans la même profession.

Art. 17. — 1. Les opérations définies à l'article 16 sont exécutées par les services spécialisés. Toutefois, dans la mesure où ils y ont été autorisés par les services centraux, et dans la mesure où l'organisation des services de main-d'œuvre d'un Etat membre et les techniques de placement utilisées s'y prêtent,

a) les services régionaux de main-d'œuvre des Etats membres :

b) les services territorialement responsables pour des régions limitrophes de deux ou plusieurs Etats membres échangent régulièrement les données relatives aux offres et demandes d'emploi non satisfaites à leur niveau et procèdent directement entre eux, et selon les modalités de leurs relations avec les autres services de main-d'œuvre de leur pays, aux opérations de mise en contact et de compensation des offres et des demandes d'emploi;

c) les services officiels de placement spécialisés pour certaines professions et pour des catégories déterminées de personnes établissent entre eux une coopération directe.

Art. 19. — 1. Deux fois par an, sur la base d'un rapport de la Commission élaboré à partir des informations fournies par les Etats membres, ceux-ci et la Commission analysent en commun :

— les résultats des activités de mise en contact et de compensation communautaire des offres et des demandes d'emploi;

— le nombre de placements de ressortissants des Etats non membres;

— l'évolution prévisible de la situation du marché du travail ainsi que, dans la mesure du possible, les mouvements de main-d'œuvre intracommunautaires.

2. Les Etats membres examinent avec la Commission toutes les possibilités tendant à pourvoir par priorité les emplois disponibles par des ressortissants des Etats membres, en vue de réaliser l'équilibre entre les offres et les demandes d'emploi dans la Communauté. Ils adoptent toutes mesures nécessaires à cet effet.

Art. 20. — 1. Lorsqu'un Etat membre subit ou prévoit des perturbations sur son marché du travail pouvant entraîner des risques graves pour le niveau de vie et d'emploi dans une région ou profession, il en avise la Commission et les autres Etats membres en leur fournissant toutes les indications appropriées.

2. Les Etats membres et la Commission prennent toute mesure utile en matière d'information afin que les travailleurs de la Communauté ne s'orientent pas vers des emplois dans ladite région ou profession.

3. Sans préjudice de l'application des dispositions du traité et des protocoles y annexés, l'Etat membre visé au paragraphe 1 peut demander à la Commission de constater que, pour assurer le rétablissement de la situation dans ladite région ou profession, les mécanismes de compensation prévus aux articles 15, 16 et 17 doivent être partiellement ou totalement suspendus.

La Commission décide de la suspension en tant que telle et de sa durée au plus tard deux semaines après avoir été saisie de la demande. Dans un délai de forclusion de deux semaines, tout Etat membre peut demander l'abolition ou la modification de cette décision par le Conseil. Le Conseil statue sur cette demande dans un délai de deux semaines.

Art. 21. — Le Bureau européen de coordination de la compensation des offres et des demandes d'emploi, institué au sein de la Commission et appelé dans le présent règlement Bureau européen de coordination, a pour mission générale de favoriser, sur le plan de la Communauté, la mise en contact et la compensation des offres et des demandes d'emploi. Il est chargé, en particulier, de toutes les tâches techniques incombant dans ce domaine à la Commission aux termes du présent règlement, et notamment de prêter son concours aux services nationaux de main-d'œuvre.

Art. 24. — Le Comité consultatif est chargé d'assister la Commission dans l'examen des questions que soulève l'exécution du traité et des mesures prises pour son application, en matière de libre circulation et d'emploi des travailleurs.

Art. 32. — Le Comité technique est chargé d'assister la Commission pour préparer, promouvoir et suivre dans leurs résultats tous travaux et mesures techniques pour l'application du présent règlement et des dispositions complémentaires éventuelles.

Art. 42. — (...)

3. Le présent règlement ne porte pas atteinte aux obligations des Etats membres :

— découlant de relations particulières ou d'accords futurs avec certains pays ou territoires non européens,

fondés sur des liens institutionnels existant au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement;

— découlant d'accords existant au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement avec certains pays ou territoires non européens, fondés sur des liens institutionnels ayant existé entre eux.

Les travailleurs de ces pays ou territoires qui, conformément à cette disposition, exercent une activité salariée sur le territoire d'un de ces Etats membres, ne peuvent invoquer le bénéfice des dispositions du présent règlement sur le territoire des autres Etats membres.

Art. 44. — La Commission arrête les mesures d'exécution nécessaires à la mise en application du présent règlement. A cette fin, elle agit en contact étroit avec les administrations centrales des Etats membres.

Art. 45. — La Commission soumettra au Conseil des propositions tendant à supprimer, dans les conditions prévues au traité, les restrictions à l'accès à l'emploi des travailleurs ressortissants des Etats membres, dans la mesure où le défaut de la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats ou autres titres nationaux peut faire obstacle à la libération des mouvements des travailleurs.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Directive du Conseil du 15 octobre 1968 (68/360/C.E.E.)

relative à la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des travailleurs des Etats membres et de leur famille à l'intérieur de la Communauté (Journal officiel du 19 octobre 1968, n° L 257, p. 13).

Décision du Conseil du 15 octobre 1968 (68/362/C.E.E.)

portant conclusion d'un accord avec l'Australie, négocié au titre de l'article XXVIII, § 5, du G.A.T.T. (Journal officiel du 21 octobre 1968, n° L 258, p. 9).

Directive du Conseil du 15 octobre 1968 (68/363/C.E.E.)

concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités non salariées relevant du commerce de détail (ex-groupe 612 C.I.T.I.) (Journal officiel du 22 octobre 1968, n° L 260, p. 1).

**Directive du Conseil du 15 octobre 1968
(68/364/C.E.E.)**

relative aux modalités des mesures transitoires dans le domaine des activités non salariées relevant du commerce de détail (ex-groupe 612 C.I.T.I.) (Journal officiel du 22 octobre 1968, n° L 260, p. 6).

**Directive du Conseil du 15 octobre 1968
(68/365/C.E.E.)**

concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités non salariées relevant des industries alimentaires et de la fabrication des boissons (classes 20 et 21 C.I.T.I.) (Journal officiel du 22 octobre 1968, n° L 260, p. 9).

**Directive du Conseil du 15 octobre 1968
(68/366/C.E.E.)**

relative aux modalités des mesures transitoires dans le domaine des activités non salariées relevant des industries alimentaires et de la fabrication des boissons (classes 20 et 21 C.I.T.I.) (Journal officiel du 22 octobre 1968, n° L 260, p. 12).

**Directive du Conseil du 15 octobre 1968
(68/367/C.E.E.)**

concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités non salariées relevant des services personnels (ex-classe 85 C.I.T.I.) :
1. restaurants et débits de boissons (groupe 852 C.I.T.I.);
2. hôtels meublés et établissements analogues, terrains de camping (groupe 853 C.I.T.I.) (Journal officiel du 22 octobre 1968, n° L 260, p. 16).

**Directive du Conseil du 15 octobre 1968
(68/368/C.E.E.)**

relative aux modalités des mesures transitoires dans le domaine des activités non salariées relevant des services personnels (ex-classe 85 C.I.T.I.) :

- 1. restaurants et débits de boissons (groupe 852 C.I.T.I.);*
- 2. hôtels meublés et établissements analogues, terrains de camping (groupe 853 C.I.T.I.) (Journal officiel du 22 octobre 1968, n° L 260, p. 19).*

**Directive du Conseil du 15 octobre 1968
(68/369/C.E.E.)**

concernant la réalisation de la liberté d'établissement pour les activités non salariées de distribution de films (Journal officiel du 22 octobre 1968, n° L 260, p. 22).

**Règlement (C.E.E.) n° 1620/68
de la Commission du 17 octobre 1968**

portant modification du règlement (C.E.E.) n° 1104/68 en ce qui concerne la non-application des montants compensatoires dans les échanges de certains produits laitiers entre la Belgique et le Luxembourg (Journal officiel du 18 octobre 1968, n° L 255, p. 1).

**Règlement (C.E.E.) n° 1632/68
du Conseil du 18 octobre 1968**

autorisant la Belgique à accorder des aides à la production de lait entier en poudre (Journal officiel du 19 octobre 1968, n° L 256, p. 1).

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1 et 2 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, 5, boulevard de Berlaimont, Bruxelles 1. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1965	1965	1966	1967
		(milliers)		1	1	1
		(à fin d'année)		(à fin d'année)		
Population totale	I.N.S.	8.512	9.499	9.499	9.556	9.606
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	6.022	6.022	6.039	
dont : Hommes	»	2.902	2.998	2.998	3.007	
Femmes	»	2.948	3.024	3.024	3.032	
Population active ² :	Ministère de l'Emploi et du Travail	(estimations de moyennes annuelles)		(estimations à fin juin)		
		3.481	3.660	3.705	3.692	3.698
dont : Agriculture	»	423	206	230	216	209
Industries extractives	»	191	97	95	84	74
Industries manufacturières	»	1.311	1.291	1.256	1.253	1.219
Bâtiments et construction	»	197	286	293	296	304
Transports	»	243	243	266	267	263
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.476	1.445	1.454	1.484
Chômeurs complets	»	92	61	59 ³	62 ³	92 ³
Ouvriers frontaliers ⁴	»			61	60	53

¹ Depuis 1965 la population active a été calculée à la date du 30 juin suivant une nouvelle méthode. Les chiffres ainsi obtenus ne sont pas comparables avec la série précédente.

² Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

³ Comprend les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

⁴ Dans l'ancienne série, les ouvriers frontaliers étaient répartis sur les différents secteurs.

1 - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Rémunération des salariés ¹ :										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la sécurité sociale	137,2	136,8	144,8	152,7	166,1	181,6	210,9	230,1	255,9	269,9
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	10,7	10,6	11,8	12,6	14,2	15,3	16,6	18,4	19,8	20,6
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	24,0	23,6	26,2	28,9	31,5	36,9	43,1	49,8	52,2	58,5
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	58,2	60,0	63,5	64,6	69,2	76,9	82,5	92,9	103,8	114,1
e) Corrections et compléments	13,3	13,6	15,5	15,2	20,0	22,9	22,6	24,4	22,7	23,6
Total ...	243,4	244,6	261,8	274,0	301,0	333,6	375,7	415,6	454,4	486,7
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	21,5	22,5	23,4	27,0	25,2	27,3	28,8	31,1	29,4	30,4
b) Professions libérales ¹	11,2	11,7	12,5	13,3	14,3	15,1	16,7	22,0	24,2	25,2
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	71,2	73,0	76,0	79,3	82,8	87,2	100,8	104,9	109,1	113,3
d) Revenus des sociétés de personnes ²	5,6	6,0	6,5	7,1	7,2	7,4	8,3	8,7	8,3	7,5
e) Ajustement statistique	1,2	1,0	1,3	0,4	0,6	0,4	- 0,5	0,7	0,4	0,4
Total ...	110,7	114,2	119,7	127,1	130,1	137,4	154,1	167,4	171,4	176,8
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	15,9	17,3	19,2	21,0	23,5	25,4	27,8	30,5	33,6	37,3
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	34,1	34,3	34,2	34,1	34,0	33,6	34,8	36,6	38,6	41,0
c) Dividendes, tantièmes, dons	12,3	11,4	13,1	14,6	16,1	14,6	15,0	17,0	18,3	18,6
Total ...	62,3	63,0	66,5	69,7	73,6	73,6	77,6	84,1	90,5	96,9
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	7,2	10,6	11,7	13,2	11,7	13,5	16,7	17,0	12,2	10,0
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	7,8	7,6	9,2	10,0	11,5	11,3	14,2	17,0	18,1	20,7
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	5,4	5,0	5,8	5,8	5,4	4,4	5,9	4,3	3,2	5,2
7. Intérêt de la dette publique	-12,9	-14,0	-16,4	-18,6	-18,6	-20,5	-22,5	-24,3	-26,3	-29,8
Revenu national net au coût des facteurs ...	423,9	431,0	458,3	481,2	514,7	553,3	621,7	681,1	723,5	766,5
8. Amortissements	50,5	53,2	56,1	58,4	61,7	66,8	73,7	79,5	86,0	91,5
Revenu national brut au coût des facteurs ...	474,4	484,2	514,4	539,6	576,4	620,1	695,4	760,6	809,5	858,0
9. Impôts indirects	55,2	60,2	65,4	73,2	78,8	84,4	94,1	101,9	120,9	134,4
10. Subsidés	- 6,9	- 6,6	- 7,2	- 6,7	- 7,2	- 6,6	- 7,7	- 9,7	-14,1	-15,3
Produit national brut aux prix du marché ...	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	852,8	916,3	977,1

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULÉ PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHÉ

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

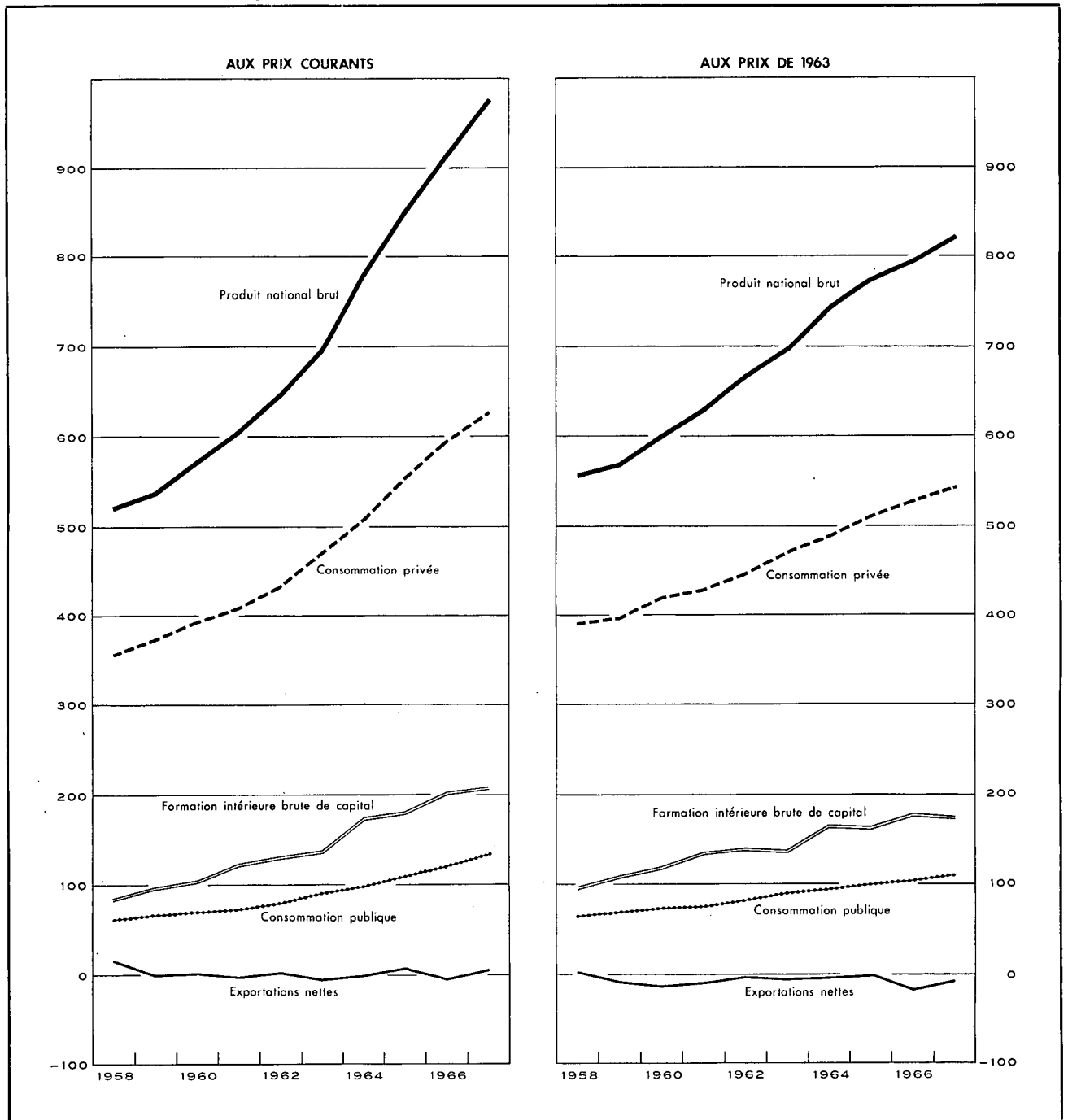
	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Agriculture, sylviculture et pêche	34,2	35,3	36,6	40,4	38,9	41,7	44,1	46,9	45,6	47,2
2. Industries extractives	18,2	14,3	14,0	14,0	14,0	15,6	16,5	15,5	13,7	13,1
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	37,0	37,8	39,3	40,7	42,5	44,9	48,1	51,5	56,0	60,8
b) Textiles	12,9	14,0	15,5	16,3	16,7	18,9	21,1	21,0	23,9	21,4
c) Vêtements et chaussures	6,8	7,1	7,6	8,2	9,2	9,6	10,8	11,8	12,7	12,5
d) Bois et meubles	5,6	5,5	6,7	6,8	7,8	9,0	10,6	11,3	12,9	13,7
e) Papier, impression, édition	7,5	7,8	8,5	9,1	10,3	11,2	12,5	13,2	14,6	15,4
f) Industries chimiques et activités connexes	13,1	13,7	14,5	14,9	15,6	17,5	19,6	20,9	22,3	24,2
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment	8,2	9,2	10,3	10,8	11,9	12,0	14,7	14,8	15,5	16,2
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	13,3	14,6	18,6	17,1	17,0	16,3	21,5	23,1	21,5	22,7
i) Fabrications métalliques et constructions navales	33,7	33,2	36,9	43,0	49,0	55,4	62,3	68,5	72,9	73,4
j) Industries non dénommées ailleurs .	10,2	10,7	12,3	12,9	14,1	18,4	21,2	22,7	25,9	27,3
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>148,3</i>	<i>153,6</i>	<i>170,2</i>	<i>179,8</i>	<i>194,1</i>	<i>213,2</i>	<i>242,4</i>	<i>258,8</i>	<i>278,2</i>	<i>287,6</i>
4. Construction	30,7	30,7	33,2	36,9	40,3	43,0	55,2	59,1	63,8	69,2
5. Electricité, gaz et eau	10,6	10,7	11,1	11,5	12,6	13,4	14,6	15,6	17,1	18,6
6. Commerce, banques, assurances immeubles d'habitation :										
a) Commerce	77,0	83,5	87,8	95,3	103,4	111,7	119,9	132,0	147,3	160,5
b) Services financiers et assurances ...	13,4	15,0	16,0	17,2	19,1	21,6	24,4	27,6	31,2	34,5
c) Immeubles d'habitation	39,1	39,9	40,5	41,1	41,5	42,5	45,1	48,1	51,2	54,3
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>129,5</i>	<i>138,4</i>	<i>144,3</i>	<i>153,6</i>	<i>164,0</i>	<i>175,8</i>	<i>189,4</i>	<i>207,7</i>	<i>229,7</i>	<i>249,3</i>
7. Transports et communications	34,5	35,9	38,9	38,8	42,1	45,9	52,0	56,8	62,1	65,6
8. Services	108,0	112,8	119,8	124,6	132,8	144,5	159,8	181,7	197,7	215,8
9. Corrections	0,8	0,6	-3,0	0,3	3,8	-0,1	2,9	3,9	1,6	3,8
Produit intérieur brut aux prix du marché ...	514,8	532,3	565,1	599,9	642,6	693,0	776,9	846,0	909,5	970,2
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	7,9	5,5	7,5	6,2	5,4	4,9	4,9	6,8	6,8	6,9
Produit national brut aux prix du marché ...	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	852,8	916,3	977,1

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	103,3	105,8	108,2	112,5	119,8	125,1	130,5	141,7	150,7	158,4
b) Boissons et tabacs	27,2	28,3	29,1	30,3	31,2	33,2	36,7	39,8	41,2	44,6
c) Vêtements et autres effets personnels	34,2	35,9	38,4	40,6	43,1	47,4	50,8	55,2	58,7	58,1
d) Loyers, taxes, eau	46,8	47,5	48,2	49,1	50,2	51,9	55,7	59,5	63,1	67,1
e) Chauffage et éclairage	18,9	18,8	19,7	20,4	24,2	27,5	25,3	28,1	29,2	30,7
f) Articles ménagers durables	27,6	28,5	32,3	34,9	36,4	40,8	46,4	50,5	54,7	55,5
g) Entretien de la maison	16,8	17,4	18,3	19,1	20,6	21,5	23,6	26,1	28,1	30,0
h) Soins personnels et hygiène	20,5	21,9	23,5	24,9	27,1	28,8	30,9	38,7	42,9	46,1
i) Transports et Communications	27,6	28,9	33,0	34,0	36,1	43,3	48,8	53,2	58,9	62,9
j) Loisirs	30,5	30,2	30,6	32,3	33,9	36,2	41,0	44,3	47,0	51,9
k) Autres dépenses et ajustement statistique	3,6	10,3	12,3	12,1	10,4	16,5	18,1	16,6	21,4	22,6
<i>Total ...</i>	<i>357,0</i>	<i>373,5</i>	<i>393,6</i>	<i>410,2</i>	<i>433,0</i>	<i>472,2</i>	<i>507,8</i>	<i>553,7</i>	<i>595,9</i>	<i>627,9</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	44,0	46,3	49,8	51,3	54,8	61,4	66,6	76,1	84,8	93,4
b) Biens et services	15,2	17,4	18,2	17,7	21,1	24,9	26,1	27,1	28,6	32,6
c) Loyer net imputé ou payé	2,2	2,2	2,3	2,6	2,9	3,3	3,8	4,3	4,5	5,0
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,8	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,5	1,7	1,8	2,1
<i>Total ...</i>	<i>62,2</i>	<i>66,9</i>	<i>71,3</i>	<i>72,7</i>	<i>80,0</i>	<i>90,9</i>	<i>98,0</i>	<i>109,2</i>	<i>119,7</i>	<i>133,1</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	4,0	4,2	3,5	4,0	3,9	4,2	4,9	5,3	6,0	5,4
b) Industries extractives	2,7	1,9	1,5	2,0	1,5	2,0	2,0	2,0	1,7	1,7
c) Industries manufacturières	18,3	18,7	26,4	32,2	37,6	39,0	40,7	46,3	54,3	58,0
d) Construction	1,9	2,3	2,6	3,3	5,7	5,6	5,1	5,5	6,5	7,0
e) Electricité, gaz et eau	4,9	6,0	4,8	4,6	7,6	6,7	7,8	9,4	11,3	14,0
f) Commerce, banques, assurances	9,0	10,1	11,1	12,2	13,0	14,6	15,4	15,6	18,1	19,0
g) Immeubles d'habitation	22,5	24,7	29,3	32,2	29,4	29,4	46,6	51,3	47,4	49,1
h) Transports et communications	12,0	11,5	12,4	12,6	13,6	14,6	15,4	18,6	20,5	22,7
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	8,5	11,8	12,1	13,5	15,6	17,9	23,1	20,5	25,9	30,0
j) Autres services	2,5	2,7	2,9	3,2	3,4	3,7	3,9	4,1	4,9	5,4
k) Variations de stocks	0,8	4,0	-0,2	4,2	1,5	0,9	11,0	4,3	7,7	-2,6
l) Ajustement statistique	-0,8	-0,7	-0,1	-0,4	-1,2	0,1	0,1	-1,1	-0,2	-0,6
<i>Total ...</i>	<i>86,3</i>	<i>97,2</i>	<i>106,3</i>	<i>123,6</i>	<i>131,6</i>	<i>138,7</i>	<i>176,0</i>	<i>181,8</i>	<i>204,1</i>	<i>209,1</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	177,3	176,3	200,1	216,7	233,6	254,2	295,0	325,7	350,1	375,8
b) Importations totales	160,1	176,1	198,7	217,1	230,2	258,1	295,0	317,6	353,5	368,8
c) Exportations nettes	+17,2	+0,2	+1,4	-0,4	+3,4	-3,9	—	+8,1	-3,4	+7,0
Produit national brut aux prix du marché ...	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	852,8	916,3	977,1

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1963, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	91	89	93	95	98	100	101	103	106	111
b) Boissons	83	87	89	92	93	100	106	110	107	112
c) Tabac	88	89	93	95	100	100	105	112	116	117
d) Vêtements et autres effets personnels	77	80	85	89	93	100	104	110	112	110
e) Loyers, taxes, eau	95	96	96	97	99	100	102	104	106	108
f) Chauffage et éclairage	68	69	74	77	92	100	90	98	99	104
g) Articles ménagers durables	69	72	82	87	91	100	112	120	126	127
h) Entretien de la maison	90	92	94	96	100	100	103	106	108	110
i) Soins personnels et hygiène ...	79	82	87	90	96	100	102	111	113	116
j) Transports	68	70	77	79	84	100	110	121	126	132
k) Communications P.T.T.	81	81	83	87	93	100	108	114	123	132
l) Loisirs	90	89	89	93	96	100	105	109	111	116
<i>Total ...</i>	<i>83</i>	<i>84</i>	<i>89</i>	<i>91</i>	<i>95</i>	<i>100</i>	<i>104</i>	<i>108</i>	<i>112</i>	<i>115</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	76	79	83	86	91	100	105	112	118	124
b) Biens et services	65	73	76	74	86	100	102	104	112	124
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	69	71	74	80	90	100	109	117	119	129
<i>Total ...</i>	<i>73</i>	<i>77</i>	<i>81</i>	<i>82</i>	<i>90</i>	<i>100</i>	<i>104</i>	<i>110</i>	<i>114</i>	<i>122</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche	106	111	93	104	97	100	110	116	126	112
b) Industries extractives	152	105	86	113	81	100	96	93	78	75
c) Industries manufacturières	50	52	73	89	100	100	99	110	126	132
d) Construction	35	44	48	62	105	100	89	94	109	115
e) Electricité, gaz et eau	80	99	80	75	119	100	108	126	147	177
f) Commerce, banques, assurances	66	75	82	90	93	100	99	97	110	112
g) Immeubles d'habitation	92	99	117	125	107	100	146	149	131	127
h) Transports et communications .	87	83	89	90	96	100	101	118	125	134
i) Pouvoirs publics (& l'exclusion de l'enseignement)	67	82	75	77	84	100	139	112	132	151
j) Enseignement	29	64	76	94	105	100	88	85	107	106
k) Autres services	72	80	84	94	96	100	99	99	117	126
<i>Total ...</i>	<i>70</i>	<i>79</i>	<i>86</i>	<i>98</i>	<i>101</i>	<i>100</i>	<i>119</i>	<i>118</i>	<i>129</i>	<i>127</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	68	73	80	87	93	100	111	120	124	132
b) Importations totales	66	74	83	89	93	100	111	118	128	133
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1963)	80,0	81,8	86,2	90,4	95,5	100,0	106,9	111,0	114,1	118,1

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1961. — Bulletin de l'I.R.E.S.P. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution de la population active belge pour la période 1948-1960 ».*

Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juillet-août 1968, p. 704. — Séries statistiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.). — Recherches Economiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Account Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960. — Bulletin général de statistiques de l'Office Statistique des Communautés européennes.*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100 ¹

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Coonstruc- tion
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques				Textiles (sans confection)		
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport			
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9	
1963	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9	
1964	108,2	61,2	111,0	107,4	122,0	134,4	123,1	104,5	98,7	117,5	
1965	105,8	57,2	109,6	107,0	117,6	138,3	129,1	105,2	93,6	112,9	
1966	104,5	48,6	109,7	101,5	121,0	135,3	116,6	108,3	98,0	111,2	
1967	102,1	43,9	106,4	93,3	119,2	129,3	109,2	105,3	95,6	113,0	
1966 2 ^e trimestre .	104,8	49,6	109,5	101,8	121,3	135,4	116,2	108,9	97,7	112,1	
3 ^e trimestre .	105,3	48,1	109,9	100,9	121,8	133,9	116,8	111,9	97,6	114,4	
4 ^e trimestre .	104,9	46,7	110,2	98,6	123,7	135,7	116,7	109,6	97,7	112,4	
1967 1 ^{er} trimestre .	102,7	45,9	108,1	94,7	121,7	132,7	113,3	106,9	99,1	107,8	
2 ^e trimestre .	102,6	44,7	106,4	93,6	117,9	127,8	110,1	106,6	95,7	114,7	
3 ^e trimestre .	102,2	43,2	105,7	91,8	118,0	127,3	108,8	105,1	92,0	117,2	
4 ^e trimestre .	100,9	42,0	105,2	92,4	118,4	127,4	108,3	101,3	93,7	112,3	
1966 Décembre	103,8	46,4	109,6	95,5	123,5	134,5	115,7	109,1	99,7	108,5	
1967 Janvier	102,8	46,1	109,0	95,6	123,6	134,0	115,5	107,5	100,5	104,9	
Février	102,6	46,2	107,9	94,6	121,3	134,0	112,8	106,2	99,0	107,7	
Mars	102,7	45,3	107,4	93,8	120,2	130,0	111,5	106,9	97,9	110,8	
Avril	102,4	45,0	106,4	93,4	119,1	127,5	111,0	104,7	96,3	113,3	
Mai	102,6	44,7	106,4	93,9	117,7	127,3	109,9	108,1	95,7	114,8	
Juin	102,7	44,4	106,3	93,5	116,9	128,5	109,2	107,0	95,2	116,0	
Juillet	102,0	43,8	106,0	91,8	117,6	127,4	108,9	105,9	94,8	114,3	
Août	102,0	43,1	105,6	92,3	117,6	127,7	108,5	104,8	90,6	117,6	
Septembre ...	102,6	42,7	105,6	91,4	118,9	126,9	108,9	104,5	90,7	119,6	
Octobre	101,9	42,3	105,6	92,8	117,9	127,9	109,1	98,9	93,7	116,6	
Novembre	101,6	42,0	105,4	92,4	120,0	126,9	108,1	102,3	94,0	115,4	
Décembre	99,2	41,7	104,7	92,0	117,4	127,3	107,7	102,6	93,5	105,0	

¹ Indices sur base originale 1964 = 100 convertis en indices base 1958 = 100.

II - 2. — CHOMAGE *

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 2	Demandes d'emploi		Offres d'emploi	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs complets	Chômeurs partiels et accidentels		Chômeurs complets normalement aptes 4 5	Demandeurs d'emploi libres innocupés 4 6	reçues 7	en suspens 4
1962	252	85,5	47,1	38,4	1.791	16,0	6,7	6,6	22,7	3,6	18,9	15,0
1963	250	83,1	32,9	50,2	1.731	15,7	10,0	6,0	17,1	3,7	15,9	17,1
1964	250	52,8	26,1	26,7	1.100	15,3	6,2	6,3	13,4	4,1	13,9	13,1
1965	253	69,0	32,2	36,8	1.454	15,8	6,8	6,0	19,5	6,5	13,7	8,4
1966	252	74,4	38,7	35,7	1.564	15,9	6,4	5,7	25,6	8,1	13,3	7,5
1967	265	107,4	61,5	45,9	2.372	17,2	7,4	5,7	46,4	9,1	11,9	4,4
1967 1 ^{er} trimestre ..	65	131,1	60,9	70,2	2.841	17,1	7,6	4,5	45,1	8,7	12,7	4,4
2 ^e trimestre ..	65	91,4	59,3	32,0	1.980	17,0	5,9	6,5	43,0	7,1	13,6	4,9
3 ^e trimestre ..	65	75,4	54,0	21,4	1.633	16,4	6,1	6,2	41,3	9,6	11,3	4,8
4 ^e trimestre ..	70	130,1	71,2	58,9	3.035	18,2	8,7	5,6	56,3	11,0	10,1	3,4
1968 1 ^{er} trimestre ..	65	166,3	88,9	77,4	3.602	17,6	8,3	4,5	69,6	9,4	13,4	3,8
2 ^e trimestre ..	65	94,0	71,2	22,8	2.040	16,7	6,1	6,8	57,6	7,5	14,2	4,8
3 ^e trimestre ..	65	70,6	58,8	11,8	1.529	17,0	5,9	6,5	54,1	9,5	12,9	5,4
1967 Octobre	25	88,2	61,5	26,7	2.205	18,6	6,4	6,4	48,4	11,5	12,4	3,7
Novembre	20	104,5	70,4	34,1	2.090	16,0	6,0	6,0	55,6	11,0	10,1	3,3
Décembre	25	192,4	81,6	110,8	4.810	19,8	10,9	4,5	65,0	10,3	7,8	3,2
1968 Janvier	20	204,2	90,2	114,0	4.083	16,7	9,2	3,9	71,6	9,9	13,6	3,5
Février	20	176,7	90,1	86,6	3.534	16,6	8,1	4,3	70,5	9,6	12,3	3,8
Mars	25	127,6	86,8	40,8	3.190	19,5	6,9	5,2	66,8	8,7	14,3	4,2
Avril	20	105,6	79,8	25,8	2.112	15,9	5,8	6,5	62,7	8,0	14,8	4,4
Mai	20	98,7	71,6	27,1	1.975	16,0	6,0	6,9	57,9	7,4	14,5	4,9
Juin	25	81,0	64,0	17,0	2.033	18,2	6,6	7,0	52,1	7,1	13,3	5,2
Juillet	20	71,8	60,2	11,6	1.436	17,2	6,8	6,1	52,6	8,0	10,6	4,9
Août	20	68,5	57,4	11,1	1.370	15,8	5,3	6,6	49,8	9,4	12,9	5,6
Septembre ...	25	71,3	58,7	12,6	1.782	18,1	5,6	6,8	49,9	11,1	15,1	5,7
Octobre	20	75,1	61,4	13,7	1.502	15,9	5,4	6,7	52,3	10,6	15,5	5,4

1 Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

2 Moyenne journalière par mois de chômage.

3 Nombre moyen de jours de chômage par mois = $\frac{\text{Nombre de journées perdues par mois}}{\text{Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois}}$

4 Pour les montants figurant en regard d'un mois : données à fin de mois.

Pour les montants figurant en regard d'un trimestre ou d'une année : moyenne mensuelle des données à fin de mois du trimestre ou de l'année.

5 La différence entre les « chômeurs complets normalement aptes » tels qu'ils figurent dans cette colonne et les « chômeurs contrôlés complets » tels qu'ils sont repris à la colonne 3 du présent tableau s'explique par les 2 facteurs suivants :

— les données de la colonne 3 comprennent les chômeurs complets qui ne sont pas « normalement aptes » ;
— les chiffres de la colonne 3 ne représentent pas des données à fin de mois, mais des moyennes journalières. On notera que, contrairement aux données à fin de mois, les moyennes journalières ne sont pas corrigées pour tenir compte des chômeurs qui n'ont pu se présenter au contrôle pour cause de maladie.

6 Les demandeurs d'emploi libres innocupés ne sont pas bénéficiaires d'allocations de chômage.

7 Pour les montants figurant en regard d'un mois : offres reçues pendant le mois.

Pour les montants figurant en regard d'un trimestre ou d'une année : moyenne mensuelle des offres reçues pendant le trimestre ou l'année.

* Les données du tableau se rapportent, tant pour les chômeurs contrôlés que pour les demandes et offres d'emploi, aux ouvriers, employés et artistes des 2 sexes. Les données relatives aux chômeurs contrôlés ne tiennent pas compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-1961.

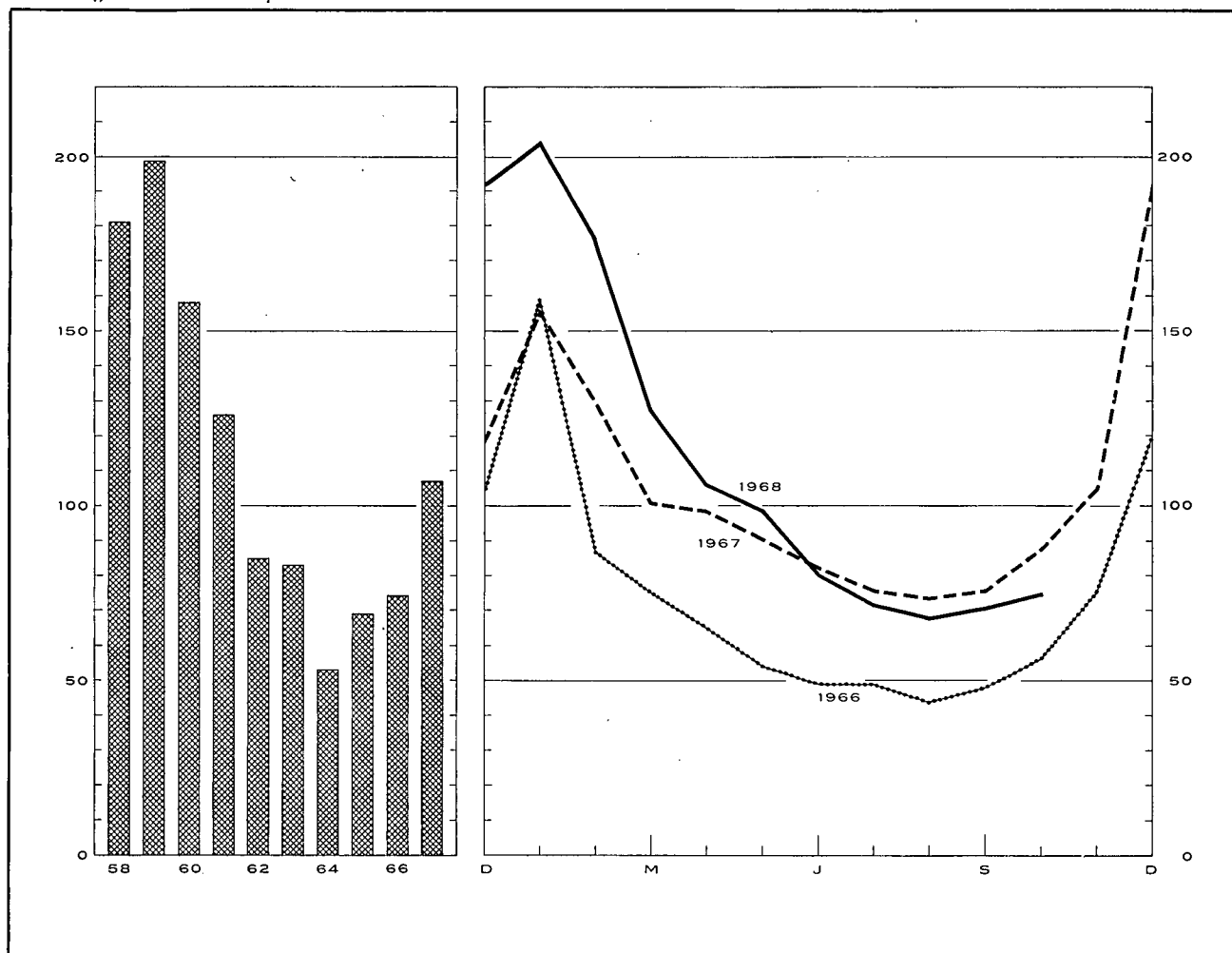
II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés

Chômeurs complets + chômeurs partiels

(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1965	1966	1967	1968
1959	199	292	182	150	171	Janvier	131	159	156	204
1960	158	221	149	123	137	Février	124	87	130	177
1961	126	177	111	90	124	Mars	75	75	101	128
1962	85	141	64	52	90	Avril	49	65	99	106
1963	83	176	44	35	72	Mai	45	54	91	99
1964	53	82	36	32	61	Juin	41	49	83	81
1965	69	111	45	39	78	Juillet	40	49	76	72
1966	74	111	56	47	82	Août	39	44	74	68
1967	107	131	91	75	130	Septembre	39	48	76	71
1968	166	94	71			Octobre	42	56	88	75
						Novembre	96	75	105	
						Décembre	104	119	192	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E.M. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.F.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

¹ Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968 p
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	273	256	252	246	262	266	247	232	235
dont : froment	203	206	209	200	216	227	212	199	203
seigle	63	44	39	41	42	34	30	27	27
Céréales non panifiables	252	263	260	255	239	254	260	259	251
Plantes industrielles	96	92	93	94	106	95	92	95	108
Plantes racines et tuberculifères	131	120	116	114	103	98	98	99	90
Légumes cultivés pour la graine	11	11	10	10	11	10	9	8	8
Prés et prairies	819	821	829	825	815	810	810	810	807
Divers	129	136	129	135	129	119	124	123	114
Total ...	1.711	1.699	1.689	1.679	1.665	1.652	1.640	1.626	1.613
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	773	722	835	759	900	854	650	828	
Autres céréales	1.056	1.011	1.083	1.039	1.064	962	896	1.129	
Betteraves sucrières	3.370	2.969	2.079	2.200	3.515	2.748	2.858	4.000	
Lin (graines et paille)	214	196	231	240	283	190	167	105	
Chicorée à café	55	60	37	47	68	46	29	32	
Pommes de terre	1.894	1.789	1.872	1.530	1.755	1.419	1.475	1.943	
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	159	148	141	132	120	108	95	86	71
Total des bovidés	2.696	2.728	2.832	2.805	2.663	2.731	2.773	2.759	2.805
dont : vaches laitières	1.024	1.025	1.051	1.044	999	1.010	1.019	1.029	1.067
Porcs	1.749	1.772	2.053	1.795	1.833	1.847	1.971	2.323	2.502
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (mil- lions de litres)	1.420	1.538	1.630	1.644	1.712	1.953	2.199	2.403	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	441	429	462	458	429	461	500	548	

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

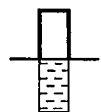
	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
Aiglefin	232	262	285	300	221	281	233	141	130
Cabillaud	653	689	698	868	728	630	1.124	1.052	1.322
Plie	381	390	291	346	424	322	294	442	516
Sole	257	350	314	347	631	201	263	329	412
Raie	342	323	328	310	298	319	280	182	178
Hareng	260	528	409	273	153	134	112	61	30
Crevettes	89	39	80	48	76	75	72	80	104

Références bibliographiques : *Revue de l'Agriculture* (Ministère de l'Agriculture). — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — *Bulletin mensuel : Economie et statistiques agricoles* (F.A.O.).

IV. — INDUSTRIE

IV - 0. — RESULTATS DES ENQUETES DE LA CONJONCTURE ¹

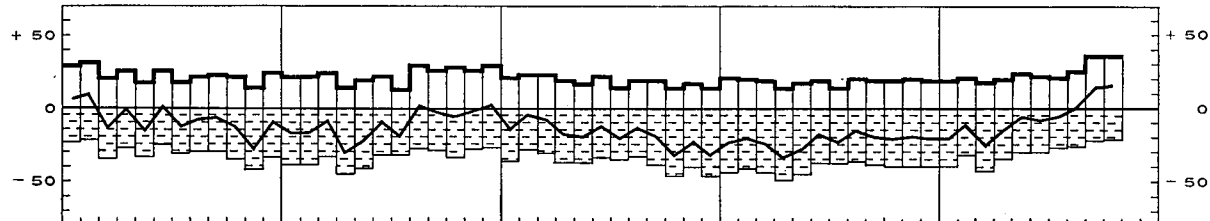
Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir — Métaux non ferreux



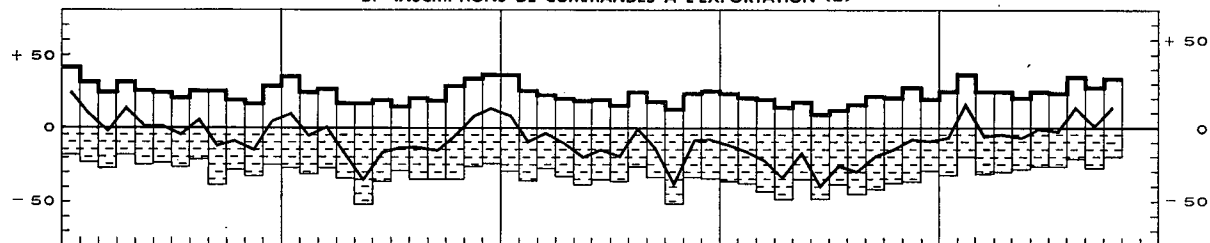
Pourcentage des réponses "en hausse" pour les questions A, B et C
 Pourcentage des réponses "supérieur à la normale" pour les questions D et E
 Pourcentage des réponses "en baisse" pour les questions A, B et C
 Pourcentage des réponses "inférieur à la normale" pour les questions D et E

— { Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "en hausse" et "en baisse" pour les questions A, B et C
 — { Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "supérieur" et "inférieur" à la normale pour les questions D et E

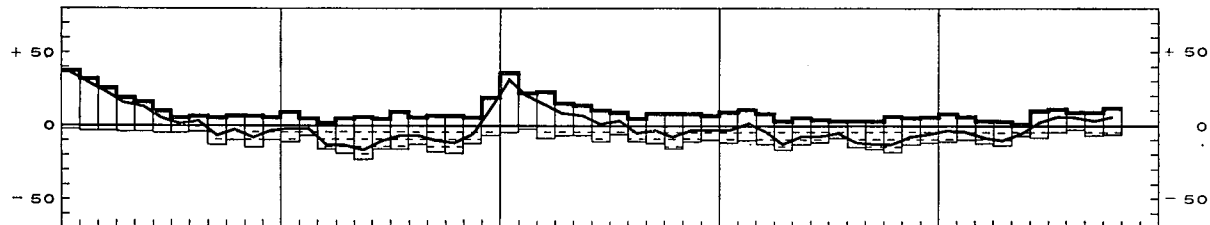
A.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (2)



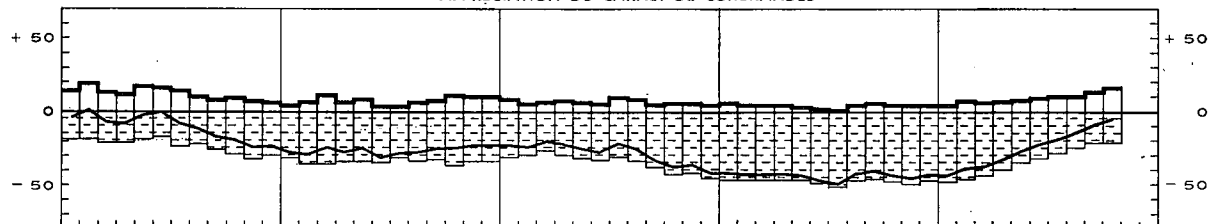
B.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



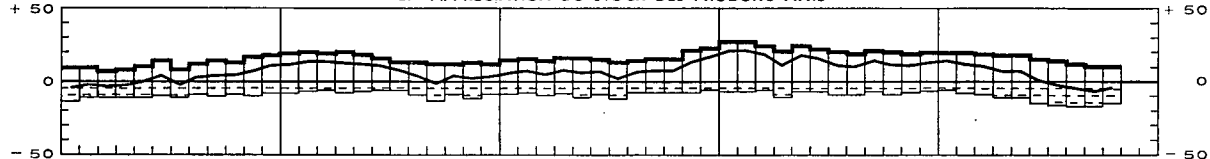
C.- EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



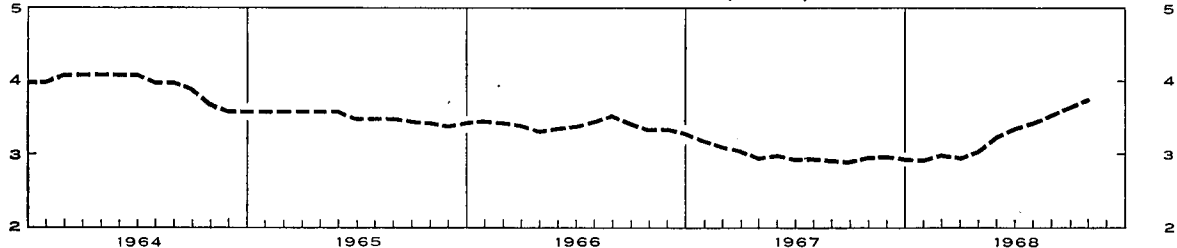
D.- APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



E.- APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS FINIS



F.- DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)



¹ Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à E la variation par rapport au mois précédent.
² Mouvements saisonniers éliminés.

IV - 1. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indices non désaisonnalisés				Indices désaisonnalisés
	Source : I.N.S.		Source : I.R.E.S.P. 1	Source : Agéfi 2	Source : I.N.S.
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général *	Indice général	Indice général *
1962	125	132	120	130	125
1963	135	142	129	138	136
1964	144	153	139	147	144
1965	147	157	144	149	148
1966	150	162	148	150	150
1967	p 152	p 165	p 149	152	p 153
1967 2 ^e trimestre	153	165	152	154	151
1967 3 ^e trimestre	143	155	136	148	152
1967 4 ^e trimestre	p 162	p 176	p 157	156	p 155
1968 1 ^{er} trimestre	p 160	p 173	p 154	162	p 160
1968 2 ^e trimestre	p 162	p 176	p 161	162	p 163
1968 3 ^e trimestre				p 164	
1967 Septembre	162	176	154	156	156
1967 Octobre	167	181	156	158	152
1967 Novembre	162	176	p 161	156	p 152
1967 Décembre	p 156	p 170	p 155	155	p 162
1968 Janvier	p 157	p 169	p 150	160	p 158
1968 Février	p 156	p 169	p 155	160	p 159
1968 Mars	p 166	p 181	p 156	168	p 163
1968 Avril	p 162	p 177	p 162	163	p 159
1968 Mai	p 164	p 178	p 162	160	p 160
1968 Juin	p 160	p 174	p 160	164	p 169
1968 Juillet	p 132	p 144	128 ³	p 153	p 150
1968 Août	p 154	p 168	144 ³	p 166	p 159
1968 Septembre				p 173	
1968 Octobre				p 180	

* Non compris la construction.

1 Indices sur base originale 1961 convertis en indices base 1958 = 100.

2 Indices sur base originale 1953 convertis en indices base 1958 = 100.

3 Prévisions.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1958 = 100

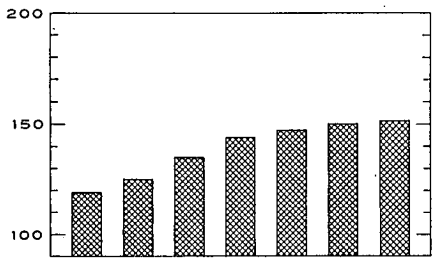
source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières													
		Industries extractives	dont :												
			Indice général	Industries prod. minérales non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles			Industrie chimique et industrie du caoutchouc		Raffineries de pétrole	
									Total	Fila-tures	Tissage	Bonne-terie	Total		dont : Trans-forma-tion des matières plasti-ques (1962 = 100)
1962	125	86	132	134	124	130	136	115						130	
1963	135	88	142	131	128	145	153	119	140	137	139	157	151	124	187
1964	144	92	153	151	147	162	160	127	142	135	146	153	166	148	206
1965	147	85	157	147	152	175	167	127	138	132	137	154	172	178	241
1966	150	76	162	148	151	177	172	134	145	135	149	161	178	213	256
1967	p 152	73	p 165	149	162	171	p 174	142	134	121	141	150	189	270	267
1967 1 ^{er} trimestre	152	76	165	137	162	177	174	129	139	124	147	158	190	262	266
1967 2 ^e trimestre	153	78	165	161	166	164	171	138	134	120	139	154	191	276	259
1967 3 ^e trimestre	143	65	155	151	148	162	164	145	115	104	122	130	176	244	258
1967 4 ^e trimestre	p 162	74	p 176	147	173	181	p 186	157	147	137	157	159	200	299	283
1968 1 ^{er} trimestre	p 160	70	p 173	137	185	183	p 182	129	144	136	149	157	212	310	313
1968 2 ^e trimestre	p 162	70	p 176	160	187	190	p 184	p 139	145	137	151	157	p210	313	314
1967 Août	148	73	160	156	137	172	172	152	119	108	117	152	177	254	271
1967 Septembre	162	74	176	162	174	172	186	146	142	127	148	170	201	293	256
1967 Octobre	167	78	181	162	175	177	189	167	149	134	157	176	205	316	264
1967 Novembre	162	76	176	149	171	181	186	167	144	132	156	157	200	297	270
1967 Décembre	p 156	68	p 170	129	172	184	p 183	137	147	144	157	144	195	284	314
1968 Janvier	p 157	72	p 169	124	185	181	p 178	125	143	138	146	157	214	317	299
1968 Février	p 156	68	p 169	133	181	180	p 178	124	140	134	145	151	208	296	308
1968 Mars	p 166	69	p 181	153	190	187	p 188	139	147	137	155	164	215	317	331
1968 Avril	p 162	70	p 177	161	187	185	p 183	p 134	146	134	149	169	216	311	322
1968 Mai	p 164	73	p 178	160	188	192	p 186	p 142	145	134	151	156	p212	316	283
1968 Juin	p 160	66	p 174	161	184	191	p 183	p 140	146	142	151	148	p201	312	335
1968 Juillet	p 132	51	144	132	154	162	146	138	88	81	101	89	188		355
1968 Août	p 154	60	168	159	176	184	169	144	127				199		392

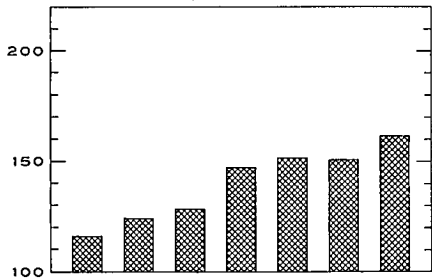
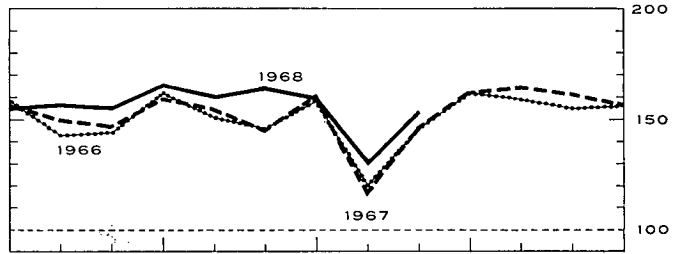
* Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

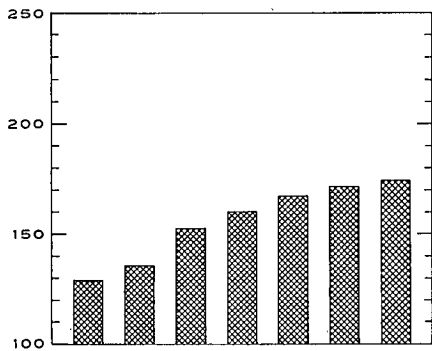
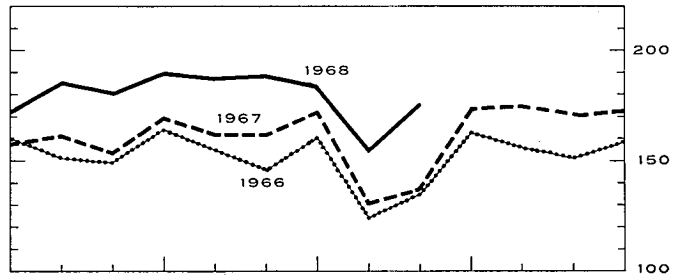
Base 1958 = 100



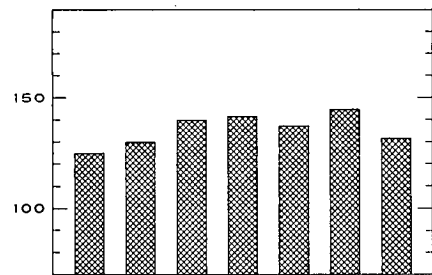
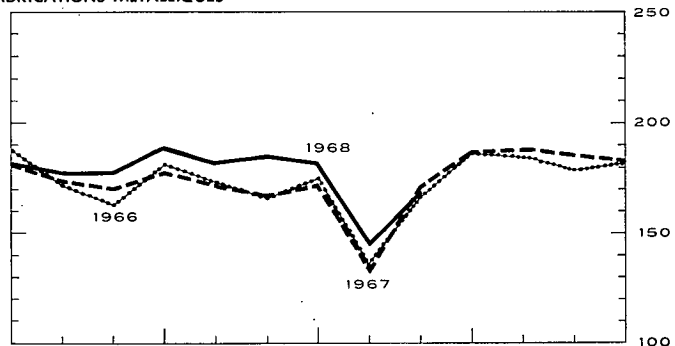
ENSEMBLE DES INDUSTRIES



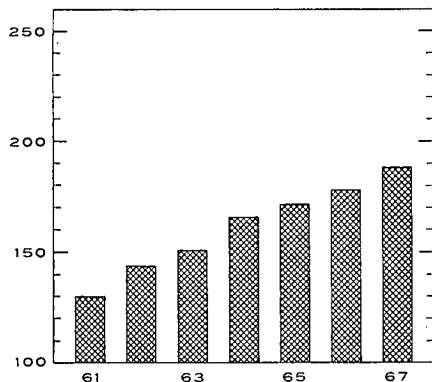
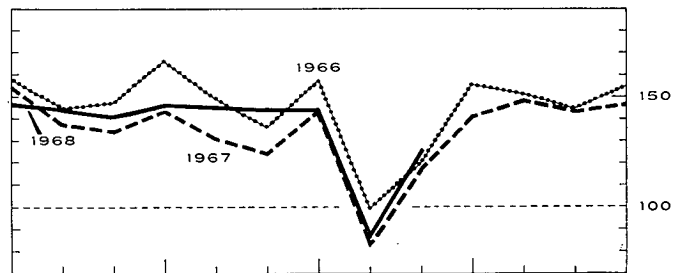
SIDERURGIE



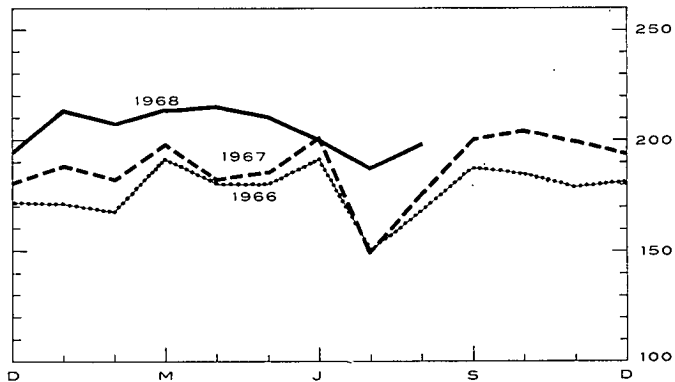
FABRICATIONS METALLIQUES



TEXTILES



INDUSTRIES CHIMIQUES ET DU CAOUTCHOUC



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Administration des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Energie [col. (6) et (7)] - - Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (8), (9) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétrole brut	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille cru ¹	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1962	1.769	1.351	182	2.582	1.149	1.868	705	104	214
1963	1.785	454	474	2.664	1.163	1.483	1.013	102	224
1964	1.775	1.489	407	2.502	1.154	1.623	1.112	106	240
1965	1.649	2.419	422	2.393	1.212	1.697	1.300	107	268
1966	1.458	3.046	417	2.188	1.270	1.793	1.383	97	254
1967	1.369	2.644	364	2.140	1.336	1.884	1.440	98	296
1966 4 ^e trimestre	1.482	3.046	377	2.222	1.300	1.965	1.485	100	298
1967 1 ^{er} trimestre	1.472	3.094	309	2.139	1.314	1.945	1.440	102	321
2 ^e trimestre	1.430	3.033	426	2.245	1.335	1.812	1.401	100	255
3 ^e trimestre	1.193	2.889	325	1.903	1.314	1.688	1.394	90	233
4 ^e trimestre	1.383	2.644	395	2.276	1.372	2.089	1.527	101	375
1968 1 ^{er} trimestre	1.361	2.544	489	2.313	1.404	2.145	1.687	106	431
2 ^e trimestre	1.296	2.493	462	2.223	1.421	1.963	1.693	103	317
3 ^e trimestre	p 1.075	p 2.222			p 1.389	1.923			
1967 Août	1.296	2.936	257	1.924	1.305	1.689	1.464	86	232
Septembre	1.340	2.889	393	2.165	1.336	1.857	1.381	98	273
Octobre	1.405	2.851	405	2.162	1.348	2.017	1.426	100	321
Novembre	1.431	2.849	380	2.282	1.392	2.067	1.458	99	389
Décembre	1.314	2.644	399	2.385	1.376	2.184	1.696	103	415
1968 Janvier	1.448	2.561	445	2.362	1.407	2.219	1.616	106	449
Février	1.324	2.571	495	2.270	1.415	2.076	1.658	102	430
Mars	1.311	2.544	527	2.308	1.391	2.140	1.787	109	413
Avril	1.336	2.554	440	2.224	1.430	1.995	1.740	103	345
Mai	1.366	2.548	428	2.246	1.432	2.025	1.530	108	243
Juin	1.187	2.493	519	2.199	1.402	1.868	1.810	99	365
Juillet	971	2.429	370	1.827	1.410	1.779	1.917	98	329
Août	1.050	2.286	518	2.197	1.350	1.945	2.119		
Septembre	p 1.203	p 2.222			p 1.408	2.044			
Octobre	p 1.274	p 2.101			p 1.440				

¹ Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,8 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : Institut National de Statistique [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1962	613	451	5,35	3,74	9,09	8,94
1963	627	476	5,90	4,03	9,93	10,25
1964	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84
1965	764	559	6,58	6,02	12,60	12,76
1966	743	572	6,90	6,59	13,49	13,43
1967	810	626	6,72	6,70	13,42	13,69
1966 4 ^e trimestre	763	604	7,40	7,11	14,51	14,59
1967 1 ^{er} trimestre	788	632	6,89	6,90	13,79	13,42
2 ^e trimestre	829	650	6,74	6,74	13,48	14,20
3 ^e trimestre	743	557	6,15	5,77	11,92	12,17
4 ^e trimestre	879	664	7,09	7,39	14,48	14,95
1968 1 ^{er} trimestre	952	727	p 7,04	p 8,12	p 15,16	p 14,32
2 ^e trimestre	958	728	p 7,06	p 8,07	p 15,13	p 14,77
3 ^e trimestre	p 914	658				
1967 Août	693	515	6,06	5,63	11,69	12,08
Septembre	867	684	6,88	7,17	14,05	14,41
Octobre	882	673	7,06	7,42	14,48	14,43
Novembre	885	648	6,60	6,85	13,45	14,51
Décembre	869	671	7,62	7,90	15,52	15,92
1968 Janvier	954	724	p 6,79	p 7,97	p 14,76	p 13,61
Février	931	715	p 6,81	p 8,30	p 15,11	p 13,71
Mars	973	740	p 7,51	p 8,09	p 15,60	p 15,64
Avril	963	739	p 6,96	p 8,11	p 15,07	p 15,30
Mai	964	746	p 7,80	p 8,90	p 16,70	p 14,75
Juin	947	698	p 6,41	p 7,21	p 13,62	p 14,27
Juillet	812	565	p 7,10	p 6,24	p 13,34	p 11,73
Août	p 921	656				
Septembre	p 1.008	754				
Octobre	1.070 ¹					

¹ Estimations de l'Agéfi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		Constructions nouvelles et reconstructions totales	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		Constructions nouvelles et transformations
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)		Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	29.510	2.636	6.059	2.619	2.843	4.930
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	33.045	3.036	8.661	3.135	4.951	5.286
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.129	3.151	11.805	3.567	6.360	5.407
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	35.233	3.498	12.785	3.958	7.071	5.975
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	31.446	4.957	16.545	2.960	5.399	5.424
1963	38.686	28.020	12.025	1.436	27.693	6.016	20.797	3.280	4.602	5.179
1964	44.232	34.575	14.389	1.653	35.748	6.583	20.661	3.826	5.402	7.248
1965	<i>p</i> 39.252	28.120			39.780	1	2	1	2	9.377
1966	<i>p</i> 42.648	35.727			32.702	1	2	1	2	10.143
1967	<i>p</i> 37.125	32.943			29.645	1	2	1	2	9.304

¹ En 1965, 1966 et 1967, le nombre d'autorisations pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 10.778, 13.908 et 13.186.

² En 1965, 1966 et 1967, le volume à construire pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 27.000, 25.507 et 26.136 milliers de m³.

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation 1		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation 2	
	Autorisations de bâtir accordées (nombre)	Bâtiments achevés (nombre)	Autorisations de bâtir accordées (nombre)	Bâtiments achevés (nombre)
1966 4 ^e trimestre	3.001	3.214	1.053	977
1967 1 ^{er} trimestre	3.029	2.033	1.011	616
2 ^e trimestre	3.605	2.365	1.295	653
3 ^e trimestre	3.028	2.653	1.194	719
4 ^e trimestre	2.713	2.830	896	1.113
1968 1 ^{er} trimestre	2.979		775	
2 ^e trimestre	3.301		1.038	
1967 Juillet	3.459	2.275	1.283	437
Août	2.954	2.661	1.193	753
Septembre	2.671	3.022	1.105	968
Octobre	2.726	2.437	997	1.015
Novembre	2.425	2.519	873	888
Décembre	2.989	3.535	817	1.437
1968 Janvier	2.486		701	
Février	2.168		731	
Mars	4.283		892	
Avril	3.026		1.084	
Mai	3.583		917	
Juin	3.293		1.112	
Juillet	3.424		1.209	

¹ Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

² Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

IV . 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1963 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale ¹		
	1966	1967	% variat. *	1966	1967	% variat. *	1966	1967	% variat. *
1 ^{er} trimestre	116	117	+ 0,9	111	113	+ 1,7	118	111	- 5,9
2 ^e trimestre	117	117	...	110	111	+ 0,9	118	110	- 6,8
3 ^e trimestre	117	118	+ 0,9	111	112	+ 0,9	116	114	- 1,7
4 ^e trimestre	117	123	+ 5,1	111	114	+ 2,6	114	120	+ 5,3
	1967	1968		1967	1968		1967	1968	
1 ^{er} trimestre	117	124	+ 6,0	113	118	+ 4,3	111	119	+ 7,2
2 ^e trimestre	117	122	+ 4,3	111	120	+ 7,5	110	126	+ 14,5
3 ^e trimestre	118			112			114		
4 ^e trimestre	123			114			120		
	France			Italie			Pays-Bas		
	1966	1967	% variat. *	1966	1967	% variat. *	1966	1967	% variat. *
1 ^{er} trimestre	114	119	+ 4,4	114	127	+ 11,4	120	126	+ 5,0
2 ^e trimestre	116	118	+ 1,7	117	128	+ 9,4	122	127	+ 4,1
3 ^e trimestre	119	120	+ 0,8	120	125	+ 4,2	123	130	+ 5,7
4 ^e trimestre	119	123	+ 3,4	122	131	+ 7,4	126	134	+ 6,3
	1967	1968		1967	1968		1967	1968	
1 ^{er} trimestre	119	125	+ 5,0	127	133	+ 4,7	126	138	+ 9,5
2 ^e trimestre	118	105	- 11,0	128	136	+ 6,3	127	140	+ 10,2
3 ^e trimestre	120			125			130		
4 ^e trimestre	123			131			134		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

¹ A l'exclusion de Berlin-Ouest.

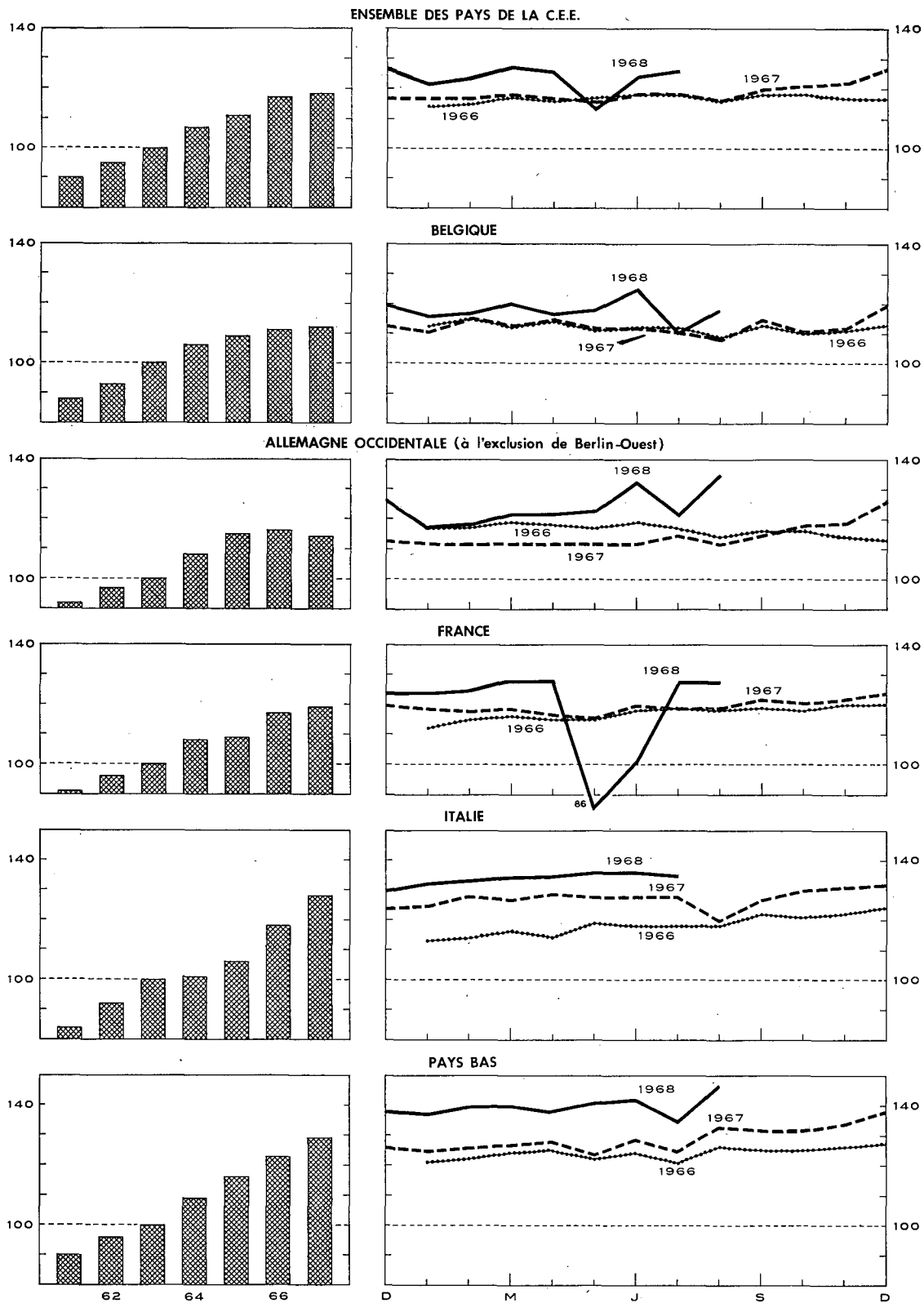
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique*. — *Revue du Travail*. — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrímétal*. — *Bulletin statistique mensuel de Fédéchar*. — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie*. — *Figas*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière*. — *La Construction*. — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.).

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1968 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées ² (milliers)	SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			S.N.C.V. Tonnes-km transportées ² (milliers)		Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km (millions)	Nombre de tonnes-km productives ¹ (milliers de tonnes)	Tonnage total (milliers de tonnes)			dont :		(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
	combustibles et huiles minérales				minerais			
1961	724	538	5.115	1.937	1.177	225	98,2	12,9
1962	746	539	5.189	1.998	1.209	212	115,4	13,7
1963	751	569	5.444	2.212	1.151	171	112,2	13,8
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	154	135,5	16,5
1965	748	563	5.323	1.867	1.274	124	148,8	18,8
1966	726	519	4.943	1.650	1.222	114	137,8	18,4
1967	711	507	4.952	1.576	1.259	73	162,8	22,8
1967 1 ^{er} trimestre	723	509	4.897	1.579	1.257	108	97,0	15,7
2 ^e trimestre	714	508	5.115	1.689	1.264	108	170,1	23,2
3 ^e trimestre	695	466	4.576	1.450	1.198	39	256,0	31,0
4 ^e trimestre	712	544	5.222	1.586	1.319	37	128,3	21,5
1968 1 ^{er} trimestre	p 685	538	5.145	1.563	1.351	32	99,7	17,9
2 ^e trimestre	p 689	518	5.014	1.564	1.235	36	174,3	25,7
3 ^e trimestre		521	4.947			39	256,2	33,2
1967 Septembre	699	509	5.035	1.593	1.312	43	237,2	30,0
Octobre	724	548	5.321	1.570	1.361	47	171,8	25,3
Novembre	695	533	5.104	1.563	1.273	38	96,4	19,0
Décembre	718	550	5.242	1.626	1.323	26	116,6	20,2
1968 Janvier	p 692	542	5.221	1.711	1.322	32	106,8	17,8
Février	p 668	529	5.037	1.477	1.330	31	90,4	17,0
Mars	p 696	542	5.178	1.500	1.400	32	101,8	18,9
Avril	p 694	533	5.176	1.553	1.345	39	133,9	21,2
Mai	p 683	488	4.837	1.584	1.142	34	164,7	24,8
Juin	p 690	532	5.030	1.556	1.218	35	224,4	31,0
Juillet	p 662	513	4.757	1.434	1.201	18	290,1	36,1
Août	p 654	524	4.947	1.486	1.275	31	256,6	32,6
Septembre		527	5.136			67	221,9	30,8

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. — Navigation intérieure

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(1)	(2)
1961	3.846	1.936	1.284	139	167	61	5.426	456
1962	4.167	2.159	1.300	137	143	70	5.553	452
1963	4.356	2.602	1.282	151	162	67	5.400	433
1964	4.558	3.036	1.408	165	178	78	6.276	509
1965	4.615	3.366	1.587	160	149	108	6.412	507
1966	4.761	3.376	1.514	143	148	76	6.633	497
1967	4.872	3.510 ²	1.679 ²	125	136	74	7.111	522
1967 1 ^{er} trimestre	4.916	3.597	1.562	141	143	94	6.705	493
2 ^e trimestre	5.029	3.350	1.312	111	128	60	7.635	557
3 ^e trimestre	4.713	2.390	1.447	125	126	67	7.048	517
4 ^e trimestre	4.829	4.435	1.455	125	146	75	7.055	518
1968 1 ^{er} trimestre	5.080	4.197	1.790	110	102	86	7.321	511
2 ^e trimestre	5.136	3.934	2.103	110	95	78	7.859	556
3 ^e trimestre	5.064			135				
1967 Septembre	4.560	1.836	1.314	118	137	108	7.299	547
Octobre	4.907	3.413	1.863	121	187	51	7.531	562
Novembre	4.522	5.834	1.238	139	125	84	6.767	491
Décembre	5.057	4.008	1.264	114	127	90	6.867	500
1968 Janvier	4.952	3.597	1.297	125	123	102	6.434	446
Février	4.801	4.556	1.796	113	104	93	7.460	522
Mars	5.487	4.439	2.278	92	80	63	8.069	564
Avril	4.820	3.777	2.368	104	77	83	7.702	559
Mai	5.362	4.227	2.031	119	120	65	7.737	563
Juin	5.226	3.799	1.911	107	89	85	8.139	545
Juillet	5.076	4.114	1.815	111			6.771	529
Août	5.155	3.736	2.326	140				
Septembre	4.889			155				

¹ Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

² Source : Administration du port d'Anvers.

V - 2. — TOURISME

Source : Institut National de Statistique.

(milliers de nuitées)

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1963	1.498	1.110	89	38	105	48	27
1964	1.587	1.157	102	42	113	53	29
1965	1.661	1.210	106	45	115	61	32
1966	1.647	1.200	99	47	103	67	33
1967	1.706	1.257	101	50	92	67	38
1966 4 ^e trimestre	476	261	39	25	20	31	21
1967 1 ^{er} trimestre	529	313	47	24	29	30	18
2 ^e trimestre	1.502	1.053	89	50	103	64	41
3 ^e trimestre	4.271	3.370	231	99	214	146	61
4 ^e trimestre	523	292	39	29	24	29	32
1968 1 ^{er} trimestre	392	210	32	22	17	26	21
2 ^e trimestre	1.652	1.169	104	52	110	69	41
1967 Juillet	5.599	4.685	196	167	248	94	64
Août	5.676	4.437	352	82	277	271	62
Septembre	1.537	987	144	49	118	73	56
Octobre	582	300	44	32	34	37	43
Novembre	509	283	41	27	20	28	34
Décembre	478	293	33	27	19	21	19
1968 Janvier	381	205	29	21	16	25	23
Février	372	199	32	21	16	24	20
Mars	423	225	36	23	20	29	21
Avril	1.553	1.114	134	37	104	50	26
Mai	1.057	675	79	41	71	47	45
Juin	2.345	1.719	99	78	156	111	52
Juillet	5.793	4.793	178	187	222	216	56

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples 1					Coopératives	Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimen-tation	Habille-ment	Ameu-blement	Ménage 2				Indice général	Alimen-tation	Grands maga-sins	Coopé-ratives	Grossis-tes en alimen-tation générale
1960	156	159	159	141	162	138	155	144	143	125	142
1961	161	160	164	145	165	144	163	152	145	130	147
1962	170	172	172	154	171	152	173	172	151	135	154
1963	180	177	185	164	179	161	179	193	156	140	156
1964	196	188	200	183	200	168	196	220	163	140	163
1965 *	212	203	212	199	218	181	213	260	168	145	169
1966	225	218	222	206	236	188	220	295	173	145	166
1967	232	232	220	199	240	193	243	343	173	145	178
1966 4 ^e trimestre	272	249	262	212	278	203	233	333	179	147	171
1967 1 ^{er} trimestre	210	229	188	208	227	189	226	322	174	143	172
2 ^e trimestre	226	228	229	197	229	199	260	350	172	151	191
3 ^e trimestre	220	215	209	191	235	181	232	327	172	142	167
4 ^e trimestre	271	256	255	199	271	205	256	373	172	144	183
1968 1 ^{er} trimestre	214	241	184	202	231	197	238	395	172	144	183
2 ^e trimestre	239	227	244	206	248	198	258	414	178	146	189
1967 Août	204	212	172	172	222	178	248	323			
Septembre	231	233	218	210	244	192	236	341			
Octobre	229	229	232	190	240	186	246	337			
Novembre	257	235	234	181	230	193	251	341			
Décembre	327	303	300	227	344	235	272	440			
1968 Janvier	208	231	182	203	212	200	237	378			
Février	202	233	164	192	234	188	232	381			
Mars	231	259	204	212	246	203	244	427			
Avril	239	241	246	205	236	195	252	405			
Mai	243	237	242	214	262	207	270	427			
Juin	235	220	244	199	246	193	252	409			
Juillet	245	218	250	214	270	183	246	403			
Août	229	235	196	185	248	193	264	440			

* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1953 = 100.
 1 Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965. — 2 Articles de ménage et appareils ménagers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1966 1 ^{er} semestre	1.501	820	133	548	16,50	6,30	4,26	5,94	6,93	3,10	1,58	2,25
2 ^o semestre	1.552	873	123	556	17,20	6,78	4,51	5,91	7,25	3,33	1,63	2,29
1967 1 ^{er} semestre	1.576	891	136	549	18,36	7,34	4,88	6,14	7,71	3,62	1,74	2,35
2 ^o semestre	1.543	921	129	493	18,44	7,68	4,84	5,92	7,56	3,50	1,83	2,23
1968 1 ^{er} semestre	1.655	1.023	142	490	20,30	8,42	5,64	6,24	8,84	4,12	2,24	2,48

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1965 2 ^o semestre	47	27	2	18	86,1	34,3	9,9	41,9
1966 1 ^{er} semestre	46	26	2	18	97,9	32,8	11,7	53,4
2 ^o semestre	47	27	2	18	98,0	36,9	10,1	51,0
1967 1 ^{er} semestre	69	34	2	33	104,3	41,7	9,9	52,7
2 ^o semestre	53	35	1	17	94,5	42,0	8,9	43,6

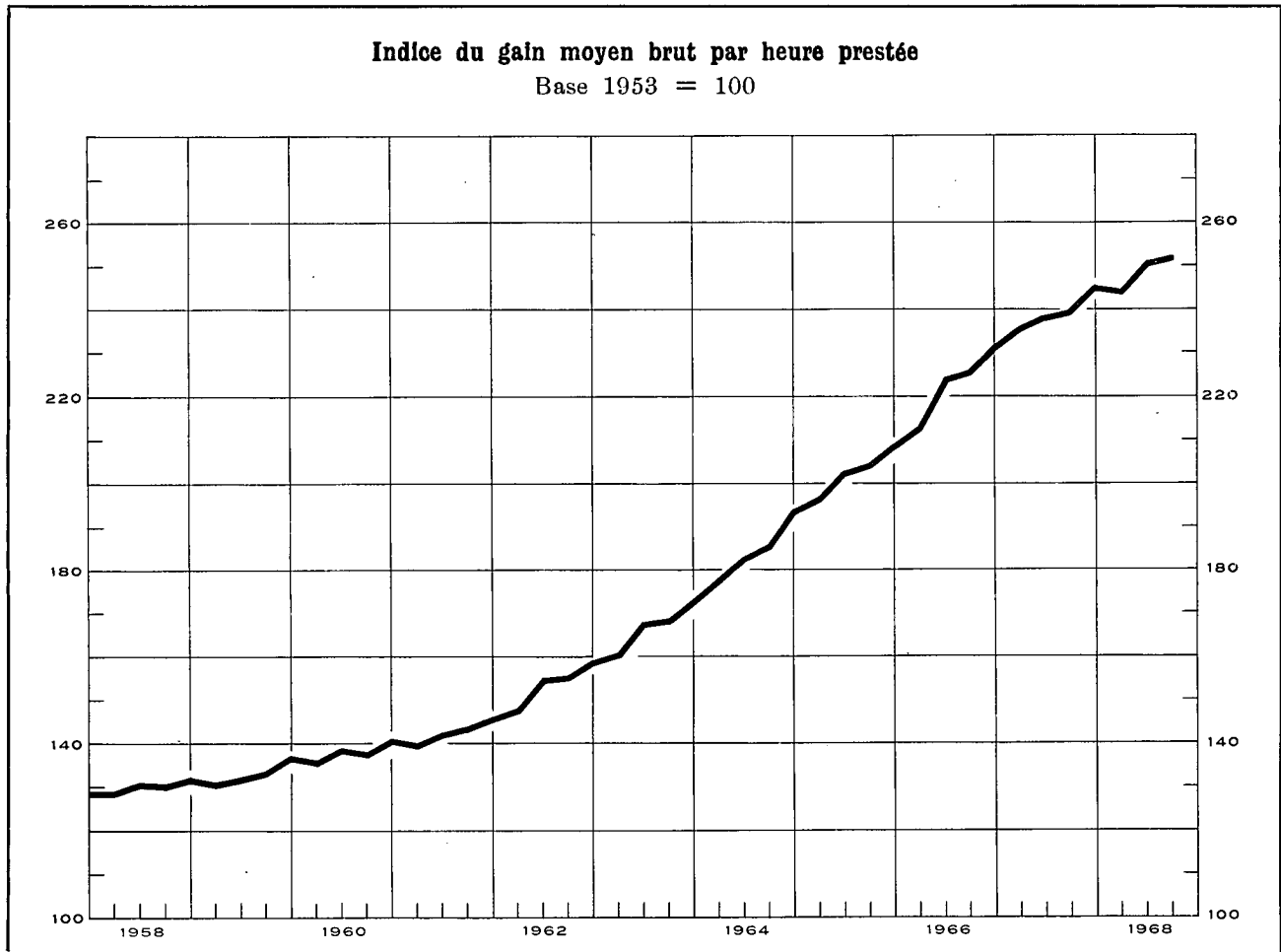
3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
Nombre de contrats (milliers)												
1966 1 ^{er} semestre	919	4,1	1,0	2,1	46,5	19,4	8,5	416,8	23,2	7,8	386,8	2,8
2 ^o semestre	792	3,9	0,9	2,6	45,5	17,6	8,5	307,8	28,5	8,2	364,3	4,2
1967 1 ^{er} semestre	777	4,7	1,4	2,0	53,3	20,5	7,5	284,8	22,9	7,8	366,6	5,6
2 ^o semestre	776	3,6	0,9	1,9	46,7	18,5	8,2	302,8	28,3	7,3	354,2	3,6
1968 1 ^{er} semestre	874	4,0	1,0	1,9	62,5	22,1	9,3	320,7	36,4	8,4	403,9	3,8
Crédit accordé (millions de francs)												
1966 1 ^{er} semestre	6.930	616	70	124	2.543	547	59	298	80	683	1.869	41
2 ^o semestre	7.250	596	68	218	2.463	528	56	355	91	743	2.087	45
1967 1 ^{er} semestre	7.713	707	86	175	2.933	591	52	293	75	783	1.982	36
2 ^o semestre	7.565	564	67	196	2.638	553	56	367	88	748	2.257	31
1968 1 ^{er} semestre	8.836	602	79	162	3.617	681	66	357	127	792	2.324	29
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1966 1 ^{er} semestre	100,0	8,9	1,0	1,8	36,7	7,9	0,8	4,3	1,1	9,9	27,0	0,6
2 ^o semestre	100,0	8,2	0,9	3,0	34,0	7,3	0,8	4,9	1,3	10,2	28,8	0,6
1967 1 ^{er} semestre	100,0	9,2	1,1	2,3	38,0	7,6	0,7	3,8	1,0	10,2	25,7	0,4
2 ^o semestre	100,0	7,5	0,9	2,6	34,9	7,3	0,7	4,8	1,2	9,9	29,8	0,4
1968 1 ^{er} semestre	100,0	6,8	0,9	1,8	41,0	7,7	0,7	4,1	1,4	9,0	26,3	0,3

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuel). — Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 413). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	158	176
1963 ⁴	167	160	162		
1964	185	176	180	181	200
1965	203	191	196	193	223
1966	224	209	215	208	246
1967	239	223	232	213	267
1967 Juin	238	222	230		265
Sept.	239	224	234		267
Déc.	246	228	237		274
1968 Mars	p 244	230	239		274
Juin	p 251	232	242		282
Sept.	p 252	237	246		

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1959	88,30	98,9	95,0	70,4	89,8	79,8
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	85,0	96,3	82,4
1962	44,72	119,6	98,9	87,5	98,8	88,6
1963	49,25	116,1	93,2	86,9	97,4	95,8
1964	55,98	111,3	88,3	89,7	91,8	94,4
1965	62,40	110,0	87,2	88,6	88,3	85,5
1966	68,78	105,9	85,5	88,6	85,0	80,1
1967	p 75,81	100,2	80,5	89,2	82,0	79,6
1965 Mars-Avril	61,22	107,9	86,9	89,1	89,2	86,2
Sept.-Octobre	63,57	109,0	87,5	87,5	88,4	84,8
1966 Mars-Avril	66,75	108,2	87,5	87,5	86,8	82,5
Sept.-Octobre	70,70	103,8	83,5	89,6	84,8	79,1
1967 Mars-Avril	74,52	101,0	80,5	89,5	p 82,7	80,2
Sept.-Octobre	p 77,09	99,4	80,6	89,0	82,2	79,8
1968 Juillet	(e) 83,65	94,4	67,6	85,7	85,2	76,8

¹ Non compris les ouvriers du transport.

² Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction et aux transports et aux communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XXIII^e Rapport annuel O.N.S.S., p. 247.)

³ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre et non pas le coût par unité produite.

⁴ Les indices du gain moyen brut par heure prestée et du salaire horaire type sont obtenus en pondérant les indices relatifs aux différents secteurs économiques par les rémunérations salariales globales payées dans ces secteurs. Les rémunérations salariales globales retenues sont celles de l'année 1953 pour les périodes figurant au-dessus de la ligne (1963 et années antérieures); ce sont celles de l'année 1963 pour les périodes figurant au-dessous de la ligne (1968 et périodes suivantes).

⁵ La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE (hommes + femmes)

(en francs par heure)

Source : Institut National de Statistique.

Groupe et branche d'industrie	1962 octobre	1963 octobre	1964 octobre	1965 octobre	1966 octobre	1967 octobre	1968 avril
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹	45,70	48,39	52,62	56,62	60,57	64,11	63,64
Carrières ¹	37,58	39,84	44,59	48,24	53,13	54,01	56,19
Total des industries extractives ¹	45,10	47,76	51,83	55,84	59,68	62,97	62,77
<i>Industries manufacturières :</i>							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	29,41	32,75	37,09	40,29	43,47	45,59	47,67
Boissons	32,30	34,80	39,59	44,38	47,77	50,56	53,14
Tabac	26,12	29,50	33,50	37,06	41,06	43,60	45,33
Industries textiles	27,55	31,16	34,61	37,27	41,83	44,32	45,37
Chaussures, habillement	23,16	25,39	28,98	32,45	35,97	37,66	39,18
Bois (sauf meubles)	30,47	32,82	37,01	39,93	44,71	48,00	49,73
Industrie du meuble	31,38	35,27	40,65	42,17	46,75	49,18	51,50
Papier, articles en papier	33,39	35,87	39,61	43,58	47,88	50,88	53,09
Impressions et reliures	37,02	39,47	43,96	48,06	52,17	56,79	60,90
Cuir (sauf chaussures, habillement)	27,82	30,90	33,97	37,07	40,77	43,38	45,14
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	34,16	36,93	40,29	43,59	48,49	51,42	52,85
Industries chimiques	35,08	38,49	44,43	49,81	56,32	59,59	59,30
Industrie du pétrole	53,33	57,25	62,88	71,33	78,36	85,10	87,37
Produits minéraux non métalliques	34,43	37,31	42,55	45,83	50,98	53,46	55,58
Industries métallurgiques de base	45,11	47,96	52,08	54,96	59,55	62,98	64,33
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	35,92	38,85	43,37	46,13	49,44	52,12	53,17
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	37,70	40,42	45,23	47,38	52,22	56,20	56,72
Industrie électrotechnique	33,57	35,48	39,97	43,99	48,80	51,19	52,73
Construction de matériel de transport ...	42,06	45,07	48,55	51,80	56,34	59,53	61,32
Total des industries manufacturières	33,26	36,20	40,74	44,03	48,58	51,36	52,86
dont : hommes	37,13	40,10	44,53	48,14	52,94	55,92	57,51
femmes	22,78	25,45	29,16	31,97	35,51	37,67	38,94
Construction ¹	36,21	38,66	43,75	47,30	52,82	55,71	57,23
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	35,00	37,82	42,20	45,60	50,01	52,84	54,24
dont : hommes	37,99	40,81	45,11	48,75	53,43	56,42	57,85

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne. Etudes et Documents, nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX
1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New York- Spot)	Caoutchouc à Londres " Spot " price no 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par long ton	\$ par Barrel
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	267	34,0	94	35,4	23	234	897	29,4	2,89
1963	269	34,3	107	35,4	21	234	910	27,0	2,89
1964	238	47,1	105	34,3	20	351	1.236	34,7	2,89
1965	207	45,2	92	32,3	21	469	1.413	35,2	2,89
1966	229	41,3	101	28,3	19	555	1.297	31,0	2,89
1967	220	38,4	102	24,7	16	418	1.223	27,0	2,88
1966 4 ^e trimestre	234	40,1	95	23,8	19	458	1.211	27,0	2,88
1967 1 ^{er} trimestre	231	38,8	94	24,0	17	430	1.201	27,2	2,88
2 ^e trimestre	226	38,7	97	24,4	17	368	1.219	26,2	2,88
3 ^e trimestre	214	38,3	90	24,6	16	375	1.200	26,7	2,88
4 ^e trimestre	209	37,5	95	25,6	16	499	1.271	27,8	2,88
1968 1 ^{er} trimestre			107		17	681	1.319	32,7	2,88
2 ^e trimestre			106		18	492	1.309	26,2	2,90
1967 Août	218	38,1	87	24,8	15	379	1.194	27,0	2,88
Septembre	209	37,9	89	24,4	15	384	1.185	27,0	2,88
Octobre	212	37,5	89	25,4	15	413	1.190	26,0	2,88
Novembre	207	37,5	92	26,0	15	523	1.273	27,5	2,88
Décembre	207	37,2	103	25,3	17	560	1.351	30,0	2,88
1968 Janvier	210	p 37,2	104	23,0	17	596	1.323	33,0	2,88
Février			108		16	727	1.317	34,0	2,88
Mars			107		17	719	1.317	31,0	2,88
Avril			106		17	531	1.315	28,5	2,88
Mai			106		18	464	1.306	26,0	2,91
Juin			106		19	481	1.306	24,0	2,91
Juillet			105		19	446	1.302	24,0	2,91
Août						447	1.297		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) ¹
			général	industriel	alimentaire	
1960	85	90	99	104	90	96
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1964	96	90	104	107	96	107
1965	92	93	103	108	91	121
1966	91	96	104	109	93	109
1967	88	89	100	105	91	115
1967 1 ^{er} trimestre	86	90	100	105	91	99
2 ^e trimestre	89	90	100	104	91	104
3 ^e trimestre	86	89	100	104	90	120
4 ^e trimestre	93	88	101	106	91	138
1968 1 ^{er} trimestre	103	88	102	108	91	124
2 ^e trimestre	99	88	100	106	90	116
3 ^e trimestre	97	88	99	105	87	115
1967 Octobre	86	87	100	105	91	134
Novembre	92	88	101	106	91	140
Décembre	101	88	101	107	90	140
1968 Janvier	102	88	101	107	90	129
Février	103	89	102	109	91	117
Mars	103	88	103	109	91	126
Avril	99	88	101	106	90	118
Mai	99	88	100	105	90	108
Juin	99	89	100	106	89	121
Juillet	97	89	99	105	88	114
Août	97	87	99	105	87	118
Septembre	97	88	99	106	87	114
Octobre	97	87	100	106	87	

¹ Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 *

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1959	101,4	95,0	95,9	94,1	103,0	105,9	97,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	96,4	102,4	107,8
1960	102,6	92,2	98,2	86,8	105,4	107,0	101,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	101,5	104,0	108,9
1961	102,4	94,3	110,2	81,5	104,5	106,7	100,4	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,5
1962	103,2	100,8	106,9	95,2	103,8	107,6	96,1	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	107,0	117,9	97,5	105,4	110,0	96,3	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	109,9	126,7	96,0	110,9	113,9	103,7	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1965	111,9	113,2	131,2	98,5	111,5	113,8	105,6	106,6	118,0	93,1	109,3	143,9	104,1	110,9	117,2
1966	114,5	118,2	134,0	104,8	113,5	115,0	109,3	106,6	118,8	94,9	111,6	145,9	103,6	114,4	119,9
1967	113,2	118,1	134,8	104,2	112,0	115,0	103,7	105,2	116,9	90,7	111,9	154,9	98,6	112,6	121,2
1967 1 ^{er} trimestre	114,2	119,5	136,4	105,4	112,9	115,0	106,6	105,9	117,2	92,9	113,6	151,5	100,5	113,3	121,4
1967 2 ^e trimestre	113,8	122,2	136,3	110,1	111,8	114,5	103,4	104,6	116,3	90,8	111,8	154,8	98,4	112,3	121,0
1967 3 ^e trimestre	112,5	116,1	131,3	103,4	111,6	115,0	102,4	105,0	117,0	89,6	110,4	156,6	97,9	112,0	121,1
1967 4 ^e trimestre	112,4	114,7	135,3	98,1	111,9	115,4	102,3	105,2	117,3	89,7	111,8	156,9	97,5	113,0	121,3
1968 1 ^{er} trimestre	112,6	113,6	135,1	96,5	112,4	115,8	103,1	105,8	118,5	90,4	112,3	157,7	97,6	114,2	121,7
1968 2 ^e trimestre	112,5	113,6	136,1	95,7	112,2	116,9	101,6	104,5	117,2	91,1	111,2	158,7	97,9	113,5	121,6
1968 3 ^e trimestre	113,4	116,9	139,0	99,2	112,5	116,3	101,5	104,7	117,1	92,0	111,5	158,7	98,1	114,0	121,6
1966 Novembre	114,2	119,6	139,5	103,4	112,9	114,9	107,6	105,8	117,9	93,6	112,1	147,9	101,6	113,5	120,4
1966 Décembre	114,0	118,8	137,5	103,4	112,8	114,9	107,2	105,9	117,5	93,4	112,2	147,9	101,4	113,1	120,5
1967 Janvier	113,8	118,0	135,8	103,3	112,8	114,9	107,1	105,7	117,4	93,6	113,4	147,9	101,0	112,8	121,2
1967 Février	114,1	118,2	135,6	103,7	113,1	115,2	107,0	106,1	117,4	93,2	113,6	153,3	100,6	113,7	121,6
1967 Mars	114,6	122,4	137,9	109,3	112,8	114,8	105,8	106,0	116,9	91,9	113,8	153,3	100,0	113,4	121,4
1967 Avril	114,0	122,1	137,4	109,1	112,0	114,4	104,3	104,4	116,3	91,2	113,8	153,3	98,6	112,8	121,1
1967 Mai	113,9	123,3	138,3	110,5	111,6	114,3	103,7	104,5	116,3	91,0	110,9	154,7	98,4	112,2	120,6
1967 Juin	113,6	121,2	133,0	110,8	111,7	114,7	102,3	105,0	116,4	90,1	110,8	156,4	98,2	111,9	121,2
1967 Juillet	112,6	115,5	127,6	105,1	111,8	115,0	103,3	105,2	116,9	90,0	111,1	156,4	98,3	112,0	121,3
1967 Août	112,7	117,9	134,6	103,9	111,4	115,0	101,9	104,7	117,1	89,7	110,0	156,4	97,8	111,9	120,8
1967 Septembre	112,2	114,9	131,6	101,1	111,5	115,0	101,9	105,2	117,1	89,0	110,2	156,9	97,6	112,0	121,1
1967 Octobre	111,8	113,1	132,2	97,6	111,5	115,2	101,6	105,1	117,3	89,1	110,7	156,9	97,3	112,5	121,0
1967 Novembre	112,6	115,1	136,2	98,2	112,0	115,4	102,8	105,2	117,1	89,6	112,3	156,9	97,6	113,1	121,5
1967 Décembre	112,9	115,8	137,4	98,4	112,1	115,6	102,5	105,2	117,6	90,5	112,4	156,9	97,7	113,3	121,5
1968 Janvier	112,7	114,7	135,7	97,8	112,2	115,7	102,5	105,9	117,8	90,4	112,1	157,2	97,6	113,6	121,6
1968 Février	112,5	112,7	133,8	95,8	112,5	115,8	103,5	106,3	118,9	90,4	112,1	157,6	97,6	114,5	121,8
1968 Mars	112,7	113,5	135,9	95,8	112,5	115,8	103,3	105,2	118,7	90,3	112,8	158,3	97,6	114,4	121,8
1968 Avril	112,7	114,4	137,1	96,4	112,2	116,1	101,7	104,5	117,4	90,7	112,8	158,6	97,5	113,4	121,9
1968 Mai	112,6	114,6	138,0	96,2	112,1	118,6	101,5	104,5	117,0	90,9	110,6	158,7	97,9	113,3	121,4
1968 Juin	112,2	111,7	133,1	94,6	112,3	116,1	101,6	104,6	117,2	91,7	110,2	158,7	98,2	113,8	121,4
1968 Juillet	112,5	113,1	133,2	96,9	112,3	116,2	101,1	104,7	117,1	91,8	110,4	158,7	98,3	113,7	121,3
1968 Août	113,4	117,1	141,4	97,9	112,4	116,2	101,5	104,5	117,0	92,0	112,0	158,7	98,1	113,8	121,7
1968 Septembre	114,2	120,6	142,5	102,9	112,7	116,4	101,8	105,0	117,1	92,3	112,0	158,7	98,0	114,5	121,8
1968 Octobre	115,0	121,2	141,6	104,6	113,5	118,9	102,9	106,2	117,0	94,3	112,1	158,7	99,3	114,8	122,7

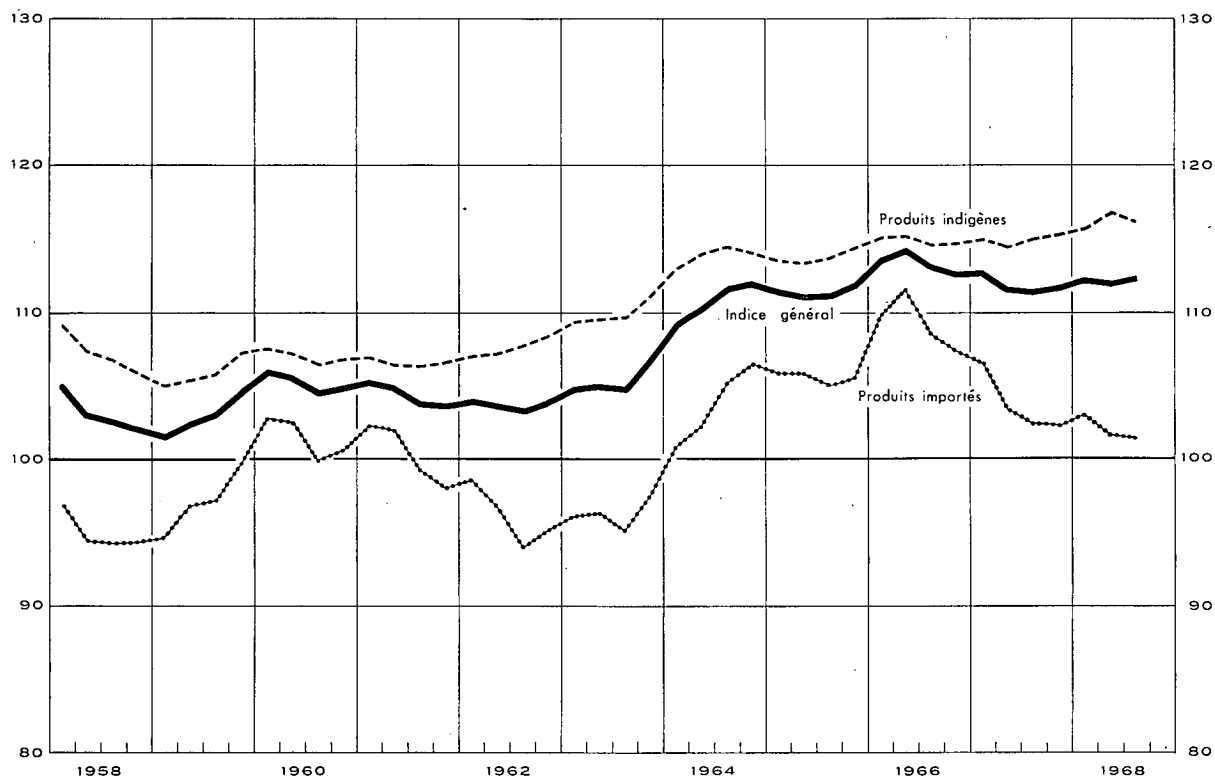
* Indices base originale 1936-38 = 100 convertis en indices 1953 = 100.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

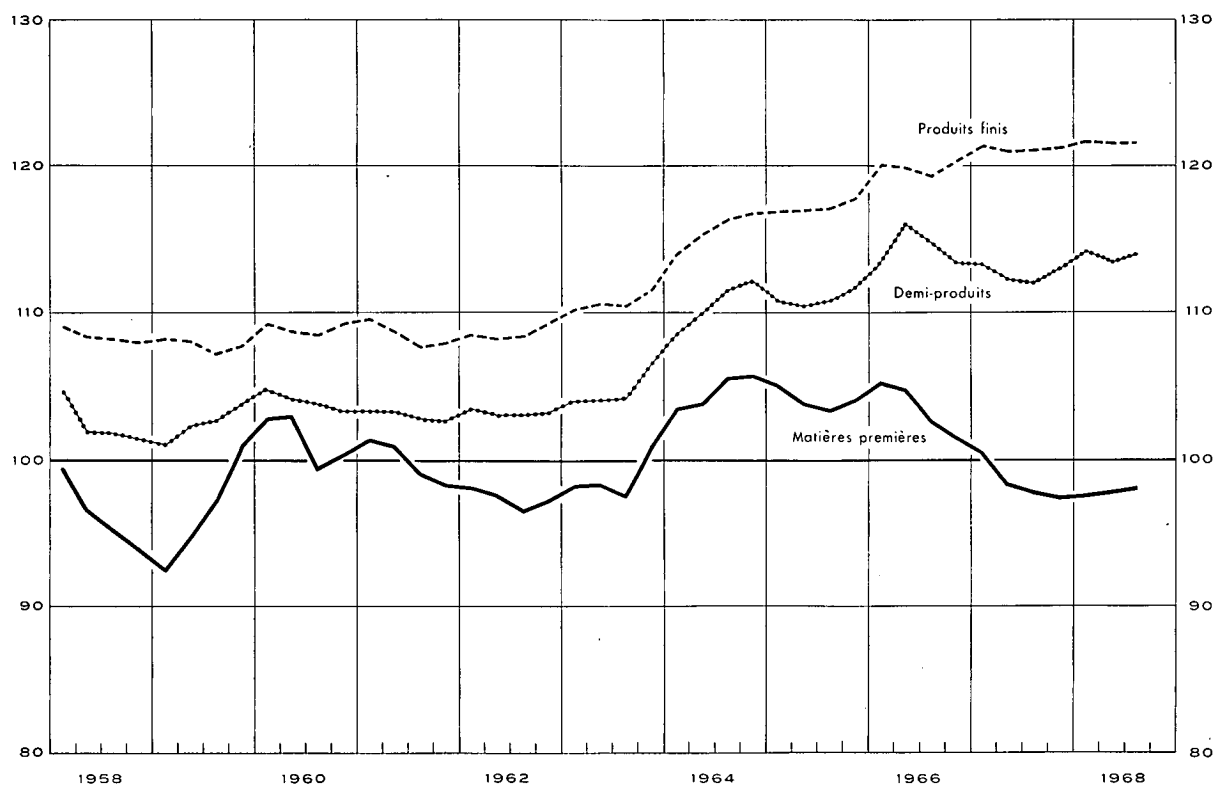
Source : M.A.E.

PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES



PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES :

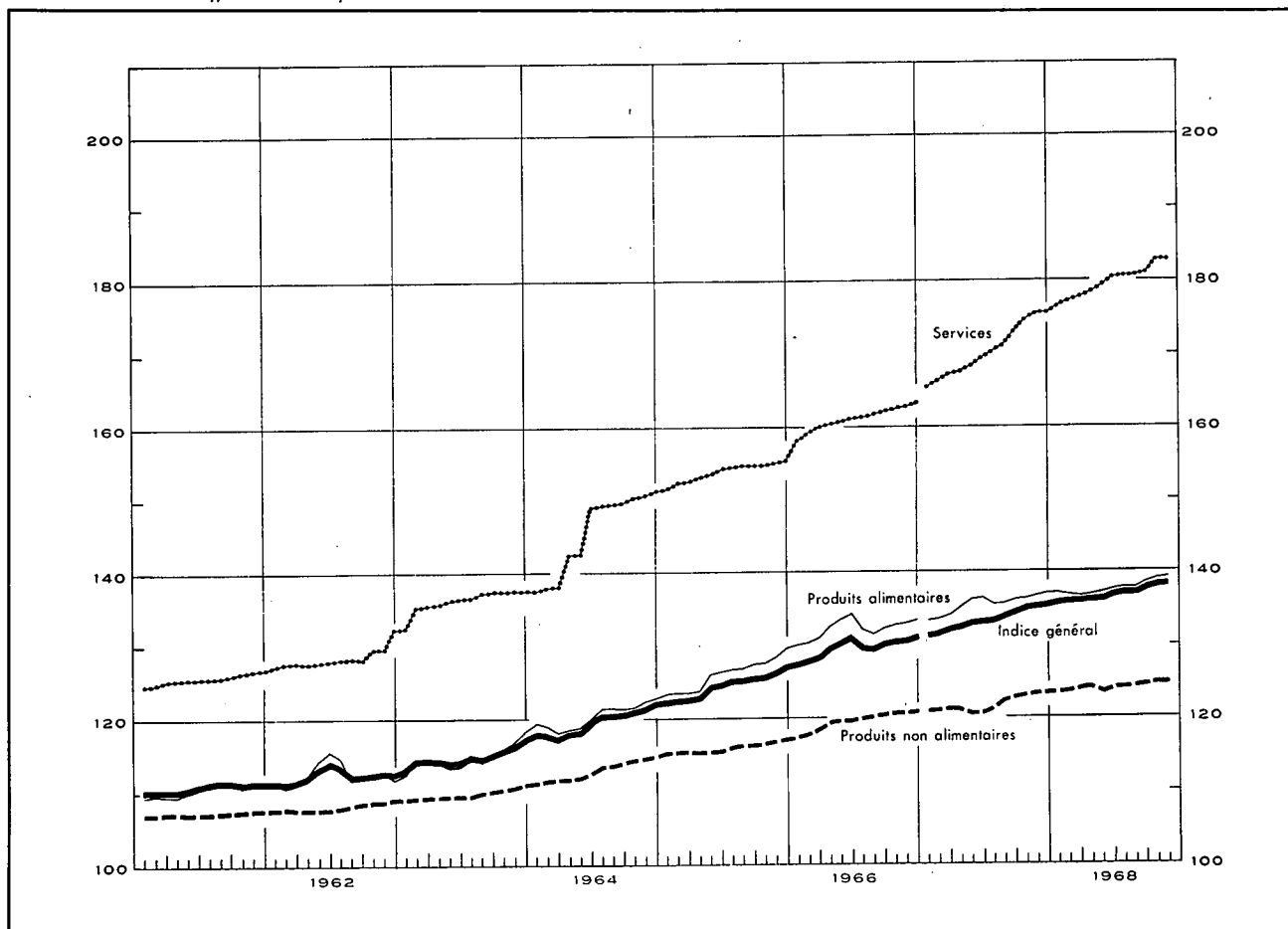
Prix à trois stades de fabrication



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL ET DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 ¹

Source : Ministère des Affaires Economiques.



¹ A partir de janvier 1967, les données servant à établir le graphique ci-dessus, ne sont plus calculées directement, mais résultent de la conversion sur la base 1953 = 100 de l'indice des prix à la consommation (cf. tableau 4 b.) qui remplace depuis janvier 1968 l'indice des prix de détail. Le coefficient de conversion utilisé est le rapport des deux indices pour l'année 1966, soit 1,2992 pour l'indice général.

VII - 4 a. — INDICES DES PRIX DE DETAIL

Base 1953 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 68 produits		Produits alimentaires 35 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 services	
	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967
1960	109,97		109,3		107,0		122,6	
1961	111,06		110,5		107,4		125,7	
1962	112,62		112,5		108,3		128,5	
1963	115,04		114,7		109,9		136,3	
1964	119,84		120,3		113,1		145,7	
1965	124,71		126,0		116,2		153,8	
1966	129,92		132,2		119,8		161,1	
1967	133,62		135,5		122,6		172,1	
1 ^{er} trimestre	128,13	131,81	130,4	133,9	118,1	121,5	159,1	165,9
2 ^e trimestre	130,52	133,59	133,5	136,5	119,8	122,0	160,7	168,4
3 ^e trimestre	130,06	133,99	131,9	135,5	120,3	123,2	161,7	173,6
4 ^e trimestre	130,96	135,09	133,0	136,2	120,9	123,6	162,9	180,8
Janvier	127,68	131,43	130,1	133,5	117,6	121,2	158,1	165,2
Février	128,07	131,67	130,3	133,7	118,0	121,4	159,2	165,8
Mars	128,63	132,32	130,9	134,5	118,8	122,0	159,9	166,6
Avril	129,93	133,25	132,7	135,9	119,7	122,2	160,3	167,4
Mai	130,56	133,71	133,5	136,8	119,9	121,9	160,8	167,9
Juin	131,08	133,81	134,2	136,7	119,9	122,0	161,1	169,6
Juillet	129,94	133,56	131,9	135,5	120,1	122,4	161,3	172,2
Août	129,85	133,93	131,6	135,4	120,3	123,5	161,7	172,8
Septembre	130,38	134,49	132,3	135,7	120,6	123,7	162,2	175,8
Octobre	130,80	134,76	132,8	135,8	120,9	123,5	162,5	179,8
Novembre	130,88	135,16	132,9	136,3	120,9	123,6	162,9	181,2
Décembre	131,19	135,35	133,4	136,6	121,0	123,7	163,3	181,4

¹ L'indice des prix de détail, base 1953 = 100, repris dans le présent tableau a été établi pour la dernière fois en décembre 1967. Il est remplacé par un nouvel indice, base 1966 = 100, dénommé « Indices des prix à la consommation » et repris au tableau VII - 4b ci-après.

VII - 4 b. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Années 1967 et 1968

Base 1966 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 147 produits		Produits alimentaires 60 produits		Produits non alimentaires 48 produits		Services 89 services	
	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968
1967	102,91		102,52		101,84		105,83	
1 ^{er} trimestre	101,59	104,74	101,13	103,53	101,25	103,41	103,34	109,94
2 ^e trimestre	102,48	105,25	102,78	103,77	101,07	103,57	104,66	111,27
3 ^e trimestre	103,29	105,95	102,78	104,43	102,12	103,95	106,55	112,21
4 ^e trimestre	104,27		103,41		102,94		108,76	
Janvier	101,34	104,67	100,86	103,71	101,09	103,27	102,84	109,59
Février	101,57	104,73	101,05	103,54	101,19	103,41	103,32	109,88
Mars	101,87	104,83	101,47	103,35	101,46	103,56	103,85	110,36
Avril	102,21	105,05	102,22	103,56	101,35	103,66	104,16	110,66
Mai	102,52	105,16	103,02	103,69	100,90	103,37	104,54	111,24
Juin	102,71	105,54	103,11	104,06	100,95	103,67	105,29	111,91
Juillet	102,83	105,74	102,55	104,29	101,42	103,77	105,92	112,09
Août	103,23	105,84	102,67	104,24	102,29	103,92	106,21	112,18
Septembre	103,80	106,26	103,12	104,75	102,65	104,17	107,52	112,37
Octobre	104,04	106,67	103,09	105,12	102,81	104,32	108,44	113,55
Novembre	104,33	106,69	103,49	105,25	102,98	104,32	108,89	113,57
Décembre	104,44		103,64		103,04		108,96	

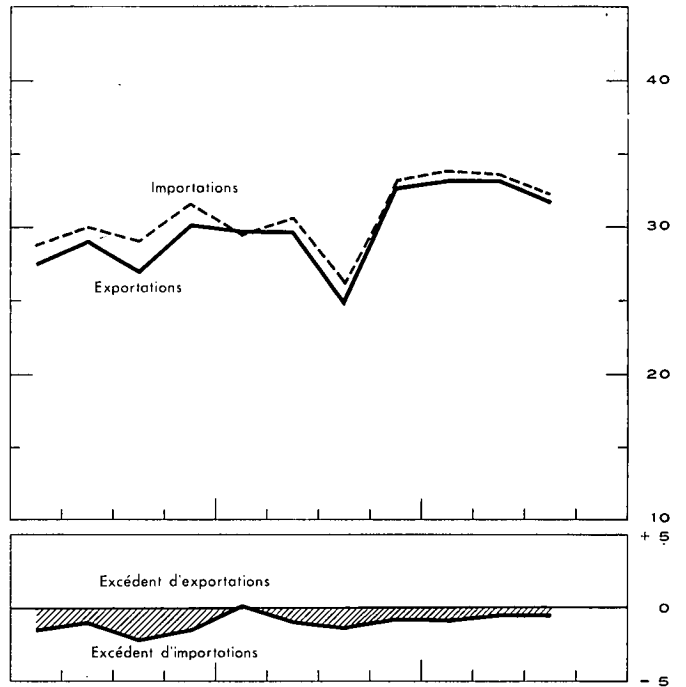
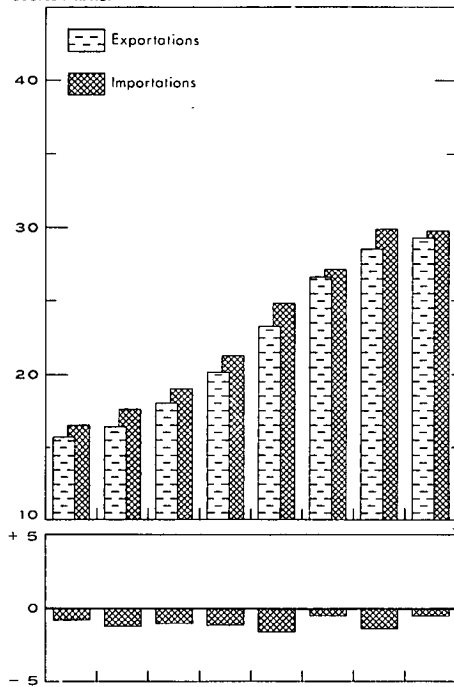
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *L'industrie textile belge*, revue de Febeltex. — *Der Volkswirt*. — *Wirtschaft und Statistik*. — *Bulletin mensuel de Statistique* (O.N.U.). — *Monthly Digest of Statistics*. — *Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E.* — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.). — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — *Journaux financiers* : *Agéfi*, *Het financieele Dagblad*, *The Financial Times*, *Le Nouveau Journal*. — *Bulletin de la Fédération des Industries Belges*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

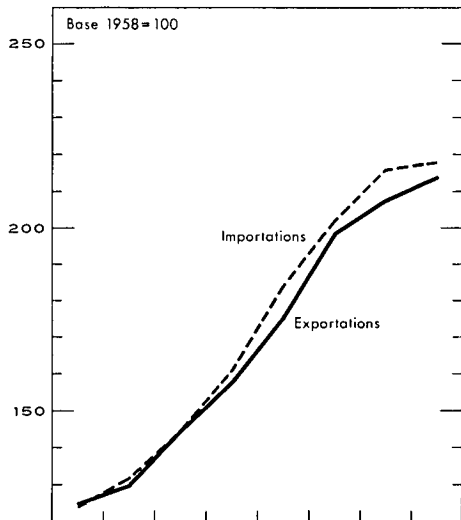
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Source : I.N.S.

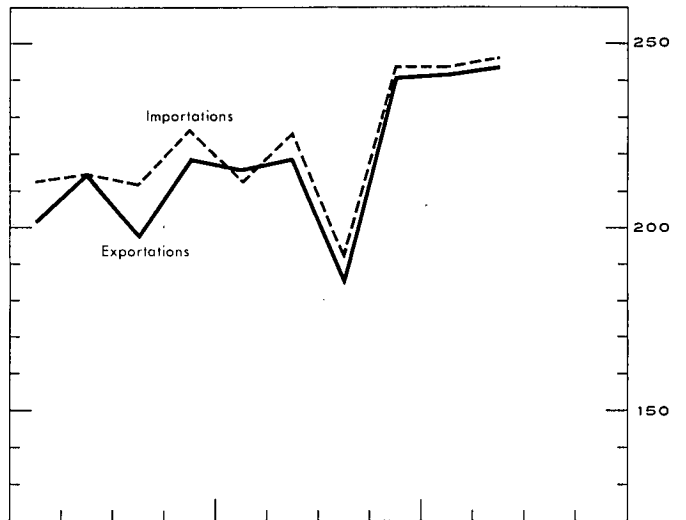
Moyennes mensuelles en milliards de francs



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

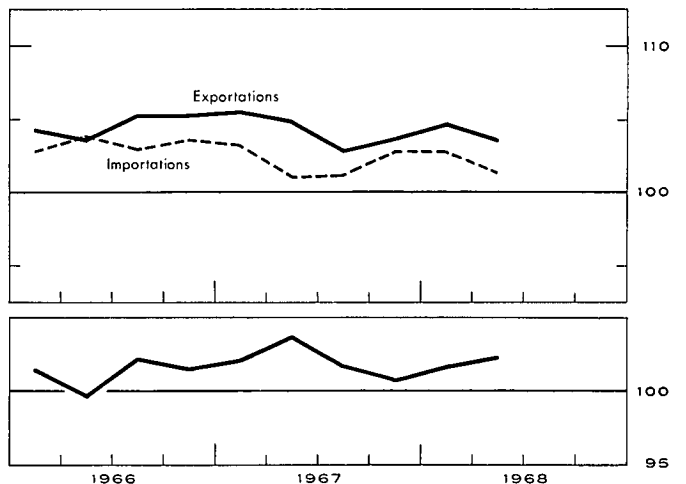
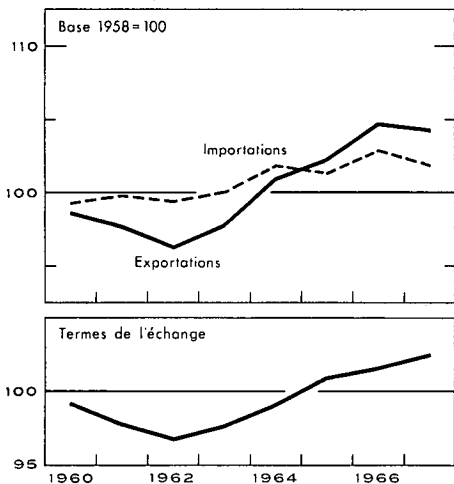


INDICES DU VOLUME



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ¹
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1960	16,5	15,7	— 0,8	95	123,8	125,0	99,4	98,7	99,3
1961	17,6	16,4	— 1,2	93	132,3	130,0	99,9	97,8	97,9
1962	19,0	18,0	— 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963	21,3	20,2	— 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964	24,9	23,3	— 1,6	94	184,4	175,7	101,9	101,1	99,2
1965	27,1	26,6	— 0,5	98	201,5	199,1	101,4	102,4	101,0
1966	29,9	28,5	— 1,4	95	216,4	207,9	103,0	104,8	101,7
1967	29,9	29,3	— 0,6	98	218,3	214,3	101,9	104,4	102,5
1967 1 ^{er} trimestre	29,5	29,8	+ 0,3	101	213,4	216,0	103,3	105,6	102,2
2 ^e trimestre	30,7	29,8	— 0,9	97	225,7	219,1	101,1	104,9	103,8
3 ^e trimestre	26,3	25,0	— 1,3	95	192,8	186,1	101,2	103,0	101,8
4 ^e trimestre	33,2	32,6	— 0,6	98	244,1	241,3	102,9	103,8	100,9
1968 1 ^{er} trimestre	34,0	33,2	— 0,8	98	244,1	242,2	102,9	104,8	101,8
2 ^e trimestre	33,6	33,2	— 0,4	99	246,5	243,9	101,4	103,8	102,4
3 ^e trimestre p	32,5	31,9	— 0,6	98					
1967 Janvier-Octobre	29,1	28,9	— 0,2	99					
1968 Janvier-Octobre p	34,1	33,5	— 0,6	98					
1967 Août	29,9	22,8	— 7,1	76					
Septembre	25,7	26,4	+ 0,7	103					
Octobre	31,9	34,9	+ 3,0	109					
Novembre	34,6	30,8	— 3,8	89					
Décembre	32,6	32,2	— 0,4	99					
1968 Janvier	31,1	31,2	+ 0,1	100					
Février	35,1	33,5	— 1,6	96					
Mars	35,3	35,0	— 0,3	99					
Avril	32,3	35,0	+ 2,7	109					
Mai	35,2	33,1	— 2,2	94					
Juin	30,9	31,4	+ 0,5	102					
Juillet	31,3	34,3	+ 3,0	110					
Août	31,9	27,5	— 4,4	86					
Septembre p	33,5	33,8	+ 0,3	101					
Octobre p	40,9	39,8	— 1,1	97					

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. — 1^o En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

2^o En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérur- giques	Fabri- cations métal- liques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
<i>Nouvelle série</i>												
1963	3,21	4,80	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,66	20,16
1964	3,75	5,85	1,84	3,56	1,65	0,27	0,65	0,57	1,17	0,84	3,14	23,29
1965	4,13	7,07	2,22	3,78	2,02	0,18	0,69	0,58	1,22	1,16	3,54	26,59
1966	3,95	7,34	2,81	4,17	2,19	0,12	0,67	0,61	1,50	1,22	3,87	28,45
1967	4,24	7,53	2,63	3,85	2,45	0,13	0,68	0,67	1,54	1,54	4,04	29,30
1966 4 ^e trimestre .	3,99	8,11	2,69	4,25	2,41	0,13	0,64	0,65	1,67	1,51	4,17	30,22
1967 1 ^{er} trimestre .	4,40	7,73	2,83	4,00	2,47	0,12	0,61	0,65	1,52	1,52	3,94	29,79
2 ^e trimestre .	4,49	8,08	2,52	3,84	2,37	0,14	0,71	0,64	1,47	1,43	4,07	29,76
3 ^e trimestre .	3,62	6,02	2,23	3,25	2,14	0,13	0,69	0,59	1,46	1,35	3,54	25,02
4 ^e trimestre .	4,45	8,30	2,95	4,33	2,82	0,13	0,72	0,80	1,72	1,84	4,58	32,64
1968 1 ^{er} trimestre .	4,80	8,54	3,44	4,19	2,95	0,09	0,82	0,73	1,63	1,78	4,26	33,23
2 ^e trimestre .	4,63	8,61	3,23	4,14	2,91	0,10	0,85	0,72	1,78	1,66	4,56	33,19
1967 Novembre	4,38	7,72	2,56	4,14	2,72	0,11	0,62	0,74	1,88	1,71	4,26	30,84
Décembre	4,06	8,40	3,32	4,14	2,73	0,12	0,63	0,73	1,61	1,79	4,62	32,15
1968 Janvier	4,61	8,38	2,88	4,02	2,73	0,11	0,68	0,73	1,31	1,70	4,02	31,17
Février	5,10	8,03	3,73	4,22	3,02	0,09	0,86	0,73	1,72	1,73	4,28	33,51
Mars	4,74	9,20	3,70	4,28	3,08	0,07	0,92	0,71	1,86	1,89	4,56	35,01
Avril	4,80	9,04	3,89	4,27	3,10	0,11	0,84	0,72	1,75	1,74	4,76	35,02
Mai	4,54	8,46	3,11	4,12	2,84	0,10	0,72	0,75	2,27	1,71	4,52	33,14
Juin	4,53	8,41	2,69	4,02	2,78	0,08	1,00	0,67	1,34	1,55	4,36	31,43
Juillet	4,97	8,33	3,43	4,21	3,30	0,12	0,89	0,66	2,11	1,64	4,67	34,33
Août	4,36	5,84	2,57	3,51	2,95	0,10	0,98	0,65	1,11	1,46	3,95	27,48

N. B. - Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Pour une analyse du commerce extérieur de 1967 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIII^e année, vol. I, no 6, juin 1968.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation					Total général					
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production					Total	non durables			Biens d'équipement 13	Divers 14		
													combustibles		produits chimiques 9	produits métalliques 9	autres produits 10		durables 12		alimentaires				
													liquides 8	autres							produits animaux			produits végétaux	autres 11
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88			1.022	717	401		1.257	2.844	404	767		1.673	1.643	1	14.302	
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.682	1	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.689	1	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	...	16.488	
1960	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.631	1.850	...	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	285	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3	18.981
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.883	3	21.300
1963	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79	21.300
1964	16.390	5.343	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.087	454	938	4.976	696	1.050	402	2.828	3.464	83	24.913
1965	17.618	6.076	1.759	1.782	1.174	378	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.235	519	1.093	5.849	802	1.220	481	3.346	3.509	94	27.070
1966	19.740	7.195	1.855	2.024	1.508	403	258	317	147	487	109	1.033	420	851	1.384	538	1.211	6.110	829	1.295	515	3.471	4.000	42	29.892
1967	19.324	6.566	1.559	2.168	1.398	394	219	326	185	498	123	1.229	475	827	1.503	617	1.237	6.429	963	1.379	592	3.495	4.117	30	29.900
1966 3 ^e trimestre	18.980	6.926	1.632	2.011	1.377	473	214	312	150	493	101	1.073	337	769	1.413	528	1.173	6.020	864	1.245	526	3.385	4.042	24	29.066
1966 4 ^e trimestre	20.734	7.567	1.715	2.306	1.671	472	228	352	155	487	112	1.047	454	816	1.474	580	1.298	6.427	918	1.382	551	3.576	4.375	58	31.594
1967 1 ^{er} trimestre	19.065	6.583	1.668	2.205	1.377	324	237	321	165	436	124	1.179	517	742	1.450	544	1.193	6.306	834	1.281	607	3.584	4.058	30	29.459
1967 2 ^e trimestre	19.418	6.802	1.556	2.018	1.519	367	233	312	179	531	123	956	391	940	1.490	726	1.275	6.753	1.286	1.515	598	3.354	4.479	27	30.677
1967 3 ^e trimestre	16.579	5.317	1.276	1.911	1.409	441	170	302	130	467	107	858	369	747	1.360	584	1.131	5.995	861	1.249	556	3.329	3.671	35	26.280
1967 4 ^e trimestre	22.232	7.561	1.737	2.539	1.286	443	237	370	265	558	139	1.923	623	880	1.713	609	1.349	6.662	872	1.472	608	3.710	4.261	26	33.181
1968 1 ^{er} trimestre	22.828	8.532	1.821	2.224	1.736	311	265	298	121	453	146	1.578	641	953	1.787	551	1.411	6.805	974	1.324	632	3.875	4.273	51	33.957
1968 2 ^e trimestre	22.298	8.269	1.739	1.953	1.768	371	222	362	147	530	146	1.491	519	978	1.826	576	1.401	7.145	1.182	1.466	651	3.846	4.116	49	33.608

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960 : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

c) en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

14 Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1963, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1966		1967				1968	
										3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	98,6	100,8	100,2	98,7	98,9	100,4	99,0	100,5	99,2	101,3	101,2	100,7	98,4	98,3	100,3	100,1	98,9
Biens de consommation	96,9	96,9	99,0	98,9	100,0	102,3	105,1	105,9	104,6	104,8	106,8	106,4	103,0	103,7	104,9	104,3	102,5
Biens d'équipement	92,1	97,5	101,1	106,5	108,4	110,8	108,0	112,2	112,1	109,5	113,2	112,9	113,1	114,1	114,8	116,5	113,7
Ensemble ...	97,4	99,4	99,9	99,5	100,1	101,9	101,4	103,0	101,9	103,0	103,7	103,3	101,1	101,2	102,9	102,9	101,4
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	93,2	103,0	98,5	93,7	91,3	92,6	92,7	92,0	91,4	92,1	92,7	91,9	91,7	91,3	90,6	89,9	89,8
Fabrications métalliques	95,2	93,0	94,8	95,3	100,0	102,6	104,0	106,8	109,7	106,3	108,7	108,5	112,2	107,7	110,1	109,3	108,3
Métaux non ferreux	111,4	116,6	110,7	109,4	111,2	123,3	137,6	167,3	159,4	178,9	169,4	169,5	155,6	153,6	159,9	181,2	175,7
Textiles	94,7	100,0	101,2	100,7	103,7	109,1	106,8	106,3	104,7	106,5	107,4	108,1	105,0	104,2	102,0	101,7	99,0
Produits chimiques	98,6	98,2	98,7	94,7	92,4	94,2	96,2	95,7	94,3	95,7	95,2	94,2	94,2	94,1	93,5	92,4	93,8
Industrie houillère	81,8	74,6	70,3	71,9	81,9	96,8	78,5	73,9	71,9	70,2	73,9	68,1	71,7	72,1	75,9	76,6	73,8
Industrie pétrolière	93,9	85,2	85,2	83,2	80,8	78,5	77,9	74,2	74,5	73,6	71,0	72,1	71,7	76,7	77,3	80,0	77,1
Verres et glaces	100,1	99,5	101,1	99,8	96,6	99,1	98,4	99,4	105,2	100,6	101,4	102,6	98,8	102,4	102,4	103,6	103,1
Produits agricoles	99,3	98,2	100,3	105,0	114,3	109,3	114,1	118,5	114,4	110,8	119,2	116,6	119,0	112,2	110,7	111,8	111,4
Ciments	97,6	94,6	99,0	98,3	98,6	100,2	101,6	100,1	100,8	99,7	99,9	101,6	100,8	100,7	100,1	99,4	100,0
Carrières	96,1	101,6	98,2	96,8	95,4	96,1	98,5	97,9	100,6	96,2	97,5	103,6	99,5	98,6	100,6	104,0	100,2
Céramiques	97,8	88,3	91,1	95,7	100,7	109,4	111,3	115,8	116,1	119,3	113,2	114,3	115,0	119,6	115,2	115,4	118,0
Bois et meubles	96,5	98,3	99,3	97,0	99,0	104,7	107,8	111,1	113,2	110,1	112,1	112,5	113,4	112,4	113,9	112,4	111,6
Peaux, cuirs et chaussures	109,0	110,6	110,3	108,8	102,7	107,6	114,7	127,1	119,3	129,6	123,5	124,7	119,5	119,3	112,9	113,2	112,3
Papier et livre	92,6	94,5	92,4	95,3	92,7	95,4	98,5	99,0	98,5	100,8	97,6	99,1	96,1	98,9	99,8	100,7	96,8
Tabacs manufacturés	95,3	95,7	100,5	111,7	105,7	100,7	112,6	117,9	120,1	118,6	117,9	112,0	119,2	127,9	120,6	128,0	127,8
Caoutchouc	97,4	92,6	88,4	86,2	83,0	84,1	84,4	83,4	82,5	86,2	87,4	82,9	80,5	82,9	83,9	79,7	83,0
Industries alimentaires	91,1	91,1	91,1	89,6	94,2	97,7	98,3	98,5	97,8	99,0	95,7	97,8	98,7	96,0	98,0	95,0	94,0
Divers	99,1	95,3	90,1	87,8	88,9	93,0	87,4	78,9	78,8	82,3	79,8	86,7	78,4	73,2	78,8	80,7	82,1
Ensemble ...	96,4	98,7	97,8	96,4	97,9	101,1	102,4	104,8	104,4	105,4	105,4	105,6	104,9	103,0	103,8	104,8	103,8
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE ¹																	
Ensemble ...	99,0	99,3	97,9	96,9	97,8	99,2	101,0	101,7	102,5	102,3	101,6	102,2	103,8	101,8	100,9	101,8	102,4

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir 2e du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1966		1967				1968	
										3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	111,3	124,4	130,9	145,6	159,7	178,5	194,6	211,5	209,6	203,4	220,7	204,3	211,5	179,4	243,2	243,8	241,9
Biens de consommation	110,9	121,5	128,1	131,8	152,4	188,1	214,4	226,8	240,9	228,1	236,9	238,8	260,1	232,0	255,2	257,8	275,8
Biens d'équipement	112,5	122,9	147,7	161,4	179,3	214,1	221,8	233,1	234,7	238,2	250,9	226,8	253,6	207,9	238,9	230,9	231,2
Ensemble ...	111,4	123,8	132,3	144,6	160,5	184,4	201,5	216,4	218,3	212,2	226,9	213,4	225,7	192,8	244,1	244,1	246,5
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	110,8	127,4	117,5	127,3	130,9	151,6	166,0	160,4	173,4	158,7	161,0	178,8	183,0	148,4	183,5	199,4	193,7
Fabrications métalliques	109,1	130,5	141,2	164,6	175,0	208,2	250,5	260,0	259,5	225,2	280,3	262,9	277,2	213,7	286,0	288,8	298,9
Métaux non ferreux	111,3	124,3	131,9	135,2	150,7	162,5	175,3	182,8	179,3	182,1	174,1	181,5	176,4	157,6	200,7	206,4	199,4
Textiles	119,6	129,5	139,0	158,5	170,0	177,6	192,7	212,9	199,7	196,7	214,1	201,0	199,3	172,0	231,2	224,1	227,3
Produits chimiques	115,6	115,3	123,4	130,3	151,0	166,4	198,0	217,2	241,1	214,4	241,2	252,8	232,2	212,6	279,8	295,6	284,5
Industrie houillère	78,8	82,3	90,7	88,1	85,6	78,2	63,6	45,0	51,6	46,4	51,0	50,7	57,4	50,4	47,9	33,2	36,9
Industrie pétrolière	100,1	103,8	97,2	107,1	154,3	156,0	166,1	168,4	170,4	201,8	166,6	158,5	184,2	166,7	172,4	191,5	206,2
Verres et glaces	130,2	143,7	145,1	168,8	169,5	188,1	190,2	198,6	208,9	172,5	208,5	206,1	212,1	173,2	239,7	230,2	228,1
Produits agricoles	96,9	100,1	110,5	138,0	158,3	157,2	208,0	210,3	273,4	236,7	256,7	283,9	259,1	250,0	349,5	338,7	313,3
Ciments	114,5	108,2	111,3	109,2	99,3	115,8	133,7	114,6	106,3	119,9	107,0	90,3	117,1	105,7	112,5	91,3	133,1
Carrières	111,4	117,6	131,6	154,0	173,9	204,9	212,1	211,3	221,7	220,4	215,3	188,3	240,7	213,8	245,5	207,7	231,0
Céramiques	120,7	172,7	229,3	196,3	206,7	250,5	258,0	228,6	232,5	243,8	253,9	231,1	226,8	203,7	270,0	222,0	240,9
Bois et meubles	129,4	162,3	205,5	287,1	349,4	399,0	450,1	489,3	521,6	445,1	533,4	523,1	532,8	447,2	589,6	546,6	599,3
Peaux, cuirs et chaussures	120,9	124,4	160,1	175,8	195,5	209,2	217,1	223,8	227,8	197,8	231,2	221,1	216,2	214,0	266,3	254,0	242,2
Papier et livre	114,0	133,4	140,2	161,8	181,7	205,9	234,9	274,1	292,2	253,2	308,9	295,5	294,7	256,3	330,3	320,3	340,4
Tabacs manufacturés	126,2	147,9	178,8	167,2	216,0	278,0	336,4	329,7	374,5	338,1	346,2	326,4	373,2	369,6	429,6	366,3	382,4
Caoutchouc	117,0	124,8	148,1	165,6	187,0	222,0	261,1	281,2	300,9	257,2	284,9	277,5	326,2	274,7	327,0	337,9	375,2
Industries alimentaires	112,8	130,5	154,1	185,8	209,9	234,0	278,0	291,6	312,9	290,5	330,8	273,8	323,9	285,2	374,4	324,8	384,9
Divers	117,4	138,5	147,9	153,7	155,1	159,9	177,6	207,3	206,5	199,6	233,2	208,5	194,9	193,4	241,1	230,0	217,9
Ensemble ...	111,6	125,0	130,0	145,1	157,9	175,7	199,1	207,9	214,3	197,5	218,8	216,0	219,1	186,1	241,3	242,2	243,9

* Voir 2^o du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale 1			France 1			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1964	5,12	4,83	- 0,29	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1965	5,76	5,81	+ 0,05	4,15	3,86	- 0,29	4,02	5,87	+ 1,85
1966	6,47	6,00	- 0,47	4,65	4,60	- 0,05	4,37	6,33	+ 1,96
1967	6,33	5,80	- 0,53	4,43	5,19	+ 0,76	4,50	6,29	+ 1,79
1967 2 ^e trimestre	6,38	5,89	- 0,49	4,25	5,27	+ 1,02	4,76	6,58	+ 1,82
3 ^e trimestre	5,79	5,12	- 0,67	3,86	4,27	+ 0,41	4,10	5,65	+ 1,55
4 ^e trimestre	7,05	6,73	- 0,32	5,02	5,71	+ 0,69	4,75	6,81	+ 2,06
1968 1 ^{er} trimestre	6,97	6,87	- 0,10	5,11	5,92	+ 0,81	4,82	6,96	+ 2,14
2 ^e trimestre	6,85	6,87	+ 0,02	4,80	5,50	+ 0,70	4,99	7,56	+ 2,57
3 ^e trimestre p	6,63	7,03	+ 0,40	4,79	6,04	+ 1,25	4,83	6,46	+ 1,63
1967 Septembre	6,14	5,74	- 0,40	4,05	4,74	+ 0,69	4,64	6,33	+ 1,69
Octobre	7,01	6,84	- 0,17	5,28	5,77	+ 0,49	4,96	7,25	+ 2,29
Novembre	7,20	7,06	- 0,14	4,81	5,47	+ 0,66	4,94	6,44	+ 1,50
Décembre	6,91	6,28	- 0,63	4,89	5,86	+ 0,97	4,33	6,76	+ 2,43
1968 Janvier	6,44	6,87	- 0,43	4,54	5,74	+ 1,20	4,61	6,46	+ 1,85
Février	6,89	6,14	- 0,75	5,24	5,80	+ 0,56	4,80	6,80	+ 2,00
Mars	7,50	7,18	- 0,32	5,50	6,20	+ 0,70	4,98	7,62	+ 2,64
Avril	6,99	7,08	+ 0,09	5,16	6,29	+ 1,13	4,92	8,15	+ 3,23
Mai	7,15	7,02	- 0,13	4,35	5,41	+ 1,06	5,14	7,14	+ 2,00
Juin	6,35	6,52	+ 0,17	3,54	4,80	+ 1,26	4,73	7,43	+ 2,70
Juillet	6,64	7,12	+ 0,48	5,26	7,09	+ 1,83	3,97	6,61	+ 2,64
Août	6,30	6,38	+ 0,08	4,37	4,49	+ 0,12	5,08	5,19	+ 0,11
Septembre p	6,96	7,59	+ 0,63	4,74	6,54	+ 1,80	5,44	7,57	+ 2,13
Octobre p		8,96			7,85			8,48	
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métrop. européennes O.C.D.E. 2		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,38	14,58	+ 1,20	16,87	17,96	+ 1,09
1965	1,05	0,91	- 0,14	14,98	16,45	+ 1,47	18,74	20,41	+ 1,67
1966	1,22	0,94	- 0,28	16,70	17,87	+ 1,17	20,79	21,85	+ 1,06
1967	1,35	1,17	- 0,18	16,61	18,45	+ 1,84	20,66	22,47	+ 1,81
1967 2 ^e trimestre	1,38	1,18	- 0,20	16,77	18,92	+ 2,15	20,97	22,81	+ 1,84
3 ^e trimestre	1,26	0,94	- 0,32	15,01	15,98	+ 0,97	18,43	19,23	+ 0,80
4 ^e trimestre	1,44	1,25	- 0,19	18,26	20,50	+ 2,24	22,54	25,06	+ 2,52
1968 1 ^{er} trimestre	1,43	1,17	- 0,26	18,33	20,62	+ 2,29	23,05	25,10	+ 2,05
2 ^e trimestre	1,44	1,32	- 0,12	18,08	21,25	+ 3,17	22,64	25,52	+ 2,88
3 ^e trimestre p	1,44	1,09	- 0,35	17,69	20,62	+ 2,93	21,93	24,54	+ 2,61
1967 Septembre	1,09	0,95	- 0,14	15,92	17,76	+ 1,84	19,37	21,09	+ 1,72
Octobre	1,53	1,24	- 0,29	18,78	21,10	+ 2,32	22,81	26,05	+ 3,24
Novembre	1,44	1,17	- 0,27	18,39	20,14	+ 1,75	22,93	24,14	+ 1,21
Décembre	1,31	1,33	+ 0,02	17,44	20,23	+ 2,79	21,65	24,71	+ 3,06
1968 Janvier	1,27	1,11	- 0,16	16,86	19,68	+ 2,82	21,34	23,85	+ 2,51
Février	1,56	1,09	- 0,47	18,49	19,83	+ 1,34	23,29	24,69	+ 1,40
Mars	1,46	1,31	- 0,15	19,44	22,31	+ 2,87	24,27	26,73	+ 2,46
Avril	1,49	1,32	- 0,17	18,56	22,84	+ 4,28	22,62	27,26	+ 4,64
Mai	1,41	1,38	- 0,03	18,05	20,95	+ 2,90	23,00	25,19	+ 2,19
Juin	1,38	1,26	- 0,12	16,00	20,01	+ 4,62	20,57	24,17	+ 3,60
Juillet	1,65	1,32	- 0,33	17,52	22,14	+ 4,62	21,74	26,50	+ 4,76
Août	1,37	0,86	- 0,51	17,12	16,92	- 0,20	21,44	20,45	- 0,99
Septembre p	1,30	1,10	- 0,20	18,44	22,80	+ 4,36	22,61	26,66	+ 4,05
Octobre p		1,53			26,82			31,54	

1 La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.

2 Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1959	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,95	0,81	- 0,14
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1965	2,29	2,22	- 0,07	2,02	1,28	- 0,74	1,57	1,03	- 0,54
1966	2,37	2,46	+ 0,09	2,21	1,34	- 0,87	1,76	1,01	- 0,75
1967	2,46	2,45	- 0,01	2,09	1,39	- 0,70	1,82	1,06	- 0,76
1967 2 ^e trimestre	2,60	2,53	- 0,07	2,27	1,33	- 0,94	1,72	1,04	- 0,68
3 ^e trimestre	2,22	2,06	- 0,16	1,92	1,07	- 0,85	1,46	0,85	- 0,61
4 ^e trimestre	2,74	2,84	+ 0,10	1,98	1,63	- 0,35	2,08	1,15	- 0,93
1968 1 ^{er} trimestre	2,88	3,62	+ 0,74	2,54	1,65	- 0,89	1,84	1,13	- 0,71
2 ^e trimestre	2,84	3,12	+ 0,28	2,38	1,49	- 0,89	1,78	1,06	- 0,72
3 ^e trimestre	2,64	2,64	...	2,36	1,29	- 1,07			
1967 Septembre	1,95	1,97	+ 0,02	2,05	1,17	- 0,88	1,20	0,84	- 0,36
Octobre	2,35	3,29	+ 0,94	1,58	1,87	+ 0,29	1,67	1,37	- 0,30
Novembre	2,69	2,55	- 0,14	2,19	1,41	- 0,78	2,75	0,96	- 1,79
Décembre	3,14	2,69	- 0,45	2,15	1,61	- 0,54	1,74	1,07	- 0,67
1968 Janvier	2,64	3,11	+ 0,47	2,42	1,46	- 0,96	1,30	0,96	- 0,34
Février	2,98	3,85	+ 0,87	2,62	1,87	- 0,75	1,96	1,31	- 0,65
Mars	3,00	3,93	+ 0,93	2,56	1,63	- 0,93	2,21	1,12	- 1,09
Avril	2,66	3,02	+ 0,36	1,87	1,52	- 0,35	1,91	1,08	- 0,83
Mai	3,21	3,36	+ 0,15	2,77	1,48	- 1,29	1,70	1,16	- 0,54
Juin	2,58	2,98	+ 0,40	2,48	1,45	- 1,03	1,56	0,92	- 0,64
Juillet	2,48	3,08	+ 0,60	2,43	1,47	- 0,96	2,12	1,07	- 1,05
Août	2,85	2,61	- 0,24	2,50	1,14	- 1,36	1,76	1,15	- 0,61
Septembre	2,58	2,22	- 0,36	2,15	1,27	- 0,88			
Octobre		3,10			1,45				
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Rwanda-Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1959	0,64	0,72	+ 0,08	0,81	0,38	- 0,43	0,31	0,25	- 0,06
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,32	0,40	- 0,08
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,36	0,39	+ 0,03
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,43	0,36	- 0,07
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,48	0,31	- 0,17
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,49	0,32	- 0,17
1965	0,97	0,63	- 0,34	0,87	0,30	- 0,57	0,51	0,39	- 0,12
1966	1,04	0,62	- 0,42	1,31	0,30	- 1,01	0,58	0,50	- 0,08
1967	1,24	0,67	- 0,57	1,08	0,24	- 0,84	0,57	0,65	+ 0,08
1967 1 ^{er} trimestre	1,14	0,68	- 0,46	0,74	0,22	- 0,52	0,56	0,50	- 0,06
2 ^e trimestre	1,40	0,62	- 0,78	1,38	0,28	- 1,10	0,53	0,69	+ 0,16
3 ^e trimestre	1,20	0,52	- 0,68	0,81	0,24	- 0,57	0,57	0,57	...
4 ^e trimestre	1,21	0,86	- 0,35	1,40	0,22	- 1,18	0,62	0,83	+ 0,21
1968 1 ^{er} trimestre	1,39	0,67	- 0,72	1,63	0,31	- 1,32	0,64	0,64	...
2 ^e trimestre	1,39	0,77	- 0,62	1,34	0,30	- 1,04	0,60	0,66	+ 0,06
1967 Juillet	1,24	0,54	- 0,70	0,44	0,29	- 0,15	0,47	0,66	+ 0,19
Août	1,70	0,58	- 1,12	1,49	0,23	- 1,26	0,64	0,60	- 0,04
Septembre	0,67	0,42	- 0,25	0,49	0,20	- 0,29	0,59	0,46	- 0,13
Octobre	1,24	1,04	- 0,20	1,60	0,24	- 1,36	0,52	0,93	+ 0,41
Novembre	1,14	0,56	- 0,58	1,22	0,24	- 0,98	0,67	0,80	+ 0,13
Décembre	1,24	0,97	- 0,27	1,39	0,18	- 1,21	0,67	0,75	+ 0,08
1968 Janvier	1,58	0,60	- 0,98	1,36	0,39	- 0,97	0,55	0,65	+ 0,10
Février	1,33	0,81	- 0,52	1,97	0,25	- 1,72	0,63	0,62	- 0,01
Mars	1,26	0,60	- 0,66	1,55	0,27	- 1,28	0,73	0,65	- 0,08
Avril	1,59	0,93	- 0,66	0,60	0,30	- 0,30	0,64	0,65	+ 0,01
Mai	1,49	0,67	- 0,82	1,32	0,27	- 1,05	0,57	0,70	+ 0,13
Juin	1,07	0,71	- 0,36	1,80	0,34	- 1,46	0,58	0,63	+ 0,05
Juillet	1,02	0,67	- 0,35	0,84	0,40	- 0,44	0,53	0,60	+ 0,07
Août	1,30	0,66	- 0,64	1,28	0,33	- 0,95	0,56	0,47	- 0,09

1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

IX - 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels
(milliards de francs)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967		
						Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	- 6,4	- 9,0	- 8,7	- 2,6	- 16,6	283,3	287,2	- 3,9
1.12 Travail à façon	+ 3,8	+ 3,3	+ 5,2	+ 6,6	+ 8,1	10,9	3,1	+ 7,8
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 3,1	+ 2,4	+ 5,4	+ 3,2	+ 5,3	5,4	—	+ 5,4
1.2 Or non monétaire	- 0,5	- 0,7	- 0,8	- 2,0	- 1,5	0,5	2,9	- 2,4
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	+ 0,7	- 0,3	- 0,4	- 0,4	- 0,3	14,3	12,7	+ 1,6
1.4 Autres frais de transport	- 0,2	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,1	+ 0,4	5,5	4,9	+ 0,6
1.5 Déplacements à l'étranger	- 2,2	- 3,2	- 3,4	- 4,1	- 4,5	12,1	18,5	- 6,4
1.6 Revenus d'investissements	+ 0,1	- 1,0	- 0,9	+ 0,6	+ 1,1	16,4	15,2	+ 1,2
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 0,2	- 1,0	- 2,3	+ 0,3	+ 0,2	9,8	6,1	+ 3,7
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 3,7	+ 4,0	+ 4,0	+ 4,1	+ 4,0	5,9	1,6	+ 4,3
1.82 Autres	+ 1,5	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,7	- 0,1	25,2	24,5	+ 0,7
Total 1 ...	+ 3,4	- 4,6	- 0,7	+ 7,5	- 3,9	389,3	376,7	+ 12,6
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	+ 2,6	+ 2,5	+ 3,0	+ 2,5	+ 1,6	7,8	6,3	+ 1,5
2.2 Transferts de l'Etat	- 1,8	- 3,1	- 2,4	- 2,4	- 2,5	0,3	4,3	- 4,0
Total 2 ...	+ 0,8	- 0,6	+ 0,6	+ 0,1	- 0,9	8,1	10,6	- 2,5
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	- 1,3	- 2,2	- 2,3	- 3,3	- 1,8	—	1,9	- 1,9
3.112 Autres opérations	- 0,2	+ 5,0	+ 2,8	- 2,0	- 0,4	2,8	6,8	- 4,0
3.12 Avoirs	- 0,7	- 0,4	- 0,1	- 0,5	- 0,3	0,1	0,5	- 0,4
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements	+ 0,3	...	+ 1,0	...	...	...	0,5	- 0,5
3.22 Avoirs	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 1,8	+ 2,5	+ 1,5	- 5,8	- 2,5	2,9	9,7	- 6,8
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 0,1	- 0,1	+ 0,3	+ 1,7	+ 0,7	...	1,3	- 1,3
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	- 0,7	+ 0,7	+ 2,0	+ 0,4	+ 1,0	4,0	1,8	+ 2,2
4.3 Secteur privé ⁴ (chiffres nets) :								
4.31 Investissements et placements Belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières	- 3,6	- 5,5	- 1,3	- 2,1	- 6,5	—	5,3	- 5,3
4.312 Investissements directs .....	...	...	...	- 2,0	- 0,4	—	2,6	- 2,6
4.313 Immeubles	- 0,8	- 4,0	- 5,4	- 1,3	- 1,7	—	1,5	- 1,5
4.314 Autres .....	...	...	...	...	- 0,3	1,3	—	+ 1,3
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,1	+ 0,5	- 0,2	2,8	—	+ 2,8
4.322 Investissements directs .....	...	...	...	+ 7,1	+ 7,0	11,5	—	+ 11,5
4.323 Immeubles .....	...	...	...	+ 0,2	- 0,3	—	0,2	- 0,2
4.324 Autres	+ 5,6	+ 8,9	+ 12,1	+ 0,7	+ 0,7	0,9	—	+ 0,9
4.33 Investissements et placements non ventilés	- 0,8	+ 1,3	+ 1,0	+ 0,8	+ 0,6	0,3	—	+ 0,3
Total 4 ...	+ 0,4	+ 2,1	+ 8,8	+ 6,0	+ 0,6	20,8	12,7	+ 8,1
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 1,4	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,7	+ 0,3	0,9	—	+ 0,9
Total 1 à 5 ...	+ 4,2	...	+ 10,7	+ 8,5	- 6,4	422,0	409,7	+ 12,3
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 0,2	+ 0,1	...	+ 1,2	- 1,1	—	—	+ 2,7
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale	- 1,7	+ 11,2	+ 12,6	+ 8,0	+ 1,7	—	—	+ 12,4
6.22 Autres	+ 5,7	- 11,3	- 1,9	- 0,7	- 7,0	—	—	- 2,8

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

⁴ Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels
(milliards de francs)

	1966		1967				1968		
	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre p	2e trimestre p	3e trimestre p
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 5,0	- 3,9	+ 0,1	- 0,8	- 1,3	- 1,9	- 3,3	- 3,5	- 3,3
1.12 Travail à façon	+ 2,2	+ 1,8	+ 2,0	+ 2,2	+ 1,6	+ 2,0	+ 1,9	+ 2,3	+ 2,2
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 1,5	+ 0,5	+ 1,6	+ 1,9	+ 1,2	+ 0,7	+ 1,4	+ 2,5	- 0,1
1.2 Or non monétaire	- 0,5	- 0,2	- 0,5	- 0,5	- 0,1	- 1,3	- 1,2	- 0,1	...
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	- 0,2	...	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,6
1.4 Autres frais de transport	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2	...	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
1.5 Déplacements à l'étranger	- 2,7	...	- 0,5	- 1,8	- 3,7	- 0,4	- 0,9	- 2,2	- 3,6
1.6 Revenus d'investissements	+ 1,0	+ 0,5	+ 0,2	- 0,7	+ 1,2	+ 0,5	+ 0,9	- 0,5	+ 0,6
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,4	- 0,3	+ 0,2	+ 1,2	+ 1,2	+ 1,1	+ 1,1	+ 1,3	...
1.8 Autres :									
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,2	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,1
1.82 Autres	+ 0,2	- 0,3	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,4	...	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,5
Total 1 ..	- 2,0	- 0,7	+ 4,8	+ 3,2	+ 1,8	+ 2,8	+ 1,4	+ 1,5	- 1,9
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,5	+ 0,7
2.2 Transferts de l'Etat	- 0,7	- 0,7	- 0,7	- 0,7	- 1,1	- 1,5	- 1,6	- 0,7	- 0,8
Total 2 ...	- 0,3	- 0,2	- 0,5	- 0,5	- 0,7	- 0,8	- 0,8	- 0,2	- 0,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 0,5	- 0,2	- 0,6	- 0,4	- 0,5	- 0,4	- 0,7	- 0,6	- 0,5
3.112 Autres opérations	- 0,9	+ 1,3	- 1,9	- 2,0	- 1,8	+ 1,7	+ 0,2	- 0,5	- 0,2
3.12 Avoirs .....	...	- 0,4	...	- 0,1	...	- 0,3	- 0,1	...	- 0,1
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	...	- 0,4	...	- 0,1	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 1,4	+ 0,7	- 2,9	- 2,5	- 2,4	+ 1,0	- 0,6	- 1,1	- 0,8
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation .	+ 0,2	...	- 0,4	- 0,5	- 0,3	- 0,1	- 0,2	...	- 0,3
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	- 0,3	+ 0,2	+ 2,2	- 0,4	+ 0,5	- 0,1	- 0,2	...	- 0,9
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières	- 1,0	- 1,9	- 1,2	- 1,1	- 1,4	- 1,6	- 2,0	- 3,0	- 3,4
4.312 Investissements directs	- 0,6	- 0,1	- 1,1	- 0,5	+ 0,3	- 1,3	- 1,2	+ 0,2	- 0,1
4.313 Immeubles	- 0,4	- 0,5	- 0,4	- 0,4	- 0,4	- 0,3	- 0,3	- 0,4	- 0,2
4.314 Autres	- 0,3	- 0,3	...	+ 0,4	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,6	+ 0,6
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières	+ 0,3	- 0,3	+ 0,2	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,9	...	- 0,3	- 0,2
4.322 Investissements directs	+ 1,8	+ 1,0	+ 1,9	+ 1,5	+ 4,5	+ 3,6	+ 4,2	+ 2,8	+ 1,1
4.323 Immeubles	- 0,1	...	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,1	...	...
4.324 Autres	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,2	...	- 1,1	+ 0,4	+ 0,2
4.33 Investissements et placements non ventilés	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	...	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Total 4 ...	+ 0,1	- 1,4	+ 1,7	- 0,1	+ 4,2	+ 2,3	- 0,6	+ 0,4	- 3,1
5. Erreurs et omissions	- 0,2	+ 0,8	- 0,1	+ 1,4	+ 0,2	- 0,6	+ 0,4	+ 0,3	- 0,2
Total 1 à 5 ...	- 3,8	- 0,8	+ 3,0	+ 1,5	+ 3,1	+ 4,7	- 0,2	+ 0,9	- 6,1
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	- 0,6	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,9	+ 2,4	- 0,9	+ 1,9	- 1,4	- 0,4
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banque Nationale	- 1,2	+ 2,7	- 0,5	+ 5,3	+ 0,7	+ 6,9	- 3,5	+ 0,9	- 4,5
6.22 Autres	- 2,0	- 3,9	+ 3,2	- 4,7	...	- 1,3	+ 1,4	+ 1,4	- 1,2

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frêts et assurances pour le transport des marchandises.
² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frêts et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).
³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
 Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
 (milliards de francs)

	1968			1968			1967	1968 P
	2e trimestre			3e trimestre				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	9 premiers mois	
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	76,8	80,3	- 3,5	77,9	81,2	- 3,3	- 2,0	-10,1
1.12 Travail à façon	2,9	0,6	+ 2,3	2,9	0,7	+ 2,2	+ 5,8	+ 6,4
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	2,5	—	+ 2,5	—	0,1	- 0,1	+ 4,7	+ 3,8
1.2 Or non monétaire	0,4	0,5	- 0,1	0,2	0,2	...	- 1,1	- 1,3
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	3,8	3,5	+ 0,3	4,4	3,8	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,2
1.4 Autres frais de transport	1,4	1,3	+ 0,1	1,5	1,4	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,3
1.5 Déplacements à l'étranger	4,0	6,2	- 2,2	4,8	8,4	- 3,6	- 6,0	- 6,7
1.6 Revenus d'investissements	4,8	5,3	- 0,5	5,0	4,4	+ 0,6	+ 0,7	+ 1,0
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	2,8	1,5	+ 1,3	2,0	2,0	...	+ 2,6	+ 2,4
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers	1,4	0,5	+ 0,9	1,5	0,4	+ 1,1	+ 3,1	+ 3,0
1.82 Autres	6,8	6,4	+ 0,4	7,4	6,9	+ 0,5	+ 0,7	+ 1,0
Total 1 ...	107,6	106,1	+ 1,5	107,6	109,5	- 1,9	+ 9,8	+ 1,0
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	2,0	1,5	+ 0,5	2,4	1,7	+ 0,7	+ 0,8	+ 2,0
2.2 Transferts de l'Etat	0,1	0,8	- 0,7	0,1	0,9	- 0,8	- 2,5	- 3,1
Total 2 ...	2,1	2,3	- 0,2	2,5	2,6	- 0,1	- 1,7	- 1,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,6	- 0,6	—	0,5	- 0,5	- 1,5	- 1,8
3.112 Autres opérations	0,3	0,8	- 0,5	3,0	3,2	- 0,2	- 5,7	- 0,5
3.12 Avoirs .....	...	...	...	...	0,1	- 0,1	- 0,1	- 0,2
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	- 0,5	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	0,3	1,4	- 1,1	3,0	3,8	- 0,8	- 7,8	- 2,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	0,1	0,1	...	0,1	0,4	- 0,3	- 1,2	- 0,5
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	1,1	1,1	...	0,2	1,1	- 0,9	+ 2,3	- 1,1
4.3 Secteur privé (chiffres nets) :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières	—	3,0	- 3,0	—	3,4	- 3,4	- 3,7	- 8,4
4.312 Investissements directs	0,2	—	+ 0,2	—	0,1	- 0,1	- 1,3	- 1,1
4.313 Immeubles	—	0,4	- 0,4	—	0,2	- 0,2	- 1,2	- 0,9
4.314 Autres	0,6	—	+ 0,6	0,6	—	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,4
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières	—	0,3	- 0,3	—	0,2	- 0,2	+ 0,9	- 0,5
4.322 Investissements directs	2,8	—	+ 2,8	1,1	—	+ 1,1	+ 7,9	+ 8,1
4.323 Immeubles .....	...	—	...	...	...	...	- 0,1	- 0,1
4.324 Autres	0,4	—	+ 0,4	0,2	—	+ 0,2	+ 0,9	- 0,5
4.33 Investissements et placements non ventilés	0,1	—	+ 0,1	0,1	—	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,3
Total 4 ...	5,3	4,9	+ 0,4	2,3	5,4	- 3,1	+ 5,8	- 3,3
5. Erreurs et omissions (nettes)	0,3	—	+ 0,3	—	0,2	- 0,2	+ 1,5	+ 0,5
Total 1 à 5 ...	115,6	114,7	+ 0,9	115,4	121,5	- 6,1	+ 7,6	- 5,4
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	- 1,4	—	—	- 0,4	+ 3,6	+ 0,1
6.2 Mouvement des avoires extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale	—	—	+ 0,9	—	—	- 4,5	+ 5,5	- 7,1
6.22 Autres	—	—	+ 1,4	—	—	- 1,2	- 1,5	+ 1,6

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inscrit dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XL^e année, vol. I, n° 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires », XLIII^e année, vol. I, n° 5, page 601 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1967 ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 \$	1 fr.	1 Livre	1 florin	1 fr.	1	100	1 Cour.	1 Cour.	1 Cour.	1 \$ canadien		100	100	100
	U.S.A.	français	sterling	P.-B.	suisse	Deutsche Mark	littres italien.	suéd.	norv.	dan.	câble	courrier	escudos	schillings autrich.	pesetas
1963	49,86	10,18	139,62	13,85	11,54	12,51	8,02	9,61	6,97	7,22	46,227	46,226	174,05	193,09	—
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—
1965	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,042	46,041	173,07	192,21	82,88 ¹
1966	49,83	10,14	139,18	13,77	11,52	12,46	7,98	9,65	6,97	7,21	46,252	46,252	173,58	192,87	83,15
1967	49,69	10,10	{ 138,65 ⁴ 119,68 ⁵	13,79	11,48	12,46	7,96	9,63	6,95	{ 7,17 ⁴ 6,65 ⁵	46,059	46,058	172,87	192,30	{ 82,89 ⁴ 71,35 ⁵
1967 2 ^e trimestre	49,66	10,09	138,82	13,77	11,50	12,49	7,95	9,64	6,95	7,18	45,909	45,908	173,10	192,20	82,78
3 ^e trimestre	49,63	10,12	138,25	13,79	11,45	12,40	7,96	9,63	6,94	7,15	46,103	46,103	172,34	192,27	82,84
4 ^e trimestre	49,64	10,12	{ 138,12 ⁶ 119,68 ⁵	13,80	11,47	12,43	7,97	9,60	6,94	{ 7,15 ⁶ 6,65 ⁵	46,127	46,125	172,50	192,05	{ 82,80 ⁶ 71,35 ⁵
1968 1 ^{er} trimestre	49,66	10,09	119,50	13,77	11,44	12,42	7,95	9,62	6,95	6,66	45,750	45,750	173,47	191,92	71,26
2 ^e trimestre	49,77	10,06	119,05	13,75	11,52	12,48	7,98	9,63	6,97	6,67	46,157	46,157	173,90	192,63	71,41
3 ^e trimestre	50,07	10,07	119,64	13,80	11,64	12,52	8,05	9,70	7,01	6,67	46,653	46,652	174,82	193,88	71,88
1967 Août	49,63	10,12	138,23	13,80	11,45	12,40	7,96	9,63	6,94	7,15	46,125	46,125	172,33	192,29	82,84
Septembre	49,63	10,12	138,17	13,80	11,43	12,40	7,97	9,62	6,94	7,16	46,148	46,149	172,23	192,23	82,89
Octobre	49,63	10,12	138,13	13,80	11,43	12,40	7,97	9,60	6,94	7,16	46,233	46,232	172,20	192,05	82,80
Novembre	49,63	10,13	{ 138,12 ² 120,17 ³	13,80	11,49	12,45	7,97	9,59	6,94	{ 7,15 ² 6,65 ³	46,171	46,169	172,06	191,87	{ 82,80 ² 71,31 ³
Décembre	49,65	10,12	119,48	13,81	11,50	12,46	7,95	9,61	6,95	6,66	45,965	45,962	173,28	192,24	71,36
1968 Janvier	49,69	10,09	119,71	13,79	11,44	12,41	7,95	9,62	6,96	6,66	45,820	45,820	173,63	192,00	71,37
Février	49,64	10,09	119,63	13,76	11,42	12,40	7,95	9,61	6,95	6,66	45,656	45,656	173,29	191,91	71,20
Mars	49,65	10,09	119,15	13,77	11,46	12,45	7,96	9,61	6,96	6,67	45,772	45,770	173,48	191,86	71,19
Avril	49,73	10,09	119,46	13,75	11,46	12,48	7,96	9,62	6,96	6,67	46,041	46,041	173,86	192,45	71,39
Mai	49,73	10,06 ⁷	118,80	13,74	11,50	12,49	7,99	9,63	6,96	6,66	46,138	46,137	173,69	192,40	71,35
Juin	49,86	10,03	118,91	13,77	11,59	12,48	8,00	9,65	6,98	6,67	46,303	46,303	174,17	193,06	71,50
Juillet	49,96	10,05	119,40	13,80	11,63	12,47	8,03	9,67	7,00	6,66	46,523	46,522	174,57	193,60	71,70
Août	50,04	10,06	119,67	13,80	11,62	12,47	8,05	9,69	7,01	6,66	46,652	46,651	174,70	193,79	71,86
Septembre	50,21	10,10	119,89	13,81	11,68	12,64	8,07	9,73	7,03	6,69	46,796	46,795	175,21	194,28	72,08
Octobre	50,33	10,12	120,30	13,84	11,71	12,64	8,08	9,73	7,05	6,71	46,916	46,915	175,60	194,79	72,23

¹ Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

² Moyenne du 1^{er} au 17 novembre 1967.

³ Moyenne du 18 au 30 novembre 1967.

⁴ Moyenne du 1^{er} janvier au 17 novembre 1967.

⁵ Moyenne du 18 novembre au 31 décembre 1967.

⁶ Moyenne du 1^{er} octobre au 17 novembre 1967.

⁷ Moyenne du 1^{er} au 24 mai 1968.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 30 novembre 1968

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis 1	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur 4	vendeur 5	pour :
				en francs belges		
Autriche	26,— sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4084	195,2519	100 sch.
Belgique	50,— FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	7,50 CD	+ 0,750	- 0,750	6,5674	6,7674	1 C. dan.
France	4,93706 FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne	4,— DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,— Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande	88,— C. isl.	+ 0,113	- 0,113	—	—	—
Italie	625,— Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62 Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286 C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1051	1 C. nor.
Portugal	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	70,— Pesetas	+ 0,750	- 0,750	70,3651	72,5080	100 Pesetas
Suède	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5204	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282 F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7288	1 F.S.
Turquie	9,— L.t.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,40 £ ²	+ 0,833 ³	- 0,833 ³	118,1075	121,9075	1 £

¹ Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

² Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

³ Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuations de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

⁴ (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

⁵ (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total
	Recettes	Dépenses ³	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	
	(1)	(2)	(8) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	(7) = (8) + (6)
1962	131,2	130,1	+ 1,1	0,5	17,8	- 17,3	- 16,2
1963	139,5	143,0	- 3,5	0,4	22,0	- 21,6	- 25,1
1964	157,8	155,3	+ 2,5	0,3	24,1	- 23,8	- 21,3
1965	172,7	176,5	- 3,8	0,2	25,2	- 25,0	- 28,8
1966	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1967	219,6	221,7	- 2,1	0,2	28,5	- 28,3	- 30,4
1966 11 premiers mois ...	181,4	185,1	- 3,7	0,5	21,9	- 21,4	- 25,1
12 mois	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1967 1 ^{er} mois	21,4	19,0	+ 2,4	...	2,2	- 2,2	+ 0,2
2 premiers mois ...	36,5	37,7	- 1,2	0,1	4,8	- 4,7	- 5,9
3 premiers mois ...	53,7	56,4	- 2,7	0,1	7,5	- 7,4	- 10,1
4 premiers mois ...	69,9	74,6	- 4,7	0,1	9,1	- 9,0	- 13,7
5 premiers mois ...	86,1	92,3	- 6,2	0,1	11,0	- 10,9	- 17,1
6 premiers mois ...	105,2	111,6	- 6,4	0,1	13,0	- 12,9	- 19,3
7 premiers mois ...	132,5	132,0	+ 0,5	0,1	15,2	- 15,1	- 14,6
8 premiers mois ...	147,9	148,9	- 1,0	0,1	17,7	- 17,6	- 18,6
9 premiers mois ...	163,9	165,4	- 1,5	0,1	19,7	- 19,6	- 21,1
10 premiers mois ...	183,1	185,0	- 1,9	0,2	22,6	- 22,4	- 24,3
11 premiers mois ...	200,3	204,5	- 4,2	0,2	25,5	- 25,3	- 29,5
12 mois	219,6	221,7	- 2,1	0,2	28,5	- 28,3	- 30,4
1968 1 ^{er} mois	23,0	23,8	- 0,8	0,1	3,3	- 3,2	- 4,0
2 premiers mois ...	40,2	43,9	- 3,7	0,1	6,0	- 5,9	- 9,6
3 premiers mois ...	57,2	64,6	- 7,4	0,2	8,5	- 8,3	- 15,7
4 premiers mois ...	75,5	83,0	- 7,5	0,2	10,4	- 10,2	- 17,7
5 premiers mois ...	93,9	102,1	- 8,2	0,2	13,6	- 13,4	- 21,6
6 premiers mois ...	112,2	124,5	- 12,3	0,3	15,3	- 15,0	- 27,3
7 premiers mois ...	144,4	142,4	+ 2,0	0,3	18,1	- 17,8	- 15,8
8 premiers mois ...	160,4	161,2	- 0,8	0,3	20,3	- 20,0	- 20,8

¹ Les statistiques concernant la Dette Publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées. abstraction faite des virements internes.

³ A partir de 1963, y compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre.

XI - 2. — IMPASSE DE TRESORERIE ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers 2	Avances à des collectivités 3	Impasse 4	Financement de l'impasse													Total (18) = (7) + (15) + (16) + (17)
					Emissions d'emprunts consolidés ⁵			Variations de la dette flottante							Prélèvements sur la marge auprès de la B.N.B. 16	Encaisse des comptables ³ et autres opérations de trésorerie 17		
					en francs belges 5	en monnaies étrangères 6	Total (7) = (5) + (6)	en francs belges					en monnaies étrangères 14	Total (15) = (8) à (14)				
								Certificats de trésorerie à moyen terme émis sur le marché (8)	Secteur bancaire (9)	Secteur para-étatique (10)	Congo, Rwanda et Burundi (11)	Certificats divers (12)					Office des chèques postaux (13)	
1962	-16,2	- 0,5	...	-16,7	+20,1	+ 1,4	+21,5	- 1,1	+ 3,0	+ 3,9	- 0,2	- 1,7	+ 3,5	-10,7	- 3,3	- 1,4	- 0,1	+16,7
1963	-25,1	- 3,7	- 1,5	-30,3	+17,5	...	+17,5	- 6,0	+ 3,6	- 3,5	+ 0,1	- 0,1	+ 4,1	+10,5	+ 8,7	+ 4,1	...	+30,3
1964	-21,3	+ 0,3	...	-21,0	+24,0	...	+24,0	- 7,5	+ 3,3	- 7,6	- 0,1	+ 0,2	+ 6,4	+ 2,9	- 2,4	+ 0,6	- 1,2	+21,0
1965	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	...	+ 5,8	+ 4,4	...	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3
1966	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7
1967	-30,4	+ 1,5	- 6,7	-35,6	+21,6	...	+21,6	...	- 7,6	+14,3	...	- 0,2	- 3,8	+ 7,1	+ 9,8	- 6,9	+11,1	+35,6
1966 11 premiers mois	-25,1	+ 0,9	- 7,1	-31,3	+22,1	...	+22,1	...	+ 3,4	+ 4,1	...	+ 0,3	- 4,6	+ 5,6	+ 8,8	+ 1,0	- 0,6	+31,3
12 mois	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7
1967 1 ^{er} mois	+ 0,2	- 2,5	- 0,5	- 2,8	...	...	...	...	+ 1,1	+ 9,5	...	+ 0,1	- 4,7	- 0,1	+ 5,9	- 2,5	- 0,6	+ 2,8
2 premiers mois	- 5,9	- 2,9	- 1,0	- 9,8	+ 8,1	...	+ 8,1	...	- 1,7	+12,2	...	- 0,2	- 6,6	- 1,4	+ 2,3	+ 0,2	- 0,8	+ 9,8
3 premiers mois	-10,1	- 1,5	- 1,5	-13,1	+ 8,0	...	+ 8,0	...	- 1,8	+15,1	...	- 0,2	- 6,3	- 1,6	+ 5,2	+ 0,3	- 0,4	+13,1
4 premiers mois	-13,7	- 2,1	- 2,1	-17,9	+ 7,4	...	+ 7,4	...	- 2,3	+17,6	...	- 0,3	- 3,9	- 1,6	+ 9,5	- 0,3	+ 1,3	+17,9
5 premiers mois	-17,1	- 2,3	- 2,7	-22,1	+ 5,6	...	+ 5,6	...	- 3,5	+20,6	...	- 0,3	- 5,7	+ 0,4	+11,5	+ 0,3	+ 4,7	+22,1
6 premiers mois	-19,3	- 0,7	- 3,2	-23,2	+ 8,2	...	+ 8,2	...	- 3,8	+15,0	...	- 0,3	- 5,4	+ 5,4	+10,9	+ 0,4	+ 3,7	+23,2
7 premiers mois	-14,6	- 2,3	- 3,9	-20,8	+11,8	...	+11,8	...	- 5,7	+ 8,7	...	- 0,3	- 3,4	+ 6,5	+ 5,8	- 2,1	+ 5,3	+20,8
8 premiers mois	-18,6	- 2,1	- 4,6	-25,3	+11,8	...	+11,8	...	- 2,4	+11,8	...	- 0,3	- 5,6	+ 6,7	+10,2	- 2,0	+ 5,3	+25,3
9 premiers mois	-21,1	- 1,3	- 5,3	-27,7	+11,8	...	+11,8	...	- 0,6	+12,1	...	- 0,2	- 7,2	+ 6,9	+11,0	- 0,8	+ 5,7	+27,7
10 premiers mois	-24,3	- 1,4	- 6,0	-31,7	+21,6	...	+21,6	...	- 3,6	+12,7	...	- 0,3	- 4,2	+ 7,2	+11,8	- 6,8	+ 5,1	+31,7
11 premiers mois	-29,5	- 1,1	- 6,4	-37,0	+21,6	...	+21,6	...	- 4,7	+17,9	...	- 0,3	- 6,1	+ 7,1	+13,9	- 3,8	+ 5,3	+37,0
12 mois	-30,4	+ 1,5	- 6,7	-35,6	+21,6	...	+21,6	...	- 7,6	+14,3	...	- 0,2	- 3,8	+ 7,1	+ 9,8	- 6,9	+11,1	+35,6
1968 1 ^{er} mois	- 4,0	- 2,1	- 0,4	- 6,5	...	...	...	...	+ 2,6	+ 5,2	...	- 0,1	+ 1,6	...	+ 9,3	- 2,5	- 0,3	+ 6,5
2 premiers mois	- 9,6	- 3,1	- 1,1	-13,8	+ 9,8	...	+ 9,8	...	+ 1,6	+ 3,9	...	- 0,1	- 2,2	- 0,3	+ 2,9	+ 0,9	+ 0,2	+13,8
3 premiers mois	-15,7	- 0,9	- 1,8	-18,4	+ 9,8	...	+ 9,8	...	- 0,4	+ 7,5	...	- 0,1	- 1,5	- 0,4	+ 5,1	+ 3,6	- 0,1	+18,4
4 premiers mois	-17,7	- 2,9	- 2,7	-23,3	+ 9,8	...	+ 9,8	...	- 0,5	+ 8,7	...	- 0,1	+ 3,3	- 0,3	+11,1	+ 2,8	- 0,4	+23,3
5 premiers mois	-21,6	- 4,3	- 3,3	-29,2	+ 9,8	...	+ 9,8	...	+ 0,5	+13,9	...	- 0,1	- 1,9	- 0,3	+12,1	+ 7,2	+ 0,1	+29,2
6 premiers mois	-27,3	+ 0,8	- 3,8	-30,3	+14,8	...	+14,8	...	- 0,9	+11,1	...	- 0,2	- 0,9	- 0,3	+ 8,8	+ 7,2	- 0,5	+30,3
7 premiers mois	-15,8	- 1,5	- 4,6	-21,9	+19,6	...	+19,6	...	- 2,9	- 0,3	...	- 0,2	+ 0,1	- 0,3	- 3,6	+ 5,6	+ 0,3	+21,9
8 premiers mois	-20,8	- 3,0	- 5,4	-29,2	+19,6	...	+19,6	...	+ 0,5	+ 2,4	...	- 0,2	- 2,2	+ 0,7	+ 1,2	+ 7,2	+ 1,2	+29,2

1 Cf. tableau XI-1.

2 A partir de 1963, non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre qui figurent depuis lors à la colonne (1).

3 Augmentation : (-); diminution : (+).

4 Cette colonne diffère de la colonne (9) « Déficit de Trésorerie » du tableau XI-3. Le déficit de trésorerie tient en effet compte de diverses catégories d'opérations qui n'interviennent pas dans le calcul de l'Impasse. C'est ainsi que le solde des opérations extrabudgétaires compris dans le déficit de trésorerie reprend non seulement les fonds de tiers — colonne (2) du tableau XI-2 —, mais aussi la rubrique « Encaisses des comptables et autres opérations de trésorerie » — colonne (17) du même tableau —, de même que les dépenses d'organismes para-étatiques — essentiellement le Fonds des Routes — financées par des émissions de dettes publiques indirectes et par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés. (Arrêté royal n° 41 du 29 septembre 1967.)

5 Déduction faite des frais d'émission et des amortissements extrabudgétaires.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgé- taires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgé- taires 4	Besoins nets de finan- cement de l'Etat (5) = (3) + (4)	Couverture 5					Recours aux marchés étrangers 6 (10)
						Recours au marché belge				Total (9) = (6) à (8)	
						Variations			Total		
						de l'encours des emprunts consolidés et des certificats à moyen terme émis sur le marché (6)	des autres engagements à moyen terme (7)	des engagements à court terme (8)			
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)		
1962	- 16,2	- 4,3	- 20,5	+ 8,2	- 12,3	+ 15,5	+ 4,6	...	+ 20,1	- 7,8	
1963	- 25,1	- 9,0	- 34,1	+ 10,8	- 23,3	+ 5,7	- 1,1	+ 6,2	+ 10,8	+ 12,5	
1964	- 21,3	- 6,3	- 27,6	+ 12,6	- 15,0	+ 11,9	...	+ 2,0	+ 13,9	+ 1,1	
1965	- 28,8	- 7,8	- 36,6	+ 14,5	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8	
1966	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9	
1967	- 30,4	- 7,9	- 38,3	+ 15,3	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5	
1966 11 prem. mois	- 25,1	- 7,6	- 32,7	+ 13,4	- 19,3	+ 11,2	+ 0,8	+ 3,9	+ 15,9	+ 3,4	
12 mois	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9	
1967 1 ^{er} mois	+ 0,2	- 3,7	- 3,5	+ 1,8	- 1,7	- 1,7	...	+ 5,1	+ 3,4	- 1,7	
2 prem. mois	- 5,9	- 5,0	- 10,9	+ 3,3	- 7,6	+ 5,3	...	+ 5,7	+ 11,0	- 3,4	
3 prem. mois	- 10,1	- 3,7	- 13,8	+ 4,4	- 9,4	+ 4,4	...	+ 9,2	+ 13,6	- 4,2	
4 prem. mois	- 13,7	- 4,8	- 18,5	+ 5,7	- 12,8	+ 4,3	+ 0,2	+ 12,7	+ 17,2	- 4,4	
5 prem. mois	- 17,1	- 6,5	- 23,6	+ 6,9	- 16,7	+ 5,7	+ 0,4	+ 15,9	+ 22,0	- 5,3	
6 prem. mois	- 19,3	- 6,5	- 25,8	+ 7,8	- 18,0	+ 7,7	+ 0,4	+ 12,2	+ 20,6	- 2,6	
7 prem. mois	- 14,6	- 7,6	- 22,2	+ 9,1	- 13,1	+ 10,1	+ 0,4	+ 6,1	+ 16,6	- 3,5	
8 prem. mois	- 18,6	- 8,1	- 26,7	+ 10,4	- 16,3	+ 9,2	+ 0,6	+ 10,3	+ 20,1	- 3,8	
9 prem. mois	- 21,1	- 7,8	- 28,9	+ 11,5	- 17,4	+ 8,4	+ 0,8	+ 12,0	+ 21,2	- 3,8	
10 prem. mois	- 24,3	- 9,3	- 33,6	+ 12,9	- 20,7	+ 17,0	+ 0,3	+ 8,2	+ 25,5	- 4,8	
11 prem. mois	- 29,5	- 9,8	- 39,3	+ 14,2	- 25,1	+ 15,8	+ 0,3	+ 12,5	+ 28,6	- 3,5	
12 mois	- 30,4	- 7,9	- 38,3	+ 15,3	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5	
1968 1 ^{er} mois	- 4,0	- 3,2	- 7,2	+ 2,1	- 5,1	- 1,8	...	+ 6,7	+ 4,9	+ 0,2	
2 prem. mois	- 9,6	- 4,7	- 14,3	+ 3,5	- 10,8	+ 7,0	...	+ 3,8	+ 10,8	...	
3 prem. mois	- 15,7	- 3,3	- 19,0	+ 4,4	- 14,6	+ 6,3	...	+ 9,1	+ 15,4	- 0,8	
4 prem. mois	- 17,7	- 6,7	- 24,4	+ 5,7	- 18,7	+ 5,2	...	+ 14,3	+ 19,5	- 0,8	
5 prem. mois	- 21,6	- 8,1	- 29,7	+ 6,3	- 23,4	+ 4,7	...	+ 20,1	+ 24,8	- 1,2	
6 prem. mois	- 27,3	- 4,5	- 31,8	+ 7,5	- 24,3	+ 8,8	...	+ 17,3	+ 26,1	- 1,8	
7 prem. mois	- 15,8	- 7,0	- 22,8	+ 8,8	- 14,0	+ 12,6	...	+ 3,5	+ 16,1	- 2,1	
8 prem. mois	- 20,8	- 8,9	- 29,7	+ 9,7	- 20,0	+ 12,0	- 0,2	+ 9,5	+ 21,3	- 1,3	

1 Cf. tableau XI-1.

2 Y compris les dépenses d'organismes paraétatiques financées par des émissions de dettes indirectes et, à partir de novembre 1967, celles financées par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés (Arrêté royal n° 41 du 29 septembre 1967). A partir de 1963, non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre, qui figurent depuis lors à la colonne (1).

3 Cf. note 4 du tableau XI-2.

4 Suivant les situations de la dette publique.

5 Y compris les variations de la dette indirecte et celles de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes (cf. note 2).

6 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en devises qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

A : recettes effectives.

B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Source : Ministère des Finances.

Exercices ³	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total	
	A	B	A	B	A	B	A	B
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5
1963	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9
1964	60,5	+ 4,7	28,2	+ 0,5	60,0	+ 4,5	148,7	+ 9,7
1965	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+10,6
1966	67,1	+ 3,3	33,7	+ 0,6	78,6	- 0,2	179,4	+ 3,7
1967	87,2	+ 1,9	37,1	+ 1,4	86,0	- 1,7	210,3	+ 1,6
1967 9 mois	66,8	+ 0,5	27,2	+ 0,7	63,4	- 1,1	157,4	+ 0,1
1968 9 mois	72,0	+ 0,2	29,1	+ 0,2	67,8	- 1,3	168,9	- 0,9
1967 Avril	5,1	+ 0,2	3,2	+ 0,1	7,4	- 0,1	15,7	+ 0,2
Mai	5,1	+ 0,3	3,2	+ 0,2	6,8	- 0,3	15,1	+ 0,2
Juin	7,4	+ 0,4	3,6	+ 0,6	7,4	- 0,3	18,4	+ 0,7
Juillet	17,3	- 0,5	2,7	- 0,2	6,6	- 0,2	26,6	- 0,9
Août	5,3	+ 0,1	2,9	+ 0,1	6,5	- 0,1	14,7	+ 0,1
Septembre	5,6	+ 0,3	2,6	- 0,6	7,3	- 0,4	15,5	- 0,7
Octobre	7,6	+ 1,5	3,4	+ 0,5	7,5	- 0,1	18,5	+ 1,9
Novembre	5,8	+ 0,4	3,2	+ 0,1	7,5	+ 0,1	16,5	+ 0,6
Décembre	7,1	- 0,4	3,2	- 0,1	7,5	- 0,6	17,8	- 1,1
1968 Janvier	10,2	- 0,2	3,1	+ 0,2	7,3	+ 0,2	20,6	+ 0,2
Février	5,7	...	3,2	+ 0,1	7,3	- 0,2	16,2	- 0,1
Mars	5,2	...	3,3	...	7,7	- 0,6	16,2	- 0,6
Avril	6,1	...	3,5	+ 0,2	7,9	- 0,1	17,5	+ 0,1
Mai	6,1	...	3,6	+ 0,1	7,9	+ 0,1	17,6	+ 0,2
Juin	7,1	- 0,3	3,1	- 0,2	7,4	- 0,3	17,6	- 0,8
Juillet	20,6	+ 0,9	3,1	+ 0,1	7,7	+ 0,1	31,4	+ 1,1
Août	5,6	- 0,3	3,0	- 0,1	6,8	- 0,2	15,4	- 0,6
Septembre	5,4	+ 0,1	3,2	- 0,2	7,8	- 0,3	16,4	- 0,4
Octobre	9,9	+ 0,7	3,2	...	8,4	+ 0,3	21,5	+ 1,0

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

³ En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1967 ²		Exercice 1967 : octobre		Exercice 1968 : octobre	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	87,2	85,3	7,6	6,1	9,9	9,2
précompte immobilier	1,1	1,1	0,2	0,2	0,2	0,2
précompte mobilier	8,1	7,6	0,6	0,5	0,9	0,7
précompte professionnel	38,7	37,7	3,1	3,0	3,7	3,7
versements anticipés	17,5	18,0	1,5	0,5	2,1	1,8
impôts des personnes physiques (rôles)	11,5	10,2	2,0	1,6	2,3	2,0
impôts des sociétés (rôles)	2,6	3,0	0,1	0,3	0,6	0,6
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	6,3	6,5	...	...	...	...
impôts sur les revenus (lois coordonnées - ancien régime)	0,2	0,2	...	...	...	...
divers ³	1,2	1,0	0,1	...	0,1	0,2
II. Douanes et accises	37,1	35,7	3,4	2,9	3,2	3,2
dont : douanes	8,5	8,7	0,7	0,7	0,7	0,8
accises	27,1	26,7	2,5	2,1	2,4	2,4
taxes spéciales de consommat.	1,2	...	0,1	...	0,1	...
III. Enregistrement	86,0	87,7	7,5	7,6	8,4	8,1
dont : enregistrement	6,6	7,2	0,6	0,6	0,7	0,7
successions	3,4	3,5	0,3	0,3	0,3	0,3
timbres et taxes assimilées	75,1	76,2	6,6	6,6	7,3	7,1
Total ...	210,3	208,7	18,5	16,6	21,5	20,5

Différence par rapport aux éval. budgét.

+ 1,6

+ 1,9

+ 1,0

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion à partir du premier janvier 1967, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et, en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

³ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N. B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ou mois	Contributions directes 2	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1959	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1963	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1966	6,5	2,8	6,6	15,9	1,39
1967	7,3	3,1	7,2	17,6	1,45
1966 9 premiers mois	6,8	2,8	6,4	16,0	1,78
1967 3 premiers mois	7,0	3,0	7,1	17,1	0,78
6 premiers mois	6,4	3,2	7,2	16,8	0,67
9 premiers mois	7,4	3,0	7,1	17,5	1,76
1968 3 premiers mois	7,0	3,2	7,4	17,6	0,64
6 premiers mois	6,7	3,3	7,6	17,6	0,61
9 premiers mois	8,6	3,2	7,6	18,8	1,94
1967 Juin	7,4	3,6	7,4	18,4	0,88
Juillet	17,3	2,7	6,6	26,6	11,76
Août	5,3	2,9	6,5	14,7	0,06
Septembre	5,6	2,6	7,3	15,5	0,06
Octobre	7,6	3,4	7,5	18,5	1,48
Novembre	5,8	3,2	7,5	16,5	0,05
Décembre	7,1	3,2	7,5	17,8	0,12
1968 Janvier	10,2	3,1	7,3	20,6	1,62
Février	5,7	3,2	7,3	16,2	0,04
Mars	5,2	3,3	7,7	16,2	0,27
Avril	6,1	3,5	7,9	17,5	0,68
Mai	6,1	3,6	7,9	17,6	0,07
Juin	7,1	3,1	7,4	17,6	0,98
Juillet	20,6	3,1	7,7	31,4	13,64
Août	5,6	3,0	6,8	15,4	0,10
Septembre	5,4	3,2	7,8	16,4	0,08
Octobre	9,9	3,2	8,4	21,5	2,06

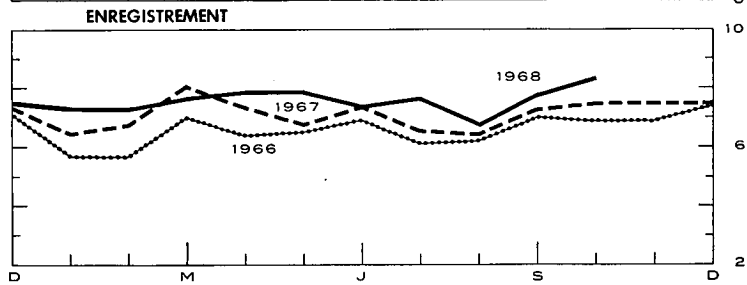
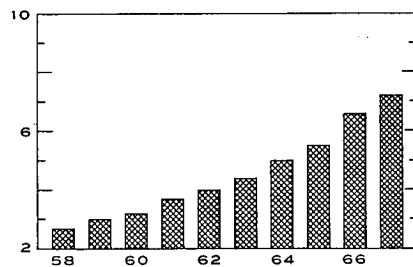
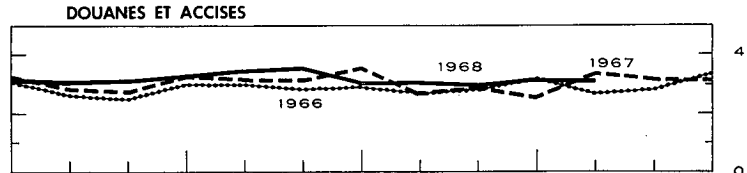
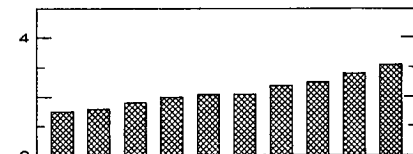
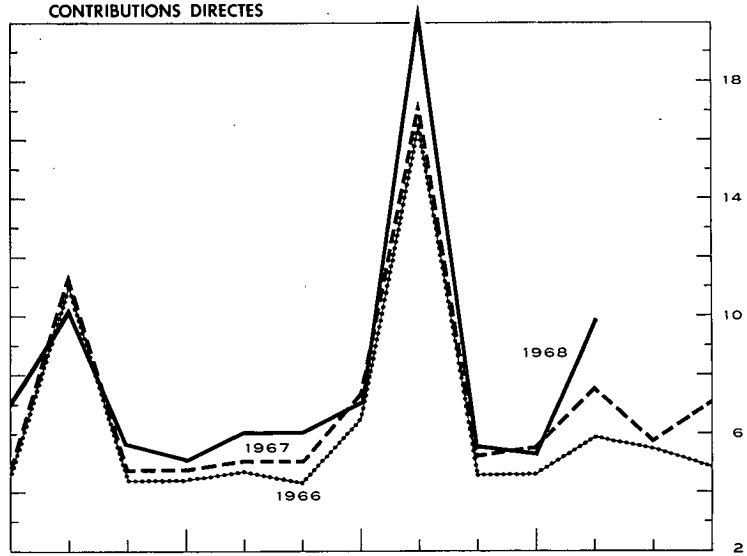
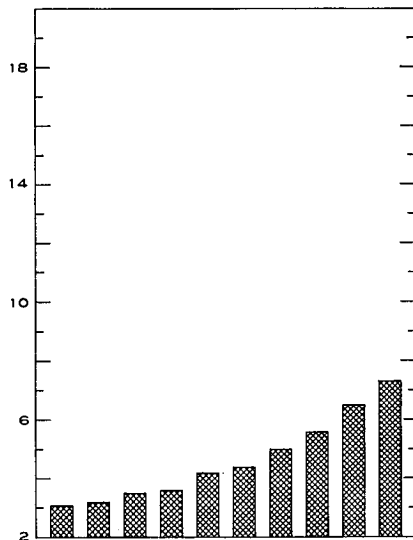
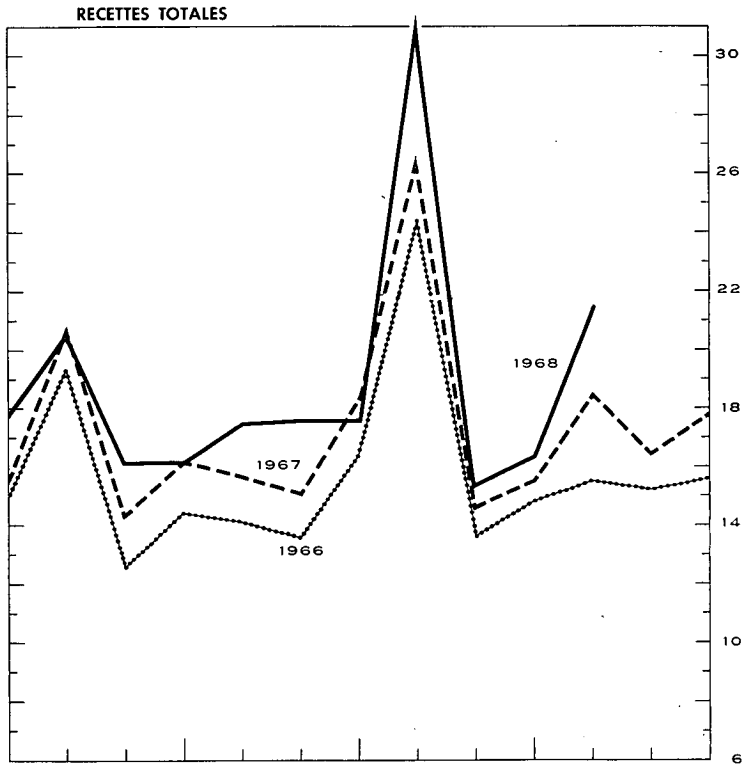
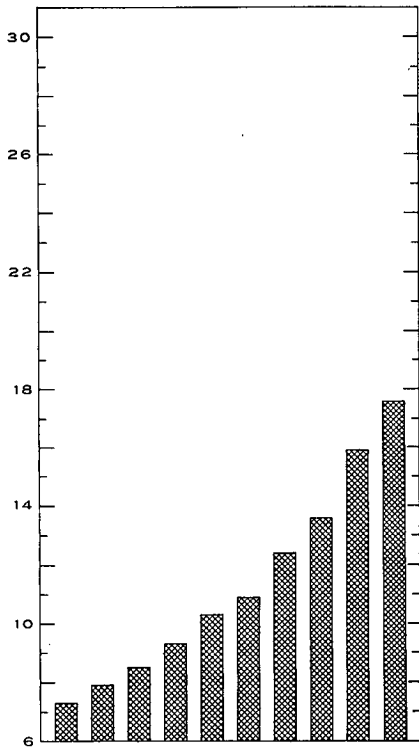
¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLII^e année, vol. II, no 5, novembre 1967 : « Les budgets de 1967 et 1968 » et XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la série statistique - Révision de certaines données »

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1964
(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE													Total des dettes (13) = (1) à (12)
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger (6)	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)		
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Organismes monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
														(1)		(2)	(3)	(4)	(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
----- données non disponibles															
... nihil ou inférieur à 50 millions															
— opération non effectuée															
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers														
	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	...	49,2	—	4,3	—	1,3	5,0	59,9	
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	8,4	—	—	—	...	47,5	—	0,2	—	0,9	...	57,0	
		Obligations ...	12,6	—	1,0	15,6	24,2	
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	8,9	0,1	—	—	—	107,2	35,2	103,2	...	254,6	
		Divers	1,5	1,7	0,1	18,0	...	—	1,6	4,1	0,6	...	27,7	
	(Actions et parts) ...	(190,9)	(0,8)	(...)	(...)	(0,3)	(...)	(0,6)	(—)	(1,2)	(4,5)	(—)	(...)	(198,3)	
	Total ...	29,9	1,7	1,7	0,1	18,1	...	96,7	—	114,3	54,9	106,0	5,0	428,5	
	Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	...	—	0,2	...	0,3	0,1	0,5	
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,5	—	—	—	...	0,1	1,2	—	—	0,3	...	2,1	
		Engagements en comptes courants ou d'avances	0,4	0,2	—	...	0,1	...	0,6	
		Obligations accessibles à tout placeur ...	15,9	0,5	4,0	2,0	0,8	3,7	5,0	0,6	32,5	
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,2	...	0,1	...	0,7	2,6	...	0,5	4,2	...	8,6	
		Autres emprunts à moyen et long terme	0,1	...	0,4	...	—	...	0,2	8,8	...	9,5
	Divers ...	6,3	...	6,5	0,2	...	1,7	0,1	0,1	0,3	15,2	
	(Actions et parts) ...	(0,9)	(...)	(14,7)	(5,5)	(...)	(...)	(0,1)	(—)	(0,2)	(0,1)	(0,3)	(0,9)	(22,7)	
	Total ...	22,7	0,7	6,5	0,4	...	7,4	6,1	0,8	4,5	9,4	9,9	0,7	69,0	
	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	4,2	...	—	0,8	...	45,6	0,1	3,5	54,1	
		Certificats à court terme	0,5	—	0,2	...	16,9	36,8	4,1	4,3	6,0	1,5	70,4	
		Obligations accessibles à tout placeur ...	118,3	2,4	—	1,7	1,7	9,3	38,7	3,7	33,3	41,9	8,3	260,7	
Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	...	—	...	...	19,9	58,6	...	3,5	2,1	1,0	85,1
Divers ...	...	0,7	—	...	1,6	6,0	...	...	...	0,6	0,2	...	9,1
Total ...	122,5	3,7	—	2,6	3,3	52,2	179,7	7,8	41,1	44,6	15,6	6,2	479,4		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	4,8	...	...	...	...	...	4,8
	Obligations accessibles à tout placeur ...	14,4	0,6	...	0,1	...	0,5	0,7	1,2	1,7	6,6	1,2	27,0		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	...	...	...	...	1,1	0,2	...	10,7	2,4	...	14,5
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	5,0	...	...	...	...	...	...	0,7	...	57,8	63,4
Divers ...	2,1	0,5	2,2	...	...	...	...	...	...	...	0,3	2,3	7,3
Total ...	16,5	6,1	2,2	0,1	...	1,6	5,7	1,2	13,1	9,0	59,3	2,3	117,0		
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	13,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13,7		
	Obligations accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	0,1	...	...	0,3
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	0,7	...	0,6	...	1,3	9,0	1,6	13,2
	Divers ...	13,2	...	1,1	...	3,6	0,1	...	2,9	21,0	
Total ...	26,9	...	1,1	...	4,3	0,3	0,6	...	1,3	9,2	...	4,5	48,2		
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	0,1	...	...	...	...	...	0,1
	Acceptations et effets commerciaux ...	...	...	—	...	...	12,9	—	1,0	...	1,7	1,5	17,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	4,1	—	0,2	...	...	...	4,3
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	...	...	...	...	...	...	129,2	—	...	...	...	129,2
	Obligations ...	7,8	...	0,9	...	...	...	0,7	0,9	0,3	3,7	0,2	14,5
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	11,5	—	8,7	—	—	—	—	...	20,2	
	Divers ...	...	0,9	7,4	...	...	...	...	...	...	0,8	0,2	9,3
(Actions et parts) ...	...	(0,2)	(0,4)	...	...	(—)	(1,3)	(—)	(...)	(1,3)	(—)	(...)	(3,2)
Total ...	7,8	0,9	19,8	...	...	—	155,7	0,9	1,5	4,5	2,1	1,5	194,7

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers													
Organismes monétaires (7)													
Monnaie	273,4	3,0	3,6	11,2	0,6	—	—	...	3,5	1,8	0,3	...	297,5
Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	1,5	1,2	...	...	...	...	...	2,7
Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	66,2	—	—	—	—	—	—	66,2
Dépôts en devises des résidents	5,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5,1
Dépôts sur livrets des résidents	35,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35,6
Dépôts à terme des résidents	29,5	—	—	...	—	—	—	—	...	...	...	...	29,5
Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	15,5	...	—	—	...	...	15,5
Obligations (y compris les bons de caisse)	11,4	—	...	—	—	—	—	...	...	...	...	...	11,4
Divers	0,1	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	10,9	11,2
(Actions et parts)	(9,2)	—	(0,2)	—	—	—	(0,7)	—	—	(0,1)	—	—	(10,2)
Total ...	355,1	3,0	3,8	11,2	0,6	67,7	16,7	...	3,5	1,8	0,3	10,9	474,7
Fonds des Rentes (8)													
Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Certificats à court terme	—	—	—	...	—	—	7,4	—	—	—	—	—	7,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	—	0,4
Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	2,9
Total ...	—	...	2,8	...	...	...	7,7	—	...	...	...	0,1	10,6
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)													
Dépôts à vue	3,8	...	...	0,2	2,3	—	—	...	—	...	0,6	0,2	7,0
Dépôts sur livrets	148,1	...	—	0,1	0,2	—	—	...	—	...	...	...	148,4
Dépôts à terme	1,3	1,0	...	...	3,5	—	—	...	—	...	0,1	0,2	6,1
Obligations (y compris les bons de caisse)	11,6	—	...	...	—	—	—	...	—	...	0,4	...	12,0
Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6
Divers	5,8	...	...	0,5	...	0,2	0,1	...	0,1	...	...	2,7	9,5
(Actions et parts)	(1,6)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,6)
Total ...	171,1	1,0	...	0,8	6,0	0,2	0,1	...	0,1	1,1	0,2	2,9	183,6
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)													
Réserves de sécurité sociale	22,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22,3
Réserves mathématiques	155,1	—	—	—	—	14,4	—	—	—	—	—	—	169,5
Divers	2,7	...	0,2	...	0,1	...	...	...	...	...	...	2,0	5,1
Total ...	180,1	...	0,2	...	0,1	14,4	...	...	...	...	...	2,0	196,9
Organismes publics de crédit non monétaires (11)													
Dépôts à vue	2,7	...	...	0,2	...	0,2	0,2	...	...	...	...	0,1	0,3
Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,7
Dépôts sur livrets	7,0	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	7,0
Dépôts à terme	2,0	0,5	...	2,9	1,5	0,3	—	0,5	0,9	...	...	...	8,7
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	0,1	—	0,8	0,2	...	...	...	1,1
Obligations accessibles à tout placeur	78,5	0,3	...	0,1	1,4	9,8	0,3	8,4	20,9	0,2	...	...	119,9
Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	0,8	3,5	0,7	3,7	17,9	...	1,4	...	28,0
Divers	3,5	...	11,6	0,1	...	2,5	...	0,4	...	...	4,1	...	22,2
(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,0)
Total ...	93,7	0,7	11,6	3,3	3,8	6,1	11,3	0,3	13,9	39,7	0,5	5,8	190,7
Secteurs indéterminés et ajustements (12)													
	— 4,2	2,2	1,3	...	1,1	4,2	10,9	0,7	3,3	2,1	1,2	—	22,8
(13) =													
Total des créances (1) à (12)	1.022,1	20,0	51,1	18,6	37,4	154,2	491,2	11,6	196,7	176,3	194,9	42,0	2.416,1

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1957 à 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1960, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 2, février 1967; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1967.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1965

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)	
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)				
													données non disponibles			... nihil ou inférieur à 50 millions	— opération non effectuée
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,2	—	—	—	—	56,4	—	4,3	—	4,7	3,4	69,0	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	9,1	—	—	—	—	54,7	—	1,0	—	1,0	—	—	65,8
			Obligations ...	14,7	—	—	—	—	—	—	1,0	17,5	—	—	—	33,2
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	10,7	0,1	—	—	0,3	—	—	—	117,8	37,5	110,9	—	277,4
			Divers ...	—	1,6	1,8	0,1	20,1	—	—	—	0,7	4,8	0,7	—	29,7
	(Actions et parts) ...	(203,1)	(1,0)	(...)	—	(...)	—	(0,7)	(—)	(0,9)	(4,6)	(—)	(...)	(...)	(210,3)	
	Total ...	34,5	1,9	1,8	0,1	20,4	—	111,1	—	124,9	59,8	117,3	3,4	475,1		
	Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	0,4	—	—	—	0,5	
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,6	—	—	—	—	0,2	1,2	—	0,2	—	0,1	—	2,2	
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	0,1	—	—	0,4	0,1	—	—	—	—	—	0,6	
		Obligations accessibles à tout placeur ...	15,4	0,4	—	—	0,1	3,9	1,8	0,7	3,8	4,9	0,7	—	31,8	
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,3	—	—	—	2,0	2,4	—	1,0	5,3	0,4	—	11,5	
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	—	—	0,1	—	0,6	—	—	—	0,2	10,0	—	10,8		
	Divers ...	8,2	—	5,2	0,2	—	1,8	—	—	—	—	—	0,3	15,7		
	(Actions et parts) ...	(0,9)	—	(15,0)	(6,0)	(...)	—	(0,1)	(—)	(0,3)	(0,2)	(0,4)	(0,9)	(...)	(23,9)	
	Total ...	24,1	0,7	5,3	0,4	0,1	8,9	5,6	0,7	5,4	10,4	11,3	0,3	73,2		
	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	3,8	—	—	1,1	—	—	—	45,3	—	—	0,1	3,5	53,8	
		Certificats à court terme ...	—	0,9	—	0,2	—	14,3	39,6	2,7	4,3	—	11,4	3,4	76,8	
		Obligations accessibles à tout placeur ...	125,6	2,5	—	1,9	2,7	11,0	46,3	3,5	34,6	42,4	7,8	1,3	279,5	
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	19,0	60,7	—	3,0	2,2	0,7	0,5	86,2	
Divers ...		—	0,6	—	—	—	—	—	—	—	0,3	0,3	—	3,1		
Total ...	129,4	4,0	—	3,2	4,6	44,3	192,0	6,2	41,9	44,8	20,3	8,7	499,4			
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	—	6,5	—	—	—	—	6,5		
	Obligations accessibles à tout placeur ...	16,7	0,6	—	0,1	—	0,5	1,0	1,0	2,1	7,4	1,2	—	30,7		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	1,4	0,2	—	11,6	2,4	—	0,1	15,6		
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	5,4	—	—	—	—	—	—	0,8	—	62,4	—	68,6		
Divers ...	2,2	0,5	3,0	—	—	—	—	—	—	—	0,4	2,7	8,9			
Total ...	19,0	6,5	3,0	0,1	—	1,8	7,7	1,0	14,5	9,8	64,0	2,8	130,2			
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	15,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15,7		
	Obligations accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	0,1	—	—	0,3		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	0,4	—	0,8	—	—	10,1	—	2,3	15,0		
	Divers ...	17,1	—	1,5	—	—	—	—	—	—	0,8	—	3,8	27,2		
	Total ...	32,8	—	1,5	—	—	4,4	0,2	—	—	1,3	11,0	—	58,2		
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	—	—	—	—	1,5	—	—	—	—	1,5		
	Acceptations et effets commerciaux ...	—	—	—	—	—	—	—	16,4	—	1,1	—	2,1	21,7		
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	—	6,6	—	0,2	—	—	6,8		
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	—	—	—	—	—	—	—	135,7	—	—	—	—	135,7		
	Obligations ...	8,7	—	0,8	—	—	—	1,5	0,9	0,3	3,5	0,2	—	15,9		
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	8,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20,5		
	Divers ...	—	0,9	7,6	—	—	—	—	—	—	—	1,0	0,2	9,7		
	(Actions et parts) ...	—	(0,2)	(0,4)	—	—	—	(—)	(1,4)	(—)	(...)	(1,3)	(—)	(...)	(3,3)	
Total ...	8,7	0,9	16,7	—	—	—	173,9	0,9	1,6	4,5	2,4	2,2	211,9			

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)
Organismes monétaires (7)	Monnaie	293,9	3,1	3,7	12,1	1,0	—	—	—	2,4	2,1	0,3	...	318,6
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	2,5	1,5	...	0,1	...	0,1	...	4,2
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	76,6	—	—	—	—	—	—	76,6
	Dépôts en devises des résidents	4,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4,4
	Dépôts sur livrets des résidents	42,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42,0
	Dépôts à terme des résidents	35,4	—	—	...	—	—	—	—	—	...	—	—	35,4
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	14,3	0,1	—	—	...	...	14,3
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,3	—	...	—	—	—	—	—	...	0,1	...	...	11,4
	Divers	0,1	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	11,4	11,7
	(Actions et parts)	(10,7)	—	(0,2)	—	—	—	(0,6)	—	—	(0,1)	—	—	(11,6)
Total ...	387,1	3,1	3,9	12,1	1,0	79,1	15,8	0,1	2,5	2,2	0,4	11,4	518,6	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	4,7	—	0,8	...	0,4	—	5,9
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	—	...	...	...	...	2,8
	Total ...	—	...	2,8	...	...	...	4,7	—	0,8	...	0,4	...	8,7
Intermédiaires financiers Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	4,3	...	...	0,1	2,0	...	—	...	...	0,4	0,1	...	6,9
	Dépôts sur livrets	165,4	...	—	0,3	0,1	...	—	...	...	...	...	...	165,8
	Dépôts à terme	1,3	1,0	...	0,1	3,3	...	—	...	...	0,1	...	0,5	6,3
	Obligations (y compris les bons de caisse)	12,8	—	...	...	—	...	—	...	0,1	0,5	...	...	13,4
	Réserves mathématiques des sociétés de capitali- sation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6
	Divers	4,8	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	3,5	8,5
	(Actions et parts)	(2,0)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(2,0)
Total ...	189,2	1,0	...	0,4	5,4	...	0,1	...	0,2	1,0	0,1	4,0	201,5	
Organ. d'assur.-vie et accéd. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	24,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24,4
	Réserves mathématiques	167,0	—	—	—	—	15,2	—	—	—	—	—	—	182,2
	Divers	3,8	...	0,3	...	0,1	...	...	...	...	...	2,2	...	6,5
	Total ...	195,2	...	0,3	...	0,1	15,2	...	...	...	...	...	2,2	213,1
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	3,2	...	...	0,1	...	...	0,2	—	...	...	...	...	3,5
	Argent à très court terme	—	...	—	0,5	...	1,1	0,2	...	0,3	...	...	0,6	2,6
	Dépôts sur livrets	8,0	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	8,0
	Dépôts à terme	2,5	0,7	...	3,7	3,3	0,3	0,5	—	0,2	1,1	...	...	12,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	0,2	—	1,5	...	0,2	...	...	1,9
	Obligations accessibles à tout placeur	85,6	0,3	...	0,1	2,8	0,1	11,4	0,2	9,5	21,7	0,7	...	132,3
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	0,9	3,3	0,8	...	4,0	19,1	...	1,7	29,8
	Divers	3,9	...	12,2	...	...	2,5	...	...	0,4	...	0,1	...	23,8
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,1)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,1)
	Total ...	103,1	0,9	12,2	4,4	7,1	7,3	13,3	0,2	15,9	41,9	0,9	7,1	214,2
Secteurs indéfinis et ajustements (12)			2,7	3,2	...	1,2	...	11,4	0,7	6,0	4,3	1,3	—	30,8
	(13) = (1) à (12)	1.123,1	21,7	50,7	20,7	44,3	156,8	536,4	9,8	215,0	189,7	218,5	48,2	2.634,9

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII · 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1965

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements				
		Entreprises et particuliers	Parastatiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)						
données non disponibles																	
... nihil ou inférieur à 50 millions																	
— opération non effectuée																	
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	+ 0,1	—	—	—	—	...	+ 7,2	—	+ 0,1	—	+ 3,3	- 1,6	+ 9,1	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	+ 0,7	—	—	—	—	...	+ 7,1	—	+ 0,9	—	+ 0,1	+ 8,8
			Obligations	+ 2,1	—	—	—	—	...	—	—	—	—	+ 1,9	+ 3,9
			Autres emprunts à moyen et long terme	+ 1,8	—	—	—	+ 0,3	...	—	—	+ 10,6	+ 2,3	+ 7,8	+ 22,8
			Divers	—	+ 0,1	+ 0,1	—	+ 2,1	+ 8,9	—	—	- 0,9	+ 0,7	—	+ 11,0
			(Actions et parts)	(+ 9,4)	(+ 0,2)	(...)	—	(- 0,3)	(+ 0,5)	(+ 0,1)	(—)	(- 0,3)	(+ 0,1)	(—)	(...)	(...)	(+ 9,8)
		Total ...	+ 4,6	+ 0,2	+ 0,1	—	+ 2,4	+ 8,9	+ 14,3	—	+ 10,6	+ 4,9	+ 11,2	- 1,6	+ 55,6		
		Parastatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	- 0,1	+ 0,2	- 0,1	...	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		+ 0,1	—	—	—	—	+ 0,1	—	...	- 0,2	...	+ 0,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...		—	—	+ 0,1	—	—	...	- 0,1	—	—	—	
	Obligations accessibles à tout placeur		- 0,5	- 0,1	—	—	—	...	- 0,2	- 0,1	+ 0,1	- 0,1	+ 0,1	- 0,7	
	Obligations non accessibles à tout placeur		—	—	—	—	—	...	+ 1,3	- 0,1	...	+ 0,5	+ 1,1	+ 0,4	- 0,3	+ 2,9	
	Autres emprunts à moyen et long terme		—	—	—	—	—	...	+ 0,2	—	—	—	—	+ 1,2	...	+ 1,4	
		Divers	+ 1,9	—	- 1,3	—	—	+ 0,1	—	—	—	—	—	- 0,1	+ 0,5		
		(Actions et parts)	(+ 0,1)	—	(+ 0,3)	(+ 0,6)	(...)	—	(...)	(—)	(+ 0,1)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(+ 1,2)		
		Total ...	+ 1,5	- 0,1	- 1,2	—	—	+ 1,5	- 0,5	- 0,1	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,5	- 0,4	+ 4,2		
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	- 0,4	—	+ 0,3	—	—	- 0,3	- 0,3	
	Certificats à court terme		—	+ 0,3	—	—	—	+ 0,3	+ 2,8	- 1,4	+ 5,5	...	+ 7,5		
	Obligations accessibles à tout placeur		+ 7,3	—	—	+ 0,2	+ 0,9	- 0,5	+ 7,6	- 0,2	+ 1,3	+ 0,4	- 0,6	...	+ 16,4		
	Obligations non accessibles à tout placeur		—	—	—	—	—	- 4,6	+ 2,2	...	- 0,5	...	- 0,3	+ 0,6	- 2,6		
	Divers	—	—	—	—	+ 0,3	—	...	...	...	- 0,2	+ 0,1	...	+ 0,2
	Total ...	+ 6,9	+ 0,3	—	+ 0,5	+ 1,2	- 4,8	+ 12,3	- 1,6	+ 0,8	+ 0,2	+ 4,7	+ 0,6	+ 21,2			
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...		
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		—	—	—	—	—	—	+ 1,7	—	—	—	—	—	...	+ 1,7		
Obligations accessibles à tout placeur		+ 2,3	—	—	—	—	—	+ 0,4	- 0,2	+ 0,4	+ 0,8	—	—	...	+ 3,7		
Obligations non accessibles à tout placeur		—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,9	—	—	+ 0,1	...	+ 1,1		
Autres emprunts à moyen et long terme		—	+ 0,4	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	—	+ 4,6	...	+ 5,1		
	Divers	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,8	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,6			
	Total ...	+ 2,5	+ 0,5	+ 0,8	—	—	+ 0,2	+ 2,0	- 0,2	+ 1,4	+ 0,8	+ 4,8	+ 0,5	+ 13,3			
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	+ 2,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,0		
Obligations accessibles à tout placeur		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...			
Obligations non accessibles à tout placeur		—	—	—	—	- 0,2	—	+ 0,2	—	—	+ 1,1	—	+ 0,7	+ 1,8			
Divers		+ 3,9	—	+ 0,4	—	—	—	—	—	—	+ 0,7	—	+ 0,9	+ 6,2			
	Total ...	+ 5,9	—	+ 0,4	—	+ 0,1	—	+ 0,2	—	+ 1,8	—	+ 1,6	+ 10,0				
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	+ 1,4	—	—	—	—	—	—	+ 1,4		
Acceptations et effets commerciaux		—	—	—	—	—	—	+ 3,4	—	+ 0,1	—	+ 0,4	+ 0,7	+ 4,6			
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		—	—	—	—	—	—	+ 2,5	—	—	—	—	—	+ 2,5			
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Obligations		—	—	—	—	—	—	+ 6,6	—	—	—	—	—	+ 6,6			
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique		—	—	+ 0,3	—	—	—	+ 0,8	—	—	- 0,2	—	—	+ 0,6			
Divers		+ 3,4	—	+ 0,2	—	—	—	+ 3,5	—	—	—	—	- 3,5	+ 0,3			
(Actions et parts)		(+ 2,4)	(...)	(...)	—	—	—	(—)	(+ 0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	+ 3,8		
	Total ...	+ 3,4	—	+ 0,5	—	—	—	+ 18,2	—	+ 0,1	—	+ 0,4	- 2,8	+ 19,8			

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Organismes monétaires (7)	Monnaie	+20,5	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 21,1
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 1,5
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+10,4	—	—	—	—	—	—	—	+ 10,4
	Dépôts en devises des résidents	- 0,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,7
	Dépôts sur livrets des résidents	+ 6,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 6,4
	Dépôts à terme des résidents	+ 5,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 5,9
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	-1,2	+ 0,1	—	—	—	—	—	+ 1,1
	Obligations (y compris les bons de caisse)	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	—	—
	Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,6	+ 0,6
	(Actions et parts)	(+ 0,9)	—	(...)	—	—	—	(...)	—	—	(...)	—	—	—	(+ 0,9)
	Total ...	+32,0	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,3	+11,4	-0,9	+ 0,1	- 1,0	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,6	+ 0,6	+ 44,0
	Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Certificats à court terme	—	—	—	—	—	-2,6	—	+ 0,8	—	+ 0,3	—	—	+ 1,5
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	-0,4	—	—	—	—	—	—	+ 0,4
		Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total ...		—	—	—	—	—	—	-3,0	—	+ 0,8	—	+ 0,3	—	- 1,9	
Intermédiaires financiers Caisses d'épargne sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	+ 0,5	—	—	- 0,1	- 0,3	—	—	—	—	—	—	—	- 0,1	
	Dépôts sur livrets	+17,3	—	—	+ 0,2	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	+ 17,5	
	Dépôts à terme	—	—	—	+ 0,1	- 0,2	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,2	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 1,3	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	+ 0,4	+ 1,4	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Divers	- 1,1	—	—	- 0,5	—	- 0,2	—	—	—	—	—	+ 0,7	- 1,1	
	(Actions et parts)	(+ 0,4)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(+ 0,4)	
Total ...	+18,1	—	—	- 0,3	- 0,6	- 0,2	—	—	—	- 0,1	—	+ 1,1	+ 17,9		
Organismes d'assurance-vie et sociétés de travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	+ 2,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,1	
	Réserves mathématiques	+11,9	—	—	—	—	+ 0,8*	—	—	—	—	—	—	+ 12,7	
	Divers	+ 1,1	—	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,3	—	+ 1,5	
	Total ...	+15,1	—	+ 0,1	—	—	+ 0,8	—	—	—	—	—	+ 0,3	+ 16,3	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	+ 0,5	—	—	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,4	
	Argent à très court terme	—	—	—	+ 0,5	—	+ 1,1	—	+ 0,3	—	- 0,2	+ 0,3	—	+ 1,9	
	Dépôts sur livrets	+ 1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 1,1	
	Dépôts à terme	+ 0,5	+ 0,2	—	+ 0,8	+ 1,8	+ 0,3	+0,2	—	- 0,4	+ 0,2	—	—	+ 3,5	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+0,1	—	+ 0,7	—	—	—	+ 0,8	
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 7,0	—	—	—	+ 1,4	—	+1,6	—	+ 1,1	+ 0,8	+ 0,5	—	+ 12,4	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	+ 0,1	- 0,2	+0,1	—	+ 0,3	+ 1,2	—	+ 0,3	+ 1,9	
	Divers	+ 0,3	—	+ 0,6	- 0,1	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	+ 0,7	+ 1,6	
(Actions et parts)	(...)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,1)		
Total ...	+ 9,4	+ 0,2	+ 0,6	+ 1,0	+ 3,3	+ 1,2	+1,9	—	+ 2,0	+ 2,2	+ 0,4	+ 1,2	+ 23,5		
Secteurs indéterminés et ajustements (12)		—	+ 0,5	—	—	+ 0,1	- 3,5	+0,5	—	+ 2,7	+ 2,2	+ 0,2	—	+ 2,7	
	(13) = (1) à (12)	+99,4	+ 1,7	+ 1,4	+ 2,1	+ 6,9	+15,5	+45,1	- 1,8	+18,3	+13,4	+23,6	+ 1,0	+226,6	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 2, février 1967; pour l'année 1964, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 3, mars 1967.

* Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1964

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pens:on	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	29,9	1,7	1,7	0,1	18,1	51,5	.....	96,7	—	114,3	54,9	106,0	371,9	5,0	428,5
2. Paraétatiques d'exploitation	22,7	0,7	6,5	0,4	.....	30,3	7,4	6,1	0,8	4,5	9,4	9,9	30,7	0,7	69,0
3. Etat (Trésor)	122,5	3,7	—	2,6	3,3	132,1	52,2	179,7	7,8	41,1	44,6	15,6	288,8	6,2	479,4
4. Secteur public non compris ailleurs	16,5	6,1	2,2	0,1	.....	24,9	1,6	5,7	1,2	13,1	9,0	59,3	88,3	2,3	117,0
5. Sécurité sociale	26,9	...	1,1	...	4,3	32,3	0,3	0,6	...	1,3	9,2	...	11,1	4,5	48,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	218,5	12,2	11,5	3,2	25,7	271,1	61,5	288,8	9,8	174,3	127,1	190,8	790,8	18,7	1.142,1
7. Etranger	7,8	0,9	19,8	.....	.....	28,5	—	155,7	0,9	1,5	4,5	2,1	164,7	1,5	194,7
8. Organismes monétaires	355,1	3,0	3,8	11,2	0,6	373,7	67,7	16,7	...	3,5	1,8	0,3	22,3	10,9	474,7
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	7,7	—	...	...	...	7,7	0,1	10,6
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	171,1	1,0	...	0,8	6,0	178,9	0,2	0,1	...	0,1	1,1	0,2	1,5	2,9	183,6
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	180,1	...	0,2	...	0,1	180,4	14,4	...	...	...	...	...	...	2,0	196,9
12. Organismes publics de crédit non monétaires	93,7	0,7	11,6	3,3	3,8	113,1	6,1	11,3	0,3	13,9	39,7	0,5	65,7	5,8	190,7
13. Total des intermédiaires financiers	800,0	4,7	18,4	15,3	10,5	848,9	88,4	35,8	0,3	17,5	42,6	1,0	97,2	21,7	1.056,5
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	4,2	2,2	1,3	...	1,1	0,4	4,2	10,9	0,7	3,3	2,1	1,2	18,2	—	22,8
15. Total des créances	1.022,1	20,0	51,1	18,6	37,4	1.149,2	154,2	491,2	11,6	196,7	176,3	194,9	1.070,7	42,0	2.416,1
16. Solde des créances et des dettes	+ 593,6	— 49,0	— 428,3	— 98,4	— 10,8	+ 7,1	— 40,5	+ 16,5	+ 1,0	+ 13,1	— 20,6	+ 4,2	+ 14,2	+ 19,2	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1965

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisa- tion	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	34,5	1,9	1,8	0,1	20,4	58,7	.....	111,1	—	124,9	59,8	117,3	413,1	3,4	475,1
2. Paraétatiques d'exploitation	24,1	0,7	5,3	0,4	0,1	30,6	8,9	5,6	0,7	5,4	10,4	11,3	33,4	0,3	73,2
3. Etat (Trésor)	129,4	4,0	—	3,2	4,6	141,2	44,3	192,0	6,2	41,9	44,8	20,3	305,2	8,7	499,4
4. Secteur public non compris ailleurs	19,0	6,5	3,0	0,1	.....	28,6	1,8	7,7	1,0	14,5	9,8	64,0	97,0	2,8	130,2
5. Sécurité sociale	32,8	...	1,5	...	4,4	38,7	0,2	0,8	...	1,3	11,0	...	13,1	6,1	58,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	239,8	13,1	11,6	3,8	29,5	297,8	55,2	317,2	7,9	188,0	135,8	212,9	861,8	21,3	1.236,1
7. Etranger	8,7	0,9	16,7	.....	.....	26,3	—	173,9	0,9	1,6	4,5	2,4	183,3	2,2	211,9
8. Organismes monétaires	387,1	3,1	3,9	12,1	1,0	407,2	79,1	15,8	0,1	2,5	2,2	0,4	21,0	11,4	518,6
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	4,7	—	0,8	...	0,4	5,9	...	8,7
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	189,2	1,0	...	0,4	5,4	196,0	.....	0,1	...	0,2	1,0	0,1	1,4	4,0	201,5
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	195,2	...	0,3	...	0,1	195,6	15,2	...	...	...	...	...	...	2,2	213,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires	103,1	0,9	12,2	4,4	7,1	127,7	7,3	13,3	0,2	15,9	41,9	0,9	72,2	7,1	214,2
13. Total des intermédiaires financiers	874,6	5,0	19,2	16,9	13,6	929,3	101,6	33,9	0,3	19,4	45,1	1,8	100,5	24,7	1.156,1
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	2,7	3,2	...	1,2	7,1	.....	11,4	0,7	6,0	4,3	1,3	23,7	—	30,8
15. Total des créances	1.123,9	21,7	50,7	20,7	44,3	1.260,5	156,8	536,4	9,8	215,0	189,7	218,5	1.169,4	48,2	2.634,9
16. Solde des créances et des dettes	+ 648,0	— 51,5	— 448,7	— 109,5	— 13,9	+ 24,4	— 55,1	+ 17,8	+ 1,1	+ 13,5	— 23,4	+ 4,3	+ 13,3	+ 17,4	—

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1965

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers (6) = (1) à (5)	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers (13) = (8) à (12)	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes (15) = (6) + (7) + (18) + (14)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
1. Entreprises et particuliers	+ 4,6	+ 0,2	+ 0,1	.....	+ 2,4	+ 7,3	+ 8,9	+ 14,3	—	+ 10,6	+ 4,9	+ 11,2	+ 41,0	- 1,6	+ 55,6
2. Paraétatiques d'exploitation	+ 1,5	- 0,1	- 1,2	.....	.....	+ 0,2	+ 1,5	- 0,5	- 0,1	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,5	+ 2,8	- 0,4	+ 4,2
3. Etat (Trésor)	+ 6,9	+ 0,3	—	+ 0,5	+ 1,2	+ 8,9	- 4,8	+ 12,3	- 1,6	+ 0,8	+ 0,2	+ 4,7	+ 16,4	+ 0,6	+ 21,2
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 2,5	+ 0,5	+ 0,8	.....	.....	+ 3,8	+ 0,2	+ 2,0	- 0,2	+ 1,4	+ 0,8	+ 4,8	+ 8,8	+ 0,5	+ 13,3
5. Sécurité sociale	+ 5,9	...	+ 0,4	...	+ 0,1	+ 6,4	...	+ 0,2	...	...	+ 1,8	...	+ 2,0	+ 1,6	+ 10,0
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 21,4	+ 0,9	+ 0,1	+ 0,5	+ 3,7	+ 26,6	+ 5,8	+ 28,3	- 1,9	+ 13,7	+ 8,7	+ 22,2	+ 71,0	+ 0,7	+ 104,3
7. Etranger	+ 3,4	.....	+ 0,5	.....	.....	+ 3,9	—	+ 18,2	...	+ 0,1	...	+ 0,4	+ 18,7	- 2,8	+ 19,8
8. Organismes monétaires	+ 32,0	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,3	+ 33,4	+ 11,4	- 0,9	+ 0,1	- 1,0	+ 0,4	+ 0,1	- 1,3	+ 0,6	+ 44,0
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	...	- 3,0	—	+ 0,8	...	+ 0,3	- 1,9	...	- 1,9
10. Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 18,1	...	...	- 0,3	- 0,6	+ 17,2	- 0,2	.....	...	...	- 0,1	...	- 0,1	+ 1,1	+ 17,9
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 15,1	...	+ 0,1	...	...	+ 15,2	+ 0,8	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 16,3
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 9,4	+ 0,2	+ 0,6	+ 1,0	+ 3,3	+ 14,5	+ 1,2	+ 1,9	...	+ 2,0	+ 2,2	+ 0,4	+ 6,5	+ 1,2	+ 23,5
13. Total des intermédiaires financiers	+ 74,6	+ 0,3	+ 0,8	+ 1,6	+ 3,0	+ 80,3	+ 13,2	- 2,0	+ 0,1	+ 1,8	+ 2,5	+ 0,8	+ 3,2	+ 3,2	+ 99,8
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	+ 0,5	...	...	+ 0,1	+ 0,6	- 3,5	+ 0,5	...	+ 2,7	+ 2,2	+ 0,2	+ 5,6	—	+ 2,7
15. Total des créances	+ 99,4	+ 1,7	+ 1,4	+ 2,1	+ 6,9	+ 111,5	+ 15,5	+ 45,1	- 1,8	+ 18,3	+ 13,4	+ 23,6	+ 98,6	+ 1,0	+ 226,6
16. Solde des créances et des dettes	+ 43,8	- 2,5	- 19,8	- 11,2	- 3,1	+ 7,2	- 4,3	+ 1,1	+ 0,1	+ 0,4	- 2,9	+ 0,1	- 1,2	- 1,7	—

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets (6)	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obligataires des banques de dépôts (13)	Divers 4 (14)
		Détenues par les entreprises et particulières		Détenues par le Trésor (4)			Créances sur l'Etat 2 (7)	Créances sur les autres pouvoirs publics 3 (8)	Financés par les organismes monétaires (9)	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires (10)	Sur et envers le Fonds des Rentes (11)	Sur et envers d'autres intermédiaires (12)		
		Dépôts en francs belges 1 (2)	Dépôts en devises (3)											
1962 Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	5,5	63,5	77,8	4,4	8,9	- 9,8	- 6,0
Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	80,9	154,8	6,6	66,8	78,6	5,8	9,0	-10,4	- 8,4
Décembre	254,5	48,5	7,4	...	310,4	80,5	149,0	7,7	72,9	86,7	7,0	10,1	-11,1	- 5,7
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	6,0	74,5	88,6	7,2	10,3	-11,1	- 9,7
Jun 5 (e)	273,2	51,3	8,2	0,1	332,8	84,4	164,5	6,4	78,7	92,5	7,5	10,2	-11,2	- 7,7
<i>Nouvelle série 5</i>														
Jun	270,9	51,3	8,2	0,1	330,5	83,2	167,0	5,0	76,9	86,8	7,5	10,0	-11,2	- 7,9
Septembre	266,8	53,1	8,4	...	328,3	80,7	165,8	5,1	79,9	89,7	6,9	10,6	-11,3	- 9,4
Décembre	277,8	55,1	9,1	...	342,0	79,2	170,6	5,8	88,8	97,5	7,4	11,5	-11,4	- 9,9
1964 Mars	273,3	58,3	10,1	...	341,7	78,3	174,0	4,8	88,4	101,3	7,0	10,6	-11,2	-10,2
Jun	285,6	58,3	8,1	...	352,0	79,4	177,8	5,2	92,2	104,3	8,9	10,0	-11,3	-10,2
Septembre	283,8	64,1	5,0	...	352,9	81,0	175,9	5,0	94,3	105,4	7,8	11,2	-11,3	-11,0
Décembre	297,4	65,1	5,2	...	367,7	88,0	179,7	6,3	98,2	108,5	7,8	11,1	-11,4	-12,0
1965 Mars	292,9	70,6	4,5	...	368,0	87,0	178,7	7,3	98,5	108,8	6,8	12,9	-11,3	-11,9
Jun	309,5	71,1	5,1	...	385,7	92,4	185,5	7,6	102,4	113,4	7,1	12,1	-11,3	-10,1
Septembre	306,4	74,8	3,9	...	385,1	90,4	189,0	7,0	106,9	116,5	4,2	11,8	-11,3	-12,9
Décembre	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	124,5	4,7	12,6	-11,4	-13,3
1966 Mars	314,6	82,4	4,2	...	401,2	93,7	191,3	8,3	114,0	126,8	7,2	12,4	-11,5	-14,2
Jun	329,3	81,1	4,9	...	415,3	93,4	197,4	9,5	119,0	130,8	8,8	13,4	-11,5	-14,7
Septembre	322,4	86,4	5,1	...	413,9	89,5	195,6	10,5	125,2	135,5	5,1	15,2	-11,7	-15,5
Décembre	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	144,5	4,6	15,7	-12,0	-13,9
1967 Mars	326,4	97,7	6,0	...	430,1	90,8	200,5	8,5	136,4	149,3	5,0	15,3	-12,4	-14,0
Jun	347,5	98,9	7,5	...	453,9	92,9	207,9	11,1	140,4	155,8	8,6	17,7	-12,6	-12,1
Septembre	343,2	105,7	6,9	...	455,8	90,9	214,3	11,4	145,6	158,8	3,8	18,8	-13,1	-15,9
Décembre	350,5	107,9	8,4	...	466,8	97,1	207,9	13,0	156,9	170,5	4,1	17,5	-13,5	-16,2
1968 Mars	350,0	115,9	7,5	...	473,4	94,5	212,1	12,9	159,3	175,0	3,8	20,4	-14,7	-14,9
Jun	372,7	118,3	7,9	...	493,9	97,2	225,3	12,7	166,0	181,1	7,9	19,7	-15,3	-14,6
Septembre	361,8	123,3	9,1	...	494,2	90,6	p 227,5	p 13,1	168,0	182,3	7,8	p 20,9	-15,8	p -17,9

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris à partir de juin 1963, nouvelle série, le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balancé des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963].

3 Y compris les créances sur les fonds de pension.

4 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balancé, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, no 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1958 — XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, vol. II, no 3, septembre 1967.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ³	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	75,7	74,0	70,9	75,6	76,2	
2. F.M.I. — Participation	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	14,7	16,2	18,1	18,1	
— Prêts ¹	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9	5,5	
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	4,1	3,0	4,7	4,4	4,3	1,8	6,2	2,7	6,7	4,9	7,3	6,1	7,6	6,9	6,8	2,7	8,0	5,3	8,1	9,9	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	21,5	20,9	19,8	22,0	27,0	25,9	21,9	23,2	21,9	20,0	19,7	20,0	21,4	21,3	29,9	34,9	36,1	36,6	24,2	18,2	
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,7	...	0,1	3,0	3,1	3,2	3,1	
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	103,0	102,6	104,0	106,0	115,7	114,0	121,2	120,8	123,7	120,6	123,8	122,6	125,4	124,8	129,9	130,7	137,8	134,1	135,2	131,0	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,6	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	0,5	0,3	0,5	0,4	0,4	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat⁴ :																					
a) à un an au plus	9,3	9,6	9,8	10,0	9,8	9,9	10,0	9,9	9,0	10,0	9,3	10,0	9,6	9,9	10,0	8,8	2,7	6,3	10,0	10,9	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,3	2,4	2,4	2,4	2,5	2,4	2,5	2,5	2,7	2,7	2,6	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,8	2,6	2,6	
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires	1,7	...	0,9	0,6	0,1	...	0,2	...	2,7	0,2	1,7	1,7	4,0	0,8	0,2	...	0,8	...	0,9	0,4	
b) effets commerciaux	3,5	3,0	3,3	2,8	2,6	2,4	2,1	2,1	2,9	2,4	2,8	3,1	3,9	2,3	2,4	2,4	5,0	2,7	2,5	2,2	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	0,1	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus																					
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus	0,8	...	...	1,8	...	2,0	0,5	0,3	...	0,2	...	0,8	...	...	1,4	2,0	0,3	...	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres																					
	36,4	35,4	36,6	38,7	40,2	38,3	39,8	37,0	36,2	36,2	34,7	35,6	38,4	36,5	51,4	54,3	53,8	51,3	46,6	52,2	
TOTAL DE L'ACTIF ...	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	235,9	237,9	232,3	233,0	234,6	

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

⁴ Y compris le Fonds des Rentes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,6	0,4	0,5	0,7	0,5	0,5	1,0	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9	0,8	0,6	0,7	0,9	0,7	0,7	1,2	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	2,8	3,2	3,0	2,9	3,0	3,1	3,3	3,3	3,5	3,6	3,8	3,3	3,5	3,5	3,8	3,6	4,0	3,9	4,4	4,3	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,1	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	147,7	145,4	150,9	152,1	157,3	155,1	162,5	162,7	166,8	163,4	171,0	170,0	171,8	166,5	176,0	172,4	173,6	170,3	180,9	176,2	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	0,3	—	0,7	0,1	—	—	—	—	—	—	0,6	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	38,2	37,3	38,9	40,9	42,4	41,0	42,6	39,4	38,7	38,8	36,7	38,5	41,0	39,0	54,2	58,1	56,8	54,3	46,5	52,4	
TOTAL DU PASSIF ...	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	235,9	237,9	232,3	233,0	234,6	

1 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

2 Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

3 Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

4 Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-3-67	30-4-67	31-5-67	30-6-67	31-7-67	31-8-67	30-9-67	31-10-67	30-11-67	31-12-67	31-1-68	29-2-68	31-3-68	30-4-68	31-5-68	30-6-68	31-7-68	31-8-68	30-9-68	31-10-68	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	76,2	76,2	76,2	76,0	75,9	75,8	75,7	75,6	75,5	74,0	73,0	72,7	70,9	72,5	72,5	75,6	75,9	75,9	76,2	76,1	
2. F.M.I. — Participation	15,2	15,3	15,3	15,2	15,2	15,1	15,3	15,2	14,2	14,7	14,5	16,1	16,2	16,3	16,4	18,1	18,1	18,2	18,1	18,2	
— Prêts ¹	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9	5,9	5,5	5,5	5,5	
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	6,9	6,9	6,2	6,8	6,9	3,3	2,7	3,9	...	8,0	6,1	5,0	5,3	6,8	6,2	8,1	10,8	9,3	9,9	11,7	
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	21,3	22,4	26,0	29,9	31,7	34,0	34,9	35,4	36,7	36,1	35,4	33,1	36,6	33,3	32,0	24,2	22,7	22,3	18,2	18,7	
b) en francs belges	1,7	1,7	0,2	...	...	...	0,1	0,2	3,0	3,0	3,0	3,2	3,1	3,1	3,3	3,2	3,4	3,2	3,1	3,1
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	124,8	126,0	125,9	129,9	131,7	130,2	130,7	132,3	131,4	137,8	134,0	132,1	134,1	134,0	132,4	135,2	136,9	134,4	131,0	133,3	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,3	0,2	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics .....	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	1,1	...	...	...	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat ² :																					
a) à un an au plus	9,9	9,3	9,9	10,0	7,5	7,6	8,8	2,8	5,8	2,7	0,3	3,6	6,3	5,5	10,1	10,0	8,5	10,0	10,9	13,5	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,6	2,7	2,8	2,7	2,7	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires	0,8	0,4	...	0,2	1,0	...	...	...	...	0,8	...	0,2	...	...	0,5	0,9	1,6	...	0,4	1,1
b) effets commerciaux	2,3	2,5	2,0	2,4	2,8	2,4	2,4	2,7	2,9	5,0	4,3	3,2	2,7	2,2	2,3	2,5	3,7	2,1	2,2	3,1	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	0,3	...	2,0	2,2	...	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	1,1	1,4	2,5	2,5	2,0	2,1	1,6	0,3	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	36,5	37,0	43,3	51,4	51,6	52,9	54,3	54,9	56,0	53,8	52,7	50,4	51,3	51,7	54,1	46,6	42,0	46,0	52,2	49,5	
TOTAL DE L'ACTIF ...	212,2	213,4	221,7	235,0	234,6	233,1	235,9	232,4	235,3	237,9	229,1	227,3	232,3	233,0	237,2	233,0	230,4	230,2	234,6	238,3	

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1963).² Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968).

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-5-67	30-4-67	31-5-67	30-6-67	31-7-67	31-8-67	30-9-67	31-10-67	30-11-67	31-12-67	31-1-68	29-2-68	31-3-68	30-4-68	31-5-68	30-6-68	31-7-68	31-8-68	30-9-68	31-10-68	
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) en francs belges ¹	0,6	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,3	0,5	0,7	0,6	0,4	0,5	0,7	0,5	0,5	0,5	0,6	1,0	6,6	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,7	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,5	0,7	0,9	0,8	0,6	0,7	0,9	0,7	0,7	0,7	0,8	1,2	6,8	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	3,5	3,5	3,8	3,8	4,0	4,1	3,6	3,8	4,0	4,0	4,1	4,0	3,9	4,0	4,2	4,4	4,3	3,9	4,3	p 4,3	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	2,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	2,2	0,1	0,1	2,7	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	p 0,1	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	166,5	168,9	170,1	176,0	174,7	171,2	172,4	169,5	168,1	173,6	168,1	168,7	170,3	173,0	177,3	180,9	179,6	178,4	176,2	p 174,6	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	—	—	—	—	0,3	0,2	0,6	—	2,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	39,0	39,9	46,7	54,2	54,7	56,6	58,1	58,1	59,4	56,8	55,7	53,6	54,3	54,7	54,6	46,5	45,4	46,6	52,4	p 52,1	
TOTAL DU PASSIF ...	212,2	213,4	221,7	235,0	234,6	233,1	235,9	232,4	235,3	237,9	229,1	227,3	232,3	233,0	237,2	233,0	230,4	230,2	234,6	238,3	

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export. ....	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1	...	...	1,1	0,3	0,5	0,6	0,1	
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1	...	...	1,1	0,3	0,5	0,6	0,1	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics .....	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	0,3	0,2	0,2	0,1	
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,3	...	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat :																						
a) à un an au plus	39,0	42,9	42,0	44,2	42,9	48,0	41,0	44,2	43,0	47,1	44,3	45,3	40,6	48,5	46,7	46,8	45,4	48,8	49,3	56,7	54,8	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	5,6	5,7	5,7	5,8	5,7	5,7	5,5	5,5	5,2	6,3	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,7	6,6	6,6	6,5	6,4	6,3	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3	7,3	8,0	7,6	5,5	6,1	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations bancaires .....	...	0,5	0,1	...	0,1	0,4	...	0,5	0,2	0,5	0,4	0,1	0,1	0,4	0,1	0,2	0,4	0,8	0,3	0,2	0,1	
b) effets commerciaux	0,6	0,6	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,5	0,4	0,3	0,1	0,5	0,2	0,1	0,5	1,2	0,5	0,6	0,9	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur	0,1	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres .....	...	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7	0,8	0,9	0,3	0,8	0,7	0,6	0,5	0,3	0,2	0,1	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
D. Autres	3,1	3,0	3,6	4,2	3,4	2,4	2,9	3,8	3,1	2,9	3,1	2,4	3,4	4,9	3,7	3,6	4,2	4,0	4,6	4,7	2,9	
TOTAL DE L'ACTIF ...	52,0	57,7	55,8	58,8	56,7	63,0	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4	63,7	65,9	66,3	70,9	70,0	75,6	71,6	

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescampte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique « D. Autres ».

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,1	0,8	0,6	1,1	1,1	0,3	0,4
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,1	0,8	0,6	1,1	1,1	0,3	0,4
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	0,4	0,3	0,5	0,4	0,4
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	0,1	0,1	0,1	...	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	...	0,4	0,1	0,3	0,1	0,3	0,2	0,1	0,1
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,4	3,1	2,2	1,0	1,1	6,0	2,2	0,9	1,3	5,8	3,0	0,6	0,7	5,8	2,3	0,7	1,5	5,6	2,9	0,6	1,4
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	5,9	6,0	6,0	6,2	6,3	6,4	6,3	6,4	6,4	6,6	6,5	6,7	6,8	6,9	6,9	6,9	6,8	6,5	6,3	6,5	6,5
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	31,6	33,0	32,8	35,9	34,4	36,0	35,5	37,7	36,0	37,9	37,2	41,2	38,5	41,9	38,9	41,6	40,1	39,5	39,8	42,8	42,8
b) détenue par les pouvoirs publics	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8	17,4	18,4	24,0	19,6
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,2	...	...	...	...	...	...	...	1,0	0,2	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	...	...	...	...	0,3	...	0,3	...	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,8	0,9	0,4
TOTAL DU PASSIF ...	52,0	57,7	55,8	58,8	56,7	63,0	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4	63,7	65,9	66,3	70,9	70,0	75,6	71,6

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescampte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	80-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	0,5	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	1,4	1,9	1,8	1,8	1,9	1,9	2,4	2,4	2,3	4,1	4,9	5,7	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,8	2,7	2,5	2,9	3,6	4,8	5,6	4,3	4,2	5,2	6,3	4,6	6,0	5,6	5,4	7,6	8,2	6,4	7,5	7,7	5,7	
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	25,4	23,4	28,5	29,3	28,4	29,0	39,7	35,2	34,7	36,7	43,5	43,3	43,3	52,6	48,5	54,1	52,3	60,1	63,2	79,8	79,3	
b) en francs belges	4,9	4,5	5,1	5,6	5,3	5,5	6,2	6,3	6,2	6,9	7,3	7,2	7,8	8,3	10,3	10,7	11,5	11,3	13,6	16,2	17,1	
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	33,6	31,2	36,7	38,4	37,8	39,9	52,2	46,5	45,8	50,2	59,0	56,9	58,9	68,4	66,1	74,8	74,4	80,1	88,4	108,6	107,8	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	2,5	2,8	3,1	2,9	2,8	2,9	3,0	3,2	3,2	3,4	3,5	3,7	3,2	3,4	3,4	3,7	3,5	3,9	3,8	4,3	4,2	
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	
b) sur les organismes publics	0,4	3,0	2,2	1,0	1,0	6,0	2,2	0,9	1,2	5,8	3,0	0,6	0,6	5,8	2,3	0,7	1,5	5,6	2,9	0,6	1,4	
c) sur les banques de dépôts	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,1	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3	7,9	10,5	10,6	11,8	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat ¹ :																						
a) à un an au plus	24,3	22,7	26,0	26,3	26,5	24,6	29,1	29,7	33,6	28,8	29,6	33,7	31,9	34,0	32,0	37,6	42,0	34,9	34,7	35,6	33,2	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	29,5	29,8	30,0	31,1	30,1	30,6	33,0	35,5	34,8	37,4	37,2	38,3	40,4	37,9	38,1	38,9	41,2	44,5	45,6	46,3	52,3	
— autres	22,8	23,9	24,4	24,3	24,3	24,6	23,8	24,2	26,0	26,8	27,1	27,6	29,5	30,7	30,5	31,3	33,6	33,4	33,0	33,7	33,3	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,3	1,3	2,5	2,6	4,0	3,8	
— autres	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,5	1,9	2,3	2,3	2,2	2,6	2,7	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations bancaires	3,3	2,5	2,9	2,7	3,9	5,6	6,9	5,7	9,5	5,5	7,5	7,3	7,0	7,3	7,1	5,9	6,9	6,9	7,4	6,6	5,1	
b) effets commerciaux	34,4	37,6	38,3	40,0	39,7	41,4	40,4	43,1	42,0	45,6	45,5	47,3	48,4	55,5	56,5	58,3	60,9	64,6	67,5	68,9	68,6	
c) avances	39,7	42,4	43,5	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	73,3	74,5	77,7	80,8	86,3	90,7	
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,0	1,8	1,8	1,5	1,8	1,8	2,3	2,6	3,1	3,2	3,1	3,8	3,8	
— autres	1,1	1,0	1,1	1,7	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	1,9	1,7	1,8	1,8	2,0	2,2	2,2	2,7	3,7	3,8	3,4	3,4	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	6,3	6,8	5,9	6,3	6,3	7,4	7,0	7,6	5,7	4,7	6,4	5,9	4,4	4,3	4,7	6,4	6,8	4,2	—	—	—	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus .....	...	0,2	0,2	0,1	0,1	0,4	0,1	...	0,1	0,2	0,2	0,5	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0	3,3	1,8	2,0
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	12,9	13,4	14,1	14,1	15,6	16,1	16,8	
— autres	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	1,2	1,4	1,4	1,4	1,6	2,1	2,1	2,0	1,9	2,2	2,2	
D. Autres	31,4	31,7	31,0	34,3	32,1	36,2	36,2	40,9	40,9	43,3	41,9	45,3	46,0	49,0	47,1	54,1	48,6	50,1	57,0	62,3	60,6	
TOTAL DE L'ACTIF ...	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9	444,8	466,8	497,8	503,8	

¹ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	80-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																						
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,3	67,1	78,3	73,2	84,1	85,3	89,3	94,8	110,1	110,7	
b) en francs belges ¹	17,6	16,9	16,7	17,5	15,9	18,1	21,1	21,0	20,3	20,6	20,7	22,3	22,8	24,3	25,0	26,3	28,7	29,8	31,9	36,2	35,9	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	50,0	51,3	57,2	59,2	59,0	64,0	76,0	72,1	73,4	75,9	83,3	84,6	89,9	102,6	98,2	110,4	114,0	119,1	126,7	146,3	146,6	
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																						
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																						
a) envers la Banque Nationale de Belgique	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,2	...	0,3	...	...
c) envers les banques de dépôts	5,9	4,6	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,0	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3	7,9	10,5	10,7	11,8	
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																						
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																						
a) détenue par les entreprises et particuliers	73,6	78,5	77,3	79,8	79,0	86,3	86,4	90,4	90,1	95,1	94,6	98,2	94,8	103,6	99,8	107,3	107,8	113,1	114,8	118,1	116,2	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																						
a) détenues par les entreprises et particuliers :																						
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1	48,7	48,6	53,0	53,0	55,0	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8	57,0	59,2	62,9	65,3	68,4	
— dépôts en devises	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9	8,4	7,5	7,8	9,1	
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1	13,5	14,7	15,3	15,8	
5. Autres :																						
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	1,4	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	0,3	0,3	0,4	0,6	1,1	...	0,4	0,1	0,1	0,2	0,4	0,1	0,2	...	0,3	0,3	0,4	0,1	0,4	0,6	0,4	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>D. Autres</i>	45,5	46,3	46,2	50,5	48,9	53,0	52,9	56,5	58,9	61,2	60,9	64,5	66,4	69,4	67,6	72,6	71,3	74,7	76,3	80,4	80,5	
TOTAL DU PASSIF ...	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9	444,8	466,8	497,8	503,8	

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ⁵	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	75,7	74,0	70,9	75,6	76,2	
2. F.M.I. — Participation	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	14,7	16,2	18,1	18,1	
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9	5,5	
3. Obligations	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,8	0,8	0,8	1,5	2,0	1,9	1,9	2,0	2,0	2,5	2,5	2,4	4,2	5,0	5,7	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	6,6	7,0	5,7	7,6	8,0	9,2	7,6	10,6	7,4	12,0	11,6	11,9	12,1	13,3	12,3	14,4	12,0	14,7	13,3	16,4	15,7	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	45,0	44,9	49,4	49,1	50,4	56,0	65,6	57,1	57,9	58,6	63,5	63,0	63,3	74,0	69,8	84,0	87,2	96,2	99,8	104,0	97,5	
b) en francs belges	6,4	6,0	6,6	7,1	6,8	7,0	7,7	7,8	7,7	8,4	8,8	8,7	9,3	9,8	12,0	10,7	11,6	14,3	16,7	19,4	20,2	
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	134,1	134,4	139,5	142,4	143,8	155,7	166,4	167,8	167,1	174,0	180,0	180,7	181,5	193,9	190,9	204,7	206,2	218,2	223,0	244,4	238,9	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	3,0	3,1	3,5	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	4,0	4,3	4,4	4,8	4,7	
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique .																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	
b) sur les organismes publics	0,4	3,1	2,3	1,1	1,1	6,6	2,3	1,0	1,3	5,9	3,2	0,7	1,3	6,2	2,4	1,0	1,6	5,9	3,1	0,8	1,5	
c) sur les banques de dépôts	7,4	5,0	5,3	4,5	5,1	5,2	7,2	6,1	6,1	5,1	6,2	5,1	6,0	6,2	5,6	6,9	7,3	8,1	10,5	10,9	11,8	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat : ³																						
a) à un an au plus	71,5	74,9	77,6	80,3	79,4	82,4	80,0	83,9	86,5	84,9	83,9	88,3	82,5	92,1	88,6	94,4	96,2	86,4	90,3	102,3 ^p	98,9	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	37,4	37,8	38,0	39,3	38,2	38,7	41,0	43,4	42,5	46,2	46,4	47,5	49,5	47,1	47,3	48,3	50,5	54,0	54,9	55,3 ^p	61,2	
— autres	56,8	57,9	58,4	58,3	58,3	58,6	57,8	58,2	60,0	60,8	61,1	61,6	63,5	64,7	64,5	65,3	67,6	67,4	67,0	67,7 ^p	67,3	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3	7,3	8,0	7,6	5,5	6,1	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,4	1,6	1,8	1,8	2,8	3,1	4,5 ^p	4,3	
— autres	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,5	1,9	2,3	2,2	2,2	2,6 ^p	2,7	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations bancaires	3,8	4,6	3,0	3,6	4,6	6,1	6,9	6,4	9,7	8,7	8,1	9,1	8,8	11,7	8,0	6,3	7,3	8,5	7,7	7,7	5,6	
b) effets commerciaux	36,4	41,8	41,9	43,7	42,9	44,4	43,3	45,5	44,4	49,0	48,3	50,4	51,6	59,9	59,0	60,8	63,8	70,8	70,7	72,0	71,7	
c) avances	39,8	42,4	43,5	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	73,3	74,5	77,7	80,8	86,3	90,8	
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur	2,2	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,0	1,8	1,8	1,6	1,8	1,8	2,3	2,7	3,1	3,2	3,2	4,0 ^p	4,0	
— autres	1,1	1,2	1,3	2,0	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4	2,6	2,7	2,3	3,0	2,9	3,3	4,2	4,1	3,6 ^p	3,5	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁴	6,9	7,4	7,0	8,8	7,8	7,8	7,0	7,6	5,7	4,7	7,2	8,8	5,1	4,6	5,0	8,6	6,8	4,3	—	—	—	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus	0,2	1,0	0,2	0,1	1,9	0,4	2,1	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	1,5	1,0	1,0	2,4	2,9	1,3	3,3	1,8	2,0	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	12,9	13,4	14,1	14,1	15,6	16,2 ^p	16,9	
— autres	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	1,0	1,3	1,5	1,5	1,5	1,7	2,2	2,2	2,1	2,0	2,3 ^p	2,3	
D. Autres	68,9	71,1	70,0	75,1	74,2	78,8	77,4	84,5	81,0	82,4	81,2	82,4	85,0	92,3	87,3	109,1	107,1	107,9	112,9	113,6 ^p	115,7	
TOTAL DE L'ACTIF ...	485,8	506,8	510,4	525,1	528,6	559,2	570,3	584,6	584,8	607,4	614,4	625,8	633,8	678,9	663,4	717,4	730,1	753,6	769,1	806,4	810,0	

Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise

(6)

(7)

(7)

(7)

(8)

(8)

(8)

(9)

(9)

(9)

(14)

(14)

(11)

(12)

(12)

(12)

(14)

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.³ Y compris le Fonds des Rentes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].⁴ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique « D. Autres ».⁵ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	
A. Engagements envers l'étranger :																						
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,9	67,7	78,3	73,2	84,5	85,7	89,3	94,8	110,1	110,7	
b) en francs belges ¹	20,9	20,6	20,4	21,1	19,4	21,6	24,3	24,2	23,5	23,6	23,5	24,3	24,0	26,2	26,7	27,1	29,4	31,6	33,5	37,0	37,3	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	53,5	55,2	61,1	63,0	62,7	67,7	79,4	75,5	76,8	79,1	86,3	87,4	91,9	104,7	100,1	111,8	115,3	121,1	128,5	147,3	148,2	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets ²	3,0	3,1	3,5	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	4,0	4,3	4,4	4,8	4,7	
2. Autres :																						
a) envers la Banque Nationale de Belgique	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,7	...	1,0	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	0,1	0,1	0,1	...	0,6	0,5	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	0,5	0,2	0,4	0,1
c) envers les banques de dépôts :																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	6,4	10,0	8,9	5,6	6,3	11,7	11,1	7,0	7,5	12,3	10,4	5,8	6,3	13,3	10,0	7,7	9,0	15,7	16,1	11,4	13,3	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Monnaie fiduciaire ³	150,1	153,7	151,4	157,1	158,4	163,7	161,4	168,9	169,1	173,4	169,9	177,7	176,8	178,7	173,4	182,9	179,2	180,1	176,6	187,4	182,7	
2. Monnaie scripturale :																						
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	105,5	112,0	110,6	116,1	113,8	122,9	122,4	128,4	126,5	133,4	132,2	139,7	133,6	146,0	139,0	149,2	148,2	153,0	155,0	161,3	159,4	
b) détenue par les pouvoirs publics	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8	17,4	18,4	24,0	19,6	
3. Liquidités quasi monétaires :																						
a) détenues par les entreprises et particuliers :																						
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1	48,7	48,6	53,0	53,0	55,0	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8	57,0	59,2	62,9	65,3	68,4	
— dépôts en devises	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9	8,4	7,5	7,8	9,1	
b) détenues par le Trésor
4. Emprunts obligataires	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1	13,5	14,7	15,3	15,8	
5. Autres :																						
a) envers le Fonds des Rentes ⁵ .....	...	...	...	...	...	...	0,3	0,5	1,5	0,1	...	...	...	...	...	3,0	0,2	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	0,3	0,3	0,4	0,6	1,1	...	0,7	0,1	0,4	0,2	0,6	0,2	0,2	...	0,3	0,3	0,4	0,1	0,4	0,6	0,4	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	81,6	84,5	83,5	89,4	89,8	95,4	93,9	99,1	98,3	99,9	99,7	101,2	104,9	110,4	106,6	126,8	129,4	131,5	131,4	127,8	133,3	
TOTAL DU PASSIF ...	485,8	506,8	510,4	525,1	528,6	559,2	570,3	584,6	584,8	607,4	614,4	625,8	633,8	678,9	663,4	717,4	730,1	753,6	769,1	806,4	810,0	

Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise (6)

¹ Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.

² B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

³ Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

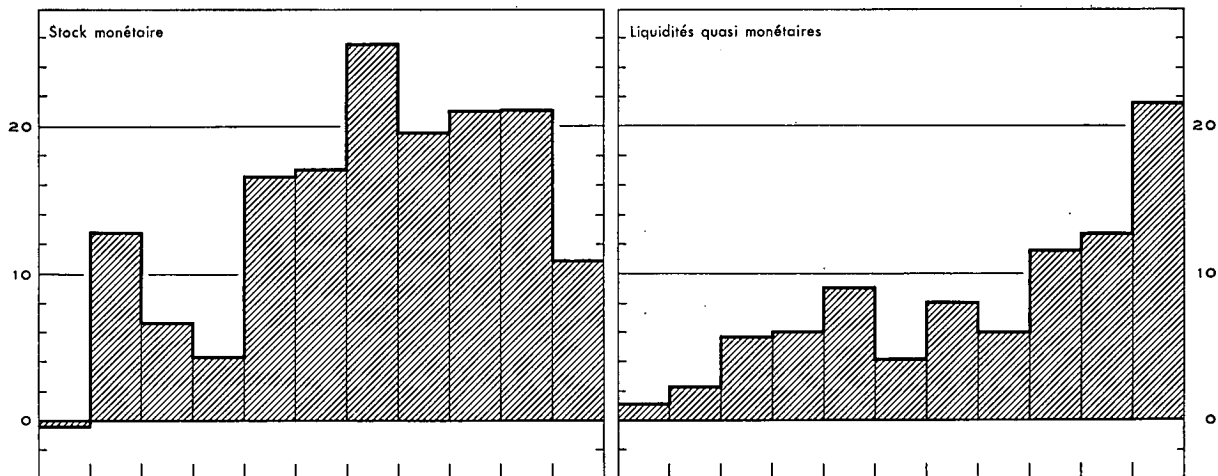
⁴ B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou « D. Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique « D. Autres ».

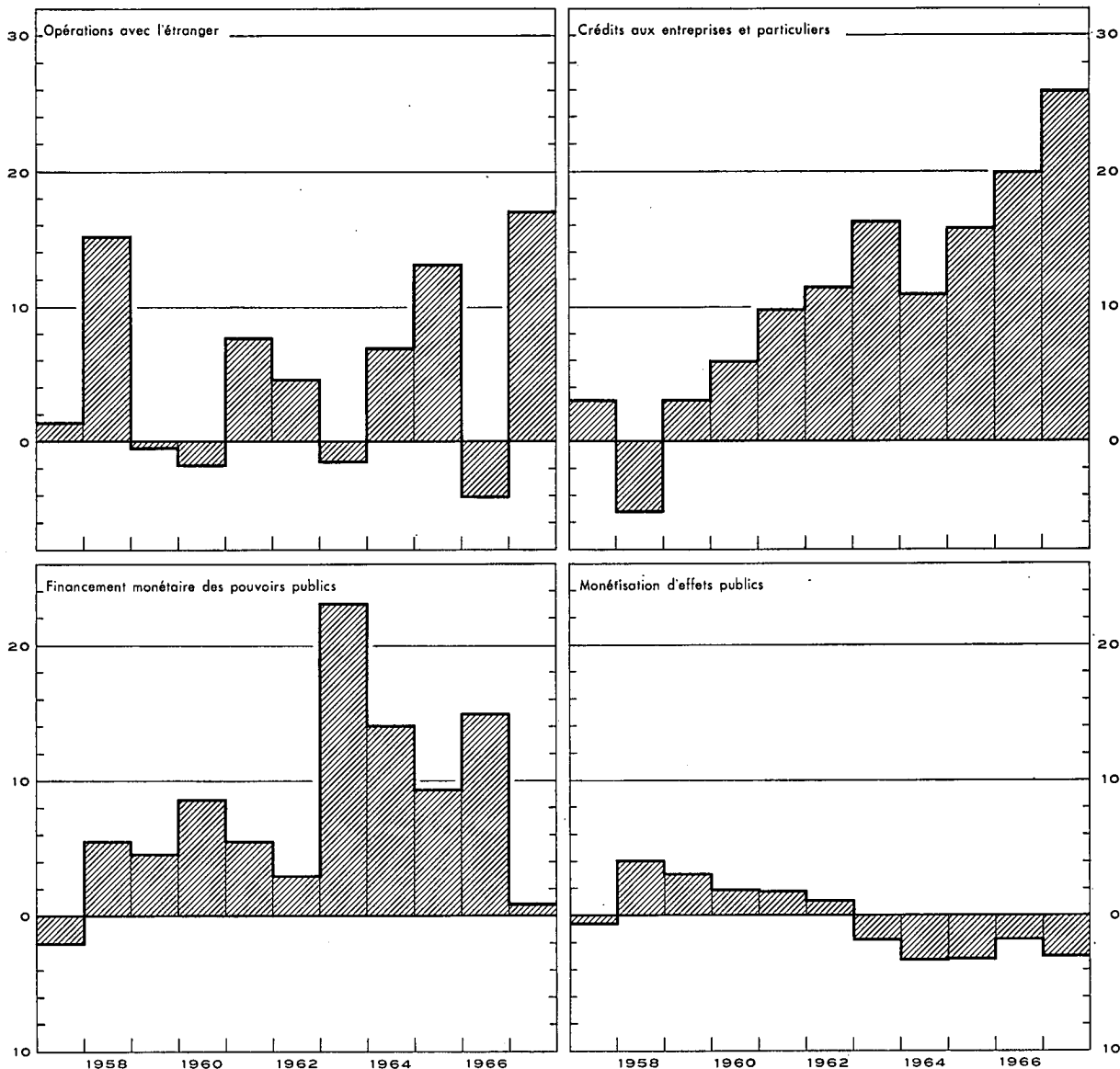
XIII - 8. — STOCK MONETAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONETAIRES

(variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 2		Financement monétaires des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat 3	Autres pouvoirs publics 4	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(18)	(14)
1963 1 ^{er} trimestre	+ 8,1	+ 2,2	+ 10,3	+ 3,3	+ 1,9	- 1,3	- 0,3	+ 11,6	- 1,3	- 0,2	+ 0,2	+ 0,5	- 0,1	- 4,0
2 ^e trimestre	+10,6	+ 1,4	+ 12,0	- 0,1	+ 3,8	...	+ 0,4	+ 6,4	+ 0,1	- 0,4	+ 0,9	...	- 0,1	+ 1,0
3 ^e trimestre	- 4,1	+ 1,9	- 2,2	- 2,0	+ 2,9	+ 0,7	+ 0,1	- 1,8	+ 0,1	- 0,9	- 0,3	+ 0,7	- 0,1	- 1,6
4 ^e trimestre	+11,0	+ 2,7	+ 13,7	- 2,6	+ 7,8	+ 0,5	+ 1,1	+ 7,3	+ 0,8	- 0,1	- 0,9	+ 0,2	- 0,1	- 0,3
Total ...	+25,6	+ 8,2	+ 33,8	- 1,4	+ 16,4	- 0,1	+ 1,3	+ 23,5	- 0,3	- 1,6	- 0,1	+ 1,4	- 0,4	- 4,9
1964 1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 4,3	- 0,2	- 0,8	+ 3,8	- 1,4	- 4,2	+ 3,7	- 0,1	- 0,2	- 0,9	- 0,2	+ 0,3	- 0,2
2 ^e trimestre	+12,2	- 2,0	+ 10,2	- 0,6	+ 3,0	+ 1,1	+ 0,8	+ 5,8	+ 0,4	- 0,3	+ 0,5	- 0,5	+ 0,1	+ 0,1
3 ^e trimestre	- 1,7	+ 2,7	+ 1,0	+ 2,1	+ 1,1	+ 0,9	+ 1,0	- 0,7	- 0,1	- 1,0	- 0,7	- 0,7	- 0,1	- 0,8
4 ^e trimestre	+13,6	+ 1,1	+ 14,7	+ 6,3	+ 3,1	- 0,6	+ 0,8	+ 3,8	+ 1,3	- 0,7	+ 0,1	+ 1,6	- 0,1	- 0,9
Total ...	+19,6	+ 6,1	+ 25,7	+ 7,0	+ 11,0	...	- 1,6	+ 12,6	+ 1,5	- 2,2	- 1,0	+ 0,2	...	- 1,8
1965 1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 4,8	+ 0,3	+ 4,7	+ 0,3	- 2,3	...	- 3,9	+ 1,0	+ 0,5	...	- 0,1	...	+ 0,1
2 ^e trimestre	+16,5	+ 1,2	+ 17,7	+ 3,9	+ 4,6	+ 1,9	- 0,7	+ 5,1	+ 1,1	- 0,4	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,9
3 ^e trimestre	- 3,1	+ 2,5	- 0,6	+ 0,9	+ 3,1	- 2,2	+ 1,4	+ 2,2	- 1,2	- 0,9	- 1,4	- 0,1	...	- 2,4
4 ^e trimestre	+12,2	+ 3,1	+ 15,3	+ 3,7	+ 7,9	+ 1,4	- 2,3	+ 3,6	+ 1,5	- 0,3	- 0,2	+ 0,9	- 0,1	- 0,8
Total ...	+21,1	+11,6	+ 32,7	+13,2	+ 15,9	- 1,2	- 1,6	+ 7,0	+ 2,4	- 1,1	- 2,0	+ 1,3	...	- 1,2
1966 1 ^{er} trimestre	- 4,0	+ 4,8	+ 0,8	- 0,3	+ 2,3	+ 0,3	- 0,8	+ 2,1	- 0,4	- 1,0	- 0,3	- 0,1	- 0,1	- 0,9
2 ^e trimestre	+14,8	- 0,6	+ 14,2	...	+ 4,0	+ 0,6	+ 1,0	+ 7,5	+ 1,2	- 0,5	...	+ 0,7	...	- 0,3
3 ^e trimestre	- 6,9	+ 5,5	- 1,4	- 2,8	+ 4,7	+ 0,6	+ 1,5	- 7,9	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,4	+ 1,7	- 0,2	- 0,8
4 ^e trimestre	+17,3	+ 3,1	+ 20,4	- 0,9	+ 9,0	- 0,4	+ 0,7	+ 10,1	+ 1,5	- 0,1	- 0,7	+ 0,1	- 0,3	+ 1,4
Total ...	+21,2	+12,8	+ 34,0	- 4,0	+ 20,0	+ 1,1	+ 2,4	+ 11,8	+ 3,2	- 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,6	- 0,6
1967 1 ^{er} trimestre	-13,1	+ 9,0	- 4,1	+ 4,9	+ 4,8	- 0,3	- 3,4	- 2,7	- 3,9	- 1,1	- 1,7	- 0,3	- 0,4	...
2 ^e trimestre	+21,1	+ 2,7	+ 23,8	+ 5,5	+ 6,6	- 0,9	- 2,4	+ 9,6	+ 2,2	- 0,3	+ 0,8	+ 1,0	- 0,3	+ 2,0
3 ^e trimestre	- 4,3	+ 6,2	+ 1,9	+ 2,8	+ 2,9	- 2,4	+ 2,2	- 0,6	+ 0,3	- 0,5	+ 0,4	+ 0,6	- 0,4	- 3,4
4 ^e trimestre	+ 7,3	+ 3,7	+ 11,0	+ 3,9	+ 11,7	+ 0,9	- 0,3	- 4,9	+ 1,3	- 0,1	- 0,4	+ 0,2	- 0,5	- 0,8
Total ...	+11,0	+21,6	+ 32,6	+17,1	+ 26,0	- 2,7	- 3,9	+ 1,4	- 0,1	- 2,0	- 0,9	+ 1,5	- 1,6	- 2,2
1968 1 ^{er} trimestre	- 0,5	+ 7,1	+ 6,6	- 0,7	+ 4,5	- 1,9	- 2,2	+ 4,4	- 0,4	- 0,8	...	+ 3,3	- 1,1	+ 1,5
2 ^e trimestre	+22,7	+ 2,7	+ 25,4	+ 2,6	+ 6,1	+ 1,4	+ 0,5	+ 17,9	- 0,3	+ 0,2	- 1,1	- 0,6	- 0,6	- 0,7
3 ^e trimestre	-10,9	+ 6,2	- 4,7	p- 5,9	+ 1,2	+ 0,4	+ 0,9	p- 2,4	p+ 0,5	p- 0,5	+ 2,1	p+ 1,5	- 0,5	p- 2,0

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires. — 2 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires. — 3 Y compris à partir du 3^e trimestre 1963, le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n^o 3, septembre 1968]. — 4 Y compris les fonds de pension.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ²				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (8) : (10)	
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁴	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin ⁶	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série⁶</i>											
Juin	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	76,0	108,6	121,4	271,0	55,2
Décembre	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	78,6	112,0	124,1	277,8	55,3
1964 Juin	6,4	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	80,0	116,1	128,5	285,6	55,0
Décembre	6,8	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	55,0
1965 Juin	6,9	165,8	168,9	12,2	0,4	37,5	90,5	128,4	140,6	309,5	54,6
Décembre	7,0	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966 Juin	7,1	174,8	177,7	12,0	0,2	41,0	98,4	139,6	151,6	329,3	54,0
Décembre	7,2	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967 Juin	7,2	179,7	182,8	15,4	0,3	41,1	107,9	149,3	164,7	347,5	52,6
Août	7,3	175,2	178,2	13,2	0,3	40,9	104,6	145,8	159,0	337,2	52,8
Septembre	7,3	176,0	179,3	15,8	0,3	39,6	108,2	148,1	163,9	343,2	52,2
Octobre	6,9	173,3	176,0	13,6	0,4	42,6	105,9	148,9	162,5	338,5	52,0
Novembre	6,9	172,1	174,6	15,3	0,2	40,3	110,7	151,2	166,5	341,1	51,2
Décembre	6,8	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	51,4
1968 Janvier	6,9	172,2	174,5	14,9	0,3	43,7	107,6	151,6	166,5	341,0	51,2
Février	6,9	172,8	175,1	15,7	0,3	40,0	106,8	147,1	162,8	337,9	51,8
Mars	6,9	174,2	176,6	18,4	0,4	39,3	115,3	155,0	173,4	350,0	50,5
Avril	6,8	177,1	179,4	18,6	0,3	46,0	111,3	157,6	176,2	355,6	50,4
Mai	6,8	181,5	183,7	21,5	0,3	41,1	115,7	157,1	178,6	362,3	50,7
Juin	6,8	185,3	187,4	24,0	0,4	42,4	118,5	161,3	185,3	372,7	50,3
Juillet	6,8	183,9	186,1	18,2	0,3	43,6	113,2	157,1	175,3	361,4	51,5
Août	6,9	182,3	185,0	20,6	0,3	41,3	114,6	156,2	176,8	361,8	51,1
Septembre	6,9	180,5	182,7	19,6	0,4	42,4	116,7	159,5	179,1	361,8	50,5

¹ Y compris des organismes para-étatiques administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

⁶ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger ³ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.F.B.L. ⁵
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2					(6) - (7) - (8) - (9)	(11)	(12)
	(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
1959 Année	72,3 ^{6,7}	- 1,6	70,7 ^{6,7}	- 6,1 ^{6,7}	+ 2,0	- 4,1 ^{6,7}	- 3,1	- 0,8 ⁷	+ 0,2	- 0,4	...	- 4,1
1960 Année	80,6	- 5,8 ⁸	74,8 ⁸	+ 8,3	- 4,2 ⁸	+ 4,1 ⁸	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2
1961 Année	92,7	-14,9 ⁸	77,8 ⁸	+12,2	-10,4 ⁸	+ 1,8 ⁸	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6
1962 Année	91,0	-10,5	80,5	- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0
1963 1 ^{er} trimestre .	95,4	-11,6	83,8	+ 4,4	- 0,7	+ 3,7	+ 1,7	...	- 1,3	+ 3,3	- 1,3	+ 2,4
2 ^e trim. (e)	98,6	-14,2	84,4	+ 3,2	- 2,0	+ 1,2	+ 1,3	...	...	- 0,1	+ 0,3	+ 1,5
Nouvelle série 9												
2 ^e trimestre .	98,6	-15,4	83,2									
3 ^e trimestre .	99,6	-18,9	80,7	+ 1,0	- 3,2	- 2,2	- 0,9	...	+ 0,7	- 2,0	...	- 2,2
4 ^e trimestre .	102,2	-23,0	79,2	+ 2,6	- 4,4	- 1,8	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,5	- 2,6	...	- 1,8
				+11,2	-10,3	+ 0,9	+ 2,3	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	- 1,0	- 0,1
1964 1 ^{er} trimestre .	101,8	-23,5	78,3	- 0,4	- 0,5	- 0,9	+ 0,3	+ 1,0	- 1,4	- 0,8	+ 0,8	- 0,1
2 ^e trimestre .	103,2	-23,8	79,4	+ 1,4	- 0,3	+ 1,1	+ 0,6	...	+ 1,1	- 0,6	- 0,1	+ 1,0
3 ^e trimestre .	105,2	-24,2	81,0	+ 2,0	- 0,4	+ 1,6	- 1,5	+ 0,1	+ 0,9	+ 2,1	+ 0,3	+ 1,9
4 ^e trimestre .	114,8	-26,8	88,0	+ 9,6	- 2,6	+ 7,0	+ 1,3	...	- 0,6	+ 6,3	+ 0,9	+ 7,9
				+12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,7	+ 1,1	...	+ 7,0	+ 1,9	+10,7
1965 1 ^{er} trimestre .	113,3	-26,3	87,0	- 1,5	+ 0,5	- 1,0	- 3,5	+ 0,1	- 2,3	+ 4,7	+ 0,3	- 0,7
2 ^e trimestre .	120,4	-28,0	92,4	+ 7,1	- 1,7	+ 5,4	- 1,2	+ 0,8	+ 1,9	+ 3,9	+ 0,3	+ 5,7
3 ^e trimestre .	120,0	-29,6	90,4	- 0,4	- 1,6	- 2,0	- 0,1	- 0,6	- 2,2	+ 0,9	- 0,6	- 2,6
4 ^e trimestre .	122,8	-28,0	94,8	+ 2,8	+ 1,6	+ 4,4	- 0,7	...	+ 1,4	+ 3,7	+ 0,5	+ 4,9
				+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+13,2	+ 0,5	+ 7,3
1966 1 ^{er} trimestre .	119,7	-26,0	93,7	- 3,1	+ 2,0	- 1,1	- 1,1	...	+ 0,3	- 0,3	+ 0,4	- 0,7
2 ^e trimestre .	123,0	-29,6	93,4	+ 3,3	- 3,7	- 0,4	- 1,0	...	+ 0,6	...	+ 0,2	- 0,2
3 ^e trimestre .	121,8	-32,3	89,5	- 1,2	- 2,6	- 3,8	- 1,6	...	+ 0,6	- 2,8	+ 0,6	- 3,2
4 ^e trimestre .	124,5	-35,3	89,2	+ 2,7	- 3,0	- 0,3	+ 1,0	...	- 0,4	- 0,9	- 0,9	- 1,2
				+ 1,7	- 7,3	- 5,6	- 2,7	...	+ 1,1	- 4,0	+ 0,3	- 5,3
1967 1 ^{er} trimestre .	124,0	-33,2	90,8	- 0,5	+ 2,3	+ 1,8	- 2,4	- 0,4	- 0,3	+ 4,9	+ 0,9	+ 2,7
2 ^e trimestre .	129,3	-36,4	92,9	+ 5,3	- 3,1	+ 2,2	- 2,4	...	- 0,9	+ 5,5	- 1,6	+ 0,6
3 ^e trimestre .	130,0	-39,1	90,9	+ 0,7	- 2,8	- 2,1	- 2,4	- 0,1	- 2,4	+ 2,8	+ 2,8	+ 0,7
4 ^e trimestre .	136,9	-39,8	97,1	+ 6,9	- 0,7	+ 6,2	+ 1,4	...	+ 0,9	+ 3,9	- 0,6	+ 5,6
				+12,4	- 4,3	+ 8,1	- 5,8	- 0,5	- 2,7	+17,1	+ 1,5	+ 9,6
1968 1 ^{er} trimestre .	133,4	-38,9	94,5	- 3,5	+ 0,9	- 2,6	...	...	- 1,9	- 0,7	p + 0,5	p - 2,1
2 ^e trimestre .	134,5	-37,3	97,2	+ 1,1	+ 1,6	+ 2,7	- 1,3	...	+ 1,4	+ 2,6	p - 0,4	p + 2,3
3 ^e trimestre .	129,8	-39,2	90,6	+ 4,7	- 1,7	- 6,4	p - 0,9	p ...	+ 0,4	p - 5,9	p + 0,7	p - 5,7

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le Bulletin d'Information et de Documentation de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs, sauf, à partir de juin 1963, nouvelle série, le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne 7, Etat, et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 7 ci-dessous).

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 8.

4 Cette différence est égale à :

- variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique, b) jusqu'au 31 décembre 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises et c) des variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^e trimestre de 1959, des banques belges envers les institutions internationales (établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)]).

- moins, a) depuis le 3^e trimestre de 1963, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2^e trimestre de 1968 des variations des effets publics luxembourgeois détenus par la Banque Nationale de Belgique [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableaux IX - 1, 2 et 3, rubriques 6.21 et 6.22.

6 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

7 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiement. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (10). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

8 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été rattachée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,8 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4^e trimestre de 1960, au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

9 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique insérée dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AYANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations (4)				Crédits de caisse 4	Autres (9)		
					(1)	(2)	(3)			(4)		(8)	(9)
1964 Mars	8,6	6,5	11,1	9,7	63,6	99,5	13,0	4,3	1,8	19,1	118,6
Juin	9,6	6,8	12,1	9,9	64,5	102,9	13,8	4,3	1,5	19,6	122,5
Septembre	10,3	6,9	12,2	9,1	65,9	104,4	13,3	4,7	1,6	19,6	124,0
Décembre	10,9	6,9	12,0	9,9	67,1	106,8	14,2	5,3	1,7	21,2	128,0
1965 Mars	11,6	6,6	12,1	9,6	66,8	106,7	15,3	6,4	1,5	23,2	129,9
Juin	12,0	7,2	12,7	10,1	69,7	111,7	16,3	6,9	1,6	24,8	136,5
Septembre	12,2	7,4	12,8	11,3	71,3	115,0	15,5	7,0	1,9	24,4	139,4
Décembre	13,7	8,2	12,8	12,2	75,8	122,7	18,0	7,2	3,1	28,3	151,0
1966 Mars	13,8	8,0	13,0	12,0	78,3	125,1	17,9	8,1	2,7	28,7	153,8
Juin	15,0	8,6	13,4	12,4	80,0	129,4	17,9	7,7	2,5	28,1	157,5
Septembre	16,5	8,9	13,7	11,4	83,8	134,3	18,2	7,6	2,5	28,3	162,6
Décembre ⁵	18,2	9,2	14,1	13,2	87,9	142,6	19,6	6,7	2,5	28,8	171,4
1967 Mars	20,0	9,2	14,1	11,9	92,3	147,5	19,6	7,4	2,2	29,2	176,7
Juin	22,1	10,4	15,0	11,7	95,2	154,4	21,8	7,3	3,6	32,7	187,1
Septembre ⁵	22,3	10,5	15,1	11,5	98,2	157,6	22,3	6,7	3,1	32,1	189,7
Décembre ⁵	22,8	11,5	15,5	13,4	105,1	168,3	23,7	6,9	3,9	34,5	202,8
1968 Mars ⁵	23,8	11,6	16,3	13,8	107,3	172,8	25,1	8,2	4,2	37,5	210,3
Juin ⁵	25,0	12,1	18,2	13,3	111,2	179,8	26,7	9,1	4,5	40,3	220,1
Septembre	27,4	12,7	19,0	13,2	108,9	181,2	26,7	11,2	3,6	41,5	222,7

1 Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961 et 14 juillet 1968 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 5 ans ou plus, à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

2 Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

3 Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

4 Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

5 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts 1			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques 2
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) + (7) = (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1964 Juin	10,3	47,8	44,8	102,9	7,5	7,8	15,3	2,8	40,0	44,8	87,6	—
Septembre	9,5	48,0	46,9	104,4	5,5	8,4	13,9	4,0	39,6	46,9	90,5	—
Décembre	10,3	48,7	47,8	106,8	4,7	7,4	12,1	5,6	41,3	47,8	94,7	—
1965 Mars	9,9	48,5	48,3	106,7	3,0	8,2	11,2	6,9	40,3	48,3	95,5	—
Juin	10,6	50,7	50,4	111,7	4,8	7,6	12,4	5,8	43,1	50,4	99,3	—
Septembre	11,7	50,6	52,7	115,0	2,1	8,6	10,7	9,6	42,0	52,7	104,3	—
Décembre	12,6	55,3	54,8	122,7	7,0	9,8	16,8	5,6	45,5	54,8	105,9	—
1966 Mars	12,3	55,3	57,5	125,1	4,7	9,9	14,6	7,6	45,4	57,5	110,5	—
Juin	12,6	57,3	59,5	129,4	5,2	10,1	15,3	7,4	47,2	59,5	114,1	—
Septembre	11,7	57,9	64,7	134,3	4,7	9,5	14,2	7,0	48,4	64,7	120,1	—
Décembre 3	13,8	65,5	63,3	142,6	6,4	10,3	16,7	7,4	55,2	63,3	125,9	0,2
1967 Mars	12,3	65,7	69,5	147,5	5,1	9,4	14,5	7,2	56,3	69,5	133,0	0,1
Juin	12,0	69,1	73,3	154,4	6,0	11,0	17,0	6,0	58,1	73,3	137,4	0,1
Septembre 3	11,2	71,9	74,5	157,6	4,3	11,0	15,3	6,9	60,9	74,5	142,3	0,1
Décembre 3	12,7	77,9	77,7	168,3	5,8	13,4	19,2	6,9	64,5	77,7	149,1	0,2
1968 Mars 3	12,7	79,3	80,8	172,8	5,3	11,9	17,2	7,4	67,4	80,8	155,6	...
Juin 3	11,6	82,0	86,2	179,8	5,0	13,1	18,1	6,6	68,9	86,2	161,7	0,1
Septembre	10,9	79,5	90,8	181,2	5,8	12,6	18,4	5,1	66,9	90,8	162,8	1,6
B. Crédits à l'étranger												
1964 Juin	10,4	4,9	4,3	19,6	7,4	1,8	9,2	3,0	3,1	4,3	10,4	—
Septembre	9,9	5,0	4,7	19,6	6,3	1,6	7,9	3,6	3,4	4,7	11,7	—
Décembre	11,0	6,2	4,0	21,2	6,2	2,4	8,6	4,8	3,8	4,0	12,6	—
1965 Mars	11,8	6,3	5,1	23,2	6,2	2,3	8,5	5,6	4,0	5,1	14,7	—
Juin	12,6	6,4	5,8	24,8	8,3	2,6	10,9	4,3	3,8	5,8	13,9	—
Septembre	11,8	6,8	5,8	24,4	7,5	2,6	10,1	4,3	4,2	5,8	14,3	—
Décembre	14,4	7,3	6,6	28,3	9,2	2,9	12,1	5,2	4,4	6,6	16,2	0,1
1966 Mars	14,1	6,9	7,7	28,7	7,8	2,5	10,3	6,3	4,4	7,7	18,4	0,1
Juin	13,8	6,9	7,4	28,1	9,2	2,7	11,9	4,6	4,2	7,4	16,2	0,1
Septembre	13,6	7,2	7,5	28,3	7,6	2,4	10,0	6,0	4,8	7,5	18,3	0,1
Décembre 3	15,0	7,6	6,2	28,8	9,4	2,6	12,0	5,6	5,0	6,2	16,8	...
1967 Mars	14,3	8,5	6,4	29,2	8,9	2,7	11,6	5,4	5,8	6,4	17,6	0,1
Juin	16,4	9,6	6,7	32,7	8,9	3,5	12,4	7,5	6,1	6,7	20,3	0,1
Septembre 3	16,0	9,7	6,4	32,1	7,8	3,9	11,7	8,2	5,8	6,4	20,4	0,1
Décembre 3	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,1
1968 Mars 3	16,9	12,9	7,7	37,5	9,4	5,4	14,8	7,5	7,5	7,7	22,7	0,1
Juin 3	17,5	14,1	8,7	40,3	9,8	6,4	16,2	7,7	7,7	8,7	24,1	0,1
Septembre	17,2	13,7	10,6	41,5	11,4	5,4	16,8	5,8	8,3	10,6	24,7	...
C. Total												
1964 Juin	20,7	52,7	49,1	122,5	14,9	9,6	24,5	5,8	43,1	49,1	98,0	—
Septembre	19,4	53,0	51,6	124,0	11,8	10,0	21,8	7,6	43,0	51,6	102,2	—
Décembre	21,3	54,9	51,8	128,0	10,9	9,8	20,7	10,4	45,1	51,8	107,3	—
1965 Mars	21,7	54,8	53,4	129,9	9,2	10,5	19,7	12,5	44,3	53,4	110,2	—
Juin	23,2	57,1	56,2	136,5	13,1	10,2	23,3	10,1	46,9	56,2	113,2	—
Septembre	23,5	57,4	58,5	139,4	9,6	11,2	20,8	13,9	46,2	58,5	118,6	—
Décembre	27,0	62,6	61,4	151,0	16,2	12,7	28,9	10,8	49,9	61,4	122,1	0,1
1966 Mars	26,4	62,2	65,2	153,8	12,5	12,4	24,9	13,9	49,8	65,2	128,9	0,1
Juin	26,4	64,2	66,9	157,5	14,4	12,8	27,2	12,0	51,4	66,9	130,3	0,1
Septembre	25,3	65,1	72,2	162,6	12,3	11,9	24,2	13,0	53,2	72,2	138,4	0,1
Décembre 3	28,8	73,1	69,5	171,4	15,8	12,9	28,7	13,0	60,2	69,5	142,7	0,2
1967 Mars	26,6	74,2	75,9	176,7	14,0	12,1	26,1	12,6	62,1	75,9	150,6	0,2
Juin	28,4	78,7	80,0	187,1	14,9	14,5	29,4	13,5	64,2	80,0	157,7	0,2
Septembre 3	27,2	81,6	80,9	189,7	12,1	14,9	27,0	15,1	66,7	80,9	162,7	0,2
Décembre 3	29,5	89,2	84,1	202,8	16,2	18,4	34,6	13,8	70,8	84,1	168,2	0,3
1968 Mars 3	29,6	92,2	88,5	210,3	14,7	17,3	32,0	14,9	74,9	88,5	178,3	0,1
Juin 3	29,1	96,1	94,9	220,1	14,8	19,5	34,3	14,3	76,6	94,9	185,8	0,2
Septembre	28,1	93,2	101,4	222,7	17,2	18,0	35,2	10,9	75,2	101,4	187,5	1,6

1 Ces crédits sont localisés essentiellement à la Banque Nationale de Belgique, à l'Institut de R'escompte et de Garantie, auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

2 Il s'agit d'effets commerciaux.

3 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER,
LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la Banque Nationale (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général			
	Effets commer- ciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Accep- tations bancaires (4)	Effets commer- ciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Accep- tations bancaires (7)	Effets commer- ciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9)
A. Crédits aux entreprises et particuliers										
1964 Juin	1,4	...	1,4	0,9	1,9	2,8	0,9	3,3	...	4,2
Septembre	1,0	...	1,0	0,6	1,8	2,4	0,6	2,8	...	3,4
Décembre	1,7	...	1,7	0,1	0,9	1,0	0,1	2,6	...	2,7
1965 Mars	2,1	...	2,1	...	0,3	0,3	...	2,4	...	2,4
Juin	1,7	...	1,7	0,2	0,4	0,6	0,2	2,1	...	2,3
Septembre	1,5	...	1,5	...	0,6	0,6	...	2,1	...	2,1
Décembre	1,8	...	1,8	2,7	1,1	3,8	2,7	2,9	...	5,6
1966 Mars	1,7	...	1,7	0,2	0,8	1,0	0,2	2,5	...	2,7
Juin	1,4	...	1,4	1,7	1,4	3,1	1,7	2,8	...	4,5
Septembre	1,2	...	1,2	1,7	1,9	3,6	1,7	3,1	...	4,8
Décembre ¹	1,9	...	1,9	4,0	2,0	6,0	4,0	3,9	...	7,9
1967 Mars	1,8	...	1,8	0,8	0,5	1,3	0,8	2,3	...	3,1
Juin	1,4	...	1,4	0,2	1,1	1,3	0,2	2,5	...	2,7
Septembre ¹	1,2	...	1,2	...	1,1	1,1	...	2,3	...	2,3
Décembre ¹	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6
1968 Mars ¹	2,2	...	2,2	...	0,6	0,6	...	2,8	...	2,8
Juin ¹	1,4	...	1,4	0,9	1,2	2,1	0,9	2,6	...	3,5
Septembre	1,1	...	1,1	0,4	1,1	1,5	0,4	2,2	...	2,6
B. Crédits à l'étranger										
1964 Juin .....	...	...	...	4,5	0,2	4,7	4,5	0,2	...	4,7
Septembre .....	...	...	...	4,3	...	4,3	4,3	...	...	4,3
Décembre .....	...	...	...	4,1	0,2	4,3	4,1	0,2	...	4,3
1965 Mars .....	...	...	...	1,8	...	1,8	1,8	...	...	1,8
Juin .....	...	...	...	6,0	0,2	6,2	6,0	0,2	...	6,2
Septembre .....	...	...	...	2,8	...	2,8	2,8	...	...	2,8
Décembre .....	...	...	...	6,5	0,2	6,7	6,5	0,2	...	6,7
1966 Mars .....	...	...	...	4,7	0,2	4,9	4,7	0,2	...	4,9
Juin .....	...	...	...	6,8	0,6	7,4	6,8	0,6	...	7,4
Septembre .....	...	...	...	5,8	0,4	6,2	5,8	0,4	...	6,2
Décembre ¹ .....	...	...	...	7,2	0,4	7,6	7,2	0,4	...	7,6
1967 Mars .....	...	...	...	6,6	0,3	6,9	6,6	0,3	...	6,9
Juin .....	...	...	...	6,1	0,7	6,8	6,1	0,7	...	6,8
Septembre ¹ .....	...	...	...	2,7	...	2,7	2,7	...	...	2,7
Décembre ¹ .....	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1
1968 Mars ¹ .....	...	...	...	4,8	0,5	5,3	4,8	0,5	...	5,3
Juin ¹	0,1	...	0,1	6,8	1,2	8,0	6,8	1,3	...	8,1
Septembre	0,3	...	0,3	8,3	1,3	9,6	8,3	1,6	...	9,9
C. Total										
1964 Juin	1,4	...	1,4	5,4	2,1	7,5	5,4	3,5	...	8,9
Septembre	1,0	...	1,0	4,9	1,8	6,7	4,9	2,8	...	7,7
Décembre	1,7	...	1,7	4,2	1,1	5,3	4,2	2,8	...	7,0
1965 Mars	2,1	...	2,1	1,8	0,3	2,1	1,8	2,4	...	4,2
Juin	1,7	...	1,7	6,2	0,6	6,8	6,2	2,3	...	8,5
Septembre	1,5	...	1,5	2,8	0,6	3,4	2,8	2,1	...	4,9
Décembre	1,8	...	1,8	9,2	1,3	10,5	9,2	3,1	...	12,3
1966 Mars	1,7	...	1,7	4,9	1,0	5,9	4,9	2,7	...	7,6
Juin	1,4	...	1,4	8,5	2,0	10,5	8,5	3,4	...	11,9
Septembre	1,2	...	1,2	7,5	2,3	9,8	7,5	3,5	...	11,0
Décembre ¹	1,9	...	1,9	11,2	2,4	13,6	11,2	4,3	...	15,5
1967 Mars	1,8	...	1,8	7,4	0,8	8,2	7,4	2,6	...	10,0
Juin	1,4	...	1,4	6,3	1,8	8,1	6,3	3,2	...	9,5
Septembre ¹	1,2	...	1,2	2,7	1,1	3,8	2,7	2,3	...	5,0
Décembre ¹	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7
1968 Mars ¹	2,2	...	2,2	4,8	1,1	5,9	4,8	3,3	...	8,1
Juin ¹	1,5	...	1,5	7,7	2,4	10,1	7,7	3,9	...	11,6
Septembre	1,4	...	1,4	8,7	2,4	11,1	8,7	3,8	...	12,5

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.
N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIIe année, vol. II, n° 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires 1				Crédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires 2				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires 3
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(3)		(5)	(6)		(8)	(9)	(10)		(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1964 Juin	10,3	49,2	44,8	104,3	6,6	5,5	12,1	3,7	43,7	44,8	92,2	—
Septembre	9,5	49,0	46,9	105,4	4,9	6,2	11,1	4,6	42,8	46,9	94,3	—
Décembre	10,3	50,4	47,8	108,5	4,3	6,0	10,3	6,0	44,4	47,8	98,2	—
1965 Mars	9,9	50,6	48,3	108,8	3,0	7,3	10,3	6,9	43,3	48,3	98,5	—
Juin	10,6	52,4	50,4	113,4	4,2	6,8	11,0	6,4	45,6	50,4	102,4	—
Septembre	11,7	52,1	52,7	116,5	2,0	7,6	9,6	9,7	44,5	52,7	106,9	—
Décembre	12,6	57,1	54,8	124,5	3,9	8,1	12,0	8,7	49,0	54,8	112,5	—
1966 Mars	12,3	57,0	57,5	126,8	4,2	8,6	12,8	8,1	48,4	57,5	114,0	—
Juin	12,6	58,7	59,5	130,8	3,5	8,3	11,8	9,1	50,4	59,5	119,0	—
Septembre	11,7	59,1	64,7	135,5	2,9	7,4	10,3	8,8	51,7	64,7	125,2	—
Décembre 4	13,8	67,4	63,3	144,5	2,2	7,6	9,8	11,6	59,8	63,3	134,7	0,2
1967 Mars	12,3	67,5	69,5	149,3	4,3	8,7	13,0	8,0	58,8	69,5	136,3	0,1
Juin	12,0	70,5	73,3	155,8	5,7	9,7	15,4	6,3	60,8	73,3	140,4	0,1
Septembre 4	11,2	73,1	74,5	158,8	3,9	9,4	13,3	7,3	63,7	74,5	145,5	0,1
Décembre 4	12,7	80,1	77,7	170,5	4,2	9,5	13,7	8,5	70,6	77,7	156,8	0,2
1968 Mars 4	12,7	81,5	80,8	175,0	4,9	10,8	15,7	7,8	70,7	80,8	159,3	...
Juin 4	11,6	83,4	86,2	181,2	3,9	11,3	15,2	7,7	72,1	86,2	166,0	0,1
Septembre	10,9	80,6	90,8	182,3	5,3	10,6	15,9	5,6	70,0	90,8	166,4	1,6
B. Crédits à l'étranger												
1964 Juin	10,4	4,9	4,3	19,6	2,9	1,6	4,5	7,5	3,3	4,3	15,1	—
Septembre	9,9	5,0	4,7	19,6	1,9	1,6	3,5	8,0	3,4	4,7	16,1	—
Décembre	11,0	6,2	4,0	21,2	2,0	2,2	4,2	9,0	4,0	4,0	17,0	—
1965 Mars	11,8	6,3	5,1	23,2	4,3	2,2	6,5	7,5	4,1	5,1	16,7	—
Juin	12,6	6,4	5,8	24,8	2,2	2,3	4,5	10,4	4,1	5,8	20,3	—
Septembre	11,8	6,8	5,8	24,4	4,3	2,5	6,8	7,5	4,3	5,8	17,6	—
Décembre	14,4	7,3	6,6	28,3	2,6	2,7	5,3	11,8	4,6	6,6	23,0	0,1
1966 Mars	14,1	6,9	7,7	28,7	2,8	2,3	5,1	11,3	4,6	7,7	23,6	0,1
Juin	13,8	6,9	7,4	28,1	2,4	2,1	4,5	11,4	4,8	7,4	23,6	0,1
Septembre	13,6	7,2	7,5	28,3	1,8	2,0	3,8	11,8	5,2	7,5	24,5	0,1
Décembre 4	15,0	7,6	6,2	28,8	2,1	2,2	4,3	12,9	5,4	6,2	24,5	...
1967 Mars	14,3	8,5	6,4	29,2	2,3	2,4	4,7	12,0	6,1	6,4	24,5	0,1
Juin	16,4	9,6	6,7	32,7	2,8	2,8	5,6	13,6	6,8	6,7	27,1	0,1
Septembre 4	16,0	9,7	6,4	32,1	4,3	3,6	7,9	11,7	6,1	6,4	24,2	0,1
Décembre 4	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	6,4	27,4	0,1
1968 Mars 4	16,9	12,9	7,7	37,5	4,4	4,6	9,0	12,5	8,3	7,7	28,5	0,1
Juin 4	17,5	14,2	8,7	40,4	2,7	4,9	7,6	14,8	9,3	8,7	32,8	0,1
Septembre	17,2	14,0	10,6	41,8	3,1	4,1	7,2	14,1	9,9	10,6	34,6	...
C. Total												
1964 Juin	20,7	54,1	49,1	123,9	9,5	7,1	16,6	11,2	47,0	49,1	107,3	—
Septembre	19,4	54,0	51,6	125,0	6,8	7,8	14,6	12,6	46,2	51,6	110,4	—
Décembre	21,3	56,6	51,8	129,7	6,3	8,2	14,5	15,0	48,4	51,8	115,2	—
1965 Mars	21,7	56,9	53,4	132,0	7,3	9,5	16,8	14,4	47,4	53,4	115,2	—
Juin	23,2	58,8	56,2	138,2	6,4	9,1	15,5	16,8	49,7	56,2	122,7	—
Septembre	23,5	58,9	58,5	140,9	6,3	10,1	16,4	17,2	48,8	58,5	124,5	—
Décembre	27,0	64,4	61,4	152,8	6,5	10,8	17,3	20,5	53,6	61,4	135,5	0,1
1966 Mars	26,4	63,9	65,2	155,5	7,0	10,9	17,9	19,4	53,0	65,2	137,6	0,1
Juin	26,4	65,6	66,9	158,9	5,9	10,4	16,3	20,5	55,2	66,9	142,6	0,1
Septembre	25,3	66,3	72,2	163,8	4,7	9,4	14,1	20,6	56,9	72,2	149,7	0,1
Décembre 4	28,8	75,0	69,5	173,3	4,3	9,8	14,1	24,5	65,2	69,5	159,2	0,2
1967 Mars	26,6	76,0	75,9	178,5	6,6	11,1	17,7	20,0	64,9	75,9	160,8	0,2
Juin	28,4	80,1	80,0	188,5	8,5	12,5	21,0	19,9	67,6	80,0	167,5	0,2
Septembre 4	27,2	82,8	80,9	190,9	8,2	13,0	21,2	19,0	69,8	80,9	169,7	0,2
Décembre 4	29,5	91,4	84,1	205,0	7,2	13,6	20,8	22,3	77,8	84,1	184,2	0,3
1968 Mars 4	29,6	94,4	88,5	212,5	9,3	15,4	24,7	20,3	79,0	88,5	187,8	0,1
Juin 4	29,1	97,6	94,9	221,6	6,6	16,2	22,8	22,5	81,4	94,9	198,8	0,2
Septembre	28,1	94,6	101,4	224,1	8,4	14,7	23,1	19,7	79,9	101,4	201,0	1,6

1 Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts [colonne (4) du tableau XIII-7] et par la Banque Nationale de Belgique [colonne (8) du tableau XIII-8].

2 Crédits logés dans les banques de dépôts, à la Banque Nationale de Belgique, au Crédit Communal de Belgique et à l'Institut de Récompense et de Garantie (crédits que cet organisme finance par un recours aux organismes monétaires).

3 Il s'agit d'effets commerciaux.

4 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n^o 3, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	58.525	62.424	68.248	68.566	72.555	77.913	76.233	73.963
Monnaies étrangères	12.605	20.432	12.848	21.532	26.996	21.864	21.405	36.087
Monnaies étrangères et or à recevoir	6.775	6.856	2.935	10.924	9.260	9.632	11.477	12.468
Avoirs à l'étranger, en francs belges	—	—	—	1.500	1.500	1.500	1.500	3.000
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	3.509	413	251	118	62	7	—	—
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. — Participation	4.388	7.989	6.738	7.064	8.716	12.230	15.189	14.736
— Prêts	—	—	—	—	1.500	3.375	3.375	1.875
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	6	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	11.821	18.494	12.341	21.093	26.397	21.376	21.311	35.521
Effets de commerce	6.773	5.086	10.083	9.290	7.001	12.295	15.503	13.834
Avances sur nantissement	51	74	3.022	1.655	625	34	338	345
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- ventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963)	6.040	6.515	5.140	9.275	9.825	9.025	9.575	2.650
Monnaies divisionnaires et d'appoint	617	490	326	247	397	455	302	320
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	1	2	2	1	2	1	2	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.519	2.568	2.627	2.703	2.793	2.953	3.197	3.367
Immeubles, matériel et mobilier	1.519	1.539	1.593	1.657	1.712	1.788	1.909	1.999
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035	2.329
Divers	698	544	1.778	1.186	1.215	1.509	1.640	1.357
	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991	237.853
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672
PASSIF								
Billets en circulation	124.091	129.078	138.481	150.508	160.286	170.269	175.311	177.482
Comptes courants :								
Trésor public								
compte ordinaire ...	24	1	5	3	5	18	12	2
taxe exceptionnelle de conjunct. (Loi du 12-3-1957) ...	185	25	27	17	12	14	13	10
compte spécial liqui- dation U.E.P. ...	...	...	...	...	...	...	—	—
Banques à l'étranger : comptes ordin.	908	445	387	309	329	394	390	316
Comptes courants divers	2.606	8.338	3.474	3.298	1.651	2.337	2.281	3.206
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	249	200	185	126	161	262	128	271
b) autres accords	263	365	413	333	383	217	325	326
<i>Total des engagements à vue ...</i>	127.726	138.452	142.972	154.594	162.827	173.511	178.460	181.613
Banques belges, réserve monétaire	—	—	—	—	1.253	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	18.644	25.376	15.271	32.000	32.707	31.151	42.800	48.218
Caisse de Pensions du Personnel	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035	2.329
Divers	938	1.007	1.016	1.453	1.849	2.187	2.366	2.216
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.133	2.191	2.273	2.364	2.520	2.764	2.930	3.077
	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991	237.853
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672

N. P. - Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1967 7 août	1968 5 août	1967 4 septembre	1968 9 septembre	1967 9 octobre	1968 7 octobre	1967 6 novembre	1968 4 novembre
ACTIF								
Encaisse en or	75.813	75.933	75.776	75.881	75.671	76.153	75.519	76.127
Monnaies étrangères	33.427	22.609	34.435	21.812	35.742	20.424	36.014	19.216
Monnaies étrangères et or à recevoir	14.720	12.690	14.750	12.639	14.770	21.454	15.162	14.926
Avoirs à l'étranger, en francs belges	—	3.000	—	3.000	—	3.000	—	3.000
Accords internationaux : (Loi des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
b) F.M.L. :								
— Participations	15.195	18.134	15.146	18.185	15.291	18.140	15.136	18.241
— Prêts ¹	1.875	5.875	1.875	5.475	1.875	5.475	1.875	5.475
c) autres accords .....	...	18	...	...	171	46	225	46
Débiteurs pour change et or, à terme ...	32.611	22.226	33.613	22.183	34.747	21.820	35.116	24.945
Effets de commerce	8.099	13.869	5.840	10.701	6.776	12.083	5.612	15.736
Avances sur nantissement	2.503	1.363	2.517	2.227	2.524	3.079	2.158	62
Effets publics : (Art. 20 des statuts. Con- ventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 30-3-1968) :								
Effets publics belges	8.800	8.900	7.525	9.650	3.300	10.400	3.450	13.925
Effets publics luxembourgeois	—	200	—	200	—	...	—	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	272	359	286	360	601	379	406	391
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	1	1	2	1	1	1	2	1
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	3.367	3.514	3.367	3.514	3.366	3.514	3.363	3.512
Immeubles, matériel et mobilier	1.909	1.998	1.909	1.998	1.909	1.998	1.909	1.998
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	2.151	2.467	2.144	2.464	2.163	2.469	2.163	2.488
Divers	1.823	2.354	2.012	2.100	2.110	2.384	2.007	2.478
	236.566	229.510	235.197	226.390	235.017	236.819	234.117	236.567
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	298	916	856	766	703	560	1.253	1.155
PASSIF								
Billets en circulation	177.872	184.068	176.017	180.810	174.953	180.907	173.119	178.799
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire ...	13	1	23	7	11	6	19	14
{ taxe exceptionnelle { de conjonct. (Loi { du 12-3-1957) ...	13	9	12	9	13	9	12	9
Banques à l'étranger : comptes ordin.	317	354	342	319	298	2.088	320	6.393
Comptes courants divers	2.427	710	1.612	800	1.167	785	1.220	1.582
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	82	205	125	138	125	151	79	145
b) autres accords	67	138	148	231	110	193	103	185
<i>Total des engagements à vue ...</i>	180.791	185.485	178.279	182.314	176.677	184.139	174.872	187.127
Banques belges, réserve monétaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	47.477	35.139	48.524	35.021	49.704	43.427	50.498	40.032
Caisse de Pensions du Personnel	2.151	2.467	2.144	2.464	2.163	2.469	2.163	2.488
Divers	2.780	2.904	2.883	3.076	3.106	3.269	3.217	3.405
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.967	3.115	2.967	3.115	2.967	3.115	2.967	3.115
	236.566	229.510	235.197	226.390	235.017	236.819	234.117	236.567
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5- 1959, article 15)	298	916	856	766	703	560	1.253	1.155

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (Loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

N. B. - Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte.
¹ Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global 1 (moyennes journalières) ³	Avoirs des particuliers 2 (moyennes journalières) ³	Crédit		Débit		Mouvement général	Pour- centages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes mensuelles ou mois)						(milliards de francs)
1960	855	37,1	27,0	42,5	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,1	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1966	988	58,4	40,7	81,6	182,3	81,1	182,3	527,3	93
1967	998	60,6	41,3	89,0	194,5	89,2	194,5	567,1	93
1966 4 ^e trimestre	994	58,9	40,8	86,2	187,3	82,4	187,3	543,3	93
1967 1 ^{er} trimestre	995	60,3	41,0	86,1	193,6	89,0	193,6	562,1	94
2 ^e trimestre	995	59,1	41,2	89,6	193,4	89,3	193,4	565,6	93
3 ^e trimestre	998	61,4	41,3	88,8	192,4	89,4	192,4	562,9	93
4 ^e trimestre	1.004	61,4	41,8	91,7	198,5	89,2	198,5	577,8	93
1968 1 ^{er} trimestre	1.004	62,5	42,3	92,6	204,7	94,0	204,7	596,0	94
2 ^e trimestre	1.003	62,0	43,2	98,0	205,2	97,7	205,2	606,1	93
1967 Juin	995	59,5	41,3	91,4	193,3	89,2	193,3	567,2	93
Juillet	996	68,0	41,9	102,8	217,1	103,1	217,1	640,1	93
Août	998	58,7	41,0	83,4	185,4	86,1	185,4	540,2	93
Septembre	1.001	57,6	41,0	80,1	174,6	79,0	174,6	508,3	93
Octobre	1.003	62,0	41,4	92,1	200,6	90,4	200,6	583,7	93
Novembre	1.004	60,6	41,4	89,9	202,4	91,2	202,4	585,8	94
Décembre	1.004	61,5	42,5	93,0	192,5	86,0	192,5	563,9	93
1968 Janvier	1.004	66,0	42,7	101,6	223,8	103,1	223,8	652,3	94
Février	1.004	62,1	42,3	86,8	200,2	92,7	200,2	579,9	94
Mars	1.004	59,4	42,0	89,4	190,2	86,1	190,2	555,8	93
Avril	1.004	62,4	42,6	98,6	204,2	96,1	204,2	603,1	94
Mai	1.003	62,4	43,3	100,5	219,2	105,6	219,2	644,4	93
Juin	1.003	61,3	43,6	95,1	192,1	91,4	192,1	570,7	93
Juillet	1.004	72,7	42,6	116,5	245,1	118,6	245,1	725,2	93
Août	1.006	60,0	41,7	90,3	197,4	93,1	197,4	578,1	94

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque fin juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 3 du chapitre XVI du présent bulletin).

³ Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1967 31 août	1968 31 août	1967 30 septembre	1968 30 septembre
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	1.252	—	—	—	—	—	—	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	9.683	10.493	10.491	10.583	5.379	5.101	4.755	5.423
Prêts au jour le jour	1.650	3.253	4.743	5.559	5.604	3.573	4.635	7.769
Banquiers	22.926	29.786	41.276	49.380	38.279	66.469	41.369	65.539
Maison-mère, succursales et filiales	6.379	3.203	9.235	10.353	9.230	13.196	9.532	14.318
Autres valeurs à recevoir à court terme	9.559	10.746	15.465	16.506	18.714	19.299	19.011	19.805
Portefeuille-effets	84.885	91.587	106.751	118.984	120.363	127.858	126.889	124.476
a) Effets publics	32.375	34.175	39.162	41.099	50.029	45.577	52.211	40.578
b) Effets commerciaux ²	52.510	57.412	67.589	77.885	70.334	82.281	74.678	83.898
Reports et avances sur titres	1.149	1.348	1.245	1.516	1.295	1.494	1.377	1.853
Débiteurs par acceptations	21.292	26.938	28.785	29.484	26.722	28.462	27.222	28.067
Débiteurs divers	50.802	60.186	68.329	82.733	80.692	96.997	79.583	99.678
Portefeuille-titres	74.789	86.447	94.289	110.154	103.265	123.274	104.814	127.417
a) Valeurs de la réserve légale	605	705	789	833	832	904	832	904
b) Fonds publics belges	69.307	80.181	87.264	102.140	95.189	111.397	96.776	115.369
c) Fonds publics étrangers	601	1.354	1.896	2.384	2.643	5.514	2.425	5.687
d) Actions de banques	1.868	1.912	1.904	2.195	2.000	2.639	2.161	2.654
e) Autres titres	2.408	2.295	2.436	2.602	2.601	2.820	2.620	2.803
Divers	3.040	3.184	4.021	5.356	5.048	4.526	4.756	4.622
Capital non versé	—	—	—	—	—	—	—	—
Total disponible et réalisable ...	287.406	327.171	384.630	440.608	414.591	490.249	423.943	498.967
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	43	68	56	114	71	132	71	134
Immeubles	2.134	2.714	3.021	3.300	3.087	3.445	3.103	3.450
Participations dans les filiales immobilières	73	260	258	283	262	446	262	448
Créances sur les filiales immobilières	60	89	115	77	129	73	130	82
Matériel et mobilier	341	375	457	455	495	475	479	454
Total de l'immobilisé ...	2.651	3.506	3.907	4.229	4.044	4.574	4.045	4.568
Total de l'actif ...	290.057	330.677	388.537	444.837	418.635	494.823	427.988	503.535

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions parastatiques
(millions de francs)

1964 31 décembre	10.973	1966 31 décembre	17.328	1967 31 août	18.594	1967 30 septembre	18.824
1965 31 décembre	14.404	1967 31 décembre	23.946	1968 31 août	25.704	1968 30 septembre	24.680

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

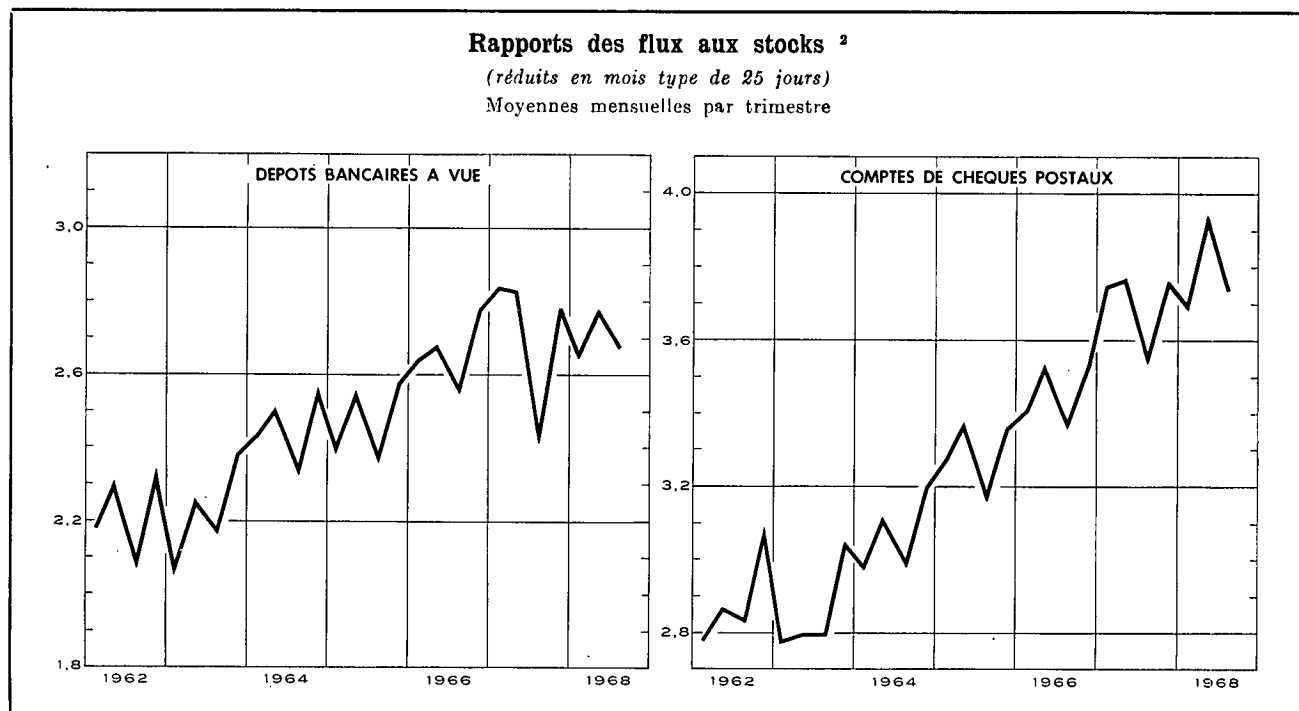
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1967 31 août	1968 31 août	1967 30 septembre	1968 30 septembre
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	698	589	835	784	469	554	718	587
a) Créanciers garantis par des privilèges	—	431	494	493	250	254	280	302
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	—	158	341	291	219	300	438	285
Emprunts au jour le jour	2.420	3.433	3.365	5.733	6.778	9.086	6.638	10.175
a) Garantis par des sûretés réelles	1.214	815	666	1.354	1.465	2.859	2.150	2.771
b) Non garantis par des sûretés réelles	1.206	2.618	2.699	4.379	5.313	6.227	4.488	7.404
Banquiers	51.301	57.426	79.174	94.222	87.266	117.553	87.100	116.049
Maison-mère, succursales et filiales	7.065	6.062	10.297	9.963	8.313	7.524	9.135	8.215
Acceptations	21.292	26.937	28.786	29.486	26.723	28.464	27.222	28.069
Autres valeurs à payer à court terme	5.287	6.578	8.012	7.891	11.464	11.813	10.799	12.239
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1.254	1.413	1.107	1.320	1.368	1.498	1.318	1.824
Dépôts et comptes courants	164.568	189.447	213.093	244.383	228.698	264.122	235.993	270.555
a) A vue	86.118	92.774	98.921	109.385	100.549	114.413	104.394	117.590
b) A un mois au plus	9.034	11.847	15.035	16.778	14.935	14.318	15.878	14.743
c) A plus d'un mois	29.915	38.437	46.034	50.820	49.569	56.021	50.506	57.982
d) A plus d'un an	731	1.106	1.364	4.364	3.903	6.601	4.519	6.778
e) A plus de deux ans	3.020	3.031	3.016	3.493	3.361	4.613	3.426	4.708
f) Carnets de dépôts	33.743	40.179	46.800	57.739	54.564	66.244	55.418	66.845
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2.007	2.023	1.923	1.804	1.817	1.912	1.852	1.909
Obligations et bons de caisse	11.380	11.371	11.978	13.546	12.898	15.728	13.069	15.852
Montants à libérer sur titres et participations	991	977	955	941	940	1.107	941	1.125
Divers	7.752	8.030	10.350	13.108	11.752	12.334	13.095	13.806
<i>Total de l'exigible ...</i>	274.008	312.263	367.952	421.377	396.669	469.783	406.028	478.496
C. Non exigible :								
Capital	9.814	11.245	12.461	14.610	13.209	16.005	13.208	16.004
Fonds indisponibles par prime d'émission	1.245	1.949	2.298	2.368	2.298	2.314	2.298	2.314
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	607	705	789	833	832	904	832	904
Réserve disponible	4.197	4.306	4.803	5.425	5.404	5.535	5.404	5.535
Provisions	186	209	234	224	223	282	218	282
<i>Total du non exigible ...</i>	16.049	18.414	20.585	23.460	21.966	25.040	21.960	25.039
Total du passif ...	290.057	330.677	388.537	444.837	418.635	494.823	427.988	503.535

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut		réduit en mois type de 25 jours en C.C.P. ⁴
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	
(milliards de francs)						
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30
1966	191,3	149,3	340,6	2,70	2,67	3,47
1967	210,3	163,9	374,2	2,74	2,72	3,71
1967 1 ^{er} trimestre	206,4	164,5	370,9	2,84	2,84	3,75
2 ^e trimestre	217,8	168,4	386,2	2,82	2,83	3,77
3 ^e trimestre	193,6	156,4	350,0	2,52	2,45	3,57
4 ^e trimestre	223,4	166,4	389,8	2,78	2,78	3,76
1968 1 ^{er} trimestre	216,9	167,2	384,1	2,73	2,66	3,70
2 ^e trimestre	238,2	181,2	419,4	2,74	2,78	3,94
3 ^e trimestre	234,6	168,4	403,0	2,75	2,68	3,74
1967 Août	189,5	153,8	343,3	2,50	2,40	3,60
Septembre	183,4	145,6	329,0	2,40	2,31	3,30
Octobre	215,0	160,8	375,8	2,82	2,71	3,62
Novembre	221,1	176,0	397,1	2,65	2,76	4,07
Décembre	234,3	162,4	396,7	2,87	2,87	3,58
1968 Janvier	221,2	178,4	399,6	2,82	2,71	3,91
Février	215,3	165,6	380,9	2,66	2,66	3,73
Mars	214,4	157,4	371,8	2,72	2,62	3,47
Avril	241,7	176,9	418,6	2,90	2,90	3,84
Mai	239,6	194,2	433,8	2,80	2,80	4,30
Juin	233,2	172,4	405,6	2,52	2,63	3,69
Juillet	250,0	180,9	430,9	2,96	2,85	3,92
Août	212,6	160,8	373,4	2,56	2,47	3,65
Septembre	241,2	163,6	404,8	2,72	2,72	3,65

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1950-1960*, Tome I. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : *Rapports annuels du Fonds des Rentes.*

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées 1	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse 2
valeur nominale										
1958	3.307	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.892	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.759	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...
1965	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	—	...	...
1966	6.426	3.269	...	...	...	4.524	1.563	—	320	...
1967	5.943	3.560	...	...	141	6.348	...	—	...	...
1966 Janvier	6.081	2.209	...	425	2.000	7.318	...	—	...	...
Février	6.976	2.271	1.050	...	666	7.307	...	—	370	...
Mars	6.945	3.621	1.950	...	...	8.272	190	—	844	...
Avril	6.969	2.970	...	...	1.588	8.186	...	—	...	...
Mai	7.508	3.092	...	...	135	7.479	...	—	...	...
Juin	7.289	2.306	4.850	...	...	7.618	591	—	2.945	...
Juillet	6.927	2.925	1.150	...	...	5.343	1.332	—	1.031	...
Août	6.826	2.822	3.425	...	...	6.034	673	—	2.989	...
Septembre	7.148	2.894	100	...	...	5.378	724	—	691	...
Octobre	6.911	2.218	800	...	...	5.293	711	—	569	...
Novembre	6.698	2.324	2.400	...	...	5.409	2.272	—	400	...
Décembre	6.426	3.269	...	...	...	4.524	1.563	—	320	...
1967 Janvier	6.044	2.674	...	...	51	5.304	...	—	...	...
Février	6.297	2.294	...	...	...	4.887	323	—	...	...
Mars	6.087	3.735	1.700	...	...	5.306	2.607	—	302	...
Avril	6.060	2.460	1.200	...	1.516	7.826	...	—	...	...
Mai	5.906	2.300	6.300	...	...	8.284	833	—	1.961	...
Juin	5.873	2.890	5.250	...	...	7.195	1.241	—	2.190	...
Juillet	5.314	1.700	...	258	2.300	6.211	...	—	...	...
Août	5.471	2.556	...	154	2.700	7.458	...	—	...	...
Septembre	5.531	2.300	...	598	3.000	7.927	...	—	...	...
Octobre	5.692	2.880	...	...	3.030	8.160	...	—	...	...
Novembre	5.702	1.869	...	2.672	503	7.301	...	—	...	...
Décembre	5.943	3.560	...	...	141	6.348	...	—	...	...

1 Y compris les opérations à réméré.

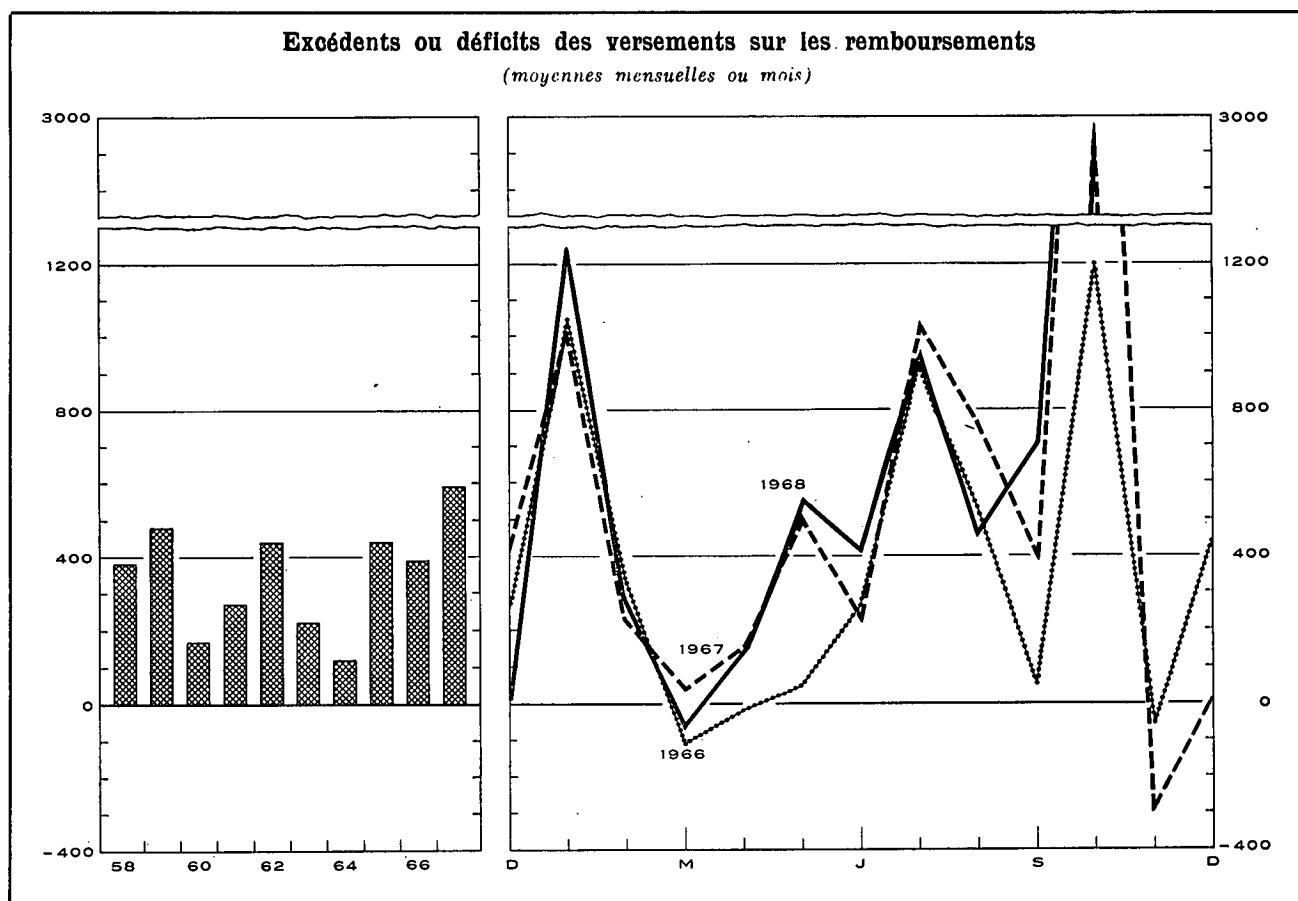
2 Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements 1		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts à fin de période 2	
	(1)	(1)	(2)	(2)	(3) = (1) - (2)	(3)	(4)	(4)
1957	16.783		14.455		2.328		60.144	
1958	18.912		14.316		4.596		66.700	
1959	21.939		16.232		5.707		74.442	
1960	21.840		19.786		2.054		78.887	
1961	22.799		19.585		3.214		84.633	
1962	25.995		20.717		5.278		92.654	
1963	26.388		23.788		2.600		97.980	
1964	28.229		26.757		1.472		102.395	
1965	32.450		27.211		5.239		112.192	
1966	37.449		32.817		4.632		120.322	
1967	45.363		38.295		7.069		131.137	
	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968
Janvier	4.318	4.558	3.283	3.305	1.035	1.253	121.357	132.389
Février	3.282	3.732	3.090	3.439	192	293	121.549	132.682
Mars	3.506	3.763	3.446	3.808	60	— 45	121.609	132.637
Avril	3.443	3.917	3.293	3.761	150	156	121.759	132.793
Mai	3.503	4.342	3.007	3.779	496	563	122.255	133.356
Juin	3.702	3.971	3.476	3.546	226	425	122.481	133.781
Juillet	3.976	4.733	2.946	3.777	1.030	956	123.511	134.737
Août	3.523	3.682	2.768	3.210	755	472	124.266	135.209
Septembre	3.447	4.270	3.034	3.545	413	725	124.679	135.934
Octobre	6.399	p6.919	3.421	p3.995	2.978	p2.924	127.657	p138.858
Novembre	2.862		3.145		— 283		127.374	
Décembre	3.402		3.385		17		131.137	

1 A partir de 1963, y compris les intérêts échus sur livrets pour dépôts à terme.

2 Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R.. Pour l'année 1967, les intérêts capitalisés s'élèvent à 8.746 millions de F.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Disponible ¹	0,2	0,3	0,3	0,3	1,9	0,8
Placements provisoires ² :						
Effets sur la Belgique	10,8	12,4	15,1	18,0	21,7	24,8
Avances à l'industrie	5,2	7,3	8,6	9,5	11,1	12,5
Crédit agricole	—	—	—	0,1	...	0,1
Crédit d'exportation	0,4	0,5	0,7	0,7	0,9	1,0
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	2,4	2,5	3,0	2,7	3,7	3,9
Certificats de Trésorerie	2,0	4,3	6,2	5,4	4,1	4,8
Prêts au jour le jour	0,8	0,7	0,9	0,9	...	0,5
Moins : valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant ³	—	—	—	—	— 1,3	— 0,6
Total des placements provisoires ² ...	21,6	27,7	34,5	37,3	40,2	47,0
Placements définitifs ²						
Rentes belges directes	20,0	20,2	23,4	23,4	21,9	21,4
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	17,8	16,6	14,8	17,5	18,6	20,8
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,7	1,7	1,6	1,5	1,5	1,9
Obligations de sociétés belges	1,0	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7
Prêts hypothécaires	3,8	4,3	4,8	5,3	5,9	6,5
Crédit agricole	3,6	3,6	3,8	4,0	4,4	4,7
Avances à la Société nationale du logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	22,2	22,7	24,0	25,0	24,6	25,8
Total des placements définitifs ² ...	71,0	71,0	74,1	78,3	78,5	82,6
Intérêts courus et non échus sur placements	1,8	2,0	2,6	3,1	3	3
Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille	—	—	—	—	6,2	5,9
PASSIF						
<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ⁴ :						
Particuliers	78,7	84,5	92,5	97,8	102,2	112,0
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	3,7	3,7	4,9	5,1	5,1	5,5
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,1	...	...	...	...
Total des dépôts sur livrets ⁴ ...	82,8	88,5	97,6	103,1	107,5	117,7
Dépôts en comptes courants ⁴	3,0	3,4	4,1	4,7	6,8	5,6
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	7,9	8,7	9,4	10,6	11,6	11,5

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel le total des placements provisoires ainsi que la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant. Comme d'autre part, il n'existe pas de valeurs comptables budgétaires publiées pour la ventilation des placements provisoires, les différentes rubriques formant cette ventilation sont reprises à une valeur non budgétaire; un poste global d'ajustement intitulé « moins valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant » permet de retrouver le total des placements provisoires comptabilisés en valeur comptable budgétaire.

³ A partir de 1964 les « intérêts courus et non échus sur placements » sont englobés dans la rubrique « Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille » qui comprend également les valeurs venues à échéance qui sont encaissées, consolidées ou renouvelées au cours de l'exercice suivant.

⁴ Comprennent les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	7,3	7,1	6,4	7,2	7,4	7,3
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	11,6	12,5	13,9	13,3	14,5	15,6
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,1	1,0	1,0	0,9	1,1	1,1
Obligations de sociétés belges	1,1	1,0	0,9	0,8	0,7	0,7
Prêts hypothécaires	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances aux caisses publiques de prêts	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	21,5	22,0	22,5	22,5	24,0	25,0
PASSIF						
Fonds des rentes ²	13,1 ²	13,4	13,6	13,7	13,9	13,9
Réserves mathématiques ³	8,8	9,4	10,1	10,8	11,8	12,8
Total ...	21,9	22,8	23,7	24,5	25,7	26,7

¹ Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Le Fonds des rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

³ Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie ²

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	3,0	2,9	2,8	3,1	2,9	2,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	2,0	2,6	3,4	3,8	4,7	5,2
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	...	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société nationale du logement	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Total ...	6,0	6,5	7,1	7,7	8,4	8,7
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ²	4,6 ²	4,9	5,3	5,7	6,1	6,5
Fonds de réserve et de participation	1,5	1,8	2,0	2,2	2,6	2,4
Total ...	6,1	6,7	7,3	7,9	8,7	8,9

¹ Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan des Caisses de Retraite concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements
(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	20,6	51,1
1964	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,6	61,7
1965	40,7	13,8	11,1	65,6	5,4	40,8	0,6	46,8	12,6	0,6	...	0,5	0,5	9,8	24,0	70,8
1966	46,3	16,7	12,5	75,5	6,5	47,3	0,8	54,6	13,6	0,9	...	0,5	0,6	11,1	26,7	81,3
1967	51,8	17,3	20,1	89,2	8,0	54,5	0,7	63,2	14,8	1,4	...	0,5	0,7	13,2	30,6	93,8
1967 Mars	47,6	17,7	13,1	78,4	6,9	48,7	0,8	56,4	14,1	1,2	...	0,5	0,5	12,2	28,5	84,9
1967 Juin	48,8	18,6	13,7	81,1	8,0	50,7	0,7	59,4	14,0	1,1	...	0,5	0,5	12,5	28,6	88,0
1967 Juin NS	47,9	16,1	18,0	82,0												
1967 Juillet	48,4	16,1	18,3	82,8												
1967 Août	49,5	16,4	18,6	84,5												
1967 Septembre	49,8	16,5	19,0	85,3	8,7	52,6	0,7	62,0	14,5	1,2	...	0,5	0,6	12,9	29,7	91,7
1967 Octobre	49,9	16,7	19,3	85,9												
1967 Novembre	50,3	16,9	19,8	87,0												
1967 Décembre	51,8	17,3	20,1	89,2	8,0	54,5	0,7	63,2	14,8	1,4	...	0,5	0,7	13,2	30,6	93,8
1968 Janvier	52,6	17,5	20,3	90,4												
1968 Février	53,5	17,6	20,9	92,0												
1968 Mars	53,2	17,9	21,5	92,6	9,1	55,8	0,7	65,6	15,9	2,2	...	0,5	1,4	14,1	34,1	99,7
1968 Avril	53,3	17,7	21,8	92,8												
1968 Mai	53,9	17,8	22,1	93,8												
1968 Juin	54,6	18,1	22,4	95,1	8,3	56,6	0,8	65,7	16,0	3,0	...	0,5	1,6	13,6	34,7	100,4
1968 Juillet	55,3	18,1	22,8	96,2												
1968 Août	56,4	18,2	23,2	97,8												
1968 Septembre	56,5	18,3	23,4	98,2												
1968 Octobre	57,1	18,5	23,8	99,4												

1 De 1963 à 1964, les postes « Obligations et bons de caisse » et « Débiteurs hypothécaires » sont gonflés respectivement de 3,7 milliards et de 4 milliards, du fait de la prise en considération dans la statistique de sociétés nouvellement agréées entre ces dates.

2 A partir de juin 1967, nouvelle série comprenant des dépôts visés par les nouvelles dispositions légales régissant les caisses d'épargne privées. A partir de cette même date les « Bons et certificats d'épargne » figurent dans la colonne « Obligations et bons de caisse » et non plus dans les colonnes des « Dépôts ».

3 Y compris des certificats émis par le Fonds des Rentes et des emprunts du Fonds des Routes détenus par les caisses d'épargne privées.

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans
(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1962	1963	1964	1965	1966	1967
ACTIF						
En-cours des crédits :						
Crédits d'investissement à long et à moyen terme :						
1° garantis par l'Etat	10,9	11,7	12,0	12,6	16,5	22,2
2° garantis par banques et organismes financiers	7,2	8,0	9,9	11,1	13,6	14,6
3° dont le risque est à charge de l'Institution	15,7	19,6	24,1	25,5	31,4	34,9
Crédit de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,6	1,5	1,3	1,2	1,2	1,1
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	—	—	0,3	0,5	0,3
Crédits commerciaux	1,0	1,5	1,4	1,0	0,9	0,9
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,3	1,3	1,5	1,5	1,5	2,1
Crédits gérés pour compte de l'Etat	2,8	2,7	2,9	3,1	3,3	4,0
Placements divers à court terme	10,7	7,5	5,6	11,3	6,4	8,0
PASSIF						
Obligations	37,5	39,4	40,9	45,6	49,7	57,4
Bons de caisse	7,3	8,4	8,8	9,3	9,0	9,1
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	1,1	1,0	3,4	5,9	8,0	8,8
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,7	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,2	1,3	1,6	1,7	2,0	2,5

1 Il s'agit de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique.*

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs	débiteurs					
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces	Total	Pour rem- boursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires	Total								
(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044	
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016	
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451	
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917	
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877	
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304	
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794	
1965	4.350	6.859	1.943	1.568	10.370	345	10.488	10.833	3.887	72.551	4.373	1.647	4.271	35.471	
1966	3.887	8.025	1.925	1.692	11.642	304	10.798	11.102	4.427	78.755	5.433	1.814	4.907	42.639	
1967	4.427	10.146	2.357	2.027	14.530	350	12.804	13.154	5.803	87.089	8.925	2.400	4.511	53.991	
1966 Octobre	4.240	929	173	163	1.265	40	958	998	4.507	77.463	4.820	1.775	5.297	5.400	
1966 Novembre	4.507	574	160	184	918	11	841	852	4.573	78.192	5.026	2.608	4.092	3.291	
1966 Décembre	4.573	894	70	151	1.115	33	1.228	1.261	4.427	78.755	5.433	2.497	4.576	3.205	
1967 Janvier	4.427	502	192	99	793	22	856	878	4.342	78.516	5.945	2.259	5.665	7.250	
1967 Février	4.342	719	218	172	1.109	21	904	925	4.526	79.457	6.791	2.715	3.741	3.824	
1967 Mars	4.526	802	199	324	1.325	31	1.256	1.287	4.564	80.258	7.695	2.598	3.904	3.912	
1967 Avril	4.564	787	175	141	1.103	22	784	806	4.861	80.410	7.872	2.005	4.736	3.603	
1967 Mai	4.861	919	101	126	1.146	37	939	976	5.031	81.403	7.886	2.607	3.902	3.560	
1967 Juin	5.031	956	171	192	1.319	30	1.259	1.289	5.061	82.498	7.719	2.565	4.126	3.315	
1967 Juillet	5.061	885	214	127	1.226	14	1.149	1.163	5.124	82.874	8.168	1.814	5.710	6.126	
1967 Août	5.124	651	267	131	1.049	41	823	864	5.309	83.733	8.320	2.228	4.654	3.370	
1967 Septembre	5.309	882	161	116	1.159	18	1.030	1.048	5.420	84.773	8.790	2.427	4.579	4.177	
1967 Octobre	5.420	1.143	183	151	1.477	24	1.333	1.357	5.540	85.172	9.342	1.923	5.348	5.076	
1967 Novembre	5.540	1.077	332	213	1.622	48	1.232	1.280	5.882	86.476	8.624	2.322	4.708	5.491	
1967 Décembre	5.882	823	144	235	1.202	42	1.239	1.281	5.803	87.089	8.925	3.333	3.063	4.287	
1968 Janvier	5.803	848	256	166	1.270	34	1.196	1.230	5.843	87.088	8.630	2.482	4.427	7.821	
1968 Février	5.843	776	268	177	1.221	29	1.120	1.149	5.915	88.075	9.685	3.312	3.418	4.682	
1968 Mars	5.915	825	157	353	1.335	34	1.301	1.335	5.915	88.988	9.880	3.298	3.729	4.742	
1968 Avril	5.915	884	306	180	1.370	40	892	932	6.353	89.243	10.066	2.607	4.758	5.073	
1968 Mai	6.353	1.184	162	600	1.946	14	1.540	1.554	6.745	90.600	10.353	3.763	3.571	6.589	
1968 Juin	6.745	1.158	87	177	1.422	28	1.230	1.258	6.909	91.810	10.749	3.815	3.846	3.581	
1968 Juillet	6.909	1.039	254	251	1.544	55	1.358	1.413	7.040	92.207	11.138	2.678	4.700	7.300	
1968 Août	7.040	1.151	117	243	1.511	17	1.136	1.153	7.398	93.473	10.980	3.021	4.766	2.750	
1968 Septembre	7.398	1.218	374	224	1.816	46	1.467	1.513	7.701	95.004	11.036	4.447	3.920	4.648	
1968 Octobre	7.701	1.552	337	240	2.129	36	2.022	2.058	7.772	95.813	10.874	4.324	4.609	6.624	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	3,1	3,5	3,7	4,2	5,1	1,6	1,7	2,0	2,4	2,5
Prêts hypothécaires	11,4	12,1	14,2	15,4	16,7	3,2	3,6	4,2	4,4	4,8
Prêts sur police	1,3	1,4	1,5	1,6	1,9	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	5,7	5,9	6,2	6,6	7,4	3,6	3,7	3,8	3,9	4,3
Valeurs étrangères	1,5	1,9	1,9	2,0	2,2	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4
Valeurs congolaises	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Titres des organismes para- stataux de crédit	4,6	5,0	5,1	6,0	6,3	0,8	0,8	0,9	1,1	1,1
Titres des autres organismes parastataux	1,6	1,6	1,9	1,9	2,2	1,1	1,1	1,0	0,9	1,0
Titres des provinces et com- munes	1,8	1,9	1,8	1,5	1,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4
Obligations de sociétés belges	8,1	9,0	9,2	10,8	11,4	0,6	0,6	0,6	0,7	0,8
Actions de sociétés belges ...	2,3	2,9	3,0	3,2	3,3	0,7	0,7	0,8	0,8	0,7
Total des valeurs mobilières ...	25,7	28,3	29,2	32,1	34,5	7,7	7,9	8,0	8,2	8,7

PASSIF

Cautionnements déposés	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Réserves mathématiques	41,7	45,3	49,1	54,1	59,2	12,6	13,6	14,7	15,4	16,5

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

XIV - 10. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1959	2,13
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1964	3,93
1965	3,89
1966	4,51
1967	4,91
1967 1 ^{er} trimestre .	4,98
2 ^e trimestre .	5,12
3 ^e trimestre .	4,49
4 ^e trimestre .	5,03
1968 1 ^{er} trimestre .	4,52
2 ^e trimestre .	4,96
3 ^e trimestre .	5,24

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : inscriptions hypothécaires. — *Comptes rendus des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Economie belge en 1966*. — *Rapports annuels de la S.N.C.I., de l'O.C.D.E. et du Crédit Communal de Belgique*.

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
I. Particuliers :											
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôts</i> ² :											
Caisse d'épargne	5,3	6,3	5,6	9,3	10,2	6,7	9,3	14,0	12,1	9,9	17,7
Banques	2,2	0,7	1,1	3,8	4,8	4,0	10,4	5,5	8,7	6,7	15,1
Institutions paraétatiques de crédit	0,5	0,6	0,2	1,4	0,9	0,7	1,3	1,4	1,9	2,9	4,0
Mutualités	—	—	—	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2
Total ...	8,0	6,2	6,5	14,6	16,0	11,6	21,2	21,1	22,9	19,8	37,0
Doubles emplois ³ ...	- 0,8	- 0,2	- 0,3	- 2,5	- 0,9	- 2,3	- 5,9	- 1,7	- 0,7	- 0,4	- 8,8
Total net ...	7,2	6,0	6,2	12,1	15,1	9,3	15,3	19,4	22,2	19,4	28,2
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :											
Organismes de pensions	1,2	1,4	1,3	1,5	1,2	1,4	0,7	1,0	0,9	1,3	1,4
Organismes d'assurance-accidents du travail ..	1,0	1,1	1,0	1,0	0,8	0,5	1,1	0,9	1,1	1,4	1,4
Caisses de vacances annuelles	0,2	0,1	0,5	0,4	1,4	0,2	0,3	—	0,2	1,0	0,6
Organismes d'assurance-vie	3,5	3,5	3,5	3,9	5,4	5,5	4,9	4,6	4,5	7,1	6,1
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	1,1	1,6	1,7	0,7
Total ...	6,6	6,8	7,0	6,7	9,5	8,4	7,8	7,6	8,3	12,5	10,2
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :											
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	6,1	6,7	7,3	7,1	8,5	9,2	10,0	12,1	12,4	12,6	15,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	1,7	0,9	1,8	1,5	2,8	3,7	4,4	5,4	4,5	11,2	18,4
Total ...	7,8	7,6	9,1	8,6	11,3	12,9	14,4	17,5	16,9	23,8	33,5
E. <i>Emissions de capitaux</i> :											
Nouveaux placements du public	11,2	10,7	14,5	18,4	18,0	18,5	13,4	15,8	9,0	20,5	19,8
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	- 0,7	- 0,7	- 1,0	+ 0,3	- 0,5	- 1,5	- 0,9	- 0,8	- 1,9	- 1,8	- 1,9
Epargne nette totale ...	32,1	30,4	35,8	46,1	53,4	47,6	50,0	59,5	54,5	74,4	89,8
Amortissements sur habitations ...	6,2	6,5	7,1	7,6	7,6	7,8	8,1	8,8	9,6	10,6	11,8
Epargne brute totale ...	38,3	36,9	42,9	53,7	61,0	55,4	58,1	68,3	64,1	85,0	101,6
II. Entreprises :											
A. <i>Entreprises privées</i> :											
Epargne nette	13,5	13,4	8,2	3,8	9,6	10,1	11,0	9,2	15,8	16,1	15,0
Amortissements	25,1	26,9	28,7	29,7	31,1	34,3	35,7	38,7	41,7	47,1	46,4
Epargne brute ...	38,6	40,3	36,9	33,5	40,7	44,4	46,7	47,9	57,5	63,2	61,4
B. <i>Entreprises publiques autonomes</i> :											
Epargne nette	1,5	1,5	0,8	1,0	1,3	1,7	1,5	1,3	1,7	1,7	0,4
Amortissements	2,6	2,7	2,7	2,3	2,0	2,2	2,2	2,7	3,1	3,3	3,7
Epargne brute ...	4,1	4,2	3,5	3,3	3,3	3,9	3,7	4,0	4,8	5,0	4,1
Total général particuliers et entreprises ...											
Epargne nette ...	47,1	45,3	44,8	50,9	64,3	59,4	62,5	70,0	72,0	92,2	105,2
Epargne brute ...	81,0	81,4	83,3	90,5	105,0	103,7	108,5	120,2	126,4	153,2	167,1

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

Référence bibliographique : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur, ²					Titres non accessibles à tout placeur			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales	Emissions brutes ⁵	Amortissements	Emissions nettes	
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes (3) = (1) - (2)						
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)		
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1961 ⁶	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0
	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9
	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	- 2,2	2,9
	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9
	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7	17,2
	1966	31,3	19,4	11,9	—	11,9	1,2	0,2	1,0	12,9
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1961	3,6	1,5	2,1	—	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2
	1962	3,4	1,5	1,9	—	1,9	3,9	0,7	3,2	5,1
	1963	3,0	1,4	1,6	—	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0
	1964	5,4	1,1	4,3	—	4,3	7,0 ⁷	3,5 ⁷	3,5	7,8
	1965	5,5	4,8	0,7	—	0,7	5,1	2,5	2,6	3,3
	1966	0,4	2,1	- 1,7	—	- 1,7	5,1	3,1	2,0	0,3
3. Organismes paraétatiques de crédit	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8
	1962	...	2,7	- 2,7	6,9	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0
	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0
	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,3	1,3	2,0	3,0
	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2	9,3
	1966	1,1	0,4	0,7	4,0	4,7	4,9	1,9	3,0	7,7
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1	9,0
	1966	9,1	3,1	6,0	5,8	11,8	0,3	0,2	0,1	11,9
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7
	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1
	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	- 0,2	1,5
	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,9	0,5	0,4	- 0,1
	1965	2,0	2,7	- 0,7	—	- 0,7	1,4	0,5	0,9	0,2
	1866	4,5	3,3	1,2	—	1,2	1,8	0,7	1,1	2,3
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,2	7,3	5,9	23,7
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	13,3	6,8	6,5	39,0
	1966	46,4	28,3	18,1	9,8	27,9	13,3	6,1	7,2	35,1

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

Jusqu'en 1965, les émissions au robinet de bons de caisse à court terme (un an au plus) des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique sont comprises dans les montants des émissions nettes au robinet, faute d'avoir pu être isolées. A partir de 1966, les chiffres de la colonne (4) ne comprennent plus que les émissions nettes à long et moyen terme (à plus d'un an); le montant des émissions nettes à un an au plus de l'année 1966 (« organismes paraétatiques » néant, « Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal de Belgique » 0,6 milliard) ne figure donc plus dans le présent tableau.

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à court terme en FB de l'Etat : en 1961 : 2,7; en 1962 : 2,3; en 1963 : 8,8; en 1964 : 2,5; en 1965 : 7,4; en 1966 : 4,5.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ En 1961, la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée. Cette opération a entraîné le passage de 1,4 milliard de la rubrique des titres non accessibles à tout placeur à celle des titres accessibles à tout placeur.

⁷ Les chiffres relatifs au Fonds de Dotation des Pensions de la Guerre comprennent en émissions brutes 2.844 millions de consolidation (intérêts et amortissements non remboursés à leur échéance) et 1.561 millions en remboursements ayant trait aux années 1961 à 1963.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ¹ (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission ²	Rendement pour le porteur	
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale
1967	Janvier	9	7,00	99,00	10 ans	2.500	7,17	—	7,14
	Janvier	30	6,75 — 7,00 ³	100,00	5 a. 7 ½ m. ou 11 a. 7 ½ m.	5.800	6,86	6,76	6,92
	Janvier	30	7,00	99,50	15 ans	7.710	7,08	—	7,06
	Février	20	7,00	99,50	10 ou 20 ans	2.000	—	7,07	7,14
	Mars	22	6,75 — 7,00 ⁴	99,50	6 ou 12 ans	4.000	6,92	6,85	6,97
	Avril	22	7,00	99,50	15 ans	6.000	7,08	—	7,06
	Mai	17	6,75 — 7,00 ⁵	99,50	6 ou 15 ans	3.500	6,92	6,85	6,96
	Juin	10	6,75 — 7,00 ⁶	100,00	5 ans 3 m. ou 11 ans 3 m.	8.960	6,88	6,74	6,91
	Juin	15	7,00	99,50	14 ans 7 ½ mois	5.330	7,08	—	7,06
	Août	15	6,75 — 7,00 ⁷	99,00	5 ou 10 ans	800	n.d.	6,99	7,10
	Septembre	28	6,75 — 7,00 ⁴	99,50	6 ou 12 ans	500	—	6,85	6,97
	Octobre	2	6,75 — 7,00 ⁸	100,00	6 ans 4 m. ou 14 ans 4 m.	10.000	6,82	6,75	6,86
	Novembre	6	7,00	99,50	12 ans	2.000	n.d.	—	7,12
	Décembre	4	6,75	99,50	12 ans	6.000	6,83	—	6,81
						65.100			
1968	Janvier	8	6,75	98,25	12 ans	1.000	7,04	—	6,97
	Janvier	11	6,75	99,00	12 ans	500	—	—	6,93
	Février	7	6,75	99,50	10 ans	10.000	6,84	—	6,82
	Mars	20	6,75	99,00	12 ans	5.000	6,89	—	6,88
	Avril	16	6,75	99,75	15 ans	2.500	6,79	—	6,78
	Mai	13	6,75	99,75	15 ans	2.000	n.d.	—	6,78
	Mai	13	6,75	99,75	15 ans	1.000	n.d.	—	6,78
	Juin	17	6,50 — 6,75 ⁹	99,50	7 ou 15 ans	10.000	6,65	6,59	6,70
	Septembre	9	6,50 — 6,75 ¹⁰	99,50	6 ou 12 ans	8.665	6,68	6,60	6,72
	Septembre	9	6,75	99,25	12 ans	12.185	6,86	—	6,84
	Octobre	24	6,75	99,00	14 ans	4.500	6,91	—	6,86
	Décembre	2	6,75	99,00	15 ans	8.000	6,90	—	6,86

- ¹ Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.
- ² Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission. Ce rendement est calculé sur la base des taux d'intérêt avant retenues fiscales à la source.
- ³ Intérêts : 6,75 % pendant 5 ans 7 ½ mois, ensuite 7 % pendant 6 ans.
- ⁴ Intérêts : 6,75 % pendant les 6 premières années, 7 % pendant les 6 dernières années.
- ⁵ Intérêts : 6,75 % pendant les 6 premières années, 7 % pendant les 9 dernières années.
- ⁶ Intérêts : 6,75 % pendant 5 ans 8 mois, ensuite 7 % pendant 6 ans.
- ⁷ Intérêts : 6,75 % pendant les 5 premières années, 7 % pendant les 5 dernières années.
- ⁸ Intérêts : 6,75 % pendant 6 ans 4 mois, ensuite 7 % pendant 8 ans.
- ⁹ Intérêts : 6,50 % pendant 7 ans, ensuite 6,75 % pendant les 8 dernières années.
- ¹⁰ Intérêts : 6,50 % pendant les 6 premières années, ensuite 6,75 % pendant les 6 dernières années.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté ¹		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montants émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission	
Mois	Jour							
1965	Janvier	29	Sabena	5-5,125	100,0	7 ans 6 mois	U.S. \$ 8	5,17
	Mai	20	R.T.T.	5,25-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 20	6,00
1966	Janvier	6	Sabena	5,75	100,0	8 ans	U.S. \$ 7,2	5,83
	Janvier	31	Sabena	5,375-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 7,7	5,50

- ¹ La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau comme indiquant, de façon aussi approchée que possible l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtés, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.
- * Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe 2	Dette indirecte	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise du Congo) 2	Dette reprise du Congo 3	Dette totale (y compris la dette reprise du Congo) 2
	en francs belges					en monnaies étrangères							
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avances libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2					
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2		
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6		
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8		
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6		
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6		
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6		
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1		
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0		
1962	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2		
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966													
Septembre	311,9	7,7	59,0	40,7	419,3	14,6	32,4	47,0	466,3	32,4	498,7	4,0	502,7
Octobre	308,3	7,7	62,7	43,6	422,3	14,5	35,3	49,8	472,1	32,2	504,3	4,0	508,3
Novembre	306,4	7,7	67,7	41,9	423,7	14,4	35,5	49,9	473,6	32,2	505,8	3,9	509,7
Décembre	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4
1967													
Janvier	304,0	7,8	68,1	44,6	424,5	14,3	35,4	49,7	474,2	30,9	505,1	3,9	509,0
Février	311,2	7,8	70,4	42,5	431,9	14,2	34,1	48,3	480,2	30,8	511,0	3,8	514,8
Mars	310,2	7,8	73,3	42,7	434,0	14,0	33,9	47,9	481,9	30,8	512,7	3,7	516,4
Avril	308,6	8,0	74,3	44,9	435,8	13,8	33,9	47,7	483,5	32,3	515,8	3,7	519,5
Mai	305,7	8,2	75,0	43,0	431,9	13,8	35,8	49,6	481,5	36,6	518,1	3,7	521,8
Juin	308,3	8,2	69,3	43,0	428,8	13,6	40,9	54,5	483,3	36,0	519,3	3,7	523,0
Juillet	311,8	8,2	58,6	44,8	423,4	13,5	42,0	55,5	478,9	35,3	514,2	3,7	517,9
Août	311,0	8,4	65,0	42,4	426,8	13,3	42,2	55,5	482,3	35,2	517,5	3,6	521,1
Septembre	310,3	8,6	68,0	41,5	428,4	13,2	42,4	55,6	484,0	35,1	519,1	3,5	522,6
Octobre	319,1	8,0	60,1	45,1	432,3	13,1	42,7	55,8	488,1	34,9	523,0	3,5	526,5
Novembre	317,9	8,0	68,3	43,7	437,9	13,0	42,6	55,6	493,5	34,8	528,3	3,5	531,8
Décembre	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9
1968													
Janvier	315,4	8,5	63,2	47,5	434,6	12,9	42,5	55,4	490,0	40,4	530,4	3,5	533,9
Février	324,3	8,5	62,7	43,6	439,1	12,7	42,2	54,9	494,0	40,4	534,4	3,4	537,8
Mars	323,7	8,5	67,0	44,1	443,3	12,5	42,2	54,7	498,0	40,2	538,2	3,3	541,5
Avril	322,7	8,5	67,1	48,8	447,1	12,3	42,2	54,5	501,6	40,5	542,1	3,3	545,4
Mai	322,1	8,5	77,6	43,6	451,8	12,3	42,2	54,5	506,3	40,4	546,7	3,3	550,0
Juin	326,4	8,5	75,6	44,3	454,8	12,1	42,2	54,3	509,1	40,3	549,4	3,3	552,7
Juillet	330,3	8,5	60,5	45,3	444,6	12,0	42,2	54,2	498,8	40,2	539,0	3,3	542,3
Août	329,7	8,3	68,1	42,8	448,9	11,8	43,2	55,0	503,9	40,1	544,0	3,2	547,2
Septembre	340,2	9,3	60,3	43,8	453,6	11,7	43,1	54,8	508,4	40,0	548,4	3,1	551,5
Octobre	337,5	9,7	62,5	47,1	456,8	11,6	43,4	55,0	511,8	39,8	551,6	3,1	554,7

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966
Etat 2	231,8	238,8	250,8	268,0	277,1	66,6 ³	64,4 ³	64,2 ³	64,8 ³	65,8 ³	298,4 ³	303,2 ³	315,0 ³	332,8 ³	342,9 ³
Organismes publics de crédit non monétaires 4	106,1	113,2	120,0	132,3	144,5	21,9	23,1	25,0	27,0	29,3	128,0	136,3	145,0	159,3	173,8
Paraétatiques d'exploitation	26,5	28,3	28,3	27,6	29,8	6,5	6,2	6,5	7,9	9,1	33,0	34,5	34,8	35,5	38,9
Sécurité sociale	—	—	—	—	—	9,8	11,7	13,2	15,0	16,8	9,8	11,7	13,2	15,0	16,8
Secteur public non compris ailleurs	26,8	27,2	26,5	30,3	36,5	10,6	11,1	13,1	14,1	14,5	37,4	38,3	39,6	44,4	51,0
Total ...	391,2	407,5	425,6	458,2	487,9	115,4	116,5	122,0	128,8	135,5	506,6	524,0	547,6	587,0	623,4
Pour mémoire : Titres congolais et Titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion 5	10,1	10,1	10,1	11,4	11,5	0,8	0,8	0,8	—	—	10,9	10,9	10,9	11,4	11,5

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966
A. Secteurs non financiers :															
Entreprises, particuliers, Etranger	212,2	214,2	229,0	245,5	265,0	5,8	5,4	6,0	6,9	8,7	218,0	219,6	235,0	252,4	273,7
Paraétatiques d'exploitation	3,2	3,5	3,4	3,5	3,6	0,4	0,5	0,2	0,2	0,2	3,6	4,0	3,6	3,7	3,8
Secteur public non compris ailleurs 6	1,7	1,9	1,9	2,1	2,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,8	2,0	2,0	2,2	2,2
Sécurité sociale	1,7	1,5	2,6	4,8	6,7	0,8	1,2	1,5	1,3	1,6	2,5	2,7	4,1	6,1	8,3
B. Intermédiaires financiers :															
Organismes monétaires 7	49,3	51,7	52,3	61,5	64,7	59,5 ³	58,6 ³	59,3 ³	60,9 ³	62,0 ³	108,8 ³	110,3 ³	111,6 ³	122,4 ³	126,7 ³
Fonds des Rentes	6,9	7,5	5,9	5,4	5,5	—	—	—	—	—	6,9	7,5	5,9	5,4	5,5
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	44,1	48,1	47,0	50,0	51,4	15,8	17,7	19,9	20,9	22,2	59,9	65,8	66,9	70,9	73,6
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	62,4	69,1	73,6	75,4	78,7	30,7	31,7	34,4	37,8	39,6	93,1	100,8	108,0	113,2	118,3
Organismes publics de crédit non monétaires ...	9,7	10,0	9,9	10,0	10,2	2,3	1,3	0,6	0,7	1,1	12,0	11,3	10,5	10,7	11,3
Total ...	391,2	407,5	425,6	458,2	487,9	115,4	116,5	122,0	128,8	135,5	506,6	524,0	547,6	587,0	623,4

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 19,8 milliards en 1962, 18,8 milliards en 1963, 1964, 1965 et 1966.

4 Y compris les bons de caisse à un an.

5 Années 1961 à 1964 : emprunts qui ont été ultérieurement déclarés admissibles à l'emprunt du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, y compris l'emprunt « Fifteen Year 5 ¼ % External Loan of 1958 » ; années 1965 et 1966 : titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

6 A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

7 A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

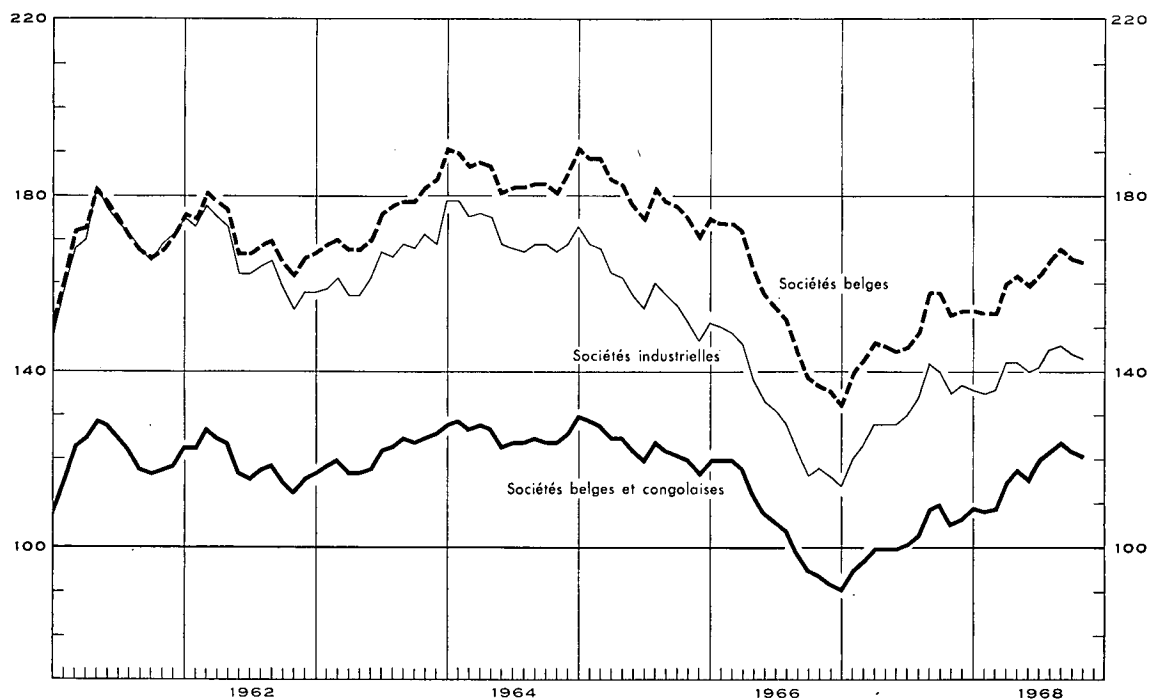
Références bibliographiques : Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV^e année, vol. II, n° 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émises jusqu'au 30 juin 1960 ». — XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — XLII^e année, vol. I, n° 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — Statistiques Economiques belges 1960-1966.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES

Indices des cours des actions au comptant

(Base 1953 = 100)



Périodes	Capitaux traités moyennes par séances (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions								Taux de rendement 3 5					
		Au comptant				A terme				Valeurs belges					
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges			A terme	Ensemble	Sociétés industrielles			Ensemble	Sociétés industrielles			
			Ensemble					Ensemble				Ensemble			
(Base 1953 = 100) 2 4												en %			
1958 Moyenne mensuelle ...	70	135	145	137	117	4,6	5,3								
1959 Moyenne mensuelle ...	105	137	166	156	129	3,4	3,4								
1960 Moyenne mensuelle ...	93	121	162	156	116	3,4	3,2								
1961 Moyenne mensuelle ...	103	120	169	168	115	3,5	3,4								
1962 Moyenne mensuelle ...	82	119	171	166	113	3,5	3,4								
1963 Moyenne mensuelle ...	88	121	174	164	116	3,4	3,3								
1964 Moyenne mensuelle ...	91	126	185	172	115	3,2	3,0								
1965 Moyenne mensuelle ...	83	123	181	159	114	3,4	3,5								
1966 Moyenne mensuelle ...	71	107	156	132	102	4,1	4,2								
1967 Moyenne mensuelle ...	81	104	148	130	105	4,2	4,0								
		1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968
Janvier	53	119	91	109	133	154	114	136	89	114	4,7	3,9 ⁶	4,8	4,0 ⁶	
Février	68	95	95	108	140	153	120	135	93	120	4,4	4,0	4,5	4,0	
Mars	66	144	97	109	143	153	123	136	95	123	4,4	3,8	4,3	3,8	
Avril	79	123	100	115	147	160	128	142	98	129	4,3	3,9	4,1	3,8	
Mai	84	161	100	118	146	162	128	142	100	139	4,4	3,9	4,1	3,8	
Juin	79	143	100	116	145	160	128	140	102	136	4,3	3,9	4,0	3,7	
Juillet	65	156	101	120	146	162	130	141	104	145	4,3	3,8	4,0	3,6	
Août	75	128	103	122	149	166	134	145	108	146	4,1	3,7	3,8	3,6	
Septembre	114	144	109	124	158	168	142	146	113	150	3,9	3,7	3,6	3,6	
Octobre	92	129	110	122	158	166	140	144	118	146	4,1	3,8	3,8	3,7	
Novembre	89		106	121	153	165	135	143	115	144	4,1		3,8		
Décembre	109		107		154		137		114		4,1		3,8		
											3,9 ⁶		3,9 ⁶		

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).
 2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois ; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.
 3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé au cours à la fin du mois.
 4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.
 5 Bourse de Bruxelles.
 6 Nouvelle série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1959	51	4.029	3.514	835	37,6	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	11.096	514
1964	53	6.750	5.234	1.532	0,3	788	63	11.066	505
1965	55	9.077	4.813	1.789	1,1	902	73	11.055	521
1966	54	9.361	5.893	1.848	3,4	1.022	74	11.618	541
1967	50	10.073	7.170	1.939	10,0	1.084	n.d.	n.d.	540

Sociétés financières et immobilières ⁵

1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	13.309	665
1964	1.712	35.908	20.419	3.781	245	2.359	141	15.752	735
1965	1.778	37.587	21.571	3.901	342	2.414	142	17.384	1.015
1966	1.819	38.978	22.978	4.377	349	2.519	156	19.727	1.353
1967	1.862	44.376	26.180	4.395	398	2.824	n.d.	n.d.	n.d.

Industrie des fabrications métalliques

1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	1.881	118
1964	1.264	18.630	13.597	3.691	627	1.129	144	1.826	109
1965	1.379	20.030	15.778	4.547	913	1.612	150	1.847	111
1966	1.396	21.522	17.264	4.772	923	1.284	163	2.075	113
1967	1.390	23.438	19.235	4.003	1.365	1.307	n.d.	n.d.	139

Métallurgie du fer

1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	5.764	321
1964	100	17.909	16.112	1.058	705	345	26	6.328	348
1965	100	19.373	17.690	1.027	411	668	47	6.931	398
1966	96	21.253	18.157	550	152	253	23	6.551	434
1967	93	23.949	18.465	770	373	233	n.d.	n.d.	404

Industrie textile

1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	357	21
1964	912	11.231	10.351	1.256	370	376	70	327	20
1965	981	12.012	11.136	1.097	408	305	74	340	21
1966	986	12.827	11.095	1.323	781	377	79	321	23
1967	976	13.124	11.415	1.287	695	343	n.d.	n.d.	20

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
Industrie alimentaire									
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	872	49
1964	685	10.983	7.540	1.356	162	617	55	938	59
1965	723	11.589	8.697	1.618	150	632	59	940	64
1966	725	12.131	9.463	1.720	153	742	73	894	61
1967	729	12.907	10.847	2.140	307	793	n.d.	n.d.	59
Industrie chimique									
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	881	55
1964	542	17.022	8.522	2.374	358	1.222	76	789	51
1965	601	18.733	9.302	2.889	402	1.228	86	669	52
1966	606	20.177	9.751	2.844	414	1.525	96	584	44
1967	607	22.294	10.657	2.737	633	1.492	n.d.	n.d.	38
Electricité									
1959	41	17.422	6.609	1.748	...	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	...	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	3	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	...	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	...	1.657	85	8.602	443
1964	29	23.281	3.849	2.200	...	1.813	87	8.896	545
1965	28	23.710	4.169	2.304	1	1.972	91	12.295	550
1966	24	23.460	4.327	2.280	5	1.865	94	13.281	769
1967	16	14.570	2.152	1.340	5	1.219	n.d.	n.d.	865
Industrie du charbon									
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	253	23
1964	36	7.043	1.020	423	356	268	29	339	13
1965	35	7.979	1.580	185	656	145	16	308	21
1966	30	6.951	1.994	196	586	81	9	282	20
1967	30	7.005	1.824	81	807	69	n.d.	n.d.	19
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶									
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	49.441	2.510
1964	14.498	205.933	126.884	26.664	4.241	12.437	1.278	51.951	2.740
1965	14.706	220.447	136.028	29.522	4.703	13.510	1.362	57.415	3.197
1966	14.913	231.698	145.645	30.420	5.119	13.491	1.439	60.964	3.790
1967	15.021	242.232	157.585	28.866	7.431	13.233	n.d.	n.d.	n.d.

Notes voir fin du tableau XVII - 2., page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vic au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)						(8)	(9)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	523	30
1964	316	41.009	28.955	2.975	850	1.358	105	711	35
1965	302	41.282	30.474	3.537	600	1.632	117	1.097	32
1966	299	41.447	32.682	3.484	921	2.110	137	1.818	60
1967	278	40.306	32.720	2.711	5.165	2.335	n.d.	n.d.	n.d.

C. — Total général des sociétés par actions ⁶

1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.125
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	49.964	2.540
1964	14.814	246.942	155.840	29.639	5.091	13.795	1.383	52.662	2.775
1965	15.008	261.729	166.502	33.059	5.303	15.142	1.479	58.512	3.229
1966	15.212	273.145	178.327	33.904	6.040	15.601	1.576	62.782	3.850
1967	15.299	282.538	190.305	31.577	12.596	15.568	n.d.	n.d.	n.d.

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligatoire en vic au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ^{1 5}

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1966 Janvier	122	2,3	1,4	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	280	3,3	3,2	1,1	0,1	0,2	0,5
3 premiers mois	1.683	24,9	16,1	4,6	0,4	1,8	0,7
4 premiers mois	4.134	58,5	40,6	8,8	1,4	3,6	1,0
5 premiers mois	7.705	137,8	81,9	17,4	3,1	7,8	1,3
6 premiers mois	9.729	164,1	101,1	22,2	3,8	9,7	1,5
7 premiers mois	10.297	170,7	107,4	23,1	4,0	10,2	1,9
8 premiers mois	10.498	171,9	108,2	23,3	4,0	10,2	2,0
9 premiers mois	10.851	173,9	109,8	23,7	4,1	10,3	2,3
10 premiers mois	11.347	185,8	120,3	24,5	4,3	10,6	2,5
11 premiers mois	11.712	197,1	126,6	25,9	4,4	11,4	2,9
12 mois	12.076	215,2	136,0	28,0	4,5	12,8	3,3
12 mois (avec supplément) ⁶	14.942	230,8	145,6	30,5	5,1	13,5	3,3
1967 Janvier	136	2,8	1,7	0,3	0,1	0,2	0,3
2 premiers mois	287	4,4	4,5	0,9	0,2	0,3	0,5
3 premiers mois	1.603	24,6	18,4	4,0	0,7	1,7	0,8
4 premiers mois	4.242	67,0	47,3	8,0	2,4	3,5	1,0
5 premiers mois	7.653	146,9	84,8	15,4	4,6	7,4	1,4
6 premiers mois	9.661	174,1	106,3	19,8	5,3	9,4	1,6
7 premiers mois	10.283	183,8	114,7	20,9	5,6	10,0	2,0
8 premiers mois	10.483	185,1	115,9	21,0	5,6	10,0	2,1
9 premiers mois	10.811	187,2	117,9	21,5	5,7	10,1	2,4
10 premiers mois	11.299	197,3	126,8	22,6	5,9	10,5	2,6
11 premiers mois	11.640	206,5	132,8	23,9	6,0	11,2	3,0
12 mois	12.012	215,6	140,3	25,0	6,1	11,9	3,5
12 mois (avec supplément) ⁶	15.021	242,2	157,6	28,9	7,4	13,2	3,5

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts 3
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1966 Janvier	1	...	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	3	0,1	0,2	...	...	...	...
3 premiers mois	19	0,6	0,3	...	...	...	...
4 premiers mois	43	2,7	0,7	0,1	0,1	0,1	...
5 premiers mois	99	8,5	9,6	0,7	0,2	0,4	0,1
6 premiers mois	199	25,9	24,5	2,1	0,8	1,1	0,1
7 premiers mois	229	28,2	27,0	2,2	0,9	1,1	0,1
8 premiers mois	229	28,2	27,0	2,2	0,9	1,1	0,1
9 premiers mois	235	28,3	27,1	2,2	0,9	1,1	0,1
10 premiers mois	249	29,6	27,7	2,2	0,9	1,2	0,1
11 premiers mois	267	32,7	29,3	2,4	0,9	1,3	0,1
12 mois	282	34,4	30,4	2,5	0,9	1,4	0,1
12 mois (avec supplément) ⁶	300	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1
1967 Janvier	2	0,1	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	4	0,1	0,2	...	...	...	...
3 premiers mois	20	0,7	0,2	0,1	...	...	...
4 premiers mois	41	3,0	0,5	0,1	0,1	0,1	...
5 premiers mois	88	15,5	11,7	1,8	0,1	1,2	0,1
6 premiers mois	176	23,6	17,4	2,3	0,3	1,6	0,1
7 premiers mois	203	25,5	19,2	2,3	0,3	1,6	0,1
8 premiers mois	204	25,6	19,4	2,3	0,3	1,7	0,1
9 premiers mois	208	26,2	19,7	2,3	0,3	1,7	0,1
10 premiers mois	221	26,7	19,9	2,3	0,3	1,7	0,1
11 premiers mois	237	29,7	21,6	2,5	0,4	1,8	0,1
12 mois	250	30,3	22,1	2,5	0,5	1,8	0,1
12 mois (avec supplément) ⁶	278	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1

C. — Total général ⁴

1966 Janvier	123	2,3	1,6	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	283	3,3	3,4	1,2	0,1	0,2	0,5
3 premiers mois	1.702	25,5	16,4	4,7	0,4	1,8	0,8
4 premiers mois	4.177	61,2	41,3	8,9	1,5	3,7	1,0
5 premiers mois	7.804	146,3	91,5	18,1	3,3	8,3	1,4
6 premiers mois	9.928	190,0	125,6	24,3	4,6	10,8	1,6
7 premiers mois	10.526	198,9	134,4	25,3	4,9	11,3	2,0
8 premiers mois	10.727	200,1	135,2	25,5	4,9	11,3	2,1
9 premiers mois	11.086	202,2	136,9	25,9	5,0	11,4	2,4
10 premiers mois	11.596	215,4	148,0	26,7	5,2	11,8	2,6
11 premiers mois	11.979	229,8	155,9	28,3	5,3	12,7	3,0
12 mois	12.358	249,6	166,4	30,5	5,4	14,2	3,4
12 mois (avec supplément) ⁶	15.242	272,2	178,3	34,0	6,0	15,6	3,4
1967 Janvier	138	2,9	1,9	0,3	0,1	0,2	0,3
2 premiers mois	291	4,5	4,7	0,9	0,2	0,3	0,5
3 premiers mois	1.623	25,3	18,6	4,1	0,7	1,7	0,8
4 premiers mois	4.283	70,0	47,8	8,1	2,5	3,6	1,0
5 premiers mois	7.741	162,4	96,5	17,2	4,7	8,6	1,5
6 premiers mois	9.837	197,7	123,7	22,1	5,6	11,0	1,7
7 premiers mois	10.486	209,3	133,9	23,2	5,9	11,6	2,1
8 premiers mois	10.687	210,7	135,3	23,3	5,9	11,7	2,2
9 premiers mois	11.019	213,4	137,6	23,8	6,0	11,8	2,5
10 premiers mois	11.520	224,0	146,7	24,9	6,2	12,2	2,7
11 premiers mois	11.877	236,2	154,4	26,4	6,4	13,0	3,1
12 mois	12.262	245,9	162,4	27,5	6,6	13,7	3,6
12 mois (avec supplément) ⁶	15.299	282,5	190,3	31,6	12,6	15,5	3,6

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁵ Y compris les sociétés de droit congolais converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont pas comprises dans la statistique.

⁶ Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)				(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1959	10.227	3.760	3.196	1.530	1.666	814	2.480	6.240	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	7.005	12.660
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	11.526	14.614
1963	14.956	6.541	4.640	1.648	2.992	418	3.410	9.951	12.018
1964	21.556	11.568	3.848	2.108	1.740	1.024	2.764	14.332	14.200
1965	22.797	11.042	6.126	2.044	4.082	1.296	5.378	16.420	17.795
1966	29.935	p 13.940	3.126	2.143	983	1.928	2.911	p 16.851	15.987
1967	33.471	n.d.	p 3.057	p 2.722	p 335	p 3.728	p 4.063	n.d.	p 24.023

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³

1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	209	82	...	85	— 85	— 24	— 109	— 27	— 64
1962	398	204	4	32	— 28	...	— 28	176	167
1963	232	41	...	257	— 257	— 6	— 263	— 222	— 223
1964	1.660	10	1	59	— 58	...	— 58	— 48	— 49
1965	540	14	500	40	460	— 5	455	469	463
1966	659	p 10	764	40	724	...	724	p 734	734
1967	86	n.d.	p 86	p 57	p 29	...	p 29	n.d.	p 44

Total général

1959	12.669	4.373	3.411	1.617	1.794	793	2.587	6.960	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	6.978	12.596
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	11.702	14.782
1963	15.188	6.582	4.640	1.905	2.735	412	3.147	9.729	11.795
1964	23.216	11.578	3.849	2.167	1.682	1.024	2.706	14.284	14.151
1965	23.337	11.056	6.626	2.084	4.542	1.291	5.833	16.889	18.258
1966	30.594	p 13.950	3.890	2.183	1.707	1.928	3.635	p 17.585	16.721
1967	33.557	n.d.	p 3.143	p 2.779	p 364	p 3.728	p 4.092	n.d.	p 24.067

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Sources : Chiffres définitifs : *Institut National de Statistique* (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : *Commission bancaire + B.N.B.*

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	
1965 6 premiers mois ...	12.819	3.481	2.985	6.466	495	8	500	508
9 premiers mois ...	15.856	4.835	3.621	8.456	495	8	500	508
12 mois	22.797	7.226	6.126	13.352	540	8	500	508
1966 3 premiers mois ...	7.406	3.603	365	3.968	...	...	450	450
6 premiers mois ...	16.775	5.312	979	6.291	1	...	450	450
9 premiers mois ...	18.823	6.239	1.505	7.744	655	10	450	460
12 mois	29.935	9.715	3.126	12.841	659	10	764	774
1967 3 premiers mois ...	3.021	1.072	1.313	2.385	...	...	...	...
6 premiers mois ...	16.044	2.345	1.669	4.014	46	15	...	15
9 premiers mois ...	20.505	4.263	1.669	5.932	46	15	...	15
12 mois	33.471	10.099	<i>p</i> 3.057	<i>p</i> 13.156	86	15	<i>p</i> 86	<i>p</i> 101
1966 Novembre	6.951	2.246	1.004	3.250	4	...	...	...
Décembre	2.986	870	118	988	...	...	...	...
1967 Janvier	895	326	31	357	...	...	...	...
Février	835	358	26	384	...	...	...	...
Mars	1.291	388	1.256	1.644	...	...	...	...
Avril	1.226	477	258	735	...	...	...	...
Mai	1.027	365	62	427	31	...	...	...
Juin	10.770	431	36	467	15	15	...	15
Juillet	2.243	593	...	593	...	...	...	...
Août	638	105	...	105	...	...	...	...
Septembre	1.580	1.220	...	1.220	...	...	...	...
Octobre	2.215	860	125	985	...	...	...	...
Novembre	3.910	3.236	580	3.816	...	...	...	...
Décembre	6.841	1.740	...	1.740	40	...	...	...
1968 Janvier	1.584	500	...	500	...	...	...	...
Février	2.753	1.759	...	1.759	18	...	...	...
Mars	<i>p</i> 3.730	700	400	1.100	...	...	...	...
Avril	<i>p</i> 4.495	2.156	...	2.156	...	...	...	...
Mai	<i>p</i> 6.203	713	...	713	525	...	...	...
Juin	<i>p</i> 17.283	965	...	965	36	...	2.000	2.000
Juillet	<i>p</i> 479	174	...	174	...	...	...	...
Août	<i>p</i> 668	229	...	229	...	...	...	...
Septembre	<i>p</i> 3.313	3.048	...	3.048	...	...	...	...

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.
² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.
³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les obligations des banques belges.
N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII - 4].

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1960 et 1960-1960* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières 1	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraits de capitaux (9)
	Banques de dépôts 2	Fonds des Rentes	Autres organismes 3	Banques de dépôts 2	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 4		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		(9)
1958	2.078	...	1.821	15	968	2.496	420	3.899	577
1959	2.191	159	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	37
1961	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963	1.585	202	1.842	1.600	122	1.126	781	3.629	49
1964	1.879	6	2.743	1.310	480	1.690	1.148	4.628	11
1965	1.767	722	2.546	1.417	5	2.356	1.257	5.035	83
1966	1.905	264	2.658	1.222	805	1.696	1.104	4.827	...
1967	1.984	1.148	3.299	1.731	282	3.418	1.000	6.431	...
1967 1 ^{er} trimestre	1.944	233	4.021	1.633	426	3.380	759	6.198	...
2 ^e trimestre	2.015	601	3.245	1.694	613	2.614	940	5.861	...
3 ^e trimestre	2.080	1.861	2.851	1.812	95	3.708	1.177	6.792	...
4 ^e trimestre	1.895	1.874	3.094	1.783	...	3.961	1.119	6.863	...
1968 1 ^{er} trimestre	2.604	1.560	3.198	2.050	...	4.599	713	7.362	...
2 ^e trimestre	2.206	1.611	2.952	2.358	95	3.236	1.080	6.769	...
3 ^e trimestre	1.921	1.864	2.701	2.524	301	2.304	1.357	6.486	...
1967 Février	2.290	3	4.093	1.871	576	3.225	714	6.386	...
Mars	1.381	566	3.759	1.765	94	3.071	776	5.706	...
Avril	1.700	628	4.022	1.796	337	3.117	1.100	6.350	...
Mai	1.745	991	3.018	2.150	92	2.651	861	5.754	...
Juin	2.608	171	2.702	1.120	1.429	2.072	860	5.481	...
Juillet	1.779	874	2.641	1.784	282	1.706	1.522	5.294	...
Août	2.514	2.167	2.808	1.727	...	4.573	1.189	7.489	...
Septembre	1.941	2.564	3.113	1.930	...	4.881	807	7.618	...
Octobre	1.378	2.817	2.803	2.085	...	3.846	1.067	6.998	...
Novembre	1.779	1.616	3.482	1.743	...	4.249	885	6.877	...
Décembre	2.524	1.180	3.010	1.519	...	3.797	1.398	6.714	...
1968 Janvier	2.630	1.615	3.239	1.784	...	5.200	500	7.484	...
Février	1.902	1.819	3.236	2.523	...	3.651	783	6.957	...
Mars	3.235	1.263	3.121	1.873	...	4.886	860	7.619	...
Avril	2.445	1.997	2.421	2.406	...	3.286	1.171	6.863	...
Mai	1.798	1.412	3.425	2.604	98	3.066	867	6.635	...
Juin	2.389	1.432	2.994	2.056	188	3.365	1.206	6.815	...
Juillet	1.702	2.364	2.368	2.819	149	1.696	1.770	6.434	...
Août	1.622	1.606	2.918	2.348	61	2.649	1.088	6.146	...
Septembre	2.456	1.613	2.822	2.399	708	2.576	1.208	6.891	...
Octobre	1.186	2.019	2.523	2.511	79	1.780	1.358	5.728	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Depuis cette même date, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.

Les capitaux qui sont occasionnellement empruntés par certains organismes et repris par eux le même jour, sont recensés comme des prêts des prêteurs initiaux et des emprunts des emprunteurs ultimes. En vue d'éviter un double emploi, il est fait abstraction des emprunts et des prêts des organismes qui ont agi comme intermédiaires.

1 Jusqu'au 31 décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

2 Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

3 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B. et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

4 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'Institut de Récompte et de Garantie ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la Banque Nationale de Belgique (4)	
1963	39,3	0,7	14,8	4,7	59,5
1964	47,4	1,2	15,6	5,3	69,5
1965	56,6	1,9	14,9	4,0	77,4
1966	62,6	0,8	15,6	8,8	87,8
1967	74,2	2,5	17,4	6,8	100,9
1963 4 ^e trimestre	43,8	1,0	14,0	4,9	63,7
1964 1 ^{er} trimestre	45,0	1,1	16,2	4,2	66,5
2 ^e trimestre	46,7	1,3	17,5	4,5	70,0
3 ^e trimestre	46,5	1,4	14,6	8,1	70,6
4 ^e trimestre	51,4	1,0	14,1	4,5	71,0
1965 1 ^{er} trimestre	55,0	1,5	15,2	2,2	73,9
2 ^e trimestre	55,1	1,7	15,8	3,4	76,0
3 ^e trimestre	56,2	2,8	13,9	4,8	77,7
4 ^e trimestre	59,9	1,8	14,8	5,7	82,2
1966 1 ^{er} trimestre	59,5	1,4	17,0	7,0	84,9
2 ^e trimestre	61,2	0,7	16,4	8,8	87,1
3 ^e trimestre	62,3	0,4	14,8	10,1	87,6
4 ^e trimestre	67,5	0,6	14,3	9,2	91,6
1967 1 ^{er} trimestre	70,0	1,5	16,9	8,1	96,5
2 ^e trimestre	74,3	0,6	17,8	7,6	100,3
3 ^e trimestre	73,4	3,8	17,4	6,5	101,1
4 ^e trimestre	79,4	4,0	17,5	4,7	105,6
1968 1 ^{er} trimestre	83,8	2,5	19,9	7,5	113,7
2 ^e trimestre	86,9	1,7	21,6	7,6	117,8
3 ^e trimestre	85,2	1,5	21,7	11,8	120,2

¹ Encours utilisables des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les parafinanciers d'exploitation) et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la Banque Nationale.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la Banque Nationale.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967, p. 241.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme		Autres opérations 1		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1966	39	2	160	1.146	322	1.148	482	507	117	1.655	599
1967	39	3	200	1.383	406	1.386	606	637	128	2.023	734
1967 2 ^e trimestre	39	2	174	1.352	404	1.354	578	596	121	1.950	699
3 ^e trimestre	39	3	239	1.304	380	1.307	619	621	127	1.928	746
4 ^e trimestre	39	3	214	1.616	430	1.619	644	716	135	2.335	779
1968 1 ^{er} trimestre	39	3	254	1.640	416	1.643	670	761	135	2.404	805
2 ^e trimestre	39	3	215	1.678	455	1.681	670	818	139	2.499	809
3 ^e trimestre	39	3	221	1.647	480	1.650	701	829	143	2.479	844
1967 Avril	39	2	171	1.264	405	1.266	576	617	115	1.883	691
Mai	39	2	168	1.356	422	1.358	590	487	115	1.845	705
Juin	39	2	184	1.435	383	1.437	567	684	134	2.121	701
Juillet	39	3	164	1.270	420	1.273	584	612	130	1.885	714
Août	39	3	280	1.299	381	1.302	661	622	131	1.924	792
Septembre	39	3	272	1.343	338	1.346	610	628	122	1.974	732
Octobre	39	3	240	1.580	434	1.583	674	732	139	2.315	813
Novembre	39	3	199	1.577	423	1.580	622	693	132	2.273	754
Décembre	39	3	204	1.691	433	1.694	637	723	134	2.417	771
1968 Janvier	39	3	284	1.738	439	1.741	723	790	142	2.531	865
Février	39	3	232	1.581	409	1.584	641	745	130	2.329	771
Mars	39	3	246	1.602	400	1.605	646	759	132	2.364	778
Avril	39	3	232	1.696	443	1.699	675	835	139	2.534	814
Mai	39	3	221	1.761	458	1.764	679	851	146	2.615	825
Juin	39	2	191	1.578	464	1.580	655	768	133	2.348	788
Juillet	39	3	230	1.781	533	1.784	763	902	154	2.686	917
Août	39	3	199	1.512	432	1.515	631	755	131	2.270	762
Septembre	39	3	235	1.648	475	1.651	710	830	145	2.481	855
Octobre	39	3	212	1.906	566	1.909	778	955	177	2.864	955

1 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. 1, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. 1, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

I. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte			Avances en compte courant et prêts sur *		
	Traites acceptées	Traites domiciliées en banque	Traites non acceptées	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 366 jours 1	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 366 jours 2
1962 18 janvier	4,25	4,25	4,25	4,25	5,—	5,50
22 mars	4,—	4,—	4,50	4,—	4,50	5,25
9 août	3,75	3,—	4,25	3,75	4,25	5,—
6 décembre	3,50	3,50	4,50	3,50	4,—	5,—
1963 18 juillet	4,—	4,—	5,—	4,—	4,50	5,50
31 octobre	4,25	4,25	5,—	4,50	5,25	6,25
1964 4 février	4,25	4,25	5,—	4,75	5,50	6,50
3 juillet	4,75	4,75	5,25	5,—	5,50	6,50
18 décembre	4,75	4,75	5,25	5,25	5,75	6,50
1966 2 juin	5,25	5,25	6,25	5,75	6,25	7,—
27 octobre	5,25	5,25	6,25	6,75	6,75	7,—
1967 2 février	5,—	5,—	6,25	6,—	6,25	6,75
23 mars	4,75	4,75	5,50	6,—	6,25	6,50
20 avril	4,75	4,75	5,50	6,—	6,50	6,50
11 mai	4,50	4,50	5,25	5,50	5,75	6,25
14 septembre	4,25	4,25	5,—	6,—	5,25	6,—
26 octobre	4,—	4,—	5,50	5,75	5,25	5,75
1968 7 mars	3,75	3,75	4,50	5,—	5,50	5,50

* Quotité de l'avance au 30 novembre 1968

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours 1 ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

1 Durée maximum portée à 874 jours à partir du 20 décembre 1967.

2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Cont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics • au porteur • libellés en francs belges.

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Moyennes ¹	A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme ²			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes ³		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ⁷			
		1 mois	2 mois	3 mois	4 8	5 8		6 mois	9 mois	12 mois	
1961	2,56										
1962	2,14										
1963	2,31	1964	4,25	4,50	4,75	5,25	4,89	1964 8 déc.	5,40	5,55	5,65
1964	3,35	1965	4,10	4,40	4,75	5,15	5,04	1965 14 déc.	5,30	5,45	5,50
1965	3,17	1966	5,35	5,60	5,85	6,15	5,48	1966 13 déc.	6,05	6,10	6,25
1966	3,88	1967	3,80	4,10	4,40	4,90	5,56	1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15
1967	3,19										
1967 Novembre	2,53	1967 Nov. ..	3,85	4,15	4,45	4,85	4,85	1968 9 janv.	5,00	5,10	5,10
Décembre	2,54	Déc. ...	3,80	4,10	4,40	4,90	4,86	13 fév.	4,90	5,00	5,00
1968 Janvier	2,57	1968 Janv. .	3,70	4,00	4,35	4,75	4,82	12 mars	4,75	4,90	4,90
Février	2,63	Févr. ..	3,40	3,70	4,10	4,50	4,61	9 avril	4,65	4,75	4,80
Mars	2,45	Mars .	3,20	3,55	3,95	4,40	4,40	14 mai	4,70	4,75	4,75
Avril	2,73	Avril .	2,95	3,35	3,75	4,20	4,26	11 juin	4,70	4,75	*
Mai	2,78	Mai ...	2,95	3,35	3,75	4,25	4,25	9 juillet	4,70	4,75	4,75
Juin	2,64	Juin ..	2,95	3,35	3,75	4,25	4,25	13 août	4,70	*	*
Juillet	3,22	Juillet .	2,95	3,35	3,75	4,25	4,25	10 sept.	4,75	*	4,75
Août	2,79	Août ..	2,95	3,35	3,75	4,25	4,25	8 oct.	4,85	4,90	4,90
Septembre	2,80	Sept. ..	3,00	3,40	3,80	4,35	4,32	12 nov.	5,00	5,10	5,10
Octobre	3,04	Oct. ...	3,10	3,60	4,10	4,50	4,43				

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti », mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce Protocole.) Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 8233).

³ Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1963, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.826 millions) portant intérêt au taux de 3,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 31-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1^{er} janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1^{er} janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

⁴ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

⁵ Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires de l'année ou du mois.

⁶ Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

⁷ Jusqu'à la fin de 1963, taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés. A partir de janvier 1964, taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

* Pas d'adjudication.

XIX - 4. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à				
	vue	15 jours de préavis ²	Terme ²		
			1 mois	3 mois	6 mois
1958 27 mars	0,50	1,10	2,05	2,45	2,85
5 juin	0,50	1,00	1,80	2,20	2,60
3 juillet	0,50	0,95	1,55	1,95	2,35
28 août	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15
1959 8 janvier	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95
1960 1 ^{er} janvier	0,50	1,05	1,90	3,00	3,10
4 août	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60
1961 24 août	0,50	1,50	2,65	3,30	3,45
28 décembre	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30
1962 18 janvier	0,50	1,15	2,15	3,00	3,15
26 mars	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90
9 août	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70
1963 6 novembre	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50
1964 23 mars	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80
13 juillet	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00
1966 1 ^{er} juillet	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30
1967 1 ^{er} mai	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10
1968 1 ^{er} janvier	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00
8 avril	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 5. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
1958 1 ^{er} janvier	3,00	0,30	2,00	—
1959 1 ^{er} janvier	3,00	—	2,00	—
1960 1 ^{er} janvier	3,00	0,30	2,00	0,20
1963 1 ^{er} janvier	2,75	0,275	2,00	0,20
1 ^{er} mai	3,00	0,30	2,00	0,20
1964 1 ^{er} janvier	3,00	0,40	2,00	0,30
1965 1 ^{er} janvier	3,00	0,50	2,00	0,40

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à : 250.000 F pour la période du 1-1-1958 au 31-12-1964; 350.000 F pour la période du 1-1-1965 au 31-12-1966; 500.000 F à partir du 1-1-1967.

² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant les limites décrites au 1.

³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret durant l'année civile entière (à partir de 1965 : entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année).

**XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT DES TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 ^{er} décembre 1962					Emprunts émis après le 1 ^{er} décembre 1962					
	Dette unifiée (rendement eu égard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans ³		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée) ²	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans ³		Taux moyen pondéré ²
		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes		Etat	Paraétatiques et villes			
									3,50 à 5,50 %	3 à 5,50 %		4,75 à 5,50 %	3 à 5,50 %	6,25 %	5,50 à 6,50 %	5 à 7 %	3 à 7 %
1958	4,93	—	5,53 ¹	6,47	6,51	6,41	—	—	—	—	—
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85	—	—	—	—	—
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—	—	—
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—	—	—
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—	—	—
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—	—	—
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	—	—	5,98	5,95	5,98
1965	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,83	—	—	6,43	6,55	6,47
1966	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	—	—	6,45	6,54	6,49
1967 Août	4,06	5,45	5,63	5,74	5,77	5,63	—	—	6,64	6,73	6,70
Septembre	4,06	5,55	5,59	5,77	5,75	5,65	—	—	6,64	6,72	6,70
Octobre	4,06	5,74	5,57	5,77	5,71	5,71	—	—	6,66	6,76	6,72
Novembre	4,06	5,62	5,63	5,81	5,69	5,68	—	—	6,57	6,74	6,66
Décembre	4,06	5,54	5,59	5,71	5,70	5,62	—	—	6,54	6,69	6,63
1968 Janvier	4,06	5,67	5,56	5,70	5,70	5,66	—	—	6,58	6,68	6,64
Février	4,06	5,62	5,49	5,68	5,68	5,63	—	—	6,60	6,68	6,65
Mars	4,06	5,59	5,26	5,54	5,61	5,53	—	—	6,51	6,61	6,57
Avril	4,06	5,46	5,20	5,48	5,56	5,46	6,56	—	6,51	6,60	6,57
Mai	4,06	5,40	5,12	5,46	5,62	5,42	6,51	—	6,47	6,56	6,53
Juin	4,06	5,35	5,15	5,50	5,69	5,42	6,54	6,47	6,44	6,57	6,52
Juillet	4,06	5,49	5,22	5,41	5,64	5,48	6,59	6,52	6,52	6,59	6,57
Août	4,06	5,38	5,17	5,45	5,63	5,42	6,52	6,48	6,45	6,59	6,52
Septembre	4,06	5,58	5,21	5,49	5,64	5,52	6,63	6,58	6,58	6,59	6,60
Octobre	4,06	5,68	5,31	5,66	5,70	5,62	6,58	6,59	6,58	6,64	6,62
Novembre	4,06	5,65	5,28	5,64	5,71	5,59	6,59	6,61	6,59	6,66	6,63

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

¹ Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %. — ² Y compris les emprunts de Sociétés à plus de 5 ans. — ³ Non compris les emprunts perpétuels.
N. B. : — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis ¹		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1959		4,—		4,—		4,—		4,—		3,50		3,50		²		2,—
1960 Janvier ...							21	5,—								
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre .	11	4,—														
Décembre ..							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre .							2	6,—								
1962 Mars							8	5,50								
Mars							22	5,—								
Avril							26	4,50			25	4,—				
Juin													26	6,—		
Septembre .													10	5,50		
Octobre ...													12	5,—		
Novembre .													13	4,—		
1963 Janvier ...							3	4,—			8	3,50				
Mai													6	3,50		
Juillet			17	3,50									11	4,—		
Août																
Novembre .					14	4,—										
1964 Janvier ...											6	4,—				
Février ...							27	5,—								
Juin											4	4,50				
Juillet															3	2,50
Novembre .			24	4,—			23	7,—					23	4,25		
1965 Janvier ...	22	3,50														
Avril					9	3,50										
Juin							3	6,—								
Août	13	4,—														
Décembre ..			6	4,50									6	4,75		
1966 Mars													14	5,25		
Mai	27	5,—									2	5,—				
Juillet							14	7,—							6	3,50
1967 Janvier ...	6	4,50					26	6,50					30	5,—		
Février ...	17	4,—														
Mars							16	6,—			15	4,50	7	4,50		
Avril	14	3,50	7	4,—			4	5,50								
Mai	12	3,—													10	3,—
Juillet													28	5,—		
Septembre .																
Octobre ...							19	6,—								
Novembre .							9	6,50								
Novembre .			20	4,50			18	8,—					20	6,—		
1968 Janvier ...													22	7,—		
Mars			22	5,—			21	7,50					15	7,50		
Avril			19	5,50												
Juillet					4	5,—							2	7,—		
Juillet													29	6,50		
Août			30	5,25												
Septembre .							19	7,—					3	6,—		
Novembre .					13	6,—										

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

¹ Federal Reserve Bank of New York.

² Entré le 1-11-1956 et le 26-6-1962, le taux de la Banque du Canada était ajusté une fois par semaine en fonction de l'évolution du taux moyen des bons du Trésor.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

(Ancienne présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre
ACTIF				
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	17.448	20.665	22.415	23.824
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	2.627	3.370	4.716	5.200
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	2.263	3.096	4.405	4.926
<i>Autres opérations</i>	364	274	311	274
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	630	589	1.471	1.471
Monnaies divisionnaires	28	24	22	30
Comptes courants postaux	911	920	1.135	1.221
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.316	3.546	1.682	3.427
Portefeuille d'escompte	20.007	18.606	19.053	16.010
Effets représentatifs de crédits à court terme :				
<i>Effets escomptés sur la France</i>	7.030	6.173	6.925	7.038
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i> .....	...	...	...	...
<i>Effets garantis par l'Office des céréales</i> ⁴	575	669	612	141
<i>Obligations cautionnées</i> .....	—	...	...	1.332
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :				
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	} 12.402	6.819	6.188	4.050
<i>Autres crédits à moyen terme</i>		4.945	5.328	3.449
Effets négociables achetés en France ⁵ ...	3.220	4.546	6.183	8.840
Avances à 30 jours sur effets publics	72	32	5	12
Avances sur titres	71	88	91	99
Avances sur or .....	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	1.656	1.689	1.465	1.368
Divers	1.468	1.497	1.142	1.373
Total ...	61.226	65.344	69.152	72.647
PASSIF				
Engagements à vue :				
Billets au porteur en circulation	55.781	59.544	64.170	67.627
Comptes créditeurs	3.479	3.668	3.272	3.066
<i>Comptes courants du Trésor public</i> ...	1	...	...	...
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	238	426	169	226
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i> .	1.789	1.807	1.721	1.345
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.451	1.435	1.382	1.495
Capital de la Banque	250	250	250	250
Divers	1.716	1.882	1.460	1.704
Total ...	61.226	65.344	69.152	72.647

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1930, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

(Nouvelle présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1967 31 décembre	1968 9 mai	1968 6 juin	1968 4 juillet	1968 8 août	1968 5 septembre	1968 10 octobre	1968 7 novembre
ACTIF								
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	25.618	25.223	27.424	21.008	19.214	17.835	16.999	16.543
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	4.683	4.699	2.179	1.432	1.471	1.514	1.274	1.249
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	4.423	4.440	1.907	1.216	1.216	1.216	1.216	1.216
<i>Autres opérations</i>	260	259	272	216	255	298	58	33
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	1.380	1.335	1.335	1.290	1.290	1.290	1.290	1.290
Monnaies divisionnaires	7	28	16	20	27	17	20	32
Comptes courants postaux	1.194	1.277	1.435	1.597	2.105	1.084	1.355	1.229
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.153	3.855	2.972	3.855	3.855	3.850	3.855	3.855
Portefeuille d'escompte	25.185	24.102	23.348	28.299	33.906	35.954	38.537	37.073
Mobilisation de créances sur la France								
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
<i>Obligations cautionnées</i>	1.810	1.272	...	1.647	1.882	2.144	2.074	2.030
<i>Effets garantis par l'Office des céréa- les</i> ⁴	1.859	643	379	488	580	749	1.414	1.547
<i>Autres effets sur la France</i>	7.697	7.930	8.636	8.996	10.073	10.713	11.576	10.606
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :								
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	2.565	2.110	3.500	4.077	5.620	6.660	6.954	5.660
<i>Autres crédits à moyen terme</i>	2.249	2.073	2.647	3.227	4.865	4.656	4.965	4.923
Mobilisation de créances sur l'étranger								
Effets représentatifs de crédits à court terme	4.722	5.740	4.002	5.409	6.425	6.325	6.778	7.499
Effets de mobilisation de créances à moyen terme	4.283	4.334	4.184	4.455	4.461	4.707	4.776	4.808
Effets négociables achetés en France ⁵ .	3.443	3.043	2.768	12.005	8.728	8.053	8.388	7.460
Avances à 30 jours sur effets publics ...	212	—	—	—	—	—	—	—
Avances sur titres	86	105	201	121	99	90	144	142
Effets en cours de recouvrement	1.638	968	8.158	1.126	888	853	1.133	1.513
Divers	1.815	1.612	4.400	2.228	3.127	3.716	4.971	4.508
Total ...	78.186	76.019	84.008	82.753	84.482	84.028	87.738	84.666

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	70.508	65.972	73.348	72.641	72.751	71.563	71.887	71.450
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	3.606	6.321	3.252	4.393	4.464	4.614	5.981	3.497
Autres comptes créditeurs	1.761	1.553	3.604	3.041	3.378	3.591	4.126	4.093
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	1	...	...	1	...	1	1
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	246	158	1.361	1.423	1.930	2.291	2.769	2.622
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.515	1.394	2.243	1.618	1.447	1.300	1.356	1.470
Capital de la Banque	250	250	250	250	250	250	250	250
Divers	2.061	1.923	3.554	2.428	3.639	4.010	5.494	5.376
Total ...	78.186	76.019	84.008	82.753	84.482	84.028	87.738	84.666

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1965 February 28	1966 February 28	1967 February 28	1968 February 28	1967 October 4	1968 October 9	1967 November 8	1968 November 6
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-------------------	-------------------	--------------------	--------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.638	2.788	2.888	3.038	2.988	3.138	3.038	3.138
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.650	2.800	2.900	3.050	3.000	3.150	3.050	3.150
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.650	2.800	2.900	3.050	3.000	3.150	3.050	3.150

Notes Issued :								
In Circulation	2.604	2.784	2.869	3.016	2.971	3.112	2.998	3.129
In Banking Department	46	16	31	34	29	38	52	21
Total ...	2.650	2.800	2.900	3.050	3.000	3.150	3.050	3.150

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	233	380	458	526	411	547	448	584
Other Securities :								
Discounts and Advances	72	70	93	88	145	61	106	76
Securities	26	28	27	31	27	33	27	31
Notes	46	16	31	34	29	38	52	21
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	378	495	610	680	613	680	634	713

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	4	3	3	3
Public Deposits	11	13	12	13	13	11	10	12
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits	—	97	201	218	208	220	212	223
Other Deposits :								
Bankers	262	272	268	302	263	299	279	326
Other Accounts	86	94	110	128	110	132	115	134
Total ...	378	495	610	680	613	680	634	713

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1964 December 31	1965 December 31	1966 December 31	1967 December 31	1967 October 4	1968 October 9	1967 November 8	1968 November 6
ASSETS								
Gold certificate account	15.075	13.436	12.674	11.481	12.509	10.026	12.408	10.026
Cash	146	129	298	360	356	310	358	283
Discounts and advances	186	137	173	141	138	288	169	534
Acceptances :								
Bought outright	59	75	69	75	54	54	54	59
Held under repurchase agreement	35	112	124	89	134	...	...	...
Federal agency obligations :								
Held under repurchase agreement	—	—	34	38	...	...	...	26
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	6.044	9.100	11.803	15.975	14.500	18.425	14.894	19.294
Certificates .....	...	...	4.351	...	...	...	...	...
Notes	25.188	24.828	21.302	26.918	26.198	28.424	26.198	28.424
Bonds	5.274	6.550	6.199	6.087	6.621	5.757	6.621	5.757
Total bought outright ...	36.506	40.478	43.655	48.980	47.319	52.606	47.713	53.475
Held under repurchase agreement	538	290	627	132	...	...	...	148
Total U.S. Government securities ...	37.044	40.768	44.282	49.112	47.319	52.606	47.713	53.623
Total loans and securities	37.324	41.092	44.682	49.455	47.645	52.948	47.936	54.242
Cash items in process of collection	7.190	6.915	7.879	8.465	7.478	7.860	6.921	8.512
Bank premises	102	103	107	112	111	115	111	114
Other assets	552	977	1.418	2.153	1.449	2.045	1.801	2.154
Total assets ...	60.389	62.652	67.058	72.026	69.548	73.304	69.535	75.331

LIABILITIES								
Federal Reserve notes	34.659	37.074	39.339	41.642	39.874	42.807	40.406	43.100
Deposits :								
Member bank reserves	18.086	18.447	19.794	20.999	20.857	20.525	20.402	21.671
U.S. Treasurer - general account	820	668	416	1.123	525	1.295	599	1.044
Foreign	229	150	174	135	134	112	137	136
Other	321	355	588	663	478	481	474	434
Total deposits ...	19.456	19.620	20.972	22.920	21.994	22.413	21.612	23.285
Deferred availability cash items	4.584	4.667	5.369	5.972	6.047	6.182	5.836	7.034
Other liabilities and accrued dividends ...	642	189	238	296	279	386	289	406
Total liabilities ...	59.341	61.550	65.918	70.830	68.194	71.788	68.143	73.825

CAPITAL ACCOUNTS

Capital paid in	524	551	570	598	589	621	590	623
Surplus	524	551	570	598	570	598	570	598
Other capital accounts .....	...	...	...	...	195	297	232	285
Total liabilities and capital accounts ...	60.389	62.652	67.058	72.026	69.548	73.304	69.535	75.331
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	122	144	191	156	198	121	164	118

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK

(miljoenen guldens)

	1964 31 december	1965 31 december	1966 31 december	1967 31 december	1967 9 oktober	1968 7 oktober	1967 6 november	1968 4 november
ACTIVA								
Goud	6.080	6.327	6.234	6.166	6.237	6.113	6.237	6.113
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	1.435	1.096	1.119	2.023	1.357	869	1.826	649
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	31	44	53	50	101	264	34	264
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto .....	...	7	78	203	106	253	120	66
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	346	704	1.139	895	964	1.535	965	1.519
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	16	157	234	283	381	290	98	636
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	14	30	22	20	22	17	22	29
Belegging van kapitaal en reserves	173	164	162	183	191	229	191	229
Gebouwen en inventaris .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen	17	15	20	24	23	13	20	13
Totaal ...	8.112	8.544	9.061	9.847	9.382	9.583	9.513	9.518

PASSIVA

Bankbiljetten in omloop	6.927	7.682	8.245	8.558	8.133	8.419	8.142	8.482
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	853	525	437	873	874	745	1.001	613
's Rijks schatkist	665	394	326	775	797	690	942	566
Banken in Nederland	138	91	76	43	16	16	13	13
Andere ingezetenen	50	40	35	55	61	39	46	34
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	79	64	56	57	51	47	44	49
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	73	57	50	48	41	38	36	37
Andere niet-ingezetenen	6	7	6	9	10	9	8	12
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	14	13	13	13	13	8	11	8
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	165	163	171	209	171	209	171	209
Diverse rekeningen	54	77	119	117	120	135	124	137
Totaal ...	8.112	8.544	9.061	9.847	9.382	9.583	9.513	9.518

N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte muntbiljetten

65	71	72	34	38	25	37	25
----	----	----	----	----	----	----	----

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1964 dicembre	1965 dicembre	1966 dicembre	1967 dicembre	1967 agosto	1968 agosto	1967 settembre	1968 settembre
Oro in cassa	1.000	1.502	1.509	1.500	1.500	1.706	1.500	1.740
Cassa ¹	22	24	35	44	39	37	36	24
Portafoglio ²	764	720	939	1.243	799	980	792	973
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	285	311	664	1.209	649	819	657	660
Prorogati pagamenti	51	93	95	...	...	...	...	...
Ufficio italiano dei cambi	2.069	1.982	2.129	2.474	2.434	2.364	2.474	2.315
Disponibilita in divisa all'estero	64	...	—	—	—	—	—	—
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	519	405	619	747	481	718	500	687
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	305	211	241	365	267	377	268	406
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	410	377	339	339	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria	558	913	537	166	401	302	398	599
Servizi diversi per conto dello Stato	29	33	59	61	65	76	52	69
Spese	88	102	133	157	81	99	87	106
Totale attivo ...	6.164	6.673	7.299	8.305	7.055	7.817	7.103	7.918
Circolazione dei biglietti ⁵	3.914	4.283	4.595	5.126	4.312	4.747	4.362	4.786
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	57	41	62	52	30	33	27	38
Conti correnti liberi	119	157	172	256	66	39	69	48
Conti correnti vincolati	1.459	1.738	1.933	2.162	2.151	2.328	2.160	2.345
Creditori diversi	517	340	391	537	400	555	383	579
C/c servizio tesoreria .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Servizi diversi per conto dello Stato .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	6	7	8	9	8	9	8	9
Fondo di riserva straordinario	3	4	5	6	6	7	6	6
Rendite	89	103	133	157	82	99	88	107
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	—	—	—	—	—
Totale passivo e patrimonio ...	6.164	6.673	7.299	8.305	7.055	7.817	7.103	7.918
Depositanti di titoli e valori	4.918	4.991	6.338	7.340	6.172	7.018	6.310	6.895
¹ Comprese monete di Stato	2	1	22	24	23	16	23	15
² Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito	363	387	414	441	430	462	434	465
— istituti speciali	279	293	314	335	318	335	312	340
³ Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito	282	308	661	1.208	645	812	653	655
— privati	2	1	1	1	1	4	1	4
⁴ Compresi BOT	242	107	108	153	37	81	22	86
⁵ Compresi biglietti presso il Tesoro	2	2	1	2	2	2	2	n.d.
⁶ Compresi vaglia e assegni	21	22	27	28	20	16	19	17

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1964 31 Dezember	1965 31 Dezember	1966 31 Dezember	1967 31 Dezember	1967 6 Oktober	1968 7 Oktober	1967 7 November	1968 7 November
AKTIVA								
Gold	16.731	17.371	16.905	16.647	16.860	17.565	16.843	17.565
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	10.770	8.111	9.775	10.353	9.551	9.375	9.873	9.431
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	563	892	1.084	1.953	1.829	2.890	1.655	3.147
Sonstige Geldanlagen im Ausland und Forderungen an das Ausland	—	—	—	1.000	1.000	3.200	1.000	3.200
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.684	3.344	3.256	2.448	2.448	4.169	2.448	4.169
darunter : a) aus der Abwicklung der E.Z.U.	615	508	420	331	332	243	332	243
b) an Weltbank	1.343	1.446	1.446	1.447	1.446	1.644	1.446	1.644
c) an I.W.F.	720	1.390	1.390	670	670	2.282	670	2.282
Deutsche Scheidemünzen	116	130	166	200	223	221	229	230
Postcheckguthaben	377	409	425	418	198	190	257	235
Inlandswechsel	2.413	4.650	5.031	2.922	3.797	3.634	2.179	3.379
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen	307	345	711	...	...	...	1	...
Lombardforderungen	646	696	938	950	79	310	56	48
Kassenkredite	1.212	1.408	1.164	2.220	8	...	603	15
Wertpapiere	1.176	1.151	1.095	2.317	1.336	1.814	1.975	2.011
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	6.081	7.617	7.804	6.438	6.554	6.542	5.217	6.764
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	3.016	3.001	3.741	3.639	3.758	4.056	3.758	4.112
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	2.953	2.285	2.462	1.534	2.051	1.286	2.051	1.286
Sonstige Aktiva	463	433	357	830	411	489	432	573
	49.508	51.843	54.914	53.869	50.103	55.741	48.577	56.165

PASSIVA

Banknotenumlauf	27.692	29.455	30.770	31.574	29.791	30.766	28.633	30.193
Einlagen von	18.610	18.671	19.784	17.628	16.050	20.120	15.498	21.164
Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck- und Postsparkassenämter) ...	15.143	16.241	17.386	15.179	12.598	13.817	12.911	15.834
Öffentlichen Einlegern	3.215	2.165	2.109	2.115	3.177	6.022	2.314	5.039
Andere inländischen Einlegern	252	265	289	334	275	281	273	291
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	308	452	552	643	314	406	338	339
Einlagen ausländischer Einleger	257	418	494	506	288	358	297	296
Sonstige	51	34	58	137	26	48	41	43
Rückstellungen	1.260	1.475	1.690	1.925	1.925	2.110	1.925	2.110
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	776	861	963	1.080	1.080	1.180	1.080	1.180
Sonstige Passiva	572	639	863	729	653	869	813	889
	49.508	51.843	54.914	53.869	50.103	55.741	48.577	56.165

XX . 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1967 6 octobre	1968 7 octobre	1967 7 novembre	1968 7 novembre
ACTIF								
Encaisse or	11.794	13.164	12.297	13.370	12.292	11.371	12.281	11.366
Devises	1.679	853	2.060	1.987	1.318	1.106	1.271	1.534
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	431	429	519	174	174	144	174	144
Portefeuille effets sur la Suisse	163	139	158	142	96	89	101	89
<i>Effets de change</i>	138	130	141	142	96	89	101	89
<i>Bons du Trésor de la Confédération suisse</i>	25	9	17	...	...	...	...	...
Avances sur nantissement	78	39	109	86	19	35	17	38
Bons du Trésor étrangers en FS	432	432	432	432	432	1.442	432	1.442
Titres	65	93	182	182	186	180	182	181
<i>pouvant servir de couverture</i>	1	2	...	9	6	17	4	17
<i>autres</i>	64	91	182	173	180	163	178	164
Correspondants :	92	81	97	87	52	42	45	57
<i>en Suisse</i>	75	66	82	72	15	25	28	20
<i>à l'étranger</i>	17	15	15	15	37	17	17	37
Autres postes de l'actif	29	33	68	59	73	94	77	86
Total ...	14.763	15.263	15.922	16.519	14.642	14.503	14.580	14.937

PASSIF								
Fonds propres	56	57	58	59	59	60	59	60
Billets en circulation	9.722	10.043	10.651	11.327	10.120	10.647	10.138	10.723
Engagements à vue	3.271	3.215	3.431	4.145	2.746	2.863	2.662	3.208
<i>Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie</i>	2.908	3.005	2.982	3.811	2.464	2.389	1.867	2.709
<i>Autres engagements à vue</i>	363	210	449	334	282	474	795	499
Comptes de virements de banques tempo- rairement liés	1.035	1.035	1.035	—	690	—	690	—
Engagements à terme	433	602	389	550	600	375	600	375
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964	3	20	2	—	—	—	—	—
Autres postes du passif	243	291	356	438	427	558	431	571
Total ...	14.763	15.263	15.922	16.519	14.642	14.503	14.580	14.937

Références bibliographiques : *International Financial Statistics (F.M.I.)*. — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bolletino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse (rapports)*.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	31 décembre 1966	31 décembre 1967	30 septembre 1967	30 septembre 1968	31 octobre 1967	31 octobre 1968
I. Or en lingots et monnayé	2.583	2.720	2.709	4.034	2.721	4.060
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue ..	975	38	45	46	38	41
III. Bons du Trésor réescomptables	70	1.335	673	70	675	67
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	75	72	74	61	75	62
V. Dépôts à terme et avances :	4.108	6.231	5.108	7.133	5.373	7.608
a) à 3 mois au maximum	3.282	5.755	3.954	4.158	4.267	3.570
b) à 3 mois au maximum (or)	3	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	509	440	1.067	} 2.975	1.028	} 4.038
d) de 6 à 9 mois	113	21	70		64	
e) de 9 à 12 mois	123	15	17		14	
f) à plus d'un an	78	—	—		—	
VI. Autres effets et titres :	1.285	1.941	1.396	2.244	1.387	1.948
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	293	295	288	288	292	295
b) de 3 à 6 mois	10	20	20	} 118	13	} 121
c) de 6 à 9 mois	94	77	18		19	
d) de 9 à 12 mois	23	11	93		95	
e) à plus d'un an	—	—	—		—	
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	639	1.345	716	1.766	610	1.440
b) de 3 à 6 mois	57	83	169	} 72	260	} 92
c) de 6 à 9 mois	61	53	9		2	
d) de 9 à 12 mois	69	34	52		73	
e) à plus d'un an	39	23	31		23	
VII. Actifs divers	2	1	1	19	1	7
<i>Total actif ...</i>	9.098	12.338	10.006	13.607	10.270	13.793

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	31 décembre 1966	31 décembre 1967	30 septembre 1967	30 septembre 1968	31 octobre 1967	31 octobre 1968
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
II. Réserves	26	45	45	75	45	75
1. Fonds de Réserve Légale	13	12	12	12	12	12
2. Fonds de Réserve Générale	13	23	23	38	23	38
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ...	—	10	10	10	10	10
4. Fonds de Réserve Libre	—	—	—	15	—	15
III. Dépôts (or) :	4.303	5.032	4.242	5.252	4.238	5.315
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	34	—	—	—	—	—
b) de 9 à 12 mois	238	183	7	} 138	103	} 217
c) de 6 à 9 mois	—	—	—			
d) de 3 à 6 mois	84	52	141			
e) à 3 mois au maximum	1.163	3.172	2.174		2.723		2.033	2.681
f) à vue	2.254	995	1.432	1.815	1.463	1.842
2. Autres déposants :						
a) à plus d'un an	—	—	—	} —	—	} —
b) de 9 à 12 mois	100	17	—			
c) de 6 à 9 mois	90	—	—			
d) de 3 à 6 mois	86	55	31		59		96
e) à 3 mois au maximum	86	375	152	114	107	479
f) à vue	168	183	305	462	305	—
IV. Dépôts (monnaies) :	4.056	6.228	4.707	7.160	5.021	6.516
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	19	13	13	} 2.783	12	} 2.072
b) de 9 à 12 mois	52	47	89			
c) de 6 à 9 mois	105	89	—			
d) de 3 à 6 mois	325	377	310		252		3.283
e) à 3 mois au maximum	3.177	5.273	3.465	3.222	3.859	16
f) à vue	139	99	115	15	101	—
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	—	8	—	} 27	—	} 93
b) de 6 à 9 mois	—	—	—			
c) de 3 à 6 mois	—	—	59		66	
d) à 3 mois au maximum	209	305	635		1.098		612	1.036
e) à vue	30	17	21	15	29	16
V. Effets :	284	573	590	695	539	1.458
a) de 9 à 12 mois	—	—	—	} 524	—	} 980
b) de 6 à 9 mois	—	—	—			
c) de 3 à 6 mois	4	—	—			
d) à 3 mois au maximum	280	573	590		171		539	478
VI. Divers	78	104	66	62	71	66
VII. Comptes de profits et pertes	10	—	—	—	—	—
VIII. Provision	216	231	231	238	231	238
<i>Total passif ...</i>	9.098	12.338	10.006	13.607	10.270	13.793

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.C.C.B.R.U.	Banque Centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
	B.N.B. Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
	C.A.D.G. Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
	C.G.E.R. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P. Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
	D.U.L.B.E.A. Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
	FABRIMETAL Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
	FEBELTEX Fédération de l'Industrie Textile Belge.
	F.I.B. Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
	I.N.S. Institut National de Statistique.
	I.R.E.S.P. Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
	I.R.G. Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E. Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.P. Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	O.N.D. Office National du Ducroire.
	ONEM Office National de l'Emploi.
	O.N.S.S. Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
	R.T.B. Radiodiffusion-Télévision Belge.
	R.T.T. Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	R.V.A. Régie des Voies Aériennes.
	SABENA Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B. Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I. Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.C.Y. Société Nationale des Chemins de fer vicinaux.
	S.N.D.E. Société Nationale des Distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
(e)	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux	Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		
Population	I - 1	
Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	
Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3	
Affectation du produit national :		
a) Estimations à prix courants	I - 4a	
b) Indices des estimations aux prix de 1963	I - 4b	
II. — Emploi et chômage.		
Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1	
Chômage — Renseignements généraux	II - 2	
Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3	
III. — Agriculture et pêche.		
Production agricole	III - 1	
Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2	
IV. — Industrie.		
Indices généraux de la production industrielle	IV - 1	
Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2	
Energie	IV - 3	
Métallurgie	IV - 4	
Construction : données annuelles	IV - 5	
Construction : données mensuelles	IV - 6	
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7	
V. — Services.		
Transports :		
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a	
b) Navigation maritime	V - 1b	
c) Navigation intérieure	V - 1c	
Tourisme	V - 2	
Commerce intérieur :		
a) Indices des ventes	V - 3a	
b) Ventes à tempérament	V - 3b	
VI. — Revenus.		
Rémunérations des ouvriers	VI - 1	
Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2	
VII. — Prix et indices des prix.		
Prix de gros mondiaux	VII - 1	
Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2	
Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	
a) Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4a	
b) Indices des prix à la consommation en Belgique	VII - 4b	
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.		
1. Tableau général	VIII - 1	
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2	
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3	
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a	
b) Indices du volume	VIII - 4b	
5. Orientation géographique	VIII - 5	
IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.		
1. Chiffres annuels	IX - 1	
2. Soldes trimestriels	IX - 2	
3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3	
X. — Marché des changes.		
1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1	
2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2	
XI. — Finances publiques.		
1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1	
2. Impasse de trésorerie et son financement	XI - 2	
3. Besoins nets de financement de l'Etat et leur couverture	XI - 3	
4. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 4	
5. Détail des recettes fiscales	XI - 5	
6. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6	
XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.		
1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1964	XII - 1a	
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1965	XII - 1b	
2. Mouvements des créances et des dettes en 1965 ...	XII - 2	
3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1964 (totaux sectoriels)	XII - 3a	
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1965 (totaux sectoriels)	XII - 3b	
4. Mouvements des créances et des dettes en 1965 totaux sectoriels)	XII - 4	
XIII. — Organismes monétaires.		
1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1	
2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :		
a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a	
b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b	
c) Banques de dépôts	XIII - 2c	
d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d	
3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3	
4. Stock monétaire	XIII - 4	
5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5	
6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :		
— Destination économique apparente	XIII - 6	
— Forme et localisation	XIII - 7	
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8	

	Numéros des tableaux
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situations globales des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans des Caisses d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans de la Caisse de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers et des entreprises disponibles à l'intérieur du pays

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme .	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat	XVI - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3
4. Emissions de sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions de sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX - 4
5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 5
6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 6

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France (ancienne et nouvelle présentation)	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses.
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés.
IV - 0. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture.
IV - 2. — Indices de la production industrielle.
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle de pays de la C.E.E.
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée.
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique.
VII - 4. — Indices des prix de détail et des prix à la consommation en Belgique.
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.
XI - 6. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice.
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires.
XIII - 13. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks.
XIV - 5a. — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts.
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant.